

LA VERITE

REVUE THÉORIQUE DE LA IV^e INTERNATIONALE



SOMMAIRE

Chronique des événements mondiaux	page 5
Chine : le choc se prépare (Par Olivier Doriane).....	page 15
“Rompre la digue” (Par A. Manuel).....	page 49
Cuba devant les “réformes” de Castro (Par J. Turra).....	page 61
La signification des accords de Gaza-Jéricho (Exposé fait à Los Angeles le 23 octobre 1993 par Ralph Schoenman dans le cadre du Forum de Socialist Organizer).....	page 73
Activité internationale — Procès-verbal de la Conférence balkanique tenue à Athènes les 8 et 9 janvier 1994.....	page 87
— La dévaluation du franc CFA : une nouvelle phase dans l'offensive meurtrière contre les peuples d'Afrique (Déclaration de la IV ^e Internationale, 24 janvier 1994).....	page 105
— Notes préparatoires au XXXVIII ^e Congrès de la section française de la IV ^e Internationale (Extraits).....	page 109
Est-ce bien une révolution prolétarienne qui a commencé le 25 avril 1974 au Portugal ? (Par Pierre Roy).....	page 117

« La politique du communisme ne peut que gagner à exposer dans toute sa clarté la vérité. Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, mais non à éduquer les masses. C'est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers comme un instrument de l'action révolutionnaire.

Votre hebdomadaire s'appelle « La Vérité ». On a assez abusé de ce mot, comme de tous les autres d'ailleurs. Néanmoins, c'est un nom bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution.»

Léon Trotsky

LA VERITE

REVUE THÉORIQUE DE LA IV^e INTERNATIONALE

SOMMAIRE

- Chronique
des événements mondiaux**.....page 5
- Chine :**
le choc se prépare
(Par Olivier Doriane).....page 15
- “Rompre la digue”**
(Par A. Manuel).....page 49
- Cuba devant les “réformes” de Castro**
(Par J. Turra).....page 61
- La signification des accords de Gaza-Jéricho**
(Exposé fait à Los Angeles le 23 octobre 1993
par Ralph Schoenman dans le cadre
du Forum de Socialist Organizer).....page 73
- Activité internationale**
— Procès-verbal de la Conférence balkanique
tenue à Athènes les 8 et 9 janvier 1994.....page 87
- La dévaluation du franc CFA :
une nouvelle phase dans l'offensive meurtrière
contre les peuples d'Afrique
(Déclaration de la IV^e Internationale,
24 janvier 1994).....page 105
- Notes préparatoires au XXXVIII^e Congrès
de la section française de la IV^e Internationale
(Extraits).....page 109
- Est-ce bien une révolution prolétarienne
qui a commencé le 25 avril 1974
au Portugal ?**
(Par Pierre Roy).....page 117

LA VÉRITÉ

REVUE THÉORIQUE DE LA IV^e INTERNATIONALE

SOMMAIRE

- Chronique
des événements mondiaux page 5
- Grèce
le choc se prépare
(Par Olivier Conans) page 15
- "Rompis le dique"
(Par A. Maru) page 19
- Cuba devant les "retourés" de Castro
(Par J. Tuzat) page 61
- La signification des accords de Gaza-Jéricho
(Exposé fait à Los Angeles le 23 octobre 1993
par Ralph Schoorman dans le cadre
du Forum de Socialist Organizer) page 73
- Activité internationale
— Procès-verbal de la Conférence balkanique
tenue à Athènes les 8 et 9 janvier 1994 page 87
- La dévaluation du franc CFA :
une nouvelle phase dans l'offensive métrique
contre les peuples d'Afrique
(Déclaration de la IV^e Internationale,
24 janvier 1994) page 105
- Notes préparatoires au XXXVIII^e Congrès
de la section française de la IV^e Internationale
(Extraits) page 108
- Est-ce bien une révolution prolétarienne
qui a commencé le 25 avril 1974
au Portugal ?
(Par Pierre Roy) page 117

Chronique des événements mondiaux

Le 7 février 1994, le siège du FMI à Washington a accueilli une délégation plutôt inhabituelle pour cette institution qui assure d'ordinaire ne traiter qu'avec les gouvernements et ignorer les peuples (1).

Constituée de militants et de responsables venus des Etats-Unis, du Brésil, du Bangladesh, d'Algérie, d'Afrique du Sud, du Mexique, de Haïti, d'Espagne, de Grèce, de France et de Suisse, cette délégation ouvrière internationale résultait de la campagne commencée à l'automne 1992 lors d'une conférence internationale tenue à Moscou contre les plans de privatisation du FMI et de la Banque mondiale. Initialement, le FMI avait d'ailleurs fait savoir qu'il ne recevrait pas cette délégation. Si, finalement, la délégation fut reçue durant près de deux heures, c'est d'abord parce qu'une large campagne internationale avait été menée à cet effet. Mais c'est aussi en rapport avec les développements mêmes de la situation mondiale marquée, sur tous les continents, par une véritable levée en masse des travailleurs des villes et des campagnes contre les plans imposés par le FMI. Au cours de la rencontre, les représentants du FMI devaient d'ailleurs indiquer eux-mêmes que près de la moitié des plans qu'ils imposent sont, en cours de route, enrayés dans leur application, abandonnés. Pour quelle raison, sinon comme un résultat de la résistance des travailleurs et des peuples ?

Pour défendre leurs intérêts élémentaires, leur existence même, des millions de femmes et d'hommes se dressent partout dans le monde : face à la barbarie que programment les plans dictés par le FMI, ce sont les bases de la civilisation qu'ils défendent. C'est leur voix qui s'est fait entendre à Washington ce 7 février lorsque, par exemple, le représentant mexicain, Jack Demostenes Munoz, dépu-

té de l'Etat du Chiapas, prend la parole. Chiapas, c'est l'Etat où, affirmant la continuité de leur action avec celle de la grande figure révolutionnaire mexicaine, Emiliano Zapata, les paysans se sont soulevés en masse. Ils protestaient contre l'aggravation de leurs conditions de vie, contre le pillage de leurs terres, qu'accélére la mise en œuvre du Traité de libre commerce de l'Amérique du Nord. Loin de se limiter à leur province, le mouvement des paysans du Chiapas exprime les aspirations des travailleurs des villes et des campagnes de tout le Mexique. Mexico même a été le théâtre d'une immense manifestation, condamnant l'impérialisme et le régime qui lui est asservi.

S'adressant aux dignitaires du FMI, Munoz déclarait :

"Au Mexique, le niveau des salaires a baissé de 60 % entre 1988 et 1993. En 1988, il y avait 44 millions de pauvres ; en 1993, après la mise en œuvre de la politique du FMI, il n'y a pas un seul Mexicain qui ait échappé à la pauvreté (...). Tous les secteurs sociaux sont au bord de la dislocation. C'est en conséquence de cela que les zapatistes se sont soulevés."

IL N'Y A PAS QUE LE MEXIQUE

Il n'y a pas que le Mexique. Durant ce même mois de février, dans la Roumanie que les successeurs de Ceausescu entendent livrer à la mise en coupe réglée du FMI, plus d'un million de travailleurs se sont mis en grève.

Dans l'ensemble de l'Europe, les manifestations de la résistance de la classe ouvrière se sont multipliées : grève générale qui a fait basculer le dispositif du

pacte social en Belgique, grève des métallurgistes et des fonctionnaires allemands, grève du 27 janvier contre le pacte social en Espagne, grève de la fonction publique du 11 février au Portugal, grève générale des mineurs roumains, grèves en Pologne, résistance des travailleurs de Norvège à l'intégration forcée à l'Union européenne, révolte des marins-pêcheurs en France, etc.

Si, dans tous les pays, les travailleurs sont ainsi amenés à dresser leur mouvement de résistance et à s'engager sur la voie de la lutte de classe directe, c'est que l'offensive destructrice à laquelle ils sont confrontés ne leur laisse pas d'autre choix.

Cette offensive, commanditée par le FMI, vise — et ils ne s'en cachent pas — à faire disparaître l'ensemble des entraves à l'exploitation, entraves qui résultent "d'interminables luttes sociales", s'étendant sur plus "d'un siècle et demi", comme le rappelait *Le Monde diplomatique* de janvier 1994, qui évoquait "la destruction systématique de la législation sociale" au nom de la compétitivité, de la baisse du "coût du travail" et hypocritement de "l'emploi" (hypocritement, car chacun le sait, cette politique de l'exploitation forcenée entraîne la destruction de millions d'emplois décrétés "non rentables").

Si dans tous les pays, les travailleurs sont ainsi amenés à dresser leur mouvement de résistance, c'est qu'ils ne veulent pas de l'avenir que leur promet le système de la propriété privée des grands moyens de production en décomposition.

Si Marx a pu écrire, au XIX^e siècle, que l'Angleterre industrielle en développement montrait au monde entier son avenir, il faudrait écrire aujourd'hui que le capitalisme décomposé de cette fin de XX^e siècle montre au monde la face de son avenir en Afrique ou dans les Balkans.

C'est une véritable explosion de colère qu'a suscitée chez les dignitaires du FMI l'intervention du représentant de la Conférence ouvrière balkanique, M. Roubanis, mettant en cause le FMI comme responsable de la guerre en Yougoslavie. "Mensonges, diffamation", ont-ils rétor-

qué, lorsque Roubanis leur a mentionné les travaux d'un chercheur établissant que,

"dans l'ancienne Yougoslavie, la purification ethnique n'arriva qu'après que la thérapie de choc eut accompli son œuvre".

Cette "thérapie de choc", c'est la liquidation des entreprises, le démantèlement de la propriété sociale, la destruction des institutions qui lui étaient attachées. C'est sur les ruines accumulées par la "thérapie de choc du FMI" qu'elles avaient mises en œuvre au niveau fédéral comme dans les diverses républiques que les différentes fractions de la bureaucratie ont engagé cette guerre meurtrière contre tous les peuples. Les développements les plus récents ne font que confirmer cette analyse.

Au moment où ces lignes sont écrites, une prétendue fédération croato-bosniaque vient de se constituer et de se mettre d'accord avec le prétendu gouvernement serbe de Bosnie pour transformer Sarajevo en un nouveau Berlin et pour construire à travers toute la Bosnie et toute la Yougoslavie une succession de murs de division, de morcellement. Immédiatement, cette nouvelle a provoqué à Sarajevo même une manifestation contre la division de la ville : plus que jamais, les peuples de l'ex-Yougoslavie aspirent à vivre en paix, ils rejettent toute forme de division. La division entre les peuples des Balkans et la guerre sont introduites contre la volonté de ces peuples par les nomenklaturas, celles-là mêmes qui, hier, opprimaient ces régions dans le cadre de l'appareil d'oppression de la bureaucratie stalinienne et prétendent le faire aujourd'hui comme mafia au service du Fonds monétaire international.

Les travailleurs du monde refusent de s'agenouiller devant l'avenir "balkanique" ou "africain" qu'on voudrait leur imposer.

L'Afrique : un continent écrasé par la dette, véritable moyen de pillage ; un continent où des zones entières sont soumises ou menacées par la famine, où les plans mondiaux du capital financier organisent la mort de millions d'êtres humains ; un continent dont les peuples

viennent de subir un nouveau et terrible coup à travers la dévaluation du franc CFA.

Au cours de la délégation au FMI, Lybon Mabasa, secrétaire national adjoint de l'AZAPO (Organisation du peuple d'Azanie, Afrique du Sud) a dénoncé :

“Des populations qui comptent parmi les plus déshéritées de la planète se sont retrouvées avec une monnaie qui avait perdu la moitié de sa valeur... Les prix ont augmenté en conséquence de près de 100 % alors que le FMI avait imposé des réductions de salaire allant de 15 à 20 %. La famine va s'installer dans les grandes villes. Le montant de la dette extérieure a aujourd'hui doublé, et les entreprises nationales qui doivent être privatisées seront ainsi vendues à la moitié de leur valeur monétaire.”

Dérive ? Fatalité ? Non, résultat d'un plan mondial qui vise, face à la résistance des peuples et des travailleurs, à remettre en cause l'existence même des organisations ouvrières. Car cette nouvelle agression survient alors que du Sénégal au Cameroun, du Tchad au Nigeria, pas une région du continent n'est restée à l'écart des mobilisations, les grèves générales ripostant aux plans du FMI et à leurs conséquences.

“LE MONDE EST DANS UNE PHASE D'AJUSTEMENT STRUCTUREL”

Dans l'*International Herald Tribune* du 13 janvier 1994, un certain Erik Epstein écrit :

“Quatre ans après la chute du mur de Berlin et le triomphe final du capitalisme, les vainqueurs et leur système tant vanté se trouvent dans une crise paralysante.”

Il est frappant de constater que ce système victime d'une "crise paralysante" est en même temps présenté — et souvent par les mêmes commentateurs — comme la loi d'airain devant laquelle tout devrait plier, et à laquelle tout ce que la civilisa-

tion a édifié comme conquête collective pour l'humanité laborieuse devrait être purement et simplement sacrifié.

Recevant la délégation ouvrière internationale dans les locaux du FMI à Washington le 7 février 1994, Murrey Seeger (conseiller spécial aux relations extérieures du FMI) l'a dit avec une brutale franchise :

« Le monde est dans une phase d'ajustement structurel. Il n'y a pas besoin d'acier. Il ne peut être utilisé dans les autos ni même dans l'industrie de construction. Aussi les reconversions sont nécessaires. Maintenant, la situation économique est déclinante. Cela prendra du temps, mais notre point de vue, c'est que les plans d'ajustement structurel ouvrent la porte à d'autres choses. Nous disons effectivement aux gouvernements : “Vous devez être concernés par les conséquences sociales, vous devez mettre en place un filet de sécurité.” Et nous disons aux gouvernements : “Vous devez vous ajuster, vous devez vous adapter, il est nécessaire de restructurer.” Les choses ne peuvent continuer comme elles sont. »

A Davos, en Suisse, une cinquantaine de personnalités de "haut rang" se sont réunies à l'occasion d'un forum de l'économie mondiale. D'après le quotidien français *La Tribune*, M. Raymond Barre, ex-Premier ministre et candidat malheureux aux élections présidentielles de 1986, a résumé l'esprit des travaux de cet éminent aréopage en assurant que *“le sentiment général est à l'optimisme”*. Caractérisation qui témoigne peut-être d'un certain sens de l'humour. Car, si l'on en croit le même quotidien, c'est avec consternation qu'on s'est penché dans ce forum sur la situation du Japon (*“Le passage à vide de la deuxième économie du monde provoque des cauchemars.”*) ; c'est avec une inquiétude croissante qu'a été examinée la *“menace sur l'économie mondiale”* constituée par l'instabilité politique en Russie et le désordre croissant de son économie, et qu'enfin, en ce qui concerne l'Europe de l'Ouest, on a pu constater *“le développement du chômage”* : en novembre 1993, une statistique officielle donne un taux de chômage moyen de 10,8 % pour l'ensemble des pays de l'Union européenne.

Certes, les commentateurs aux ordres d'une certaine presse internationale multiplient les annonces prometteuses concernant une prétendue reprise, qui serait déjà perceptible aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne, et au bord de s'étendre à l'ensemble des pays capitalistes. L'annonce mérite qu'on y regarde de plus près. Dans l'article déjà cité de l'*International Herald Tribune*, le même Erik Epstein modère les enthousiasmes :

« Les deux pays qui font envie au monde industrialisé, les USA et la Grande-Bretagne, les deux économies les plus performantes, sont deux économies dont le taux de croissance est moitié moindre de celui qui est normal dans les premières phases d'une reprise. Bien que la plupart des économistes escomptent que l'Europe et le Japon se joindront en 1994 aux USA et à la Grande-Bretagne, ils ne se risquent pas à prévoir une reprise qui réduise le chômage. "L'Europe fait face au danger d'une croissance sans création d'emplois", explique Samuel Brittan, directeur de l'Institut national de recherche économique et sociale de Londres. »

D'ÉTRANGES MIRACLES...

Arrêtons-nous un instant sur l'un des deux miracles cités, celui de l'Angleterre, dont l'économie est promue à la dignité d'être la plus "performante" du monde.

Curieuse prospérité et étrange modèle que celui d'un pays qui fut le berceau de la civilisation industrielle, dans lequel la sidérurgie a été démantelée, où il ne reste plus que quelques mines ouvertes, où de grandes villes comme Liverpool sont devenues des déserts et où la dernière entreprise d'automobile (Rover) a été rachetée par une firme étrangère (BMW). Mais peut-être que sur les ruines de l'Angleterre industrielle accumulées par la politique de libéralisation, de privatisation, de déréglementation pratiquée par les gouvernements conservateurs, il se rebâtit un nouvel édifice productif ?

En fait, d'après le correspondant du *Monde* à Londres (*Le Monde* du 21 janvier 1993), la baisse officielle — et fort réduite d'ailleurs — du chômage, qui se

maintient à 9,8 % de la population active, est le résultat de l'augmentation du nombre d'emplois précaires, d'emplois à temps partiel.

"De janvier à septembre 1993, le nombre de titulaires d'emplois à temps partiel a augmenté, alors que celui des personnes employées à plein temps a régressé. Les premiers forment aujourd'hui 28 % de la population active, contre 21 % en 1983. Et cette baisse du chômage, qui a frappé un travailleur sur quatre au cours de la récession, ne se confirme pas dans l'industrie manufacturière, au contraire : une perte de 7 000 postes a été enregistrée en décembre... Selon le dernier rapport de la chambre de commerce de Kent, un nombre croissant de grandes entreprises envisagent de réduire leur personnel dans les prochains mois, le secteur des services n'échappant pas à cette tendance. Le secteur bancaire a annoncé 9 000 licenciements, l'industrie minière sera probablement amputée de quelque 4 000 nouveaux emplois, si la fermeture de six nouveaux puits se confirme."

Ce qu'on appelle la "reprise" en Grande-Bretagne tient aux effets de la flexibilité et de la déréglementation dont se vante le ministre du Travail John Major, c'est-à-dire à une surexploitation forcenée et en fait destructrice d'emplois, et d'autre part à un sursaut spéculatif lié à la dévaluation de la livre, nourrissant une augmentation passagère des exportations, qui permet aux industriels d'accroître leur marge bénéficiaire au détriment des investissements.

Ce n'est pas nous qui choisissons la Grande-Bretagne comme "modèle", mais ceux qui vantent les ressources du système fondé sur la propriété privée des moyens de production. Ce modèle, cet exemple à suivre, c'est donc, dans le meilleur des cas, et pour reprendre leurs termes, celui d'une "croissance non génératrice d'emplois". Plus profondément, c'est la spéculation opposée à l'investissement productif qui est le ressort de cette curieuse "croissance". L'*International Herald Tribune* du 6 janvier annonçait qu'IBM entendait supprimer 13 000 emplois en Europe, soit 17 % de sa main-

d'œuvre, dans les prochains dix-huit mois. On pouvait également y apprendre que, du coup, les actions d'IBM avaient vu leur valeur considérablement augmenter.

Et les Etats-Unis ? *"La réalité, derrière la baisse du nombre de chômeurs aux USA, c'est que nous avons perdu un nombre fantastique d'emplois à temps complet qui sont remplacés par des emplois à temps partiel"*, explique l'économiste Philips Breverman. C'est ainsi que, si, en novembre 1993, on évaluait à 562 000 le nombre d'emplois à temps partiel créés, on décomptait 376 000 emplois à temps complet supprimés. Du point de vue des statistiques de chômage, cela signifie 146 000 chômeurs en moins. En réalité, c'est un affaiblissement supplémentaire de la fraction de la population active engagée dans la production qu'il s'agit, d'un accroissement de la paupérisation dans la mesure où la précarisation de l'emploi se combine avec l'absence de sécurité sociale, de retraite, de prime de licenciement, etc. Le budget de Clinton, prolongeant sa réforme du système de santé qui a dressé contre lui l'ensemble du mouvement syndical, va dans le sens de la dégradation accrue des conditions d'existence de la population, en particulier de ses secteurs les plus frappés par la crise. Les coupes claires opérées dans les dépenses de l'Etat concernent d'abord toute une série de dépenses sociales.

Parmi les responsables et militants ouvriers américains participant à la délégation qui s'est rendue au FMI, se trouvait Diane Goldberg, l'une des responsables de la Coalition pour mettre fin aux privatisations et pour sauver notre ville, constituée à Detroit, la capitale traditionnelle de l'automobile aux Etats-Unis.

Cette association a invité l'Entente internationale des travailleurs à assister à la réunion qu'elle a organisée le 13 mars à Detroit, la *"journée interilles des travailleurs et des sans-emploi"*.

Cette réunion est une riposte au fait que se tient en même temps à Detroit une réunion du G 7 (les sept plus grands pays industrialisés : Etats-Unis, Japon, Allemagne, Grande-Bretagne, Canada, France, Italie), consacrée à l'emploi sous la présidence d'honneur de Bill Clinton.

L'appel lancé par ces militants américains déclare que

"les 14 et 15 mars prochains, le président Clinton et le Groupe des 7 va tenir à Detroit un sommet consacré à l'emploi. Quelle dérision ! Les plus grands destructeurs d'emplois, les plus grands ennemis des syndicats et des dépenses sociales, ce sont les grandes puissances financières et industrielles ! Le sommet pour l'emploi a pour fonction de planifier encore des licenciements, des réductions dans les dépenses sociales et des attaques contre les travailleurs et les jeunes. Nous, les victimes, nous ne resteront pas invisibles !"

Et les organisateurs ajoutent qu'aujourd'hui, à Detroit, le taux de pauvreté est de 32,4 %, qu'il atteint 47 % en ce qui concerne les enfants et que la présence de Clinton dans cette ville, c'est le retour de l'assassin sur les lieux de son crime.

Quant à l'Allemagne, présentée comme la clé de voûte du traité de Maastricht et comme la *"locomotive"* des économies européennes, elle est en effet lancée à toute vapeur sur les rails du démantèlement industriel, du chômage massif et de la mise en cause des droits des travailleurs.

Les dernières statistiques indiquent que le nombre de chômeurs a dépassé les 4 millions. Pour l'un des conseillers économiques de la Daimler-Benz AG, le plus grand groupe industriel d'Allemagne, *"il pourrait atteindre 6,5 millions de personnes en 1994, un niveau jamais atteint depuis la République de Weimar"*. La croissance prévue de l'économie allemande est évaluée à 0,5 %. Or, comme le remarque H. Siebert, président de l'Institut de l'économie mondiale de Kiel, *"il faudrait une croissance de 4 % pour permettre une augmentation de 1 % du nombre d'emplois"*.

Il est vrai qu'en Allemagne comme ailleurs, les profits ne sont pas déterminés par le niveau de l'emploi. La grande société métallurgique Metallgesellschaft, la quatorzième société industrielle d'Allemagne, vient d'échapper de peu à la faillite, après que ses fonds ont été engagés dans de hasardeuses spéculations sur

le marché pétrolier. Entre octobre 1992 et fin septembre 1993, le volume des transactions réalisées par la filiale américaine de Metallgesellschaft sur les marchés pétroliers de New York a été multiplié par huit, atteignant un volume équivalent à quatre-vingts fois la production journalière du Koweït. Ce n'est pas un petit boursicoteur qui se livre à ces pratiques, mais l'une des plus grandes firmes d'Allemagne, dont les capitaux se trouvent lancés dans une course folle au profit.

Lors de la réunion du comité directeur de l'Alliance européenne des travailleurs, le 13 mars dernier, le rapporteur indiquait :

"Que veut dire : le marché mondial se rétrécit, on n'y peut rien, il faut faire avec ? Concrètement, en France par exemple, l'étude que vient de publier l'OCDE indique que, selon les branches industrielles, la production baisse chaque année de 10 à 25 %, mais que, dans le même temps, la rentabilité des capitaux des entreprises reste constante. Et qu'en ce qui concerne les avoirs financiers des entreprises, ceux-ci, durant la même période, sont en légère augmentation.

Autrement dit, les vagues de licenciements, la destruction des forces productives, non seulement ne sont pas contradictoires au maintien des conditions de rentabilisation des capitaux, mais elles sont même le moyen de cette rentabilisation.

La situation à l'échelle planétaire est exactement la même. Dans une étude de chercheurs qui vient d'être publiée sur les 200 plus grandes sociétés à l'échelle mondiale, on constate que 172 d'entre elles relèvent de cinq pays, les Etats-Unis, le Japon, la France, l'Allemagne et le Royaume-Uni (plus, sans doute, car des chercheurs attribuent à d'autres pays des sociétés dont je suis convaincu que la composition de leur capital est en fait américain, allemand ou britannique). Selon ces chercheurs, le ralentissement de la croissance pendant les années 1980 n'a pas eu d'effet notable sur les performances de ces 200 plus grosses sociétés.

Deuxième élément : on va vers une concentration croissante de ces sociétés. C'est ainsi que les 10 premières sociétés

de la liste représentent autant de profits que les 190 suivantes. Autre élément de comparaison : le total de ces 200 sociétés affichait un chiffre d'affaires annuel d'un peu plus de 3 000 milliards de dollars en 1982. Elles affichent en 1992 un chiffre d'affaires de près de 6 000 milliards de dollars. La part représentée par les cinq pays les plus développés, qui était d'environ 85 % en 1982, avoisine les 90 % en 1992.

Ce processus de concentration, comment s'opère-t-il et pour quoi ? D'abord et avant tout, grâce aux restructurations. D'une manière qui peut sembler paradoxale, le capitalisme international de la fin du XX^e siècle se développe par la destruction de ses propres forces productives. C'est ainsi que dans les dix dernières années, les 500 plus grosses entreprises du monde représentent la double caractéristique suivante : une moyenne de 400 000 licenciements par an, d'autre part une forte progression annuelle des profits. La règle, disent ces chercheurs, est de produire toujours davantage avec moins de salariés. Bien évidemment, il faut y parvenir, parce que c'est la condition de rentabilisation des entreprises. Un exemple entre mille : l'action Rank Xerox a bondi de 9 % d'un coup à Wall Street quand ont été annoncés 10 000 licenciements supplémentaires. Et chaque fois qu'il y a un plan de restructuration dans une multinationale, les actions grimpent en Bourse.

Et pour réaliser cela, il faut s'en prendre aux coûts de production. C'est pourquoi cela nous amène au moment présent en Europe. La pire chose pour un militant ouvrier serait de prendre pour argent comptant la propagande du FMI et des gouvernements. C'est un danger qui existe, car les médias du monde entier sont à leur service, et dans chaque pays les relais ne manquent pas, y compris au sein du mouvement ouvrier, pour une telle propagande.

On nous explique en permanence que, compte tenu de la crise, de la concurrence internationale, de la situation dans le Sud-Est asiatique, etc., il faut réduire le coût social de production, c'est-à-dire réduire la valeur de la force de travail. Il y aurait en quelque sorte une obligation à réduire les salaires, à augmenter le temps de travail, à réduire le paiement des heures supplémentaires.

Il y aurait obligation à accroître la flexibilité, à réintroduire le travail de nuit, à imposer le travail des enfants, à remettre en cause les régimes de retraite, de protection sociale, et à casser toutes les formes juridiques par lesquelles les travailleurs organisent leur propre défense, en particulier les conventions collectives, les Codes du travail, les minimums salariaux et beaucoup d'autres choses."

LES BESOINS DU PEUPLE

La situation qui se noue à l'échelle planétaire, ses enjeux sociaux, ont été parfaitement illustrés par l'échange entre Lybon Mabasa, représentant de l'AZAPO, et Murray Seeger, ce 7 février, au siège du FMI :

Lybon Mabasa :

"De Klerk et Mandela ont pris contact avec le FMI. Une condition, c'est que la dette soit payée. Le peuple d'Afrique du Sud dit que cette dette est une dette de l'apartheid. Pourquoi la payer ?"

Seeger (avec condescendance) :

"La réponse est simple. Le problème, c'est d'obtenir un crédit. Si vous annulez cette dette, personne — pas une seule banque au monde — ne vous prêtera de l'argent à nouveau."

Ou bien les besoins du peuple et la démocratie, ou bien les besoins d'un système mondial fondé sur la propriété privée des moyens de production. Deux choix antagoniques qui correspondent à des classes sociales opposées.

On comprend que, dans ces conditions, le "rétrécissement du marché mondial" ne relève pas d'une fatalité. Dans la discussion entre les représentants du FMI et la délégation ouvrière internationale, le représentant du Bangladesh, Tafazzul Hussein, président de la Fédération nationale des travailleurs du Bangladesh, répondait à Murray Seeger, qui assurait que le marché du jute diminue : *"Cela dépend : si vous prenez en compte les besoins du peuple, il devient plus grand."*

Les "besoins du peuple" ne sont certes pas le souci du Fonds monétaire international, dont le porte-parole affirmait qu'il ne s'adressait pas aux peuples mais aux gouvernements. Les besoins du peuple, ses intérêts, sont contradictoires avec les besoins du profit, qui ne trouvent aujourd'hui leur satisfaction que dans un processus de destruction de l'appareil productif, de mise en cause de l'existence de ce que Marx définissait comme "la plus grande force productive", à savoir la classe productrice elle-même.

UNE INQUIÉTUDE CROISSANTE

"Aider les pays de l'Europe de l'Est à transformer les changements qui ont commencé en 1989 en réalisation de leurs aspirations par de solides économies de marché." C'est ainsi qu'au cours de l'entrevue avec la délégation ouvrière internationale, les représentants du FMI définissaient l'une de leurs missions principales.

Etablir "l'économie de marché", restaurer le capitalisme, la propriété privée des grands moyens de production, équivaut à détruire l'économie des pays de l'Europe de l'Est et de l'ex-URSS. Pour accomplir cette tâche, le FMI ne manque pas d'appuis. Que l'on jette un coup d'œil à la Pologne, sinistrée par la thérapie du FMI. L'année dernière, précisément parce que ses aspirations au bien-être étaient piétinées, la population avait, à l'occasion des élections, en particulier par une abstention massive, rejeté les partis directement liés à l'application de ces plans. On avait alors beaucoup glosé sur la "remontée" de l'ancien parti stalinien, qui, reconverti, arrivait en tête avec le parti paysan, qui, lui aussi, avait été lié au régime stalinien. En fait, compte tenu des abstentions, il n'y avait guère qu'un Polonais sur dix à avoir voté pour les héritiers de la "nomenklatura", mais c'est autour d'eux qui s'est constitué le gouvernement.

Le FMI, qui, comme aiment à le dire ses représentants, ne traite pas avec les peuples mais avec les "gouvernements", se félicite de la "bonne volonté" du nouveau gouvernement "à participation com-

muniste" qui entend tout faire pour respecter les consignes du FMI et se lancer dans une opération de privatisation de 500 grandes entreprises d'Etat. Le moyen employé est le même qu'en Russie : la vente à bas prix d'un "ticket d'entrée" donnant droit à des actions. Le ministre polonais des Privatisations, Woeskaw Kamarek — lui-même venu de l'ancien POUP —, a déclaré que si l'essai n'était pas concluant, il envisageait d'autres modalités, "*parmi lesquelles la vente aux étrangers de 45 000 milliards de zlotys (14 milliards de francs) d'obligations d'Etat convertibles en actions ou la constitution d'un fonds de privatisation mixte entre la Banque européenne et la Polish Business Council, une association de grands patrons privés*".

A l'Est comme à l'Ouest, les tronçons de l'appareil international soumis à la bureaucratie du Kremlin offrent leurs services à l'impérialisme. La politique du SLD (c'est ainsi qu'est rebaptisé le POUP) rejoint celle du PDS — parti de la gauche démocratique, ex-Parti communiste italien —, qui s'engage à appliquer les directives de Maastricht, qui fait sien le Livre blanc sur l'emploi de Jacques Delors, préparant la baisse des salaires et la précarisation, et qui souligne la nécessité des privatisations. Mais la bonne volonté ne suffit pas. A la fin du mois de février 1994, les gouverneurs des banques centrales et les ministres des Affaires étrangères des sept grandes puissances industrialisées (Etats-Unis, Japon, Allemagne, Grande-Bretagne, Canada, France, Italie) n'ont pas mis en cause la "bonne volonté" de Boris Eltsine.

Mais ils ont admis leur perplexité et leur inquiétude croissante devant l'enlisement des "réformes".

LE VOYAGE DE CLINTON

Début janvier, pourtant, le président Bill Clinton s'était, pour reprendre les termes d'un quotidien français, "*porté au chevet de Boris Eltsine*".

Le président Clinton entreprenait ce voyage auréolé de succès : l'impérialisme

américain avait imposé sa loi lors des négociations du GATT, la ratification du Traité de libre commerce de l'Amérique du Nord (ALENA) et la conférence économique de l'Asie-Pacifique à Seattle confirmaient son hégémonie mondiale. Clinton avait répété à ses "*amis russes*" qu'ils devaient s'engager plus résolument que jamais dans la voie des réformes... et que les crédits de l'Occident suivraient. "*Moscou écoutera-t-il le message de Clinton ?*", s'interroge le *Washington Post*, qui donnait quelques exemples de la situation désastreuse existant dans le pays :

— Des travailleurs du bâtiment découvrent à Saint-Petersbourg une bombe non explosée. Ils demandent de l'aide. Les spécialistes de l'armée déclarent qu'ils ne désarmeront la bombe que s'ils sont payés d'avance.

— La Fédération des industriels de Russie, réunie à Krasnoïarsk, aboutit à la conclusion que le pays est dans un état critique. Le président du groupe précise que seulement un Russe sur trois peut s'offrir un minimum d'aliments indispensables, et l'habillement. Il parle d'usines qui ferment, de chômage croissant et de production qui tombe.

— Après plusieurs années consécutives de chute des salaires, le ministre de l'Economie annonce que les revenus baisseront à nouveau de 3 à 5 % en 1994.

Clinton est revenu, on ne sait exactement ce qu'il a vu, mais il a parlé et est reparti. Là s'arrête le parallèle avec César, car, s'il faut en croire la presse américaine, Clinton n'a pas vaincu :

"Il y a deux semaines, le président Bill Clinton s'est rendu à Moscou et à Minsk pour transmettre son message : l'accentuation des réformes conduit à l'augmentation de l'aide occidentale."

Les dirigeants russes manifestèrent leur assentiment, et la Maison-Blanche décréta que le voyage du président Clinton était un grand succès. Mais à peine Clinton était-il parti qu'une mauvaise nouvelle succéda à une autre :

"Depuis que l'avion présidentiel a décollé de Russie, les nouvelles sont

constamment mauvaises, dit un représentant démocrate, membre de la commission des affaires étrangères du Congrès (International Herald Tribune, 28 janvier 1994).

Quelle était la situation avant la venue du président Clinton ? Les élections "faites sur mesure" par Eltsine avaient été loin du succès escompté. La population de Russie, malgré la fraude et l'utilisation de tous les moyens d'Etat par les candidats officiels, avait avant tout rejeté les exécutants des plans du FMI. Mais l'équipe au pouvoir assurait qu'elle entendait poursuivre dans la même voie.

Quelques jours après le passage de Clinton, le gouvernement d'Eltsine s'était désagrégé : les grands "réformateurs" Gaïdar et Fiodorov le quittaient, refusant d'assumer la responsabilité d'une situation où, selon Fiodorov, ministre d'Eltsine, "il n'y avait plus de politique industrielle digne de ce nom".

"Pour résumer, Moscou est dans la confusion", commentait la journaliste américaine Flora Lewis, après les déclarations d'Eltsine et du nouveau Premier ministre Tchernomyrdine sur la poursuite des réformes et sur la nécessité de tenir compte des souffrances de la population.

Le *Washington Post* citait un officiel russe remarquant que

"nous voilà revenus à la fin de la période Gorbatchev, demandant des aides à l'Ouest non pour que les choses aillent mieux, mais qu'elles n'aillent pas plus mal".

Il est vrai qu'il règne aujourd'hui à Moscou une atmosphère de "fin de règne" qui n'est pas sans rappeler les derniers jours de Gorbatchev. Les décrets s'accumulent, comme les annonces de réforme, mais rien ne bouge. Mais le rapprochement entre la paralysie de la fin de l'ère Gorbatchev et la situation présente d'Eltsine ne vaut pas que par la forme. C'est sur le même problème fondamental qu'Eltsine bute après Gorbatchev : celui des privatisations. La "thérapie de choc" du FMI n'a pas été sans résultats. Depuis 1991, la chute de la production industriel-

le en Russie a été de l'ordre de 40 %. Pour 1993, cette chute de la production industrielle (- 11 %) se traduit particulièrement dans le secteur des biens de consommation, dont le niveau est désormais inférieur de moitié à celui de 1990. Si les chiffres officiels ne donnent qu'un taux de chômage égal à 1 %, l'OIT l'estime à plus de 10 %. L'écart entre "riches" et "pauvres" est vingt-six fois plus grand que celui qui existait en 1991.

Ce bilan désastreux n'est pourtant pour le FMI qu'un début, et un début "insuffisant". Il faut liquider les grandes entreprises d'Etat, amplifier dans des proportions gigantesques la destruction de l'économie. Pour le FMI, "il reste entendu que les entreprises soviétiques doivent se décharger de leurs institutions sociales".

Ces "institutions" (crèches, appartements, dispensaires, loisirs) dépendant des entreprises sont liées au fait que celles-ci sont propriété sociale. Leur privatisation, leur soumission pure et simple à la loi du profit ne sont pas qu'un changement d'étiquette : elles impliquent la destruction de ce qui constitue les conditions mêmes d'existence de la grande majorité des travailleurs manuels et intellectuels.

C'est pourquoi les plans dictés par le FMI, et dont Eltsine se veut l'exécutant aujourd'hui comme hier Gorbatchev, se heurtent à la résistance de la classe ouvrière. Résistance encore largement inorganisée, émiettée, et qui n'a pas pu encore trouver son expression politique, mais d'une puissance telle que la "nomenklatura" directement asservie à l'impérialisme est contrainte de reculer. Résistance qui est un coup porté à l'impérialisme lui-même. Et c'est pourquoi la paralysie du régime d'Eltsine est ressentie comme un échec direct de Clinton.

"Purification ethnique", "interventions humanitaires", "frappes aériennes", "embargos", massacres. Il ne s'agit pas là de moyens réservés à un continent ou à une région. C'est l'arsenal de la barbarie que l'impérialisme et ses institutions, en particulier l'ONU, emploient contre les peuples. Il existe des "crimes de guerre", mais aujourd'hui aussi des "crimes de paix", puisque, sans déclaration de guerre,

des peuples sont l'objet d'une entreprise de meurtre collectif. La mortalité infantile a doublé en Irak depuis 1990, et en Haïti. Epidémies et malnutrition s'aggravent, alors qu'on parle de renforcer l'embargo bien que tous les commentateurs constatent que le peuple en est la seule victime. Au Moyen-Orient, l'horreur du massacre perpétré à Hébron et auquel ont succédé d'autres morts de Palestiniens, ceux-ci "officiellement" abattus par l'armée, illustre tragiquement ce que la IV^e Internationale affirmait quant à l'accord de Washington et ses conséquences :

"(...) Pour les grandes puissances, avec à leur tête l'impérialisme US, il ne s'agit pas de la paix et du droit des peuples, mais de l'ordre impérialiste. Parce que cet accord est fondé sur la partition, sur l'éclatement, sur la négation des droits des peuples, sur l'oppression et la négation de la démocratie, il crée toutes les conditions pour de nouveaux affrontements, de nouvelles guerres, de nouveaux massacres." (Extraits de la déclaration du secrétariat international de la IV^e Internationale sur les accords de Washington, 16 septembre 1993.)

Sans aucun doute, l'ex-URSS offre aux nomenklaturas mafieuses issues de la dislocation de la bureaucratie stalinienne un vaste champ pour les guerres artificiellement provoquées et pour la "purification ethnique" comme moyen d'application des plans de l'impérialisme, des privatisations, de la destruction de la propriété sociale...

Et pourtant, au Kazakhstan, où il habite presque autant de Russes que de Kazakhs, "le plus grave problème interne", malgré les efforts pour qu'il en soit autrement, c'est la "contestation sociale", c'est-à-dire l'opposition entre les travailleurs et la nomenklatura accomplissant les basses œuvres de l'impérialisme.

Il ne s'agit pas seulement du Kazakhstan, pas seulement de l'ex-URSS. C'est d'une réalité mondiale dont il s'agit, et d'un combat dont, quelle que soit

l'ampleur des entreprises de mystification et de mensonge, les protagonistes sont clairement identifiés.

D'un côté, un système : celui de la propriété privée des moyens de production, qui ne peut offrir d'autre avenir que celui de la destruction des bases mêmes de la civilisation.

De l'autre, l'écrasante majorité de l'humanité, tous ceux qui ne possèdent en propre que leur capacité à travailler, à créer, dont un nombre croissant est chassé de la production. Et ceux-là, malgré les obstacles, cherchent à se regrouper dans chaque pays comme à l'échelle internationale pour faire prévaloir leurs intérêts qui s'identifient avec ceux de l'humanité.

C'est ce combat qui domine la fin de ce XX^e siècle. C'est lui qui donne son sens à la reproclamation de la IV^e Internationale, à l'action pour affirmer mondialement l'unité du prolétariat dans son mouvement émancipateur.

C'est ce mouvement émancipateur qui s'affirmait à la fin de la confrontation avec le FMI, lorsqu'un délégué affirmait :

"Soyez assurés que les travailleurs ne se laisseront aller ni au suicide ni à la résignation, et qu'ils trouveront au travers de leur propre activité une autre voie, une autre solution, qui n'est pas celle des plans d'ajustement structurel et du FMI."

Précisons pour ce qui concerne les militants de la IV^e Internationale : cette voie, c'est celle de la révolution prolétarienne, de la lutte à l'échelle mondiale pour jeter les bases d'une société débarrassée des chaînes de l'exploitation et de l'oppression, la voie qui conduit à la république universelle des conseils ouvriers.

(1) Le compte rendu intégral de cette délégation a été publié dans la lettre de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples, disponible auprès des militants de l'Entente, ou encore en écrivant à : Entente internationale des travailleurs et des peuples, C/O Parti des travailleurs, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris.

Chine : le choc se prépare

Par Olivier Doriane

Au cours de la II^e Conférence mondiale ouverte pour l'Internationale ouvrière, qui s'est tenue en juin 1993 à Paris, une *Adresse aux ouvriers, aux paysans, aux étudiants et au peuple chinois* était rédigée.

Comment en effet envisager de construire une entente internationale des travailleurs sans poser la question du combat du peuple chinois ? La place de la Chine dans la situation politique mondiale est d'une haute importance à plus d'un titre. Par la taille et la population de ce pays, qui représente un cinquième de l'humanité, cela va sans dire. Mais, surtout, par le fait que la longue lutte révolutionnaire du peuple chinois a marqué l'histoire de ce siècle. Elle est une composante majeure du mouvement des peuples du monde contre l'oppression et l'exploitation.

Or, depuis trop longtemps, la classe ouvrière chinoise, son combat, sa réflexion, son expérience ont été séparés artificiellement du mouvement ouvrier mondial. L'*Adresse* — qui a depuis circulé en Chine — était profondément imprégnée de cette conviction.

« Chers amis, frères et sœurs, vous n'étiez pas des nôtres pour cette grande rencontre. Nous savons que ce n'était pas de votre fait. Nous savons qu'il ne vous était pas possible de désigner librement les représentants de vos organisations indépendantes pour participer à cet échange entre travailleurs du monde, en toute indépendance à l'égard des Etats et des gouvernements. Mais nous sommes aussi certains que ces temps ne dureront pas toujours et que nous pourrions bientôt nous rencontrer librement. Pour rapprocher ce moment tant attendu, nous avons décidé de vous adresser cette lettre.

A l'échelle mondiale, les grandes institutions internationales, les gouvernements et la presse nous présentent la situation de votre pays comme un miracle économique. Au nom de celui-ci, les travailleurs du monde entier devraient accepter chômage et régression sociale.

Nous savons qu'il y a beaucoup de mensonges dans les propos des gouvernements. Nous avons pu rassembler un certain nombre d'informations. Elles font état du chômage grandissant, de l'inflation galopante, de la corruption généralisée, du développement des maffias, de la désertification de régions entières, mais nous savons que cela ne nous donne qu'une faible idée de la situation réelle des ouvriers, des paysans, du peuple chinois.

Nous estimons qu'il serait d'une grande aide de pouvoir établir dans les faits quelles sont les conséquences concrètes de la politique dite de réforme.

Nous estimons que pour pouvoir véritablement répondre à ces questions, nous devons établir un contact direct avec le peuple chinois et ses organisations. »

Depuis, une vigoureuse campagne internationale a été menée dans des dizaines de pays pour défendre les droits du syndicaliste cheminot Han Dongfang, expulsé de son pays pour son activité indépendante. Des contacts ont été noués. Cette activité pour la défense des organisations indépendantes en Chine sera donc présente au cours de la Conférence Asie-Pacifique qui se tiendra à Bangkok en mai 1994.

A l'heure où le peuple chinois se prépare à écrire une nouvelle page de son histoire, la contribution qui suit entend contribuer à la recherche décidée en juin 1993, afin d'aider ainsi à la jonction entre les travailleurs chinois et l'Entente internationale des travailleurs et des peuples.

La dictature bureaucratique a le soutien de tous les gouvernements du monde

Dans une déclaration rédigée en juillet 1989, au lendemain de la sauvage répression contre les ouvriers et étudiants chinois, la IV^e Internationale affirmait :

« *Tous les gouvernements, quelle que soit leur couleur politique, tout en le regrettant hypocritement, apportent leur soutien plus ou moins déguisé à la féroce répression organisée par les dirigeants de la bureaucratie chinoise* (1). » En ce temps-là, Mitterrand invitait des exilés chinois à défiler sur les Champs-Élysées et les larmes de crocodile ne manquaient pas de par le monde. Mais, derrière la façade des mots et des grandes déclarations d'un jour, il y a les faits

L'INVITATION DE CLINTON

Le sang de Tian'anmen n'était pas encore sec que, dès juillet 1989, George Bush envoyait des émissaires secrets à Pékin. Ce furent ensuite les rencontres officielles de décembre 1989 entre le général B. Scowcroft, conseiller à la Sécurité nationale de Bush, L. Egelburger, secrétaire d'Etat adjoint, et Deng Xiaoping, afin de *"renouer l'important dialogue entre les deux pays sur des questions internationales vitales et d'intérêt commun"*.

De son côté, M. Perez de Cuellar, ancien secrétaire général de l'ONU, déclarait au cours d'un déjeuner offert à Hong-Kong par une banque américaine que les violations des droits de l'homme en Chine ont été *"grossièrement exagérées"* : « *Je ne pense pas qu'il y ait des preuves suffisantes pour nous permettre de dire qu'il y a d'épouvantables violations des droits de l'homme en Chine.* » Ajoutant, à propos des massacres de la place Tian'anmen, qu'il n'a *"aucune preuve pour dire sincèrement"* que des citoyens aient été tués par l'armée. Canaille !

Après la guerre du Golfe, qui était censée être pour l'impérialisme américain le point de départ d'un "nouvel ordre mondial", le gouvernement chinois a été sans cesse plus associé au dispositif de maintien de l'ordre, non seulement à l'intérieur du pays, mais aussi à l'échelle internationale. Les représentants du régime chinois ont, en effet, approuvé l'intervention militaire contre le peuple irakien, en s'abstenant au Conseil de sécurité de l'ONU. Ils ont voté ensuite pour l'intervention en Somalie et, plus récemment, ont apporté leur soutien enthousiaste aux accords de Washington sur le Proche-Orient.

Fin 1993, Clinton invitait le président de la République populaire de Chine à participer au sommet Asie-Pacifique de Seattle.

Quelques semaines auparavant, c'était le chancelier allemand, Helmut Kohl, qui était présent à Pékin, en compagnie de quarante grands industriels, et qui, lui aussi, a tenu à manifester son soutien le plus ouvert au régime en place. Bien entendu, ici ou là, bien que de moins en moins ouvertement, on utilise la question des droits de l'homme pour condamner tel ou tel aspect de la politique du régime chinois. Il s'agit plus d'une arme qu'utilisent hypocritement les gouvernements, en particulier américain, pour faire pression dans le sens d'une ouverture sans cesse croissante à l'économie de marché, que d'une condamnation réelle. En fait, l'intérêt commun à tous les gouvernements du monde, c'est de permettre au régime de la bureaucratie de continuer son œuvre.

(1) Le 20 février 1994, l'organisation de défense des droits de l'homme Asia Watch publie un annuaire de la détention politique. Un ouvrage de 600 pages. « *Il ne fait aucun doute que l'année 1993 a été la pire pour ce qui concerne les arrestations et les procès politiques en Chine depuis la mi-1990 et les retombées de la répression de juin 1989.* »

“PERSONNE NE SOUHAITE UN TEL DÉSASTRE”

Le ministre chinois de la Sécurité, Tao Siju, en a fort bien défini les raisons :

« Si nous n'avions pas réprimé avec fermeté l'événement politique du printemps 1989 (...), nous n'aurions pas aujourd'hui la stabilité politique et sociale nécessaire à la modernisation économique. »

C'est donc au compte des réformes économiques que les bureaucrates de Pékin répriment le peuple chinois, lui interdisent le droit à l'organisation indépendante, à la démocratie. *« Il faut consolider l'unité politique et la stabilité sociale »*, poursuit le premier policier du pays, tout en regrettant que les facteurs d'instabilité en Chine demeurent encore nombreux : *« Dans certaines régions, l'ordre social est mauvais »*, admet le ministre, qui reconnaît la difficulté du travail de la police et, par là même, l'ampleur du phénomène. *« Il nous faut continuellement agir pour découvrir à temps les activités néfastes et de division des forces hostiles de l'intérieur et de l'extérieur. »*

Car, précise-t-il, la réforme des entreprises va conduire au licenciement de dizaines de millions de personnes et cela *“affectera la stabilité sociale parmi les ouvriers et les employés”*. En des termes forts semblables, la lettre patronale française, *Repères* (février 1993), publie un article dans lequel il est clairement expliqué :

« Le pluralisme politique risque de provoquer une instabilité incompatible avec le développement économique, un chaos dont le corps social ne veut pas prendre le risque (...). Il faut donc aussi être conscient des risques d'explosion ou d'anarchie qu'impliquerait la perte de contrôle gouvernemental en Chine. Personne ne souhaite un tel désastre qui serait forcément de dimension mondiale. »

Quelles sont donc ces “réformes”, ce “développement économique” au nom desquels tous s'entendent sur la nécessité de maintenir l'ordre dictatorial ? Pour comprendre ce qui est en jeu, il faut revenir à la révolution de 1949.

1949 : le renversement révolutionnaire de Chang Kai Chek

A l'issue de la Deuxième Guerre mondiale, la lutte internationale du prolétariat connaît un puissant développement marqué par la vague révolutionnaire qui déferle dans le monde entier.

Le renversement du régime de Chang Kai Chek et la proclamation de la République populaire de Chine en 1949 ont lieu dans cette situation internationale qui interdit à l'impérialisme américain toute intervention directe.

Dans ces conditions internationales favorables, la victoire du Parti communiste chinois est liée à la conjonction de plusieurs facteurs nationaux : le déferlement révolutionnaire des masses paysannes posant la question de la terre, de son partage contre la domination des seigneurs et des usuriers, la désintégration totale du régime de Chang Kai Chek, régime corrompu et décomposé, l'effondrement de

l'économie sous l'impact d'une inflation galopante, et, en conséquence, la crise sociale qui s'ouvre dans les villes.

LE PCC RECHERCHE LA “COLLABORATION ORGANIQUE”

Le Parti communiste chinois (PCC), après la défaite de 1927, résultat de la politique criminelle de Staline (à laquelle la direction du PC chinois s'était soumise), et la répression des années 1930, s'est construit comme un appareil politico-militaire chevauchant les luttes des masses paysannes, en fait comme un parti intégré à l'appareil international de la bureaucratie stalinienne. Dans le même temps, il se présente lui-même comme une délégation du prolétariat à la tête de la paysannerie. Ayant acquis une certaine indépendance à

l'égard de la bureaucratie du Kremlin, en 1947, il va s'engager dans la voie de la réforme agraire qu'il adopte et met en application dans les régions qu'il contrôle. Par là même, il s'engage — contradictoirement aux consignes de Staline — dans la voie de la liquidation du régime du Kuomintang. Cependant, alors que s'effondre le régime de Chang Kai Chek, les dirigeants du PCC envisagent une période de développement capitaliste, de "collaboration organique" avec la bourgeoisie nationale.

LA MOBILISATION DES MASSES : LE FACTEUR DÉCISIF

Mais les réalités de la lutte des classes seront plus puissantes que les intentions des dirigeants du Parti communiste. D'une part, la République populaire de Chine doit faire face à l'offensive militaire de l'impérialisme (guerre de Corée) contraignant à un effort militaire qui ne pouvait être réalisé que par une mobilisation intense des masses chinoises. D'autre part, la réalisation des tâches les plus urgentes de la révolution, la reconstruction de l'économie, les réformes agraires ne pouvaient se faire sans la rupture totale sur tous les terrains avec la bourgeoisie nationale.

L'alliance complète des propriétaires terriens et de la bourgeoisie marchande et industrielle, la fuite des capitaux, l'organisation d'une résistance active de la bourgeoisie à partir de la base de Taiwan obligèrent à des incursions de plus en plus profondes dans le domaine de la propriété privée, à l'extension à toute la Chine de la réforme agraire, à la destruction de fond en comble de ce qui demeurait de l'appareil d'Etat légué par le Kuomintang.

La mobilisation révolutionnaire des masses — y compris des masses urbaines — constitua le moteur de cette transformation. Bien que cette mobilisation ait été à chaque étape strictement contrôlée par le PCC.

Analysant la situation en Chine, la revue trotskyste *La Vérité* écrivait en 1964 :

« Aujourd'hui, en Chine, le problème alimentaire n'est pas réglé : la famine est encore une menace. Mais elle n'est qu'une menace, et non plus un fléau régulier et inévitable pour l'ensemble de la population. Les campagnes chinoises ont été arrachées à la domination des seigneurs et des usuriers, les vieilles structures familiales ont été brisées. L'industrialisation amorce une transformation radicale de cette Chine, hier encore proie de tous les impérialismes, aujourd'hui nation souveraine. Mais, pour aboutir à cela, il a fallu une révolution sociale. Il a fallu rompre avec l'impérialisme et non pactiser avec lui, en finir avec la bourgeoisie nationale, son agent, et non lui confier le pouvoir "pour une étape". Il a fallu détruire l'Etat capitaliste ; mettre fin à la propriété privée des moyens de production et instaurer, sur la base de leur nationalisation, la planification. En d'autres termes, pour accomplir les tâches démocratiques bourgeoises (la solution de la question de la terre, celle de l'indépendance nationale), la révolution chinoise n'a pu vaincre que comme révolution prolétarienne, c'est-à-dire en détruisant, jusque dans ses fondements, la domination économique et politique du capitalisme. »

L'appareil d'Etat qui se constitue en relation avec le processus révolutionnaire défend les nouveaux rapports de production contre l'impérialisme et la bourgeoisie nationale.

UNE COUCHE BUREAUCRATIQUE MONOPOLISE LE POUVOIR POLITIQUE

Mais cet Etat se constitue dans une situation où le PCC exerce le monopole du pouvoir politique. Il s'empare du pouvoir à la tête d'une armée qu'il contrôle et dirige, en conquérant un territoire qui lui est plus livré par la désintégration de l'adversaire que par sa propre conquête. Le régime qui s'établit n'est pas le résultat d'un soulèvement victorieux des travailleurs organisant leurs conseils, les fédérant et les centralisant. C'est d'emblée celui d'une couche bureaucratique attachée au monopole du pouvoir politique (parti unique) et à ses privilèges (2).

« Les chefs communistes de cette armée paysanne éprouvent la plus grande méfiance vis-à-vis du prolétariat urbain, qui tente pourtant de se soulever à son approche : partout où se sont formés spontanément des "comités ouvriers", les chefs militaires communistes les suppriment, et ils assurent le passage de l'ordre ancien à l'ordre nouveau sans hésiter à utiliser pour cela les fonctionnaires du Kuomintang.

Ce n'est pas un Etat ouvrier qui naît de l'explosion victorieuse de la classe ouvrière érigeant partout ses conseils et prenant tout le pouvoir. C'est un transfert qui s'opère au travers d'opérations militaires

Un appareil bureaucratique-militaire se réclamant du communisme et dirigeant une armée disciplinée de paysans pauvres met peu à peu en place un Etat ouvrier déformé qui se substitue, sur la base de sa force armée, à l'Etat bourgeois décomposé. » (La Vérité, mars 1971.)

Ce qui est en jeu, avec les réformes économiques, ce sont les conquêtes arrachées par les masses chinoises au cours de la révolution de 1949, chassant l'impérialisme du pays, constituant la nation souveraine, expropriant le capital, réalisant la réforme agraire, sans pour autant parvenir à asseoir leur propre pouvoir, puisque, dès l'origine, celui-ci a été accaparé par le PCC et la bureaucratie.

L'"ouverture" sur un marché mondial dominé par la spéculation, le parasitisme

La politique dite de réformes ayant été initiée à la fin des années 1970, soit depuis près de quinze ans, les résultats de la politique des dirigeants chinois sont mesurables dans les conditions de vie des masses et dans la situation économique du pays. On peut ainsi juger sur la base des

faits et non des articles de propagande des cercles dirigeants du PCC ou des gouvernements qui, tous, de par le monde, soutiennent ce qu'il est convenu d'appeler les "réformes économiques" en Chine.

On verra page suivante quelles sont les différentes étapes de ces "réformes".

(2) Le monopole du pouvoir exige de faire taire tous groupes et tendances indépendants. La section chinoise de la IV^e Internationale sera une des cibles privilégiées de la répression stalinienne. En 1947, la section chinoise a une large tradition derrière elle. C'est en effet dès 1929 que le secrétaire général du Parti communiste chinois, Chen Duxiu, rompt avec la politique imprimée à l'Internationale communiste par Staline et rejoint l'Opposition de gauche. En 1949, des centaines de trotskystes seront arrêtées et emprisonnées dans tout le pays. L'organisation trotskyste sera détruite par la violence de la répression. Quand viendra l'heure d'établir un bilan d'ensemble de la révolution chinoise, et des raisons qui ont amené ensuite pendant des décennies à une coupure entre les militants chinois et le mouvement ouvrier mondial en Chine, il faudra revenir sur la responsabilité écrasante de ceux qui se regroupent aujourd'hui dans l'organisation du Secrétariat unifié qui, du fait de leur adaptation au stalinisme, ont dès cette époque couvert la répression bureaucratique contre les groupements indépendants.

En 1953, dans une lettre à J. P. Cannon, le dirigeant trotskyste chinois Peng Zhuzhi raconte : « A la réunion du Secrétariat international élargi, en février de cette année, quand je fis un rapport sur l'arrestation massive de trotskystes dans tout le pays, le 22 décembre 1952 et le 8 janvier 1953, et que je demandai une discussion en réunion sur cette question, Pablo était opposé à une telle discussion et déclara que "la persécution stalinienne des trotskystes est l'ABC de notre mouvement, que tout le monde le sait, que donc il n'est pas nécessaire d'en discuter encore une fois". J'étais furieux de cette attitude et je le dénonçai : "C'est justement toi qui ne comprend pas cet ABC, sinon tu n'aurais pas pris la défense des persécutions que Mao fait subir aux trotskystes, lors de la dernière réunion du Comité exécutif international." Mais il insista encore : "En comparaison avec les réalisations de la révolution de Mao Tsé-toung, l'arrestation de quelques centaines de trotskystes est insignifiante." »

En décembre 1978, le plénum du comité central du Parti communiste chinois engage la réforme à la campagne. Des décisions sont prises afin de consacrer le retour à la famille paysanne comme entité de base pour la production agricole. La terre, qui reste propriété de la commune populaire, est de fait allouée aux familles qui assurent de façon autonome la majeure partie des travaux agricoles.

- 1979, le *Code de la République populaire de Chine sur les entreprises mixtes à capitaux chinois et étrangers* est adopté. Il constitue le cadre de l'acceptation des investissements étrangers. Cette loi s'accompagne de mesures sur l'autonomie des provinces et des grandes villes leur permettant des contrats commerciaux avec l'extérieur.

- 1980, le document n° 75 du comité central légitime l'ensemble des systèmes de contrats de production familiale mis à l'essai à la campagne (les contrats de production familiaux sont des contrats passés quant à la quantité produite entre des familles et la commune).

- En mai de la même année, la Chine devient membre de la Banque mondiale et de l'Association pour le développement international.

- 1980 encore, c'est l'ouverture de quatre zones économiques spéciales (ZES). Ces zones sont ouvertes à la coopération avec l'extérieur. Elles sont destinées à attirer les capitaux étrangers. Dans ces zones, peuvent se constituer des "joint-ventures" (gestion conjointe) sur la base de capitaux étrangers et chinois ou même des entreprises entièrement contrôlées par les capitaux étrangers.

- Avril 1981, le journal officiel *Pékin Informations* écrit : « *Maintenant que nous avons pu reprendre notre place au sein de la Banque mondiale et du FMI, ceci nous a permis d'avoir accès à des droits de tirages spéciaux et nous sommes en discussion avec la Banque mondiale pour une série de prêts.* »

- 24 juin 1981, c'est le premier prêt de la Banque mondiale à la Chine populaire (100 millions de dollars).

- 1983 : loi sur l'ouverture étendant les possibilités de "joint-ventures" et assurant la possibilité aux entreprises de licencier.

- 1984 : le 24 octobre, le comité central adopte un document, *Décision du CC du PCC sur la réforme du système économique* :

- le principe de la propriété collective des moyens de production est maintenu, mais la propriété est séparée du pouvoir d'exploitation ; les entreprises deviennent indépendantes ;

- réforme du système des prix : réduction du nombre de prix fixés par l'Etat ;

- les entreprises peuvent réduire de 10 % à 15 % leurs effectifs, si c'est pour augmenter la productivité et les profits.

Les réformes expérimentées dans les ZES sont généralisées : déconcentration du système industriel, autonomie des régions, autorisation d'un secteur privé, multiplication des mécanismes d'ouverture commerciale, financière.

La même année, des décrets permettent au secteur privé de lever des fonds sans passer par les banques.

- 1984 encore : ouverture de zones de développement économique concernant 14 villes côtières et l'île de Hainan. Il s'agit toujours de favoriser les investissements étrangers.

- 1985 : création de trois zones de développement dans le delta du Yangzy et dans le Sud.

- Juillet 1986 : demande formelle d'adhésion au GATT.

En octobre de la même année : nouvelle loi pour encourager les investissements étrangers.

- 1988 : en avril, l'Assemblée nationale populaire adopte un amendement à la Constitution stipulant : « *L'Etat permet au secteur privé de l'économie d'exister et de se développer dans les limites prévues par la loi. L'Etat protège les droits et intérêts du secteur privé (...).* » Un autre amendement à la Constitution légalise la vente et l'achat des droits d'utilisation des terres par les paysans et les industriels. « *Le droit d'utilisation de la terre peut être transféré en accord avec la loi.* »

On peut constater que, sur une décennie, les mesures prises par la bureaucratie vont toutes dans le sens de l'ouverture du pays aux capitaux étrangers.

Il importe donc de déterminer dans quelles conditions s'opère cette tentative de réinsertion de la Chine dans le marché mondial. Le régime de la propriété privée des grands moyens de production est entré depuis des décennies dans sa phase de pourrissement. Au siècle dernier, lorsque les puissances étrangères cherchaient à conquérir la Chine, les capitalistes affirmaient haut et fort être facteurs de progrès et vouloir intégrer la Chine dans un marché mondial fondé sur le développement de l'industrie.

PEUT-ON CONSIDÉRER CELA COMME UN MIRACLE ÉCONOMIQUE ?

Aujourd'hui, les plus hauts responsables du FMI expliquent devant une délégation ouvrière mandatée par des millions de travailleurs des cinq continents : nous ne connaissons qu'une seule perspective, à savoir réduire la production dans tous les domaines et dans tous les pays, dans toutes les branches industrielles. (L'Entente internationale des travailleurs a publié le compte rendu intégral de cette délégation qui a eu lieu le 7 février 1994.)

Par là même, ils reconnaissent — ce qui est un fait établi par ailleurs — que le marché mondial est aujourd'hui dominé par la spéculation, par l'"économie" de la drogue, par le parasitisme sous toutes ses formes.

Loin de se présenter comme des "civilisateurs" et des constructeurs, les dirigeants du FMI, qui prétendent appliquer les plans d'ajustement structurel à tous les pays de la planète, affirment que la survie de leur régime passe par la destruction sans cesse plus profonde de toute production, de tout travail humain (3).

Ainsi l'économie chinoise devrait s'insérer dans un marché mondial que décompose la destruction massive des forces productives. Cela conditionne de manière décisive les formes mêmes de cette réinsertion et permet de comprendre

pourquoi les investissements financiers ne signifient pas développement économique. En effet, les capitalistes peuvent décider d'investir de manière temporaire en Chine, comme ils l'ont fait, il y a une vingtaine d'années, en Corée du Sud. La Chine présente à leurs yeux un triple avantage.

Premièrement, une force de travail à un coût très bas. Deuxièmement, une déréglementation à tout va, tant dans les relations de travail que dans les conditions d'investissement des capitaux. Enfin, et ce n'est pas pour eux la condition la moins intéressante, la dictature bureaucratique fait régner l'ordre permettant d'assurer l'exploitation de dizaines de millions d'ouvriers dans les camps de travail, des femmes et des enfants dans des zones économiques spéciales.

Ce sont ces raisons qui amènent, nous allons le voir, à un transfert vers la Chine des capitaux à la recherche des secteurs où les conditions sont optimales pour l'exploitation capitaliste. Les capitalistes qui considèrent le marché mondial comme une entité utilisent le fait que les délocalisations ne posent plus de gros problèmes technologiques pour déplacer les capitaux à la recherche du meilleur taux possible pour l'extorsion de la plus-value.

Mais peut-on considérer cela comme un miracle économique ? Cela aboutit-il à une construction, à un développement économique ? Comme en toute chose, il faut en revenir aux faits.

(3) Que l'on songe à ce que signifie comme condamnation d'un régime cette affiche apposée dans les ports de pêche de France (une des sept grandes puissances industrialisées) : « *Les bateaux autorisés à pêcher seront indiqués par liste. Les sorties en mer seront fonction de la capacité d'absorption du marché.* » Depuis l'aube de l'humanité, par la pêche, l'agriculture et l'élevage, l'homme a cherché à subvenir à son alimentation. Et sur une planète où des milliards d'êtres humains ne mangent pas à leur faim, il se trouve des organismes internationaux pour interdire à des pêcheurs de pêcher sous le prétexte que le marché ne saurait l'absorber.

Le bilan désastreux des réformes à la campagne

Nous commencerons par étudier les conséquences des réformes économiques dans les campagnes. Et ce, pour plusieurs raisons. D'une part, c'est par là que le régime a commencé, d'autre part, on le sait, la Chine est un pays où la question de la paysannerie a une énorme importance (elle constitue les trois quarts, voire les quatre cinquièmes de la population). Enfin, il faut se souvenir que toute la propagande officielle du régime et la presse mondiale ont présenté durant toute la première moitié des années 1980 les transformations réalisées dans les campagnes chinoises comme la preuve éclatante de la réussite des réformes économiques (4).

Les temps ont bien changé ; en octobre 1993, une réunion du comité central est convoquée spécialement pour discuter de la question paysanne. Le chef de l'Etat et du Parti communiste chinois, Jiang Zemin, prend la parole : « *La prospérité et la stabilité de l'ensemble du pays sont en partie liées à notre capacité à résoudre les problèmes de la campagne.* » « *Les paysans sont très mécontents. Des incidents violents, entraînés par les charges trop lourdes, continuent à survenir dans les campagnes* », précise le ministre de l'Agriculture, le 10 octobre 1993, à la "une" du *Quotidien du peuple*, organe officiel du PCC.

Quant au vice-Premier ministre, Tian Jiyun, il s'inquiète publiquement devant l'Assemblée nationale : « *S'il y a des problèmes dans les villages, personne, dans le régime actuel, ne pourra se maintenir au pouvoir (...). Une rébellion aurait des conséquences inimaginables.* » C'est le moins que l'on puisse dire puisque, en 1992, deux cents incidents ou jacqueries sont répertoriés officiellement à l'échelle du pays. En 1993, ces chiffres ont presque doublé. En une seule année, trois cents préfectures sont attaquées. Comment en est-on arrivé à cette situation que plus personne ne peut masquer ?

Nous avons vu comment la réforme agraire fut un des éléments décisifs de la

mobilisation révolutionnaire de 1947-1949. Il est incontestable que son extension à toute la Chine a permis au pays de sortir de l'état de famine chronique où il se trouvait.

L'aménagement du Fleuve jaune et du Yangzi par de gigantesques canaux, réseaux de digues et de barrages a permis le contrôle de leur débit. On obtint ainsi un fort accroissement des surfaces cultivables. Il s'agit, depuis toujours, d'un problème majeur en Chine. Cependant, la gestion bureaucratique et en zigzag de la direction du PC chinois a coûté cher, très cher à la paysannerie et au peuple chinois : la collectivisation forcée, puis l'aventure du "grand bond en avant" de 1958 entraîneront des résurgences de la famine. Les années de luttes entre les différentes fractions de la bureaucratie après la période 1966-1968 conduiront à de nouveaux reculs considérables, y compris sur le plan économique.

Engagée dans une impasse, la bureaucratie s'est alors tournée vers l'adaptation de l'économie aux normes dictées par le système impérialiste, vers le recours aux méthodes capitalistes. Et l'introduction des lois du marché a conduit aujourd'hui à un déséquilibre fondamental dans la production agricole chinoise.

LES "FAMILLES À 10 000 YUANS"

La première conséquence des mesures introduites à partir de 1978 fut le développement à un rythme accéléré d'une différenciation des revenus.

(4) Il serait trop long de citer les multiples déclarations, articles, discours, études, etc., vantant le succès des réformes dans les campagnes chinoises. Il suffit d'indiquer qu'ils étaient presque aussi nombreux que ceux consacrés aujourd'hui à s'extasier sur le "développement économique" de la Chine, sur son taux de croissance sans pareil, le développement des villes, etc.

Une minorité de paysans travaillant dans les zones maraîchères proches des grands centres urbains s'enrichit effectivement. On les appellera "les familles à 10 000 yuans", les paysans millionnaires. A l'autre pôle, la décollectivisation jette sur les routes une masse croissante d'ouvriers agricoles qui perdent leurs emplois.

Cette différenciation sociale s'est ensuivie accompagnée d'une modification profonde quant à la production agricole elle-même. La rentabilité exige de se tourner vers les cultures de productions dites subsidiaires qui remplacent celles des céréales peu rentables et dépendantes du marché d'Etat, c'est-à-dire subventionnées et à prix fixe. Il en est de même pour la viande de porc, élément de base de l'alimentation chinoise, jugée également peu rentable.

Les effets sont d'ailleurs cumulatifs. A partir de la fin de 1986, la pénurie de grains se répercute sur l'élevage de type familial du porc, amplifiant encore la réduction de la production. Dès 1987, la pénurie de viande de porc se fait sentir dans les villes.

La situation devint inquiétante. Produisant suffisamment pour ses besoins jusqu'en 1984, la Chine a dû commencer à importer des millions de tonnes de céréales à partir de 1987. La recherche de la production la plus immédiatement rentable a donc des répercussions directes sur les problèmes alimentaires, mais les conséquences sont plus profondes encore.

La couche de riches paysans tend à investir pour ses propres intérêts aux dépens de l'irrigation et de la modernisation de l'agriculture.

La bureaucratie elle-même est amenée à le reconnaître. Lors du comité central consacré à la question paysanne, Jiang Zemin a expliqué :

« La baisse des investissements dans les campagnes fait de l'agriculture le "maillon" le plus faible de l'économie nationale. »

Des fonds destinés à la modernisation et à l'entretien des digues sont détournés au vu et au su de tous par des cadres locaux de l'appareil bureaucratique. Le 3 août 1993, à l'occasion d'un changement de direction à la Banque centrale, on appre-

nait que de nombreuses banques régionales sous contrôle de l'Etat avaient placé les fonds destinés à des travaux d'infrastructure dans des investissements plus fructueux.

Mais ce n'est pas tout. La loi du marché a sa logique. Les dirigeants locaux

« préfèrent souvent placer sur les marchés financiers les sommes destinées à l'achat de céréales par l'Etat. Dans l'attente de liquidités, les paysans sont payés en IOU (de l'anglais I owe you : je vous dois — NDLR), des certificats de paiement à terme, rarement honorés (...).

Les familles paysannes, souvent entretenues par un membre de la famille parvenu à s'établir en ville, ne reçoivent en outre plus des services postaux que des "billets verts", une forme d'assignat délivré à la place des liquidités. Car les fonctionnaires des postes sont également saisis par la fièvre de la spéculation. Ils préfèrent placer l'argent de leur caisse plutôt que de le délivrer aux destinataires. En même temps, les paysans subissent la loi des dirigeants locaux que la décentralisation croissante du pouvoir a transformés en véritables potentats. Les paysans doivent faire face à une multiplication de taxes et de surtaxes arbitraires, officiellement motivées par des projets "collectifs" (taxes sur l'entretien des arbres, l'assainissement de l'eau, la création de routes...), mais qui vont en fait directement dans la poche des responsables locaux » (Libération du 22 octobre 1993).

LA DÉSERTIFICATION : UN PROCESSUS RAPIDE

Les chiffres varient selon les sources. Mais tous font état de plusieurs dizaines de milliers d'hectares désertifiés dans toutes les régions. Près de 10 % des champs dans certains villages. Selon une enquête menée au Shanxi, près du Fleuve jaune, 33 % des paysans préfèrent ne produire que ce qui est nécessaire à leur alimentation.

Ainsi la désertification apparaît. Dès juin 1988, un des organes officiels d'information de la direction chinoise, *Pékin Informations* écrit :

« En Chine, les déserts gagnent au rythme de 1 560 km² par an, ce qui fait peser une menace sur les terres fertiles dans tout le nord du pays. Les déserts s'étendent maintenant sur 176 000 km², soit sur 39 000 km² de plus que dans les années 1950. »

Si on ne se hâte pas de prendre les mesures qui s'imposent, ajoute la revue, 75 000 autres kilomètres carrés vont se désertifier d'ici à l'an 2000, c'est-à-dire plus de deux fois la superficie de Taiwan. En fait et en clair, c'est donc plus d'un tiers des terres cultivables recensées en 1957 qui ont disparu.

Ce sont des processus extrêmement rapides. Un chercheur, de retour de mission, explique dans son rapport officiel :

« Le contraste est saisissant entre mes deux séjours à une simple année d'intervalle. Pour donner un exemple précis, je n'ai ainsi jamais vu en 38 jours de présence un quelconque forestier travailler dans le verger où je me trouvais. Certes, tous en fait travaillaient, mais à récolter le jus de bouleau (pour faire des boissons gazeuses), élever des vers à soie, des champignons noirs, à attraper tous les poissons des étangs environnants, etc., c'est-à-dire à des activités à but lucratif direct pour pouvoir continuer à payer le personnel du verger, ce que la production de semences et l'aide largement disparue du pouvoir central ne permettent plus (...). Selon tous mes interlocuteurs, obtenir des crédits de recherche sur un programme qui n'ouvre pas sur la rentabilité immédiate devient ainsi de plus en plus une gageure. »

Il est aisé de comprendre que l'abandon du travail d'entretien sur les vergers à graines, eux-mêmes destinés à la reforestation, aura des effets désastreux dans les années à venir.

L'abandon de la subvention de l'Etat à toute politique régulière d'irrigation a des conséquences immédiates sur la réduction des terres arables. Mais là n'est pas la seule raison. Le développement des ZDE, zones de développement économique à partir de 1990-1991, y contribuera également.

« La plupart d'entre elles (les ZDE) ont remporté un succès fulgurant auprès des investisseurs étrangers ou nationaux,

qui s'est traduit le plus souvent par une spéculation foncière et immobilière stérile. Les banques prêtaient à guichets ouverts ; la corruption aidant, les permis de construire s'obtenaient sans mal. Dans bien des cas, on a vu des zones de cultures à la périphérie d'agglomérations se transformer en ZDE. Les chantiers surgissaient des rizières avec, au passage, de confortables plus-values » (La Tribune, 13 août 1993).

Achetées souvent à vil prix aux paysans, parfois à l'aide d'emprunts qui ne se matérialisaient pas, les terres arables qui ont ainsi disparu dans ces opérations de spéculation foncière effrénée sont estimées à 6 000 km².

Pour mesurer l'entendue de ce crime, il faut savoir que l'immense territoire chinois ne possède que 8 % de terres arables.

Cette réduction des terres arables sur toute la région côtière de la Chine pose de graves problèmes d'équilibre pour la production alimentaire (5).

Ce recul de la production agricole aboutit, d'une part, à la nécessité d'importer du riz en quantité sans cesse croissante, d'autre part, à des conséquences sociales qu'on ne peut plus masquer.

Selon les estimations officielles, 80 à 100 millions de paysans sans travail circulent dans la campagne, errant de région en région, s'entassant aux portes des grandes villes.

Ainsi, ce que d'une même voix les gouvernements de Pékin et du monde présentaient comme la preuve du succès des réformes, à savoir une prospérité des campagnes au début des années 1980, s'est effondré.

Après des bénéfices faciles et immédiats pour une couche limitée, du fait de l'abandon de toute politique de contrôle sur l'agriculture, les lois du marché se sont appliquées dans leur brutalité et avec leurs conséquences désastreuses.

(5) Cette question touche également l'ensemble du système écologique. Dans ce domaine aussi, beaucoup d'éléments d'information devront être rassemblés, pour établir un bilan exact des "réformes".

10 000 PAYSANS ATTAQUENT DES LOCAUX GOUVERNEMENTAUX

Dans cette situation, les révoltes paysannes se multiplient.

« Plus de 170 émeutes et manifestations ont éclaté dans tout le pays depuis la fin de l'année dernière (...). En janvier, dans la province de l'Anhui, des milliers de paysans organisent une marche de protestation pour demander aux autorités de les débarrasser des officiels corrompus. Dans le Guangdong, il en est autant pour manifester contre les réquisitions foncières et bloquer un cortège officiel (...). Dans le Shanxi, en mars, plusieurs centaines de paysans, conduits par un soldat démobilisé, manifestent contre la lourdeur des impôts (...). L'un des incidents les plus graves s'est déroulé début juin dans le Sichuan, où 10 000 paysans ont attaqué les locaux du gouvernement et du parti et brûlé des véhicules officiels pour protester contre l'imposition par les cadres locaux d'un impôt supplémentaire (...). Tian Jiyun, l'ex-vice-Premier ministre chargé de l'Agriculture, aurait pour sa part estimé qu'une "explosion peut intervenir d'un moment à l'autre" dans les zones rurales "où la situation ressemble à un brûlot" » (Libération, 26 juin 1993).

La peur que le régime manifeste à l'encontre des paysans, à l'encontre des

dizaines de millions qui n'ont plus leurs terres, comme des centaines de millions qui l'ont encore, à l'encontre d'un peuple qui ne veut pas être réduit à la famine, c'est la peur d'une jonction possible avec la classe ouvrière chinoise :

« En se déplaçant sans cesse, une nombreuse main-d'œuvre rurale en excédent tente d'échapper à un chômage de fait et forme une grande armée de Chinois itinérants. Les analystes évaluent cette population à 50 millions de personnes en période normale et à 80 millions en période de pointe (6) (...). Cette armée se déplace à l'aveuglette, à la manière d'un fleuve (...). S'ils venaient à s'allier avec une autre grande armée, celle des millions de chômeurs des villes, les conséquences seraient difficilement imaginables. »

C'est un journal officiel chinois qui parle ainsi, le *Wenhuihao* de Shanghai. Cette peur de l'explosion sociale est d'ailleurs présente dans tous les discours du régime. Car, précisément, quelle est la situation du point de vue de la classe ouvrière ?

(6) Léon Trotsky relevait dans *La Révolution trahie* que "le cynisme de la bureaucratie à l'égard des statistiques et de l'opinion publique n'a pas de bornes". On le mesure une fois encore dans les chiffres annoncés à intervalles réguliers, 50, 80, 150, voire 200 millions de paysans sans travail.

Pour le FMI, les ZES sont des têtes de pont pour asservir le peuple chinois

Les réformes économiques ont commencé avec la mise en place des zones économiques spéciales (ZES). Le bulletin international du FMI les présente en ces termes :

« La stratégie adoptée par le gouvernement repose sur la création de "zones économiques ouvertes" dans lesquelles les activités orientées vers l'extérieur doivent être favorisées par les

investissements directs étrangers et les échanges commerciaux (...). Les entreprises opérant dans les ZES ont bénéficié d'un traitement préférentiel en matière d'imposition, de licences d'importation et de droits de douanes (...). Les entreprises sous contrôle étranger prennent généralement leurs propres décisions en matière d'organisation du personnel, de rémunération, de recrutement et de

licenciement (...). Ces entreprises sont aussi exonérées d'impôt pendant les deux premières années (...) » (26 avril 1993).

Après les ZES, il y a eu les ZDE (zones de développement économique). Dans les huit provinces côtières, on en recense 1 000 à 1 200 en août 1993. Le plus souvent mises sur pied sur la base de décisions d'instances régionales ou locales, sans attendre, ni même parfois solliciter l'autorisation de Pékin, elles offrent aux capitaux étrangers des avantages multiples : fiscalité réduite, demandes administratives simplifiées.

Dans ces ZES, puis ces ZDE, il s'agit de mettre en œuvre une exploitation sans limite des travailleurs chinois. En 1988, l'hebdomadaire américain *Business Week* rapportait comment les entreprises de Hong-Kong, sous-traitant pour des firmes américaines de l'industrie du jouet, profitent en Chine des conditions fiscales et "humaines" offertes par le gouvernement chinois :

"Il faut honorer les commandes venues d'outre-Pacifique et tous les moyens sont bons. En Chine, la loi spécifie qu'il est interdit d'employer une main-d'œuvre de moins de 17 ans. Temps de travail légal : huit heures par jour, six jours par semaine. La réalité ? Il est courant de faire travailler des enfants de 10 ans 14 heures par jour pour 21 dollars par mois, soit environ 130 F. On a des exemples de fillettes de 12 ans travaillant 15 heures par jour pour 10 dollars par mois (moins de 2 centimes français l'heure) !

Des journalistes chinois se sont émus de telles abominations et ont pu diffuser certaines informations. Les responsables des firmes américaines clientes des patrons de Hong-Kong refusent de se mêler de telles histoires et accélèrent les commandes : Noël approche. Les autorités chinoises laissent faire. Certes, les enfants souffrent, certes, des ouvrières enceintes s'écroulent dans les ateliers de la honte, mais les zones rapportent des devises fortes et puis les hommes d'affaires de Hong-Kong ont un argument : si Pékin intervient, "nous irons travailler en Thaïlande". Les petits travailleurs âgés de 10 ans sont nés en 1978, l'année où furent décidées les "réformes économiques", la "modernisation" qui, pour eux, n'ont qu'une traduction : l'exploitation esclavagiste."

Cela est tellement vrai que même les syndicats officiels liés au régime sont amenés à faire des déclarations publiques sur les conditions de travail dans les ZES. Citons un exemple parmi d'autres.

La fédération du Guangdong de l'ACFTU (All China Federation of Trade Union — confédération des syndicats de la Chine) a publié un communiqué après l'incendie qui a coûté la vie à des dizaines d'ouvriers dans une usine de Shenzhen. Selon les responsables du syndicat officiel, « *leurs usines n'avaient pris aucune mesure de sécurité, ni mis en place un système de secours contre le feu* ».

Le communiqué du syndicat officiel, qui pourtant soutient les réformes, relève beaucoup de faits.

Plus de 61 % des salariés travaillent plus de six jours par semaine. Environ 34,7 % sont astreints à des heures supplémentaires et, parmi ces derniers, un cinquième se plaignent de n'être pas payés en conséquence.

Plus de la moitié des femmes employées ne perçoivent pas d'allocation de maternité. Les violations des droits des salariés, et plus spécifiquement de ceux de la main-d'œuvre immigrée d'autres provinces de la Chine, sont particulièrement flagrantes dans les entreprises à investissements étrangers : 90 % d'entre elles sont responsables d'infractions dans ce domaine.

Elles exploitent une main-d'œuvre composée majoritairement de paysans, en sur-nombre dans les campagnes et venus chercher du travail dans le Guangdong. C'est une main-d'œuvre peu qualifiée, ne connaissant pas ses droits, contrairement aux travailleurs des entreprises d'Etat.

Ainsi, plus du tiers d'entre eux ne savent pas si leur contrat de travail avec la société doit être certifié par l'administration. Le même nombre d'ouvriers reconnaissent qu'ils n'en ont même pas signé. « *Les conflits du travail et les grèves sont en augmentation ces dernières années, notamment dans les régions côtières* », explique le syndicat officiel qui met en garde les autorités locales contre le risque de "déclenchement d'une crise sociale".

A PROPOS DE LA "NATURE" DES ZES

Voilà le terrible bilan des zones de la honte, une décennie après leur installation. Voyons ce qu'en disent les dirigeants du Parti communiste chinois. Un rapport du comité central, daté d'octobre 1992, explique : « *La pratique a démontré que les zones économiques spéciales ne sont pas de nature capitaliste, mais socialiste.* » La voilà la véritable nature de "l'économie socialiste de marché" dont parlent sans cesse les corrompus de Pékin : l'utilisation du pouvoir policier de la bureaucratie badigeonnée des mots de socialisme, de communisme, pour assurer aux capitalistes étrangers l'exploitation forcenée du peuple chinois.

Le FMI affirme quant à lui que les ZES n'ont été qu'une tête de pont, qu'il faut étendre le système à toute la Chine :

« Quel que soit l'avenir des zones économiques spéciales, il ne fait guère de doute qu'elles ont joué un rôle important dans la transformation du pays en économie de marché. Elles ont de beaucoup dépassé leurs objectifs initiaux, qui étaient d'attirer les technologies et les investissements étrangers (...). L'essentiel sera alors de savoir s'il ne vaut pas mieux, pour assurer le développement à long terme de la Chine, éliminer progressivement certains de ces dispositifs spéciaux qui devraient être considérés comme temporaires (tels que certains avantages fiscaux) et en appliquer d'autres à l'ensemble du pays » (Bulletin du FMI, 26 avril 1993).

C'est toute la Chine qu'ils voudraient aligner sur les ZES.

Et il y a l'exploitation la plus absolue : celle des camps de prisonniers.

« Le travail forcé en Chine contribue à la production de toutes sortes de marchandises, dont 50 % sont exportés, constituant un élément important du succès économique de la Chine.

Selon un rapport de la Société internationale pour les droits de l'homme (IGFM), les trois catégories essentielles de camps contrôlés par le Bureau de sécurité publique sont les camps

disciplinaires, les centres de rééducation et les camps de travail forcé proprement dits.

Selon la Société internationale pour les droits de l'homme, 10 à 15 millions de personnes, dont un grand nombre de "contre-révolutionnaires, de dissidents et notamment les victimes de la répression à la suite du massacre de Tian'anmen en 1989" sont dans les deux premières catégories de camps et 8 à 10 millions dans les camps de travail forcé.

La Société internationale dénonce les conditions de travail sans protection avec des matériaux dangereux, dont des substances chimiques et radioactives, le mercure et l'amiante. Quelque 375 000 prisonniers travaillent dans les mines de charbon grâce auxquelles la Chine est un des principaux exportateurs de charbon du monde, note le rapport. Un tiers de la production de thé, dont la Chine est le troisième exportateur mondial, est récolté par des prisonniers. »

"QU'ILS SE DISENT ROUGES, QU'ILS SE DISENT BLANCS"

Juste après Tian'anmen, en août 1989, le constructeur automobile Volvo a été contacté par une firme de Bruxelles, baptisée Chinter, intermédiaire qui proposait une délocalisation dans une des cinq grandes provinces côtières chinoises et affirmait que les autorités chinoises pouvaient offrir un grand choix d'usines. « *De surcroît, affirmait une lettre, nous pouvons vous proposer un grand nombre de criminels ayant reçu une formation technique élémentaire.* » Mieux : « *Le nombre de travailleurs et la sécurité sont totalement garantis.* » Tout cela, notait Chinter, permettrait à la firme d'investir pour un cinquième seulement du coût d'une usine européenne.

L'offre était sérieuse. La société Chinter, jointe au téléphone, l'a confirmé. Les prisonniers, affirme M. Chi, « *sont amenés le matin de la prison jusqu'à l'usine. Une partie des gardes reste, pour la sécurité, bien sûr. Puis, on les ramène en prison après huit heures de travail.* » Ils seraient payés 100 dollars par mois contre 200 à 300 dollars pour un ouvrier

chinois "libre". Certes, "ils ne touchent pas la totalité de la somme. Il faut déduire leur nourriture et certains frais." Pour l'entreprise, "c'est très intéressant : Philips, par exemple, a une usine à Taiwan où il paye ses ouvriers 1000 dollars, soit dix fois plus."

En lisant cette presse d'une officine gouvernementale chinoise jouant les négriers auprès des capitalistes d'Europe, on pense à cette remarque d'un syndicaliste de Hong-Kong :

« Qu'ils se disent rouges, qu'ils se disent blancs, pour les régimes, les mots n'ont pas beaucoup d'importance, pour faire suer l'ouvrier ils sont tous d'accord et se tendent la main ! »

Cet ouvrier savait de quoi il parlait, car résident à Hong-Kong il avait été contraint à travailler dans les zones économiques spéciales en Chine.

Le voilà, le succès économique que l'on présente comme un modèle aux travailleurs d'Europe, des Etats-Unis, pour justifier les attaques anti-ouvrières.

L'exploitation forcenée, le mépris souverain pour la sécurité ont bien d'autres conséquences : la multiplication des catastrophes dans les usines, par exemple.

En octobre 1993, deux entrepôts industriels de matériaux dangereux appartenant à l'armée chinoise ont explosé, à la suite d'une "fuite d'acide nitrique".

Bilan : au moins 70 morts et 200 blessés. *Travailleurs chinois*, le bulletin de la Fédération autonomes des ouvriers chinois en exil, commente :

« Les explosions de Shenzhen ne constituent que la partie visible de l'iceberg. Elles illustrent le fait que la bureaucratie est à la recherche de profits économiques à court terme et n'agit qu'en fonction de ses intérêts privés au détriment de l'intérêt public. Et ceci au niveau local plutôt que régional, au prix même de l'intérêt de la planification nationale, sans parler de la sécurité.

Si cette partie de l'iceberg est visible, ce n'est que parce que la bureaucratie corrompue n'a pas eu les moyens de dissimuler ces explosions en raison de leurs effets et de l'emplacement où elles se sont produites. »

LA CHAÎNE SANS FIN DES DÉLOCALISATIONS

Tout honteux et révoltants qu'il soient, les faits que nous avons à ce stade rassemblés ne suffisent pas encore à répondre complètement à la question : les capitalistes étrangers contribuent-ils ainsi au développement de la Chine ?

On sait ce que représentait au siècle dernier le travail des enfants, les journées de douze heures, l'absence de toute protection sociale. Pour autant, le capitalisme développait alors la production, créait un marché mondial. Aujourd'hui, avec les transferts de capitaux, il s'agit de tout autre chose. Les faits démontrent que le processus de délocalisation est une chaîne sans fin. Le journal patronal français *La Tribune*, du 2 mars 1993, a publié une étude sur cette question :

« La délocalisation dans le textile-habillement se caractérise par un engrenage qui aggrave le processus lui-même. Autrement dit, l'exportation du savoir-faire tend, à terme, à remonter les salaires dans ces pays et engendrer des pertes dès le rapatriement de la production. Il faudrait alors rechercher d'autres sources de production à bas prix : quitter Taiwan ou la Corée du Sud pour aller en Chine populaire, par exemple. »

Effectivement, la différence entre le salaire d'un ouvrier chinois et celui d'un ouvrier coréen est de 1 à 10. Dans la deuxième ville sud-coréenne, à Pusan, les industries à forte intensité de main-d'œuvre (textile, chaussures, jouets) ont quasiment toutes déserté la région pour aller s'installer dans le sud de la Chine.

En ce qui concerne Taiwan, *Yazhou Zhoukan*, journal de Hong-Kong, explique en des termes simples :

« En ouvrant le chéquier des dépenses sociales, Taiwan risque de déraiper vers l'Etat-providence et d'affaiblir la compétitivité de son économie. De plus, des dépenses sociales importantes vont induire des dépenses inutiles, comme nous l'ont montré à l'envi les pays industrialisés d'Occident. »

Nous avons là une des clés de la réponse. La délocalisation de l'Europe vers Taiwan, par exemple, a amené les travailleurs ainsi regroupés dans des entreprises du fait du transfert des capitaux étrangers à chercher — certes dans des conditions difficiles — la voie de la résistance à l'exploitation. "La remontée des salaires", "les dépenses sociales inutiles" ne sont rien d'autre que des produits directs de la lutte de classe. Dans une interview à l'hebdomadaire du Parti des travailleurs de France, un syndicaliste taiwanais l'explique fort bien :

« Taiwan est une puissance économique qui, depuis quelques années, se tourne vers la Chine et le Sud-Est asiatique. Taiwan est un pays soustraitant du Japon et des USA. Il s'est enrichi grâce à l'exploitation d'une main-d'œuvre à bon marché. Et maintenant, les capitalistes veulent quitter l'île.

En Chine continentale, dans les zones côtières et maintenant dans la région de Shanghai, dans les zones économiques spéciales, la surexploitation est féroce et les conditions de travail épouvantables. Et cela entraîne le chômage, les fermetures d'usines à Taiwan. Cette exportation du capital, ces délocalisations ne concernaient jusqu'à présent que de petits aventuriers. Elles concernent maintenant les grandes industries. Il faut mettre en garde contre les capitalistes de Taiwan. Chaque année, depuis dix ans, il y a 1 500 décès dus à des accidents du travail. 40 000 à 50 000 morts en trente ans. Autant que d'Américains morts pendant la guerre du Vietnam.

Le "miracle économique" de Taiwan, c'est l'enrichissement pour les capitalistes et pour les travailleurs, c'est la misère et la guerre civile. Tous ceux qui ont commencé à travailler au début de l'essor de Taiwan arrivent maintenant à l'âge de la retraite et les capitalistes en profitent pour fermer les usines. »

comme ce fut le cas pour la Corée ou Taiwan. D'ailleurs, un journal patronal français le dit crûment :

« Le prix de la main-d'œuvre dans la Chine intérieure est meilleur marché que celui demandé du côté du "Fleuve de la rivière des perles", ce triangle qui relie Canton, Shenzhen et Zhuhai » (La Tribune-Desfossés du 1^{er} décembre 1993).

Ainsi, ce processus de délocalisation n'a véritablement pas de fin : de l'Europe à Taiwan, de Taiwan aux zones côtières de la Chine, demain des zones côtières à l'intérieur du pays...

Les lois du capital, la lutte acharnée pour l'extorsion de la plus-value aboutissent au stade de l'impérialisme à ce que toutes les constructions industrielles aient un caractère éphémère.

On peut le mesurer en observant les transferts de capitaux sur quelques années seulement. La récession du marché mondial interdit tout développement industriel conséquent, même basé sur une surexploitation forcénée.

L'incapacité de réaliser par la vente de la marchandise la plus-value qu'elle contient amène à une réduction sans cesse accélérée et qui se nourrit elle-même du marché, interdisant par là toute construction économique durable.

Allons plus loin. La part des capitaux transférés au détriment d'autres pays et régions du globe vers la Chine engendrent-elles une accumulation du capital ? Marx a, en effet, démontré comment le développement économique pouvait se mesurer dans l'accumulation primitive du capital.

Une croissance réelle de l'économie chinoise impliquerait le développement d'un capital national, base pour la construction économique présente et future.

Tout à l'inverse, ce à quoi l'on assiste aujourd'hui, c'est à la pénétration classique du capital étranger dont la bureaucratie corrompue se fait le fidèle valet, livrant le peuple chinois à l'exploitation du capitalisme.

ILS NE CONSTRUISENT RIEN DE DURABLE

C'est clair. Ils ne construisent rien de durable. Il en sera demain en Chine

La continuité du mouvement du peuple chinois pour son émancipation

Lorsque le FMI indique qu'il faut généraliser les ZES à toute la Chine, cela signifie qu'il veut étendre le taux d'exploitation de ces zones à l'ensemble de la classe ouvrière chinoise. Mais c'est précisément là toute la question. Car les réformes sur les licenciements ne datent pas d'hier. C'est en 1983, avec la loi d'ouverture, que l'autorisation de licencier fut accordée aux entreprises. Cette décision fut confirmée par les lois sur l'investissement de 1984. En mai 1988, l'Assemblée nationale populaire vote la loi sur la mise en faillite des entreprises déficitaires. Ces lois n'ont jamais pu être jusqu'à ce jour appliquées jusqu'au bout, précisément en raison de la résistance de la classe ouvrière, qui connaît une première étape de masse dans le mouvement révolutionnaire de mai-juin 1989, au cours duquel les travailleurs rejoignent les étudiants dans leur mobilisation. Il convient sans doute à ce stade de rappeler la continuité du mouvement du peuple chinois dans sa lutte pour la démocratie, contre l'oppression étrangère, pour la nation chinoise.

Depuis la brutale agression de 1840 (la guerre de l'Opium), la Chine a souffert de l'oppression étrangère. Elle a été pillée, démembrée par les grandes puissances impérialistes dont la domination s'affirmait avec insolence dans le système des "concessions", où les travailleurs chinois étaient traités comme des étrangers sans droits dans leur propre pays.

A la fin de la Première Guerre mondiale, les grandes puissances impérialistes se livrent à un nouveau partage de la Chine en zones d'influence. Contre l'oppression étrangère et pour la démocratie s'amorce à partir de la mobilisation des étudiants, le 4 mai 1919, un mouvement qui ira en s'amplifiant, avec à sa tête la classe ouvrière.

S'ouvre alors une ère de bouleversements, de luttes acharnées du peuple chi-

nois pour son émancipation nationale et sociale, qui débouchera, en 1925-1927, sur l'action révolutionnaire des ouvriers et des paysans chinois formant leurs syndicats, leurs comités démocratiques d'ouvriers et de paysans, faisant trembler la domination impérialiste et des profiteurs.

Ce sont les mêmes objectifs démocratiques et sociaux qui s'incarnent dans la révolution de 1949. Elle affirme la volonté du peuple travailleur de Chine d'instaurer une authentique démocratie, d'en finir avec le pillage du pays, avec la terreur et la misère que les grands propriétaires fonciers faisaient régner dans les campagnes, d'en finir avec l'exploitation.

Le Manifeste de mai 1992 de la Fédération autonome des associations civiles de Chine (organisation indépendante qui a réussi à diffuser ses appels à plusieurs milliers d'exemplaires) rappelle :

« A partir du milieu de ce siècle, le peuple chinois s'est débarrassé des humiliations des puissances étrangères. Il était prêt à construire un pays riche et puissant. Le peuple chinois, enthousiaste, a irrigué le pays avec sa sueur et a créé une richesse matérielle abondante qui a augmenté considérablement la puissance du pays. Mais le Parti communiste chinois, dès le début, a monopolisé les ressources naturelles du pays et la richesse créée par le peuple, qu'il privait de ses droits fondamentaux. De cette façon, il a empêché la société de se développer. »

En 1956-1957, pendant la période dite des Cent Fleurs, les masses se heurtent pour la première fois à la bureaucratie, remettant en cause le monopole de son pouvoir. La bureaucratie les repousse une nouvelle fois. En 1966-1968, avec la Révolution culturelle, le peuple chinois se mobilise. Il pensait combattre pour la démocratie contre la bureaucratie. Mais le peuple chinois était utilisé par Mao

Zedong (Mao Tsé-toung) pour surmonter les contradictions internes de la bureaucratie.

Alors, une mobilisation s'est organisée pour les droits démocratiques, pour le droit de critique, pour que cesse la répression. La jeunesse, les étudiants se sont organisés dans les "gardes rouges", cherchant par ce biais la voie de l'organisation indépendante. Mais dès que Mao a vu des couches ouvrières mobilisées, il a fait appel à l'armée qui a procédé à l'arrestation des dirigeants et militants ouvriers.

Les bureaucrates ont compris que la mobilisation ouvrière allait balayer le régime bureaucratique et instaurer le pouvoir ouvrier démocratique des conseils. Ce qu'aucune fraction de la bureaucratie ne veut. Ensuite, nouvelles, mais partielles mobilisations en 1979, en 1986. Et en 1989, avec une force exceptionnelle, tirant les leçons des combats antérieurs, la révolution politique a commencé à prendre toute son ampleur, ébranlant le pouvoir de la bureaucratie et tout le système instable des relations économiques, politiques et sociales dans le monde.

1992 : accentuation des réformes et de la résistance ouvrière

Après avoir réprimé pour, selon leurs dires mêmes, continuer la politique de réformes, les dirigeants du Parti communiste chinois, de la bureaucratie, ont accentué toutes les mesures d'ouverture.

A partir de 1992, nous assistons à un tournant. Cela vaudra d'ailleurs à Deng Xiaoping d'être élu "homme de l'année 1992" par le *Financial Times*, le respectable quotidien britannique de la finance, sous le prétexte qu'il a permis "la stabilité sociale nécessaire aux réformes économiques".

« La Chine utilisera de plus en plus les règles du marché pour promouvoir son développement économique », explique en avril 1993 le Premier ministre, Li Peng. Durant cette année, la Chine et les USA signent un accord ouvrant le marché chinois aux industriels américains.

Selon le bulletin officiel du FMI, les exportations des entreprises sous contrôle étranger progressent de 44 % et les investissements étrangers directs en Chine connaissent une augmentation de 160 % au cours de cette année 1992.

Selon d'autres estimations des organismes financiers internationaux, les investissements étrangers en Chine sont passés d'environ 4 milliards de dollars par an, entre 1988 et 1991, à 11 milliards en 1992 et plus de 17 milliards en 1993

(environ 100 milliards de francs). Le nombre d'entreprises sous contrôle étranger passe de 37 000 en 1991 à environ 84 000 à la fin de 1992.

Ainsi, le flux des capitaux étrangers en Chine ne cesse de grossir. Le premier semestre de 1993 enregistre une progression de 243 % par rapport au premier semestre de 1992.

Les mesures livrant le pays au marché mondial dominé par la spéculation et la destruction des forces productives préparent l'effondrement économique du pays.

En effet, pour satisfaire les besoins de cette ouverture aux capitaux étrangers, il s'agit dans tous les domaines d'aligner l'économie chinoise sur les exigences du marché mondial.

Prenons un exemple : la place occupée par l'industrie minière est extrêmement importante pour ce pays. La Chine est le plus grand producteur mondial de charbon. Le plus grand consommateur également, puisque le charbon fournit 70 % de l'énergie du pays. Mais ce charbon est commercialisé à un prix nettement inférieur à son coût réel par rapport au marché mondial.

Le gouvernement, se faisant le relais des exigences du FMI, a décidé d'appliquer la "vérité" des prix à partir de 1995.

DES MILLIONS DE LICENCIEMENTS PROGRAMMÉS

Pour l'heure, les mines de charbon ont déjà licencié 187 000 salariés au cours des six premiers mois de 1993. C'est la première phase d'un plan qui prévoit 400 000 licenciements dans les mines. Selon le ministre de l'Industrie houillère, "*ces suppressions de postes ont pour but de permettre à l'industrie minière de ne plus être déficitaire (7)*" !

Dans le secteur pétrolier et gazier, les licenciements sont également annoncés par centaines de milliers : 500 000 d'ici à 1995, a affirmé Wang Tao, le directeur général de la China National Petroleum Corporation (CNPC). Il entend ainsi mettre en œuvre un plan qui comprend une réforme radicale des prix pour créer en trois ans un système unifié de prix, lié au marché mondial. C'est-à-dire, en clair, supprimer l'obligation faite aux compagnies pétrolières chinoises d'Etat de vendre une grande partie de leur production aux entreprises d'Etat à un prix inférieur d'un tiers à ceux pratiqués sur le marché mondial. En conséquence de quoi, elles seront asphyxiées et devront licencier.

Au nom de la rentabilité, les menaces de licenciement touchent d'ailleurs tous les secteurs. En quatre ans, le gouvernement entend supprimer 2,5 millions d'emplois dans le textile, soit près d'un tiers des emplois existants. En ce qui concerne les fonctionnaires, ce sont 25 % des personnels qui devraient perdre leur emploi, selon les déclarations du ministre de ce secteur. De telles mesures avaient déjà été annoncées en 1982, puis en 1988, sans jamais pouvoir être appliquées, faute d'avoir pu aller jusqu'au bout de l'affrontement avec la classe ouvrière. Toute la situation combine ainsi les coups déjà portés, les plans de destruction à une large échelle de la classe ouvrière comme telle et la résistance acharnée du peuple chinois, qui a interdit que les plans de dislocation de la société puisse se matérialiser et se prépare au grand choc qui est à venir. Cela est perceptible dans tous les domaines.

On sait le rôle majeur qu'a joué la hausse du coût de la vie dans la mobilisation des travailleurs avec les étudiants en 1989. Elle connaît aujourd'hui de nouveaux records. Le taux d'inflation, estimé à 17,5 % dans les 35 principales agglomérations, dépasse en réalité allégrement les 20 %. Du printemps à l'automne 1993, le riz est passé de 60 centimes à 1,50 F le kilo, l'huile de 4,80 F à plus de 11 F le litre. Sur le marché libre, les œufs ont augmenté de 50 % en trois mois, de même que le poulet, qui atteint 15 F le kilo. (Le salaire moyen est à peine de 300 F.) Dans l'immobilier, sous l'effet de la spéculation, l'inflation atteint 147 % au cours du premier semestre de 1993. Ces chiffres sont les plus élevés depuis 1988. « *Si rien n'est fait pour corriger la tendance, le mécontentement populaire ne va pas tarder à refaire surface* », affirme un économiste chinois à Pékin.

Le gouvernement a plusieurs fois annoncé des mesures pour lutter contre l'inflation. Avec une constante : il faut faire payer la classe ouvrière. Plusieurs fois, il a été décidé le gel des salaires et des primes des employés des secteurs d'Etat. Mais pendant les six premiers mois de 1993, on constate que les entreprises d'Etat ont versé à leurs employés 38 % de plus de primes que de janvier à juin 1992 et 28 % de plus d'allocations diverses. Voilà un indice sûr de la résistance des travailleurs et de la peur des dirigeants devant les grèves.

C'est ce qui a amené l'Etat à prendre la décision de contraindre toutes les entreprises à lui soumettre tout projet de hausse salariale.

Tous les aspects de la vie sociale sont menacés. Citons deux dépêches AFP de décembre 1993 :

• « *La scolarité obligatoire de neuf ans en Chine est menacée par le manque de fonds publics pour l'éducation, a estimé un responsable gouvernemental.* »

(7) Relevons que, selon les chiffres officiels, les accidents dans les mines ont causé la mort de 9 683 ouvriers pour la seule année 1992. Ce chiffre est en augmentation de 25 % en un an. La majorité des accidents ont eu lieu dans des mines privées ou semi-privées.

Dans le même temps, se développe un système d'écoles privées, fort chères, pour les privilégiés et les corrompus.

• « *La Chine va commencer à privatiser son secteur immobilier urbain, dans le cadre de sa politique générale de libéralisation de l'économie, a annoncé le vice-ministre en charge de cette réforme, M. Liu Zhifeng. L'adoption de cette réforme devrait mettre fin à quarante ans d'un système de logement subventionné, source de lourdes ponctions budgétaires pour le gouvernement. La Chine a tenté ces dernières années d'appliquer une politique de réévaluation des loyers, peu couronnée de succès en raison de son impopularité (...).* »

De son côté, une circulaire du ministère du Travail a remis en cause la gratuité des soins pour 130 millions de Chinois, dans les entreprises et les administrations d'Etat, instaurée en 1951 (8). Ainsi les conditions de vie de centaines de millions de Chinois structurées sur la base de la propriété sociale sont incompatibles dans tous les domaines avec l'exigence du FMI (9).

(8) A l'autre pôle de la société, les choses en vont autrement. Selon certaines estimations, moins de 3 % de la population chinoise disposeraient de 40 % du montant total de l'épargne, qui s'élève à 1 000 milliards de yuans (environ 960 milliards de francs français). Ces nouveaux riches possèdent donc

150 000 yuans chacun, soit l'équivalent d'un siècle de revenus d'un employé ou d'un ouvrier, rapporte *The Nineties*, un journal de Hong-Kong.

(9) Ce bilan désastreux reçoit pourtant des soutiens. *L'Humanité*, quotidien du PCF, explique dans son édition du 3 janvier 1994 : « *Les quelque 100 millions des 1,2 milliard de Chinois qui vivent encore au-dessous du seuil de la pauvreté — ils étaient près du double il y a une dizaine d'années — ne sont pas le résultat des réformes économiques, mais des séquelles du passé. Le collectivisme forcé dans les campagnes et le surplus d'une main-d'œuvre sous-employée, imposés dans les entreprises d'Etat comme dans l'administration, dissimulaient un chômage en puissance, en même temps qu'ils maintenaient l'agriculture proche d'une production de subsistance et ruinaient les finances de l'industrie. A des degrés divers, certes, tous les Chinois ont bénéficié des réformes (...).* »

Comment concilier les bénéfices des réformes sur le niveau de vie avec le "dégraissage" dans les trois ans à venir de 25 % des fonctionnaires et la reconversion de plusieurs millions d'ouvriers en surplus dans les entreprises d'Etat qui en emploient 109 millions actuellement ? Quelles perspectives à offrir aux quelque 100 millions de paysans qui, pour chercher du travail dans les régions côtières, quittent ou vont quitter les campagnes où la superficie des terres arables est insuffisante pour les employer ? (...).

La poursuite des réformes, en faisant le calcul complexe de ce qui est nécessaire à l'économie et supportable par la société, est sans doute la clé du progrès pour un cinquième de l'humanité. »

Peut-être ce soutien aux réformes explique-t-il pourquoi la journaliste Dominique Barri qui signe l'article n'a rien vu sur la place Tian'anmen le 30 avril 1992, où elle était pourtant présente. Ce jour-là, une délégation de parlementaires et de syndicalistes européens avaient déployé des banderoles sur lesquelles était écrit : "Vive les syndicats indépendants !"

L'alliance des nouveaux mandarins et des spéculateurs du monde entier

A la mi-novembre 1993, répondant aux recommandations de la Banque mondiale, le III^e Plénium du comité central, dans des décisions unanimes de toutes ses fractions, décide de mettre en œuvre les réformes si souvent différées devant les menaces d'affrontement et le défi qu'elles représentent, à savoir la réforme du secteur étatique, du secteur bancaire et de la fiscalité, du commerce extérieur, de la Sécurité sociale. "Ces réformes sont liées entre elles", a précisé l'agence Chine nouvelle.

Fin 1993, le *Quotidien du peuple*, organe du PCC, a publié une série d'articles mettant en avant l'exigence de "réformer le système de propriété".

Enfin, clôturant l'année 1993, le président Jiang Zemin déclarait : « *Les réformes économiques l'année prochaine seront plus nombreuses qu'au cours des dix dernières années.* »

« *Parmi les réformes prévues par le gouvernement en 1994, figure l'application de la loi sur les faillites, votée en 1986, mais pratiquement*

ignorée jusque-là, par crainte de troubles sociaux. "La réforme la plus importante pour l'avenir de l'économie chinoise est sans conteste celle des entreprises publiques dont les pertes ont atteint 8 milliards de yuans cette année contre 24 milliards l'an dernier", a estimé un diplomate occidental à Pékin. Le ministre chinois de l'Economie et du Commerce, Wang Zhongyu, a affirmé que la loi sur les faillites des firmes d'Etat sera appliquée dès janvier. Mais les experts doutent que le gouvernement licencie des millions d'ouvriers au moment où la vie est de plus en plus chère en ville et où la protection sociale se réduit comme une peau de chagrin » (dépêche AFP du 21 décembre 1993).

Il s'agit en fait du sort de dizaines de millions d'ouvriers et de leurs familles puisque les chiffres avancés officiellement font état de 30 millions d'emplois qui devraient être supprimés dans les entreprises d'Etat. Oui, ce sont les exigences du FMI qui préparent l'affrontement dans cet immense pays.

COMBIEN CHAQUE CHINOIS DEVRA-T-IL REMBOURSER ?

La réforme du système bancaire qui vient d'être annoncée est de ce point de vue fort illustrative.

Avant de l'étudier, notons que la dépendance de la Chine vis-à-vis des institutions financières internationales et des exigences du capital financier peut se mesurer de plusieurs manières.

En effet, pour tenter de faire face à la situation, les dirigeants chinois introduisent dans l'économie chinoise les "remèdes" capitalistes à l'inflation, toutes les "solutions" qui sont autant de fuites en avant. C'est ainsi que le ministre des Finances prévoyait pour l'année 1988 l'émission d'obligations et de bons du Trésor pour une valeur de 7,15 milliards de dollars — soit exactement le montant du déficit de 1987. Rappelons que l'émission d'obligations n'a aucun rapport réel avec une quelconque production ou création de richesse nouvelle. Elle n'est qu'un des moyens d'introduction sur le marché de capitaux totalement fictifs.

Le 1^{er} mars 1993, afin de renflouer ses caisses et pour tenter de financer son déficit budgétaire, le gouvernement a émis pour 30 milliards de yuans (autant de francs) de bons du Trésor. L'emploi de la planche à billets s'est généralisé. En juillet 1993, on constatait que le nombre de billets en circulation avait augmenté de 46 % en un an.

De leur côté, les réserves en devises du pays sont passées de 21,6 milliards de dollars (130 milliards de francs) en 1991 à 19,4 milliards de dollars en 1992. Quant à la dette, ce sont les faits qui parlent.

Dès août 1988, le journal officiel *Pékin Informations* écrivait :

« La Chine, autrefois fière de ce qu'elle n'avait ni dette extérieure, ni dette intérieure, a accumulé une dette extérieure de 30 milliards de dollars américains (...). L'administration d'Etat pour le contrôle des devises a fait savoir que la dette extérieure augmentait trop rapidement et que la Chine ferait face à un remboursement de dette très important. »

La revue *Jeunesse de Chine* fait remarquer que

« la communauté internationale surveille de très près ce nouveau phénomène du remboursement de la dette et prévoit que des conditions plus strictes seront imposées en ce qui a trait au remboursement. »

En mai 1989, une affiche apposée sur la place Tian'anmen par l'Association des ouvriers de Pékin posait dix questions au comité central du PCC. Celle portant le n° 5 était ainsi formulée : *« A partir de l'an prochain, la Chine devra rembourser sa dette extérieure. Pour chaque personne, chaque Chinois, quelle somme devra-t-elle rembourser ? Est-ce que cela aura des conséquences sur le niveau de vie ? »*

Aujourd'hui, la dette ne cesse de monter. Elle a encore progressé de 14,5 % en 1992, pour atteindre 69,3 milliards de dollars (416 milliards de francs). Le déficit budgétaire de l'Etat ne cesse lui aussi de grandir : officiellement 23,6 milliards de yuans en 1992.

La dette utilisée comme arme pour étrangler les peuples, cela se vérifie une

fois de plus. La réforme du système fiscal qui doit se mettre en place en 1994 va bien évidemment dans le sens de faire payer la population. Selon le Bureau national des impôts, "le système fiscal actuel est une entrave à la concurrence et ne correspond pas aux besoins de développement de l'économie socialiste de marché". Qu'entend-il par là ? C'est assez simple. En ce qui concerne les avantages pour les capitaux étrangers :

« Nous pensons que, pour attirer les capitaux étrangers et les techniques de l'étranger et accélérer le développement de la Chine, les traitements préférentiels appliqués aux investissements étrangers sont absolument indispensables. Ce point ne sera donc pas changé. »

En revanche, pour l'ensemble de la population, l'apparition de la TVA aboutira à une hausse considérable du coût de la vie. C'est une levée générale d'impôts dont on sait qu'ils touchent en premier lieu les classes laborieuses, puisqu'il s'agit d'impôts sur les biens de consommation. Cette TVA sera appliquée au taux de 17 %.

WASHINGTON L'ANNONCE AVANT PÉKIN

Quant à la réforme de la Banque populaire de Chine, elle a ceci de particulier qu'elle a été annoncée au début de décembre 1993 à Pékin.

Or le bulletin du Fonds monétaire international du 15 novembre, sous le titre "Une banque centrale indépendante, clé de la réforme financière en Chine", informe :

« Le FMI et la Banque populaire de Chine (BPC) ont organisé un séminaire sur la réforme financière en Chine en vue d'aider les autorités à élaborer une législation bancaire globale. Ce séminaire, qui s'est tenu du 6 au 13 septembre à Beijing, a réuni des hauts fonctionnaires de diverses institutions chinoises qui participent à la réforme financière en cours, des représentants du département de la monnaie et des changes et du département juridique du FMI ainsi que des représentants de plusieurs grands pays industrialisés. »

Une réforme dictée par le FMI, tout comme le programme du gouvernement russe ou la dévaluation du franc CFA.

L'objectif est fixé :

« La transition d'une économie socialiste dirigiste incorporant certains éléments relevant du marché à un système financier entièrement axé sur le marché suppose la création d'une banque centrale forte et indépendante et d'un système de banques commerciales opérant sur des bases saines sous le contrôle général de la banque centrale. D'où la nécessité d'une législation bancaire qui rehausse le statut juridique de la BPC et établit la réglementation des banques commerciales. »

Les quatre grandes banques spécialisées (la Banque de Chine, chargée du commerce extérieur, la Banque pour le commerce et l'industrie, spécialisée dans le financement des grandes entreprises, la Banque populaire de construction, chargée des grands projets d'infrastructure, et la Banque de l'agriculture) vont devenir des établissements bancaires classiques, c'est-à-dire que ces banques qui apportaient subventions et aides aux entreprises d'Etat, au logement, etc., ne feront plus qu'à la condition que cela soit rentable.

Le document du FMI déjà cité précise :

« Avant de pouvoir admettre des banques étrangères, la Chine devra adopter les normes comptables internationales. Elle devra aussi être en mesure d'exercer une surveillance des banques plus rigoureuse, de coordonner son action avec les autorités de surveillance étrangères. »

De manière concomitante à la réforme de la Banque de Chine, le gouvernement a décidé de mettre en place un taux de change unifié à partir du 1^{er} janvier 1994. De quoi s'agit-il ? Jusqu'à la fin de 1993, la Chine avait un taux de change officiel de 5,8 yuans pour un dollar, appliqué aux résidents étrangers et aux touristes et un taux flottant établi en fonction de l'offre et de la demande sur le marché SWAP, réservé aux entreprises.

Dorénavant, il n'y a plus qu'un taux unique et flottant selon l'offre et la demande. Cette mesure représente en fait une dévaluation de l'ordre de 30 %.

Comme l'explique le journal patronal français *La Tribune* :

« Sous réserve que les modalités pratiques en soient précisées rapidement, l'unification des taux de change devrait s'avérer une bonne affaire pour les entreprises. Les entreprises étrangères engagées dans des partenariats y trouveront leur avantage, mais aussi les entreprises privées ou semi-privées chinoises (...). Les entreprises d'Etat qui vont voir se tarir une source de devises à bon marché seront moins satisfaites. »

Cette décision a été chaleureusement applaudie par les banquiers étrangers :

« Cela va dans la bonne direction, vers une réelle économie de marché », explique l'un d'eux à Shanghai.

Avec cette décision qui remet en cause quarante ans de taux de change fixe, il s'agit, selon le gouvernement chinois, d'aboutir d'ici à cinq ans à la convertibilité complète du yuan, l'objectif étant de faciliter de manière immédiate sa réintégration dans les instances du GATT. *« La Chine est maintenant qualifiée pour retrouver son statut de membre du GATT »*, a précisé le ministre du Commerce extérieur, Wu Yi.

Transfert momentané de capitaux n'est pas synonyme de construction économique

La presse mondiale a fait en mai 1993 une découverte extraordinaire. Par un coup de baguette magique, les experts du FMI viennent de décréter que la Chine était devenue la troisième puissance économique mondiale. Le produit national brut annuel par Chinois est catapulté d'un seul coup de 370 dollars à 1 500-2 000 dollars. Quel miracle ! Si tel était le cas, il nous faudrait reconsidérer beaucoup de choses et constater que l'introduction des lois du marché peut radicalement transformer un pays. Mais étudions comment cela s'est produit. Tout simplement en changeant les paramètres.

Le bulletin du FMI du 7 juin 1993 explique :

« Traditionnellement, les produits intérieurs bruts nationaux étaient convertis en dollars sur la base des taux du marché. Cependant, comme ces coefficients peuvent ne pas refléter exactement l'importance relative des économies, le FMI a décidé, à compter de la présente édition des perspectives de l'économie mondiale, de calculer ces coefficients à partir d'estimations fondées sur les parités des pouvoirs d'achat (PPA). Si le taux de change du

marché indique le montant de la monnaie d'un pays — le yuan chinois, par exemple — à payer pour obtenir un montant donné de la monnaie d'un autre pays — le dollar US, par exemple — sur le marché des changes, il n'indique pas forcément de façon très précise combien de yuans et combien de dollars sont nécessaires pour acquérir un "panier" équivalent de biens et de services en Chine et aux Etats-Unis. Les parités de pouvoir d'achat en revanche permettent d'évaluer différentes monnaies en comparant leur pouvoir d'achat intérieur effectif. »

Cette parité du pouvoir d'achat prend en compte les services publics pratiquement gratuits en Chine, ce qui modifie considérablement les données du problème. Mais c'est surtout par un décret prétendre modifier une réalité économique bien matérielle : le rendement du travail.

Cette décision du FMI est en elle-même assez extraordinaire. Pendant des décennies, une des accusations majeures de l'impérialisme contre l'URSS, les pays de l'Est, la Chine, était de fausser les règles de l'économie et du marché mondial en pratiquant le monopole du commerce extérieur et la parité imposée des mon-

naies. Il y avait une part de réel dans ces affirmations. Ces mesures visaient à préserver le marché de ces pays des lois du marché mondial. Elles ne pouvaient être que temporaires et ne pouvaient modifier la réalité du marché mondial.

Dès 1936, dans *La Révolution trahie* (livre consacré à démontrer le caractère réactionnaire de la théorie du socialisme dans un seul pays), Trotsky explique :

« La force du régime se mesure en définitive au rendement du travail qui, dans la production de marchandises, s'exprime par les prix de revient et de vente. La différence entre les prix intérieurs et ceux du marché mondial constitue l'un des indices les plus importants du rapport des forces. Or il est défendu à la statistique soviétique de toucher si peu que ce soit à cette question. »

Aujourd'hui, c'est le FMI qui prétend nier sur le papier, cette réalité.

Ce fait est hautement significatif de la décomposition de l'impérialisme. Car, enfin, dicter cette règle de calcul basée sur les prix de la ménagère n'est rien d'autre qu'une parité fixée qui ne correspond en rien à la réalité, au rendement du travail, aux lois du marché. C'est un aveu considérable. Le système de la propriété privée des grands moyens de production en vient à casser ses propres instruments de mesure, ayant un rapport plus au moins réel avec l'économie.

LES INVESTISSEURS ÉTRANGERS ONT DIVERSIFIÉ LEURS RISQUES

Il convient donc d'étudier ce qu'il en est effectivement du développement économique de la Chine. Nous avons établi que, bien loin de créer un capital propre, le capital qui vient s'établir en Chine correspond à un transfert de capitaux à l'échelle mondiale qui cherchent des taux d'exploitation leur permettant de réaliser la plus-value dans de meilleures conditions.

Ce n'est pas un hasard si l'essentiel des délocalisations vers la Chine concerne le secteur manufacturier à forte intensité de main-d'œuvre.

Il ne s'agit pas d'un développement propre de capitaux chinois. On le vérifie à chaque étape.

Les articles de presse ont mis par exemple en valeur l'afflux en Europe de la production chinoise, en ce qui concerne les vélos, par exemple. Or, la China Bicycle Company (CBC), présentée comme une compagnie chinoise, est contrôlée à 60 % par des capitaux étrangers, en l'occurrence les fabricants américains Diamond Back, Schwim et Scott.

Rappelons que *“l'énorme force d'attraction de la Chine n'est pas sans créer un phénomène de désindustrialisation dans les pays voisins”* (La Tribune).

Mais ce profit momentané, au détriment de destructions dans d'autres pays et d'une surexploitation forcée, ne change rien à la contraction du marché mondial.

Le régime de la propriété privée qui stipule que toute marchandise n'a de valeur que si elle est vendue, afin de réaliser la plus-value, génère une contradiction majeure puisque l'exploitation limite la capacité d'absorption par le marché des marchandises produites. C'est ce qu'enregistre à sa manière le rapport annuel de la Banque mondiale publié au début de 1993, qui, après avoir évoqué la croissance en Asie, explique :

« Le risque de stagnation ou de perturbation des courants d'échanges mondiaux constitue le principal danger pour cette région largement tournée vers le commerce. »

Notons enfin que de leur aveu même, ces engagements ont le plus souvent un caractère spéculatif. *Business Week* rapporte que *“le caractère spéculatif des investissements réalisés en Chine rend l'émergence de grands groupes industriels peu probable”*.

En octobre 1993, la Fédération internationale des bourses de valeurs (FIBV) soulignait, à propos de la percée des marchés boursiers asiatiques (Hong-Kong, Kuala Lumpur, Singapour, Bangkok) :

« Les investisseurs institutionnels étrangers ont pu diversifier leurs risques et bénéficier d'un meilleur rendement. »

On sait qu'en matière de mouvements de capitaux internationaux, ce sont les grandes institutions financières américaines qui donnent le "la".

Chaudement recommandé par les grandes firmes d'investissement, comme Morgan Stanley aux Etats-Unis (leurs 20 meilleurs clients ont près de 500 milliards de fonds sous gestion), le marché de Hong-Kong a atteint 69,2 % de hausse pendant les dix premiers mois de 1993. En septembre 1993, 250 millions de dollars ont quitté chaque semaine Wall Street pour s'investir à Hong-Kong.

LA "BULLE SPÉCULATIVE" PEUT BRÛLER LES DOIGTS

Le succès tant vanté des bourses asiatiques n'a donc qu'un rapport des plus limités avec la production dans cette région du monde. Il s'agit en fait d'un vaste transfert des capitaux flottants sur le marché financier international. Parmi ces capitaux, il y a les sommes considérables que représentent les fonds de pension américains et européens qui totalisent, estime-t-on, environ 5 000 milliards de dollars. Les compagnies d'assurance vie japonaises, qui affichent un actif total de 1 525 milliards de dollars, reconnaissent qu'une bonne partie est investie à l'étranger et en premier lieu en Asie. Dans un article consacré aux investissements de

Hong Kong en Chine, le journal *Le Monde* explique :

« Peut-être est-ce là que la bât blesse : en effet, l'immobilier représente le tiers des investissements de la colonie ; nombre d'experts les qualifient de spéculatifs. Ainsi, a-t-on vu fleurir habitations, bureaux, golfs, etc., parfois à proximité de zones industrielles. Les Japonais, entre autres, craignent que cette "bulle spéculative" n'explose dès 1994, brûlant les doigts des imprudents. »

En fait, c'est de manière beaucoup plus générale que l'on s'inquiète de l'éclatement de la "bulle" financière, d'une crise immobilière et de faillites retentissantes.

Enfin, précisément parce que qu'il s'agit de la recherche de profits à court terme, le plus rapidement possible, même ce qui relève de la construction économique directe est incohérent. On assiste à de véritables goulots d'étranglement de l'économie, en particulier dans les secteurs des transports et de l'énergie (de l'électricité, notamment), avec des conséquences en cascade. La réduction de 7,3 % de la production de charbon en un an entraîne une baisse de la production d'électricité (10). Un rapport de la CIA et un rapport de la Banque mondiale se rejoignent pour indiquer le risque d'une asphyxie de l'économie :

« Cette croissance débridée, anarchique, déséquilibrée porte en elle-même les germes d'une nouvelle crise »
(*Le Monde* du 8 septembre 1993).

La Chine menacée de démembrement

Il nous faut considérer une autre conséquence majeure de la politique des réformes : les menaces de démembrement de la Chine, son éclatement.

En septembre 1993, la presse internationale publiait un rapport interne à la direction du PCC. Epais de 86 pages, rédigé par deux éminents universitaires chinois, Wang Shaoguang et Hu Angang, le document propose l'adoption d'un système fédéral sur le mode américain et de créer

un cadre légal pour traiter également une refonte du système fiscal (11). Distribué aux principaux responsables gouvernementaux et législateurs, il expose pour la

(10) Il faut d'ailleurs noter que la part du budget de l'Etat consacré à l'énergie ne cesse de diminuer : 30 % en 1991, 26 % en 1992, 24 % en 1993.

(11) Cela fait irrésistiblement penser aux lettrés écrivant des lettres de conseils aux empereurs. Il est par ailleurs de notoriété publique que ce rapport a été établi en relation avec les services secrets américains.

première fois noir sur blanc ce qui se murmurait depuis longtemps en privé dans les cercles gouvernementaux : à savoir que l'émergence de centres de pouvoir économique indépendants dans les régions, avec leurs "seigneurs de la guerre locaux", mène la Chine à des bouleversements, voire à un démantèlement.

« Si un homme fort meurt, il est possible qu'une situation similaire à celle de la Yougoslavie post-titiste apparaisse. Dans les quelques années qui suivront (la mort de Deng Xiaoping) au plus tôt, dans les dix à vingt ans au plus tard, le pays ira de l'effondrement économique à l'éclatement politique pour finir par sa désintégration »,

poursuit le texte. Intitulé *Renforcer le rôle du gouvernement central avec le passage à l'économie de marché*, ce rapport a été imprimé par l'Académie chinoise des sciences.

Il estime que

« les sources d'un potentiel éclatement de la Chine se trouvent dans l'affaiblissement du contrôle économique par Pékin plutôt que dans les divisions ethniques de la Chine. L'économie chinoise connaît une forte croissance, mais ses bénéfices ne remontent pas à Pékin, résultant en une faiblesse financière de l'Etat. »

Il prévoit que d'ici à la fin du siècle, les revenus de l'Etat s'établiront à 11,3 % seulement du produit national brut, soit un tiers de ce qu'ils étaient lorsque Deng commença ses réformes il y a quinze ans. L'actualité récente fournit en effet des indications sur cette réduction du budget de l'Etat central. Le vice-Premier ministre, qui est également responsable de la banque centrale, a reconnu que le gouvernement de Pékin était au bord de la faillite au mois d'août 1993. *« Nous en étions arrivés au point que Pékin ne savait même pas s'il pourrait payer les salaires »,* indique un responsable.

DÉSÉQUILIBRE ENTRE LA CÔTE ET L'INTÉRIEUR

Rappelons ce qu'écrivait Criton Zoakaos, économiste de Polyconomics,

une société de conseil de Morristown (New Jersey, Etats-Unis) :

« En 1987, l'ancienne Yougoslavie était encore un Etat qui fonctionnait. Le FMI a alors décidé de prendre en main sa politique économique et de mettre en œuvre des thérapies de choc bien connues : dévaluation, gel des salaires et libération des prix (...). Tandis que l'économie du pays se contractait du fait de ce choc, les ressources du gouvernement central déclinaient (...). Ces forces centrifuges ont commencé à déchirer la fédération, les provinces les plus riches de Croatie et de Slovénie, refusant de voir leurs ressources détournées vers les provinces plus pauvres. La Yougoslavie éclata alors en morceaux, tandis que les rivalités ethniques et religieuses étaient ravivées comme moyen de prendre le contrôle d'une richesse nationale en constante diminution. Les peuples de Yougoslavie ont ainsi été ruinés (...). L'hyperchômage a accompagné l'hyperinflation. Quand la thérapie de choc initiale (du FMI — NDLR) a frappé la Yougoslavie, la première forme revêtu par le désordre social ne fut pas celle de tensions ethniques, mais celle de grèves massives et répétées et d'autres actions ouvrières. Jusqu'en 1988, il était impossible pour les journalistes en poste à Belgrade de trouver la moindre manifestation de passions ethniques (...). Le "nettoyage ethnique" n'est intervenu qu'après que la "thérapie de choc" du FMI eut fait son travail. »

Treize ans de réformes ont abouti à un déséquilibre croissant entre les régions côtières et l'intérieur de la Chine. Or c'est un problème séculaire dans cet immense pays que celui de l'équilibre entre la côte et l'intérieur.

La question nationale en Chine est d'une importance décisive. D'une part, parce que le sentiment national chinois s'appuie sur une histoire millénaire. D'autre part, parce que la constitution de la nation chinoise a été au cœur de tous les combats de la classe ouvrière pour son émancipation.

« Avec un siècle de décalage, la boucle se ferme. La Chine redécouvre l'intérêt des concessions. » L'ambassadeur de France en Chine, Claude Martin, a au moins le mérite de la clarté. Le système des concessions avait été établi à la suite

des expéditions franco-anglaises de 1858 et du traité de Pékin de 1860. Il s'agissait de zones échappant à la souveraineté de la Chine au profit des puissances étrangères (12). On mesure à quel point on se rapproche en effet du système des concessions lorsqu'on apprend que les Chinois non résidents à Shenzhen n'ont pas le droit d'y pénétrer légalement. Les zones ouvertes aux capitalistes étrangers sont interdites d'accès au peuple chinois. Mais la remise en cause de la souveraineté du pays se manifeste de multiples autres manières dans l'ensemble du pays : l'autorisation accordée par les autorités chinoises de prises de participation d'investisseurs étrangers dans les services de transports aériens, y compris dans la construction et la gestion des aéroports, ramène au siècle dernier, à l'époque où tous les moyens de communication du pays étaient contrôlés par les puissances étrangères.

Le démembrement de la Chine est une perspective sur laquelle travaille l'impérialisme de manière fort concrète. Nous allons voir dans quel sens.

QUELLE FORME PRENDRA LA CONFRONTATION ?

Le secrétaire d'Etat américain, James Baker, expliquait avant un voyage à Pékin que les réformes avaient "conduit des provinces côtières de Chine à s'intégrer à Hong-Kong, à Taiwan et à l'économie mondiale". Une partie de la Chine serait donc distincte à ses yeux.

La presse financière internationale multiplie les articles "sur la naissance d'une nouvelle sphère économique chinoise", réunissant Hong-Kong, Taiwan et le sud de la Chine, ce qu'ils appellent "la Chine du Sud" ou encore la "zone économique chinoise", selon les termes de l'OCDE.

Les choses sont déjà avancées. En 1992, Taiwan est parvenu au premier rang des investisseurs étrangers en Chine. La même année, la province chinoise du Fujian a accepté le dollar de Taiwan comme moyen de paiement. Dans le Guangdong, à proximité de Hong-Kong,

l'argent chinois n'a pratiquement plus cours. A Shenzhen et dans une partie du delta, même une partie du salaire des ouvriers chinois est parfois payée directement en dollars de Hong-Kong.

Sur le plan financier — avec ses conséquences économiques — une partie des territoires de la Chine se coupe de l'ensemble des pays engageant ainsi le processus de démembrement de la nation.

Dans un dossier très complet sur "Le grand Hong-Kong", la feuille confidentielle *Nord-Sud Export Consultants* de juin 1992 explique :

« Pour reprendre l'expression de Jacques Delors, nous sommes en face d'un OPNI, "un objet politique non identifié", qui réunit d'une manière très informelle Hong-Kong et le sud de la Chine populaire, mais aussi Taiwan et les diasporas chinoises du monde entier (...). La véritable hypothèque du futur de Hong-Kong est le déséquilibre régional. Quelle forme prendra la confrontation entre les provinces riches et pauvres et entre provinces riches entre elles ? (...) Sur le modèle de la relation Hong-Kong-Guangdong, les côtes chinoises pourraient se subdiviser en cinq espaces économiques relativement autonomes. Cinq centres nerveux (Hong-Kong, Taiwan, Shanghai, Tianjin et Dalian) commanderaient des espaces correspondant aux provinces de Guangdong-Hainan, Fujian, Jiangsu-Zhejiang, Hebei et l'ancienne Mandchourie. Les "hinterlands" vont de 50 à 150 millions de personnes pour une superficie de 120 à 360 000 km². »

Si l'accent est mis aujourd'hui sur le sud du pays se dessinent les plans de dislocation de tout le pays en zones s'opposant les unes aux autres. Est-ce exagération de notre part ?

Une première réponse est fournie par cette information publiée dans le journal *The Economist* du 26 juin 1993 :

« Une guerre du riz entre deux provinces de Chine ? Cela peut sembler un peu tiré par les cheveux. Mais il s'agit de la guerre économique des seigneurs

(12) L'arrogance de l'administration étrangère a été rendu célèbre par l'inscription à l'entrée d'un parc de Shanghai : "Interdit aux chiens et aux Chinois."

de la Chine moderne. Cet exemple et d'autres ont été débattus cette semaine lors d'une conférence organisée à Hong-Kong par l'Institut international des études stratégiques de Londres. La question est de savoir si les tensions et les frictions entre les parties les plus riches et les pauvres de la Chine mettent en cause maintenant la structure politique de l'Etat et, si c'est le cas, comment cela affectera les liens de la Chine avec le monde extérieur (...).

En 1990, la province prospère du Guangdong, à la frontière de Hong-Kong, ayant décidé qu'il y avait plus de profits à tirer de la culture des céréales et du développement de l'industrie que de la production du riz, voulut importer du riz de la province voisine du Hunan. Les autorités du Hunan demandèrent un prix fort. Mais les citoyens du Guangdong entrèrent alors directement en contact avec des producteurs du Hunan, leur offrant un prix moindre que celui officiellement fixé, mais plus élevé que celui que le gouvernement du Hunan payait à ses fermiers. C'est alors que les choses tournèrent mal. Le Hunan mit ses troupes en état d'alerte sur la frontière pour interdire le passage du riz et le Guangdong répliqua en mobilisant de son côté.

Il n'est pas surprenant, compte tenu de sa force économique comme région connaissant la plus rapide croissance de Chine et comme aimant pour les investissements étrangers, que le Guangdong (qui ne dépend de Pékin que pour 3 % de ses investissements) ait été au centre de plus d'un heurt avec le gouvernement central (...).

L'exemple cité ici est celui du riz. Mais il n'est pas unique loin de là. De tels processus ont également été enregistrés à propos de la soie, du contrôle de sa production et de sa distribution.

ULTIMATUM SANS EFFET

Autre élément jouant dans le sens de la dislocation : les provinces développent leurs propres bons du Trésor. Alors que le gouvernement central émet des bons à un taux de 10 %, la province de Fujian offre

des bons à 26,7 % et Shanghai à 15 %. Les provinces ne s'acquittent plus de leurs impôts auprès de Pékin.

A tel point qu'après avoir lancé un ultimatum daté aux autorités provinciales pour essayer de faire rentrer de l'argent dû dans les caisses de l'Etat, le gouvernement annonce comme un "succès" le fait d'avoir pu récupérer 600 millions de dollars d'impôts impayés sur une fraude fiscale estimée officiellement à 17,2 milliards (soit 3 %).

Cette différenciation entre les provinces, cette tendance à la séparation, l'ensemble des éléments que nous venons d'évoquer, ne tombent pas du ciel. Le FMI reconnaît dans son bulletin du 26 avril 1993 :

« Le niveau des investissements étrangers dans les provinces intérieures a été relativement faible de 1978 à la fin de 1991. Il s'agissait pour l'essentiel de projets d'exploitation des ressources naturelles limités à quelques régions — principalement autour de Beijing et d'un certain nombre de villes des provinces de Shaanxi et de Sichuan. »

Le *China Daily*, lui-même, établit que le fossé entre régions pauvres et riches ne cessent de croître d'année en année. « La disparité entre les régions prospères et arriérées touche tous les domaines du développement socio-économique », précise le journal. A l'exception du Xian, aucune ville de l'Ouest ne figure dans la liste des quarante villes les plus riches.

Ainsi la politique de réformes remet-elle en cause la souveraineté du pays et menace la Chine de démantèlement.

C'est une marque de la situation mondiale. La politique de pillage initiée par le FMI et la Banque mondiale au compte du régime de la propriété privée des grands moyens de production tend à détruire le cadre même des nations, à créer la décomposition et le chaos propices aux guerres...

L'existence de la classe ouvrière chinoise, l'ensemble de ses acquis, produit de la révolution de 1949, est incompatible avec la réalisation de ces plans.

La corruption est celle du régime tout entier

Cette dislocation de la nation chinoise est nourrie également par le développement de la corruption, par la "mafiosisation" de toute la société. L'armée, pilier du régime, est directement engagée dans les opérations de spéculation.

« A Pékin, il est de notoriété publique que le marché noir des devises est tenu par l'armée de terre et la police de l'armée. A Canton, plusieurs des agents de change, qui jonglent en toute illégalité mais avec pignon sur rue avec les taux des principales monnaies du monde à l'aide des décalages horaires entre les bourses d'Occident et d'Asie, sont des militaires en uniforme », relève le journal Le Monde (30 octobre 1993).

Selon la *Far Eastern Economic Review* de Hong-Kong, les usines de production civile contrôlées par l'armée emploieraient près de 20 millions de personnes et réaliseraient un chiffre d'affaires de 40 milliards de francs, soit l'équivalent du budget chinois de la défense :

« L'armée commence également à mettre en place ses propres zones de développement au Guangdong. La première a ouvert en octobre 1992, près de la ville portuaire de Zhanjiang. Conçue par deux colonels de l'APL, elle s'étend sur 10 hectares et accueille vingt-huit sociétés, dont des compagnies pétrolières, des entreprises d'ameublement et une banque. »

Le général Chi Haotian déclarait en mars 1993 que

« L'armée doit adhérer fermement à la mission de développement économique et concentrer toutes ses ressources à la relance de l'économie ».

Il s'agit donc d'une politique orchestrée au plus haut niveau de l'Etat.

Parfois en association avec des sociétés étrangères... Ainsi, la NORINCO, une des plus grosses firmes de l'armée, s'est alliée avec le groupe allemand d'automobiles Neaplan pour produire des voitures de luxe.

TREMBLEZ, CORROMPUS !

La corruption est un fait public. En 1949, la corruption éhontée du régime de Tchang Kai Chek n'avait pas été pour rien dans la décomposition du régime et son renversement. En 1989, par centaines de milliers, jeunes et travailleurs ont scandé : *"Tremblez, corrompus, le peuple est dans la rue !"*

Aujourd'hui, les publications du régime s'inquiètent : *« Si des troubles sociaux doivent éclater cette année, c'est la corruption qui en sera le catalyseur »*, met en garde un rapport de l'Académie des sciences de Chine. Selon un document du Bureau des statistiques, cité dans la presse officielle, 80 milliards de yuans de fonds publics ont été engloutis en un an en invitations dans des restaurants de luxe...

« Un document interne de la Banque populaire de Chine, publié par le South China Morning Post, un quotidien de Hong-Kong, révèle que les officiels marrons des institutions financières et bancaires chinoises ont siphonné quelque 150 milliards de francs au cours des 18 derniers mois (...). Ces 150 milliards de francs représenteraient 7 % de l'ensemble des prêts consentis par les banques chinoises au cours de cette période. Sur cette somme, 55 milliards de francs ont été transférés à l'étranger, un chiffre faramineux quand on sait que les réserves en devises du pays seraient tombées, en dépit du boom des exportations, de 144 milliards de francs à 120 milliards de francs. »

Ces chiffres ont été, par la suite, en partie démentis par les autorités chinoises. Mais seulement dans leur ampleur. La tendance, elle, n'a pas été contestée.

Tout aussi officiellement, le général Jiang Zemin a expliqué à la télévision

« La corruption a miné le corps sain du parti et de l'Etat. Elle a soulevé des vagues de doléances dans la population. »

L'armée, qui profite de sa position privilégiée pour se lancer dans les opérations commerciales et la spéculation, est soumise à une pression dislocatrice de plus en plus forte en relation avec l'exacerbation des intérêts concurrents de ses entreprises locales. D'autant que des relations très étroites se sont tissées entre chefs militaires de province et autorités locales, engagées elles aussi dans de fructueuses opérations.

LA MAFIA PROSPÈRE

Sur la base de cette dislocation, la pègre prospère. Dans un article de décembre 1992, Lin Xi Ling traite de la renaissance des mafias en Chine.

« Si les diverses formes de la mafia qui sévissaient en Chine ont été balayées par la révolution après 1949, on assiste, à la suite de cette politique, à leur résurgence brutale : bandes organisées, sociétés secrètes, associations de malfaiteurs, syndicats du crime d'importance inégale et de dénominations diverses repoussent comme champignons après la pluie en ville, à la campagne, le long des voies ferrées et fluviales (...). Les activités criminelles des bandes ne peuvent vraiment pas prospérer sans la complicité et la vénalité des milieux du parti, de la police et de l'armée. La police se montre souvent plus loyale envers les criminels de la mafia qu'à l'égard des charges de sa fonction. L'exemple de certains cadres de la Sécurité publique du Yunnan en est une illustration. Ces fonctionnaires sont allés jusqu'à servir d'escorte aux trafiquants pour leur ouvrir la voie lors d'un transport de marchandises et n'ont pas hésité à user de leurs armes et de leur autorité pour les protéger. »

Le nouveau régime chinois, tel que le veut la politique de Deng Xiaoping, renouvelle le scénario cent fois répété de l'éruption des sociétés secrètes à chaque fin de dynastie. La mafia "à la chinoise" annonce bien la tentative de retour de la Chine à sa condition de féodalité et de semi-colonie. Cette mafia est elle-même fortement teintée de colonialisme et de féodalisme. »

Les liens sont d'ailleurs établis officiellement ; le 8 avril 1993, le ministre de la Sécurité publique, Tao Siju, a salué le "patriotisme" de certaines triades. « Nous sommes désireux de nous unir avec eux », a-t-il précisé en reconnaissant que le gouvernement chinois "maintient des liens" avec les triades...

Traduction pratique, le gouvernement de Pékin a demandé leur coopération aux frères Meung dans le sud de la Chine et à Hong-Kong. Quant aux chefs de la Sun Yee On, la triade (mafia) la plus importante de Hong-Kong, ils se sont rendus à Pékin pour y rencontrer Tao Sijiu, entouré de plusieurs officiels du Parti communiste chinois (13).

Dans la province de Henan en Chine centrale, la résurgence de bandes armées rend périlleux tout déplacement hors de la capitale, Zhengzhou, comme à l'époque des seigneurs de la guerre (14).

(13) Ceux qui vendent le pays à l'étranger retrouvent toutes les tares les plus ignobles des anciens mandarins. Avec l'appui des triades, l'exportation de la main-d'œuvre chinoise à l'étranger ne cesse de s'amplifier. Au XIX^e siècle, l'exploitation forcée causant des milliers de victimes parmi les travailleurs chinois lors de la construction du chemin de fer aux Etats-Unis avait rendu universelle l'expression "coolie" (Ku li : qui pleure la souffrance).

(14) Et bien sûr, sur cette base, le fléau de la drogue fait sa réapparition, notamment dans le sud du pays. L'argent de la drogue s'investissant ensuite dans les placements spéculatifs immobiliers.

La classe ouvrière chinoise combat

Toute la politique de l'impérialisme vis-à-vis de la Chine n'est rien d'autre qu'une forme particulière des plans d'ajustement structurel. Comme dans tous les pays, il s'agit de déréglementer, de détruire tous

les acquis arrachés par la lutte de classe, de réduire le coût du travail.

Ce qui, en Chine, met au cœur de toutes les questions celle de la propriété sociale.

Oui, pour le capital international, la question centrale est celle de la propriété sociale, du cœur de la classe ouvrière, des 110 millions de salariés du secteur public. Les entreprises sous contrôle étranger n'emploient encore que 5 millions de personnes. Après quinze ans de réformes, les entreprises d'Etat constituent encore des entités non seulement économiques mais sociales procurant logement, couverture sociale, retraite, etc.

Lorsque le comité central du PCC pose la question du régime de la propriété, il a, sur ce point, raison. La lutte qui va embrasser des centaines de millions d'hommes aura — quelque conscience qu'ils en aient — comme enjeu : propriété privée des grands moyens de production ou propriété sociale, régime d'exploitation extirpant le plus de plus-value possible, pour nourrir le marché de la spéculation internationale, ou association libre des producteurs tournant l'économie vers les besoins de l'humanité.

En témoigne cet extrait de la feuille patronale française *Repères*:

« La stratégie générale de contournement consiste à ne pas aborder de front les noyaux durs de l'ancienne économie planifiée, qu'on sait peu apte à s'autoréformer. Plutôt que de restructurer le secteur d'Etat, qui emploie 100 millions de salariés, ou 70 % des actifs urbains, on facilite par des exemptions fiscales et des dispositifs incitatifs la forte croissance d'autres secteurs concurrentiels (...).

Ces secteurs non étatiques constituent les véritables locomotives de la croissance. Ils sont régulés par le marché. Les salariés ne disposent pas généralement des acquis sociaux du secteur public : garantie de l'emploi, accès au logement à très bas prix, soins de santé gratuits, retraites, etc. Les entreprises peuvent faire faillite, embaucher ou licencier les salariés selon leur activité. C'est cette flexibilité en matière d'emplois et de charges sociales qui a fait leur dynamisme, dans un contexte de forte urbanisation, c'est-à-dire d'offre quasi illimitée de main-d'œuvre rurale dégagée par la hausse de la productivité agricole.

Cette stratégie du contournement a permis de renforcer la sphère du marché sans menacer les 100 millions de salariés

du secteur d'Etat qui constituaient la base sociale urbaine du régime. Le pragmatisme économique est donc la résultante d'un pragmatisme politique et d'un sens très aigu du risque ! »

Mais et c'est précisément le problème pour le FMI, la propriété sociale reste dominante en Chine. Il faut maintenant "prendre le risque" de l'affrontement. Les contours de celui-ci se dessinent.

1 400 GRÈVES

La lettre d'information de la Commission internationale d'enquête du mouvement ouvrier et démocratique contre la répression en Chine (juillet 1993) (15) réplique :

« On apprend de sources différentes que 1400 grèves ont éclaté au cours des deux dernières années. Qu'en mai dernier et au début de juin dans la zone économique spéciale de Zuhai, quatre grèves ont été menées par 6 000 travailleurs dans des entreprises à capitaux étrangers. Les causes sont toujours les mêmes : maintien de l'échelle mobile des salaires face à une inflation galopante, déréglementation des garanties collectives. A Pékin même, le 30 juin, 1 000 ouvriers ont fait grève pendant trois jours et ont tenté de manifester dans la rue.

Mais une caractéristique nouvelle apparaît: à l'usine Cannon, les travailleurs ont élu leurs propres délégués pour discuter avec la direction pendant la grève. Aussitôt, un comité de conciliation s'est constitué de membres du bureau officiel du travail, du service des investissements étrangers et... du syndicat officiel. Conclusion : il ne peut y avoir de délégués pour les discussions que ceux autorisés par le syndicat officiel et contrôlés par lui. Quand les grévistes décident de continuer leur mouvement et de manifester dans la rue, les "médiateurs" déclarent que c'est illégal. Le chef du bureau du travail conclut : "Tous les syndicats sont sous le contrôle de l'Etat, par conséquent les délégués

(15) On peut s'abonner à cette lettre d'information régulière sur la situation en Chine en s'adressant à Alain Denizot, 25, rue Ledion, 75014 Paris (40 F par an).

élus par les travailleurs n'ont aucune légitimité aux yeux du syndicat de la ville et autres." »

Quelques informations précises peuvent fournir d'autres indications sur ces grèves. En août 1992, les employés des services sanitaires municipaux de Pékin lancent un appel public à la grève. Le texte de l'affiche apposée dans la rue consiste en une claire dénonciation des changements économiques en cours et de la corruption des autorités.

En mai et juin 1993, la grève des cheminsots a créé une situation où pratiquement aucune des livraisons prévues par les transactions opérées par le biais de la Bourse de Shanghai n'a pu se réaliser. Etc.

En juin 1989, pour la première fois depuis quarante ans, la classe ouvrière posait la question de la construction d'organisations syndicales indépendantes. L'apparition d'organisations ouvrières, singulièrement la création de la Fédération autonome des ouvriers de Pékin, amènera l'ensemble des fractions du PC chinois à se rassembler pour mettre en œuvre la répression militaire. Elle sera particulièrement sévère à l'encontre des ouvriers. La politique d'ouverture génère par elle-même la renaissance des organisations ouvrières. C'est en effet toujours en référence à cette absence d'outil de défense des travailleurs et la nécessité accrue de défendre les acquis arrachés par le peuple chinois que se constituent les groupements de travailleurs indépendants.

Le droit à l'organisation indépendante se pose d'ailleurs pour l'ensemble du peuple chinois. Le dirigeant de la Confédération des syndicats de Hong-Kong, Lee Cheuk-Yan, explique dans une interview au *Monde du travail libre* :

« En ce moment, les deux gouvernements chinois et britannique négocient entre eux sans consulter le peuple de Hong-Kong (...). Les syndicats défendent le droit du peuple de Hong-Kong de participer à son avenir (...). On ne peut garantir une société civile qu'avec des organisations civiles démocratiques et puissantes. Parmi celles-ci, les syndicats jouent un rôle tout particulier du fait que leurs membres sont à la base même de la société. La défense de ces intérêts-là est particulièrement importante dans une

société capitaliste et le rôle des syndicats sera d'autant plus important après 1997.

Concrètement, la législation du travail devrait être amendée de manière à inclure la reconnaissance des droits syndicaux, comme le droit à la reconnaissance des syndicats, le droit à la négociation collective, le droit à la grève et à la protection des syndicalistes qui sont discriminés en raison de leur activité syndicale (...). Ces propositions ne susciteront sans doute pas l'intérêt international comme celles de M. Patten, mais elles ont plus de chances de garantir les droits des habitants de Hong-Kong et c'est finalement ça le plus important ! »

UNE QUESTION CENTRALE : LE DROIT À L'ORGANISATION INDÉPENDANTE

Dans une lettre adressée au Conseil de sécurité de Pékin pour demander l'autorisation de manifester, le syndicaliste Han Dongfang explique :

« Considérant que la Confédération chinoise des syndicats (ACFTU) a été inefficace en matière de défense des intérêts des travailleurs, la manifestation vise à rappeler au Congrès national du peuple que de nouvelles lois sur les syndicats sont nécessaires pour permettre la libre association et offrir la possibilité aux travailleurs de choisir leur syndicat. »

Nous avons là la question décisive qui donne tout le contenu social du mouvement pour la démocratie, à savoir celle de la construction d'organisations ouvrières indépendantes, combattant pour défendre, contre les réformes, les conditions d'existence des travailleurs, elles-mêmes étroitement reliées à la propriété sociale et, par là même, à la nation chinoise.

D'un certain point de vue, avec la discussion en cours sur le devenir de la centrale officielle, l'ACFTU, la bureaucratie elle-même reconnaît que c'est la question de l'heure.

Quelle est la situation au sein de cette organisation qui revendique ces liens avec le pouvoir ?

Le 29 avril 1992, une délégation de la Commission internationale d'enquête contre la répression en Chine était reçue durant près de deux heures au siège central de l'ACFTU (Fédération des syndicats de la Chine populaire), rue Fuxingmen Wai à Pékin, par Wang Yu Xian, secrétaire aux relations extérieures de cette organisation. Au cours de cette rencontre, à la question : "Voulez-vous dire que des conflits du travail vont voir le jour ?", ce représentant des syndicats officiels répondait :

« L'emploi à vie ne sera plus garanti. Il y a aussi un problème avec le coût de la vie. Mais en Chine, les travailleurs bénéficient de suffisamment de canaux pour participer aux affaires et exposer leurs points de vue. Nous pensons que nous pouvons nous en sortir avec la participation et non pas avec la confrontation. Il nous faut expliquer aux travailleurs que les réformes économiques constituent une étape nécessaire afin qu'ils les soutiennent (...). Nous sommes en pleine réorganisation de l'économie. Les travailleurs ne vont pas perdre leur emploi, mais ils devront travailler autrement. Nous n'encourageons pas les entreprises à licencier. Nous développons les secteurs de service qui vont offrir beaucoup d'emplois (...). Nous mettons en place des réformes économiques. L'emploi à vie appartient au passé. Il en résulte que des gens vont perdre leur emploi. Mais nous soutiendrons ces réformes et nous protégerons également l'emploi. Nous appelons les travailleurs à soutenir ces réformes. »
(Extrait du procès-verbal établi par la commission d'enquête.)

Le représentant de l'ACFTU ne sut pas expliquer comment défendre dans un même temps l'emploi et les réformes qui suppriment les emplois. En fait, la réforme du Code du travail adoptée en avril 1992 définit les nouvelles tâches de l'organisation "syndicale" comme devant "servir la modernisation socialiste". En clair, accompagner les réformes de remise en cause des acquis ouvriers, de destruction de la propriété sociale.

Ce Code du travail précise qu'en cas de joint-venture ou d'installation d'usines à capitaux étrangers, l'activité du syndicat doit se limiter à formuler des "suggestions" lors des négociations collectives.

Dix-huit mois plus tard, en novembre 1993, se tint le congrès de la Fédération des syndicats chinois qui adopta une nouvelle "constitution des syndicats". Hu Jintao, dirigeant de cette organisation, estime qu'il faut savoir « *subordonner les intérêts à court terme à ceux à long terme et l'intérêt sectoriel à l'intérêt général* ». Formule classique dans toutes les langues visant à faire renoncer les travailleurs à défendre leurs intérêts immédiats, à défendre leurs droits au nom de l'intérêt général qui ne signifie rien d'autre que l'intérêt des capitalistes (dont les bureaucrates se font en l'occurrence les agents par la mise en œuvre des réformes).

Les sommets du syndicat officiel se disposent donc pour être les accompagnateurs des réformes, pour tenter de faire accepter celles-ci par les travailleurs. Ce qui ne signifie pas que cela s'opère sans contradiction. Des différenciations existent.

LE CONTENU SOCIAL DU COMBAT POUR LA DÉMOCRATIE

Ainsi, la question du droit à l'organisation indépendante, du droit à se regrouper librement, à débattre, seule solution permettant au peuple chinois de trouver par lui-même la solution aux difficiles problèmes auxquels est et va être confronté le pays, sera au cœur de toute la situation.

La longue lutte révolutionnaire du peuple chinois connaîtra, c'est une certitude, dans la prochaine période de nouveaux développements. Elle constituera un facteur de première importance de la situation politique à l'échelle internationale. Elle nourrira et se nourrira du combat de la classe ouvrière mondiale pour son émancipation. Le peuple chinois donnera son plein développement au combat pour la démocratie.

- La démocratie, ce n'est pas le retour à une situation où la Chine était la proie des puissances étrangères, où les "seigneurs de la guerre" se partageaient le pays.

- La démocratie, ce n'est pas le démembrement du pays.

• La démocratie, ce n'est pas la famine et la misère pour des dizaines de millions de paysans, le licenciement de dizaines de millions d'ouvriers, la réduction du niveau de vie par l'inflation, la destruction de tous les acquis sociaux liés à la propriété sociale.

• La démocratie, ce n'est pas la "mafiosisation" de la société, la corruption généralisée, l'alliance des nouveaux mandarins et des spéculateurs du monde entier.

• La démocratie exige d'avoir la possibilité de s'opposer aux licenciements, de pouvoir agir pour défendre le niveau de vie, le droit de travailler la terre, de préserver les conquêtes de la révolution.

La démocratie, c'est le droit des étudiants, des travailleurs, des paysans à

constituer leurs organisations indépendantes de l'Etat, en premier lieu leurs organisations syndicales.

La démocratie exige le renversement du pouvoir de la bureaucratie corrompue et de ses instruments de domination.

La démocratie, c'est le peuple élisant librement ses mandataires, contrôlant l'application de leurs mandats, ayant le pouvoir de les révoquer.

La démocratie, c'est la continuité du mouvement ouvrier mondial, de la Commune de Paris à celle de Canton et de Shanghai.

Le 10 février 1994,

Olivier Doriane

En Allemagne, alors que le gouvernement démocratique chrétien libéral poursuit le réaménagement sauvage de l'industrie de l'Allemagne de l'Est et essaye de l'exporter à la Ruhr (où il se heurte immédiatement à la riposte sèche et assurée des travailleurs) et ailleurs une "proposition" de réduction de la semaine de travail et des salaires du plus grand constructeur automobile européen, Volkswagen, soulève l'enthousiasme général. Non seulement du mouvement et du peuple, mais même de tous les communistes bien-pensants, de la "gauche". C'est surprenant. Il y a pourtant un travail programmé du PC français en France. En Espagne, le "nationalisme catalan et européen" Pujol se déclare un "non" qui a scellé la campagne de licenciements massifs de VW à Barcelone. Mais même que le gouvernement "socialiste" de P. Giscard, qui vient d'obtenir le record absolu de chômage (21 % actuellement), s'apprête à lancer une offensive contre la sécurité sociale.

Cette fois l'unité semble en plus. Une sans faille. Le gouvernement britannique, l'Europe "européenne" comme il est, se marque de courtoisie plus à l'appel et annonce de son côté un plan de "réajustement et individualisation" de la Sécurité sociale.

De plus, le mouvement ouvrier américain, devenu une "structure" (comme il est parvenu à le mode de leur pays) — pression et expansion, notamment, dans les négociations du GATT — focalise les attentions des dirigeants européens. Plus la pression de l' "action politique", la tâche de l'Etat est négligée, et s'il veut continuer, il doit se retourner à la gauche.

Dans un editorial intitulé "L'Europe va-t-elle enfin renverser ses mandataires ?" *Business Week*, vous dit beaucoup sur ce point, formule cette idée que les diplomates d'usage dans les milieux européens de Bruxelles :

"La seule question pour l'Europe et ses dirigeants européens sera celle de savoir s'ils ont suffisamment de courage pour passer le pouvoir de leurs mandataires au peuple, à la détermination de travail plus élevée."

Alors, il y a donc bien une "pression" du monde des mandataires. Un monde qui et qui ne se en droit d'attendre des dirigeants européens du "socialisme". Mais d'est même pas en doute. Mais surtout il les appelle, la détermination pour aller.

Ils, radicaux pour des buts clairs, ce ne changeant pas trop leur. S'agit.

Les premiers à aller se font pas trop attendre. Quand le Premier ministre italien Silvio Berlusconi s'est agit de

... les dirigeants de la République populaire de Chine ont toujours été très conscients de la nécessité de réformer le système politique et de promouvoir la démocratie. Ils ont toujours insisté sur le fait que la démocratie est la base de la stabilité et de la prospérité d'un pays. Ils ont toujours appelé à une réforme démocratique qui soit adaptée aux conditions nationales de la Chine.

... la démocratie est la base de la stabilité et de la prospérité d'un pays. Ils ont toujours appelé à une réforme démocratique qui soit adaptée aux conditions nationales de la Chine.

... la démocratie est la base de la stabilité et de la prospérité d'un pays. Ils ont toujours appelé à une réforme démocratique qui soit adaptée aux conditions nationales de la Chine.

... la démocratie est la base de la stabilité et de la prospérité d'un pays. Ils ont toujours appelé à une réforme démocratique qui soit adaptée aux conditions nationales de la Chine.

... la démocratie est la base de la stabilité et de la prospérité d'un pays. Ils ont toujours appelé à une réforme démocratique qui soit adaptée aux conditions nationales de la Chine.

... la démocratie est la base de la stabilité et de la prospérité d'un pays. Ils ont toujours appelé à une réforme démocratique qui soit adaptée aux conditions nationales de la Chine.

LA DEMOCRATIE EN CHINE

... la démocratie est la base de la stabilité et de la prospérité d'un pays. Ils ont toujours appelé à une réforme démocratique qui soit adaptée aux conditions nationales de la Chine.

... la démocratie est la base de la stabilité et de la prospérité d'un pays. Ils ont toujours appelé à une réforme démocratique qui soit adaptée aux conditions nationales de la Chine.

... la démocratie est la base de la stabilité et de la prospérité d'un pays. Ils ont toujours appelé à une réforme démocratique qui soit adaptée aux conditions nationales de la Chine.

"Rompre la digue"

Par A. Manuel

LE LIVRE BLANC DE JACQUES DELORS

Après la débâcle du Système monétaire européen et le spectacle pitoyable de la ratification du traité de Maastricht, les divisions entre les gouvernements et les bourgeoisies européennes semblent pour un moment avoir cédé la place à un nouvel élan d'unité.

En Allemagne, alors que le gouvernement démocrate-chrétien-libéral poursuit le démantèlement-pillage de l'industrie de l'Allemagne de l'Est et essaye de l'élargir à la Ruhr (où il se heurte immédiatement à la riposte sèche et unanime des travailleurs) et ailleurs, une "proposition" de réduction de la semaine de travail et des salaires du plus grand constructeur automobile européen, Volkswagen, soulève l'enthousiasme général. Non seulement du gouvernement et du patronat, mais même de tous les commentateurs bien-pensants, voire "de gauche". O surprise ! la proposition devient programme du PS rocardien en France. En Espagne, le "nationaliste catalan et européen" Pujol se déclare aussitôt prêt à soutenir la campagne de licenciements massifs de... VW à Barcelone, alors même que le gouvernement "socialiste" de F. Gonzalez, qui vient d'obtenir le record absolu du chômage (23 % officiellement), s'appête à lancer une offensive contre la Sécurité sociale.

Cette fois, l'unité semble, en plus, être sans faille. Le gouvernement britannique, mauvais "européen" comme il est, ne manque désormais plus à l'appel et annonce de son côté un plan de "privatisation et individualisation" de la Sécurité sociale.

Il semble bien que l'"Union européenne" ait trouvé son terrain de choix, sa vraie vocation. Et ce n'est pas là, du tout, une coïncidence. Pour une fois, l'objectif maastrichtien de la "coordination des politiques économiques et sociales" est pleinement réalisé. Tout se met en place.

De plus, la pression croissante de l'impérialisme américain, lui-même enlisé dans une crise "structurelle" (comme il est maintenant à la mode de dire) sans précédent — pressions s'exprimant, notamment, dans les négociations du GATT —, focalise les attentions des dirigeants européens. Fini la fiction de l'"union politique", la tâche de Delors est définie, et, s'il veut continuer, il doit se montrer à la hauteur.

Dans un éditorial intitulé "L'Europe va-t-elle enfin retrousser ses manches ?", *Business Week*, voix du business américain, formule cette tâche sans les diplomaties d'usage dans les milieux soignés de Bruxelles :

"La vraie question pour Delors et les dirigeants européens sera celle de savoir s'ils ont suffisamment de cran pour étayer la poussée du monde des affaires en quête d'une réglementation du travail plus efficace."

A l'origine, il y a donc bien une "poussée du monde des affaires". On notera que ce qu'on est en droit d'attendre des dirigeants européens, du "socialiste" Delors n'est même pas en doute. Mais auront-ils les moyens, la détermination pour aboutir ?

Hélas, même pour des bons élèves, ça ne commence pas trop bien. S'ensuit :

"Les premiers signes ne sont pas trop encourageants. Quand le Premier ministre Edouard Balladur s'est tapi fin

octobre devant les travailleurs d'Air France qui avaient fermé les aéroports français pour protester contre des plans de restructuration, c'est un message à l'opposé de celui de Ronald Reagan lors de l'écrasement de la grève des contrôleurs aériens en 1981 qu'il a envoyé. S'ils veulent vraiment s'inspirer de l'expérience américaine, les dirigeants européens devront être en mesure de prendre du chaud politique. Sinon, ils ne font que siffler La Marseillaise" (*Business Week*, 15 novembre 1993).

Voilà comment le problème se pose :

"Delors lui-même a appelé la CEE à réduire le taux de chômage actuel de 12 à 6 % dans les prochaines cinq années. Mais à moins qu'il n'y ait en Europe quelque changement inespéré et radical, ce but semble bien trop optimiste, et que ce soit pour Delors ou pour son successeur. D'un côté, il est beaucoup plus difficile en Europe qu'aux Etats-Unis de démanteler les rigidités du travail qui sont à l'origine de son impasse. A part cela, même dans une Europe intégrée avec union monétaire, la mobilité du travail rencontre des barrières linguistiques et culturelles qui n'existent pas aux USA. Et les travailleurs européens, qui sont toujours gâtés, ne vont pas s'échauffer comme ça au sujet de la perspective de retourner des hamburgers ou de prendre d'autres travaux mal payés et à mi-temps, qui ont constitué la plupart des créations d'emplois en Amérique pendant la décennie passée." (*Op. cit.*, p. 19.)

Qu'importe :

"Mais après un été dérouterant de récession s'approfondissant et de troubles sociaux grandissants, Delors & Co. commencent à regarder l'économie américaine d'un autre œil. A l'occasion d'un sommet extraordinaire convoqué à Bruxelles pour mettre en œuvre le malmené traité de Maastricht, il en est même venu à suggérer aux dirigeants de la CEE que l'Europe pourrait trouver "un parallèle significatif" avec le succès des USA en matière de création d'emplois pendant les années 1980."

En occupant toute sa place, la commission de Jacques Delors prépare donc à l'intention des états-majors unis un Livre blanc sur la "croissance, la compétitivité et l'emploi", où la ligne générale sera soi-

gneusement établie. De quoi s'agit-il concrètement ?

L'"Europe" souffre, nous dit-on, d'une crise de la croissance, qui est à l'origine du chômage massif qui se manifeste partout, et dont l'origine est à son tour à chercher du côté d'une crise de la "compétitivité" des entreprises européennes. Les esprits les plus naïfs pourraient être amenés à penser que le remède européen à la crise de chômage la plus aiguë qu'ait connue l'Europe depuis la Grande Dépression consisterait donc à trouver des moyens pour donner de l'emploi à ceux qui n'en ont pas.

Ce sont, bien sûr, des esprits non seulement naïfs, mais en plus simplistes. Voilà comment il faut raisonner quand on n'est pas simpliste (quand on est "cartésien" comme Rocard) : il y a chômage, parce qu'il n'y a plus suffisamment de croissance. Il n'y a plus suffisamment de croissance, parce que l'économie européenne n'est plus compétitive. Elle n'est plus compétitive, parce qu'elle emploie trop de travailleurs, trop bien payés (alors qu'en Chine, 20 millions d'esclaves travaillent pour rien dans des prisons très "compétitives"). Pour résoudre le problème du chômage, il faut donc restaurer la croissance, c'est-à-dire restaurer la compétitivité, c'est-à-dire supprimer l'excès d'emplois et baisser les salaires. C'est clair ? Voyons encore : pour résoudre le problème du chômage, il faut licencier des travailleurs et réduire les salaires des autres. C'est quand même clair, non ? On pourrait, si on voulait, continuer dans cette logique "cartésienne" : il y a de plus en plus de pauvres et de sans-abri en Europe ; d'autre part, les loyers montent sans cesse (c'est-à-dire que les propriétaires prennent de plus en plus, les loyers ne sont pas une "chose"). Que faire ? Un incorrigible simpliste aurait suggéré de réduire les loyers et d'exproprier les propriétaires profiteurs ? Mais non, ce n'est toujours pas ça : ce qu'il faut évidemment faire, *cogito, ergo* : "créer des emplois payés au-dessous des barèmes" ; bien évidemment. Que ça entraînerait une baisse générale des salaires ? Sûr, sûr...

Voilà comment, en gros, le Livre blanc présenté au sommet des premiers

ministres et chefs d'Etat de l'"Union européenne" de décembre tranche la question. Avant d'examiner le mirifique Livre blanc, regardons cependant un peu du côté de Volkswagen, en Allemagne.

C'est là qu'a débuté un débat qui, semble-t-il, est destiné à tout révolutionner en Europe (le "révolutionnaire" qu'est Michel Rocard ne s'y est évidemment pas trompé une seconde : lire l'encadré ci-dessous) : le débat sur la réduction du temps de travail et, à l'avenant, celle des salaires.

VOLKSWAGEN

L'annonce de la "proposition" de réduction du temps de travail chez

Volkswagen est, semble-t-il, tombée comme une bombe dans le paysage immobile du "partenariat social" en Europe.

De tous bords, la redécouverte du feu fut annoncée. Quoi de plus raisonnable : on manque de travail, distribuons donc ce qui existe à tous les travailleurs, et tout ira pour le mieux.

N'est-ce pas là une vieille revendication du mouvement ouvrier ? Le capital serait-il devenu "social" ? Ah, oui, les salaires nominaux descendraient aussi dans une mesure équivalente, petit détail à ajouter, mais qu'importe...

L'écho s'est répandu à travers l'Europe. Mais quelle est donc l'origine de la fameuse et généreuse "proposition" ? Cherchons-la chez ceux qui en

Pourquoi donc n'y a-t-il que Rocard ?

"Les socialistes français ont maintenant revendiqué, seuls parmi les sociaux-démocrates européens, la semaine de quatre jours sans compensation de salaire. Ils voient avec une clarté cartésienne que pour distribuer le même travail à plus de gens, il faut bien payer un salaire moindre à chacun. Enfants de la Révolution française, ils savent que c'est là une condition de la démocratie après l'an 2 000. En Allemagne, on espère toujours le renversement de la conjoncture et on démolit l'Etat social, licencie 800 par-ci, 40 000 par-là, les vouant au néant social. Cela au lieu de répartir la richesse sur plus d'épaules, la richesse en temps et en productivité." (Wochenpost, n° 42, 14 octobre 1993 ; il s'agit d'un hebdomadaire d'Allemagne de l'Est aux allures de "gauche moderne").

La richesse en temps, voyez-vous ? Qui sont donc les plus riches parmi nous ? Les chômeurs, bien sûr. Les plus riches en temps. Chanceux, va. "N'y a-t-il donc que le patron de VW, Ferdinand Piëch, pour voir les signes du temps ? La semaine des quatre jours — applicable surtout dans la grande industrie — n'est-elle pas la revendication brûlante du vieux parti de l'égalité et du travail ?"

Vous ne les voyez pas, vous, les signes du temps ? C'est sans doute par manque de cartésianisme. Allez donc demander à Rocard.

Curieux, quand même, que ce soient les patrons qui en aient eu l'idée "brûlante". Mais poursuivons.

"Quatre jours et 3 000 marks au lieu de 3 500 marks, est-ce tellement peu attrayant ?"

Et voilà ! Et 2 500 au lieu de 3 000, encore mieux, non ? Quelle différence ? Peut-être 2 000 au lieu de 2 500 serait-il l'idéal ? On ne va quand même pas se fâcher pour si peu de chose ?

"Ne serait-ce pas là un thème pour la longue campagne électorale ?"

Eh bien, il faut vraiment demander à Rocard.

savent quelque chose. Voici la description qu'en donne l'hebdomadaire économique américain *Business Week* :

"Quelle que soit la flexibilité du travail qui s'établira en Europe, elle sera probablement le fait d'initiatives de sociétés individuelles. L'ultimatum de Volkswagen à ses travailleurs à la fin octobre les contraignant d'accepter soit une semaine de quatre jours avec une baisse des salaires de 20 %, soit de perdre 30 000 emplois était une pilule amère qui a fait hurler les syndicats. Mais c'est là une prescription qui devra être appliquée partout en Europe au fur et à mesure que les entreprises essaieront de répartir une quantité de travail limitée entre le plus grand nombre d'employés possible." (Op. cit., 15 novembre 1993, commentaire de Bill Javetsky, correspondant en Europe.)

Ultimatum, et non proposition, c'est compris ? Quels buts cherchait donc le sympathique ultimatum de VW ?

"Jusqu'à la fin de 1995, selon les calculs établis par la direction de Volkswagen, la société ne pourrait employer, au plus, que 70 000 travailleurs — il faudrait dès lors en licencier 30 000. Il n'y avait qu'une voie pour empêcher cette coupe claire, qui aurait coûté au Konzern beaucoup d'argent en plans sociaux et n'améliorerait certainement pas sa réputation : une réduction radicale du temps de travail" (Der Spiegel, 44/1993, p. 18).

"Quelque 31 000 emplois sont en cause chez VW, et les moyens traditionnels de réduire le personnel dans le cadre des conventions collectives sont épuisés. Les contrats de suppression d'emplois, les préretraites coûtent des millions. Des volontaires qui voudraient bien s'en aller avec des indemnités, il n'y en a guère plus, les employés de plus de 55 ans se font rares (...). Dès l'année prochaine, le travail réduit (Kurzarbeit) deviendra beaucoup plus cher pour les entreprises. Les coûts accumulés des réductions de personnel dans des Konzern comme Daimler-Benz ou VW dépasseront alors le milliard de marks" (Der Spiegel, 44/1993, p. 129).

"Plus la crise durera, plus elle coûtera. Prenons l'exemple de VW : chaque travailleur en travail réduit coûte au Konzern jusqu'à 30 000 marks par

an, pour chaque licenciement il faut encore compter, selon le constructeur automobile, 10 000 marks de plus — ce qui fait, pour les 30 000 licenciements dont on discute, la somme astronomique de 1,2 milliards de marks.

Bientôt ça deviendra encore plus cher : à partir de juillet dernier, l'indemnité versée par l'Institut fédéral du travail à l'assurance retraite est limitée à six mois, à partir de janvier 1994 l'entreprise devra en supporter la totalité. Qui plus est, la plupart des grandes entreprises s'étaient engagées par des conventions collectives à renchérir encore considérablement sur la contribution de l'Etat, dans certaines branches jusqu'à 90 % du revenu net.

(...) Il est évident, dans ces conditions-là, que la semaine des quatre jours fait bien l'affaire de la société de Wolfsburg.

(...) C'est essentiellement ceux qui ont des postes de travail qui feront les frais de la semaine des quatre jours. Alors que le service fédéral de l'emploi épargne sur les indemnités aux travailleurs à temps réduit et les indemnités de chômage, les assujettis à la semaine de quatre jours saigneront fort" (Wirtschaftswoche, n° 45, 5 novembre 1993).

Mesure établie donc par la direction de Volkswagen comme la moins coûteuse façon pour la société de réaliser des économies. Point de défense de l'emploi ou de pareilles balivernes. Le coauteur du best-seller économique *La Deuxième Révolution dans l'industrie automobile*, Daniel Jones, interviewé par le magazine économique allemand *Wirtschaftswoche*, ajoute pour précision :

"Le plus grand problème n'a pas encore été abordé, c'est-à-dire le problème de l'usine de Wolfsburg. Il s'agit d'un dinosaure qui n'a plus de place à l'époque de la lean production (la production "maigre"). Il faut donc se demander quelles transformations vraiment radicales López et Piëch ont-ils déjà réussies à Wolfsburg?"

Presser les fournisseurs, c'est bien simple. Mais réformer le géant industriel qu'est Wolfsburg, voilà le vrai défi. C'est pourquoi la crédibilité de Piëch et López tient à la restructuration de leur plus grande usine. Si rien ne s'y passe, ils auront échoué.

Wirtschaftswoche : A Wolfsburg, on est déjà en train de réaliser des centaines de programmes d'amélioration.

Jones : Tout ça c'est très bien, mais ne suffit pas. A l'usine mère, Piëch et López devraient y aller beaucoup plus dur. Wolfsburg a 60 000 employés. Si Piëch veut véritablement mener à terme sa révolution, il devrait y libérer quelque 25 000 travailleurs au cours des prochaines cinq années. Je pense que la semaine des quatre jours est une bonne chose dans cette perspective. Si un poste de travail sur trois n'est pas supprimé à Wolfsburg, Piëch et López auront échoué” (*Wirtschaftswoche*, n° 45, 5 novembre 1993, p. 163).

Voilà la “perspective dans laquelle” la semaine des quatre jours est une “bonne chose”.

“De toute façon, il est clair que la réduction du temps de travail ne pourra être qu'une façon de gérer la pénurie : elle ne crée pas un seul poste de travail et ne débarrasse pas les entreprises de leurs soucis structurels. En de tels cas, comme le déclare le secrétaire général de la fédération allemande des employeurs, Fritz-Heinz Himmelreich, les licenciements resteront “inévitables” à l'avenir” (*WW*, n° 45, p. 21).

Ce qui amène à la question de la fonction transitoire du débat sur la “réduction du temps de travail”.

CE DONT IL S'AGIT RÉELLEMENT

« Bien sûr, la semaine de quatre jours chez VW ne saurait faire figure de modèle pour la totalité de l'économie allemande, mais l'initiative de Wolfsburg recèle d'autres nouveautés fort intéressantes, elle vient à la rencontre des exigences de davantage de flexibilité (...). Les experts du marché du travail regardent surtout avec impatience ce qu'il adviendra de la proposition de VW de créer davantage de postes de travail à temps partiel — un domaine où l'Allemagne a pris beaucoup de retard.

(...) Pour des hardliners comme Tyll Necker, il n'y a cependant qu'une seule issue à la crise de l'emploi :

“Les salaires réels doivent baisser.” Car, selon le président de la fédération de l'industrie allemande, “le problème n'est pas qu'il manque du travail, c'est qu'il est trop cher” » (*Wirtschaftswoche*, n° 45, 5 novembre 1993).

“Depuis que VW veut introduire la semaine de quatre jours pour sauver 31 000 postes de travail, il se passe beaucoup de choses qui, il y a bien peu de temps, paraissaient encore impensables : les vieux tabous vacillent” (*Der Spiegel*, n° 45/1993, p. 128).

Voici effectivement l'effet recherché :

“Le chef d'IG-Metall, Klaus Zwickel, qui il y a encore quelques jours menaçait de déclencher des conflits de travail, propose maintenant à l'administration de VW des coupes dans le subside des congés et de Noël” (ibidem).

Et voici comment les grands patrons ont accueilli l'initiative :

“Je considère que la discussion sur la semaine de quatre jours est une “rupture de digue” dans la politique tarifaire”, dit le chef pour l'Europe du groupe de l'électrotechnie ABB, Eberhard von Koerber” (ibidem).

Et de renchérir quatre semaines plus tard dans le même magazine :

“Cette discussion est une rupture de digue ; elle est par rapport à la politique tarifaire tout à fait comparable à la chute du Mur.”

C'est l'effet recherché : rompre la “digue” de défense des acquis obtenus par des décennies de lutte par les travailleurs et leurs organisations. Voici les tabous qui vacillent : la non-diminution des salaires nominaux, la défense des salaires. En effet, à partir du moment où l'on accepte de baisser les salaires parce qu'il faudrait baisser les coûts de, disons, 10%, qu'est-ce qui empêchera de les abaisser à nouveau — et ça viendra bien vite — autant qu'il “le faudra”?

La rupture d'une digue, c'est toute la signification de la semaine des quatre jours, euphémisme qui cache la réduction des salaires des travailleurs affectés, la réduction de leurs retraites — calculées

sur la base des contributions en pourcentage des salaires nominaux — et la réduction de leurs indemnités de chômage — calculées sur la base du dernier salaire nominal reçu — lorsqu'ils seront finalement licenciés...

Parce que personne ne s'y trompe :

« Par contre, Hans Peter Stihl, le président du Congrès de l'industrie et du commerce allemands, désigne comme une "voie sans issue" la tentative de maintenir des postes de travail à travers la réduction du temps de travail. "Calcul d'épicier", ainsi le président des employeurs, Klaus Murmann, fustige-t-il les nouvelles idées.

Ces réserves sont justes en cela que la crise structurelle de l'économie allemande ne sera pas réglée par le modèle VW, la semaine de quatre jours ne crée pas, elle non plus, des postes de travail pour tous » (*Der Spiegel*, n° 45/1993, p. 129).

La "digue" tiendra, ou ne tiendra-t-elle pas ? C'est là tout l'enjeu :

"Il n'y a plus de retour en arrière. Les parties aux négociations tarifaires de l'industrie métallurgique, qui dans quelques semaines commenceront pour les conventions de l'année prochaine, suivent avec une extrême attention les événements de Wolfsburg.

(...) Le débat sur la crise de l'emploi ne fait que commencer, le modèle VW n'en est qu'un début" (*Op. cit.* n° 45/1993, p. 130).

Un tout petit début. En un article de "perspective" (intitulé significativement "Des hommes comme Piëch et López") publié dans le magazine économique allemand *Wirtschaftswoche* du 5 novembre, Jürgen Peddinghaus, senior partner de la société internationale de consulting Booz, Allen & Hamilton Inc., explique ce dont il s'agit vraiment :

"La crise structurelle en Allemagne ne peut pas être réglée par le renforcement du job-sharing, par des élans innovateurs, par l'ouverture de nouveaux marchés à l'étranger et par de nouvelles créations d'entreprises. De tels pas ne pourront être accomplis que quand la base sera à nouveau juste.

Pour cela, il faudrait que les coûts du travail en Allemagne de l'Ouest baissent de 30 %. A savoir, par des pertes de revenus réels de tous les assujettis à l'impôt sur les salaires de l'ordre de 10 %, par l'augmentation des temps d'utilisation des machines de 53 heures aujourd'hui à 75 heures par semaine pour un horaire tarifaire de 40 heures. Il faut, par la flexibilisation des temps de travail, parvenir à éviter des heures supplémentaires, il faut supprimer des jours fériés dans l'intérêt d'une augmentation des heures de travail annuelles effectives et il faut réduire l'absentéisme à 3 % par an."

Voilà qui est net et clair. Réduction du temps de travail ? Ben oui, puisqu'il s'agit de briser la "digue". Après, on l'augmentera... mais pas les salaires!

LE LIVRE BLANC

Le "président en exercice" du Conseil européen, le ministre des Finances belge, Philippe Maystadt, a récemment présenté aux "partenaires sociaux européens" les traits essentiels du fameux Livre blanc pour le "sommet européen" de décembre, devant

"déboucher sur l'adoption d'une stratégie commune pour les années à venir."

Voyons ce qu'il en est. D'abord, le "constat" :

"Le chômage qui sévit actuellement dans tous les pays de la Communauté a pris une ampleur intolérable. La reprise de la croissance ne pourra à elle seule générer suffisamment d'emplois pour absorber l'accroissement prévisible de la population active ; par conséquent, le taux de chômage continuera d'augmenter en 1994."

Voilà qui est rassurant. Passons à la stratégie.

"1. Il serait illusoire de penser que le nœud du problème est conjoncturel, et que des initiatives de stimulation budgétaire devraient être au centre d'une politique de relance. Ce serait faire naître de fausses espérances.

2. Il faut élaborer une stratégie à moyen terme, d'où l'importance du Livre blanc. Ce n'est pas par hasard que la proposition que le président Delors a faite au sommet de Copenhague pour un plan à moyen terme s'intitulait "À l'aube du XXI^e siècle". Il faut être réaliste : ce n'est pas du jour au lendemain que l'on peut résoudre des problèmes fondamentaux.

3. La logique de la subsidiarité ne peut pas empêcher la prise de décisions au niveau communautaire."

Donc, en langage plus clair :

— Pas de programmes "keynésiens" de création d'emplois, qui seraient illusoire ;

— Il faut se préparer à une bagarre de fond ;

— Il faut exploiter toutes les ressources antidémocratiques du traité de Maastricht pour élaborer une approche d'état-major au sein des "institutions libres" (de tout contrôle) de Bruxelles.

"Il faut conclure les négociations de l'Uruguay Round avant la fin de l'année. La conclusion de cet accord est essentielle pour persuader les opérateurs économiques de la volonté des gouvernements de ne pas se lancer dans une guerre commerciale (...).

Il faut renforcer l'initiative européenne de croissance."

Cela dit, on passe à l'essentiel :

"Tous les ministres des Finances sont convaincus que le chômage dans la Communauté résulte en partie du coût salarial très élevé que doivent supporter les entreprises européennes, et qu'une réduction significative du coût du travail et, par conséquent, une modification des prix relatifs des facteurs de production serait de nature à améliorer le contenu en emploi de la croissance économique dans la Communauté (...).

Comment alléger le coût du travail ?

En réformant le mode de financement de nos régimes de protection sociale."

Attaque en règle contre le salaire indirect que constitue la "partie patronale" des contributions à la Sécurité sociale, rem-

placées, mais seulement en partie, on le verra, par des impôts frappant les travailleurs :

"Au niveau national, les mesures possibles de financement pourraient prendre la forme d'augmentations de certains impôts, d'un contrôle plus rigoureux des dépenses sociales et d'une plus grande sélectivité des prestations sociales."

Curieuse tournure de cette logique jésuitique (pardon, "cartésienne") : le financement des régimes de "protection sociale" se ferait, entre autres, par... son élimination partielle ! Et ça continue. A la question : "Comment mettre en œuvre une politique plus active de l'emploi et de la formation", on répond, après avoir cité comme "domaines à explorer" les "systèmes d'éducation et les liens entre progrès technique, formation et organisation du travail" (formule compliquée qui signifie que l'argent est détourné de l'éducation publique et transformé en des subventions aux entreprises, qui — dans le meilleur des cas — en financent la "formation" correspondant à leurs besoins immédiats) :

"En ce qui concerne la flexibilité du marché du travail : il est clair que certaines rigidités sur le marché de travail freinent la demande de main-d'œuvre et favorisent la substitution du travail par le capital. Des mesures devraient être encouragées, notamment pour favoriser le développement du travail à temps partiel, assouplir les conditions de recrutement et de licenciement, assurer une plus grande flexibilité des horaires de travail, permettre le développement du travail à domicile."

Nous voilà donc au cœur de l'affaire. Soyons clairs : il s'agit de rayer d'un trait de plume un siècle d'acquis du mouvement ouvrier organisé.

Un rapport sur *L'emploi en Europe* publié par les services de la Commission elle-même dans le cadre de la préparation du Livre blanc, fait en effet les constatations suivantes :

"L'importance du travail à temps partiel, qui caractérise particulièrement les activités de service, a renforcé la

ségrégation des femmes en matière d'emploi" (page 18),

Et encore :

"Il semble en outre que les pays où les restrictions aux contrats à durée déterminée ont été assouplies au cours des années quatre-vingt (Espagne, France et Portugal) ont également enregistré une certaine croissance de l'emploi à durée limitée. En France, de tels contrats paraissent être devenus le principal moyen d'accès à l'emploi" (page 19).

Voilà, au demeurant, tout le but de la flexibilisation : transformer l'ensemble de la classe ouvrière des pays industrialisés, structurée depuis plus d'un siècle autour de l'entreprise, de ses organisations syndicales, mutuelles, politiques, etc, en une immense armée de chômeurs atomisés ayant transitoirement accès à des emplois précaires à durée limitée (et sans protection sociale), comme le permet le merveilleux monde nouveau de la *lean production*.

En un mot : cette "digue" que veut entamer l'industriel "européen" von Koerber (voir plus haut) est celle que bâtissent pièce par pièce des générations successives d'ouvriers britanniques, allemands, français, italiens, au cours de décennies de luttes syndicales acharnées, de grèves, d'insurrections, de révolutions...

Cette digue, c'est toute la différence entre le mode de vie des travailleurs des pays avancés et celui des populations du "tiers monde", où sont beaucoup plus faibles les contraintes imposés au pillage capitaliste.

L'enjeu, encore une fois, est là : poussé par sa survie anachronique à d'inraisemblables paroxysmes de destruction, le capitalisme doit, pour pouvoir survivre, ramener l'Europe, les Etats-Unis (où les riches vivent déjà souvent à l'intérieur de villes fortifiées comme au Moyen Age, ainsi que le soulignait il y a quelques mois *The Economist*), toute la planète au niveau du "tiers monde".

DEUX UNIONS EUROPÉENNES L'UNE FACE À L'AUTRE

Hélas, il n'y eut d'union européenne qu'entre la Commission et les gouvernements des Douze. Les travailleurs des différents pays ont aussi annoncé en quelque sorte leur propre union européenne.

En Belgique, le vendredi 25 novembre vit la première grève générale dans le pays depuis 1936. Dans l'unité des syndicats et organisations. Dans l'unité des travailleurs wallons et flamands. Le pays fut complètement paralysé. Le lendemain, un Premier ministre, De Haene, déconfit et impuissant devait admettre (et même "comprendre"!) le rejet absolu et unanime de son "plan global" de sauvetage du capital et de destruction des acquis sociaux. En même temps qu'il rappelait qu'il était néanmoins d'une nécessité absolue, dictée par les engagements "européens" de la Belgique, d'appliquer les mesures prévues.

En France, après le recul infligé par les travailleurs d'Air France au gouvernement Balladur, ce fut au tour des étudiants et mineurs de montrer au gouvernement ce qu'ils pensaient de ses plans.

En Espagne, plus d'un million de travailleurs manifestaient dans l'unité contre le plan Delors-Gonzalez-Pujol. En effet, plusieurs traits se dégagent des événements récents :

— La Communauté européenne devient un levier fondamental de l'offensive anti-ouvrière. Non seulement elle sert à chaque gouvernement d'écran pour justifier des mesures prises par "les mécanismes de majorité", le besoin de trouver des positions communes, etc., mais elle permet surtout de créer de façon expéditive, en dehors de tout contrôle réel des Parlements nationaux eux-mêmes, un mécanisme d'imposition centralisée des plans globaux des grandes multinationales. Même la démocratie bourgeoise est foulée aux pieds, désarçonnée par un "gouvernement de comité", une espèce de superbonapartisme qui réduit les institutions de la démocratie formelle à des cari-

catures vides et impuissantes (ce dont se sont souvent amèrement plaints, entre autres, des parlementaires du vieux Parlement de Sa Majesté).

— La "politique économique" des gouvernements européens et de leur Commission vise, avec de moins en moins de dissimulation, à démanteler la structure du prolétariat industriel d'Europe, en particulier dans les secteurs et régions où il a concentré ses plus formidables bastions (notamment ses grands syndicats). **C'est la fin de la "concertation".**

"La paix sociale est un bien précieux, en premier lieu pour les travailleurs. En Allemagne, le prix de ce bien est entre-temps devenu trop haut par rapport à sa valeur. (...)

Il serait grand temps de sonder les limites de l'autonomie tarifaire, quitte à en venir à la lutte pour le pouvoir avec les syndicats" (Wolfram Engels, éditorialiste de la Wirtschaftswoche, dans un article où il s'en prend à la lâcheté et du chancelier H. Kohl et du social-démocrate Lafontaine devant "les trônes des syndicats")

En effet :

"A la différence de l'Allemagne, en Amérique les syndicats sont faibles, plus faibles dans le Sud et dans l'Ouest que dans le Nord et dans l'Est. L'emploi a été créé là où les syndicats ont le moins d'influence."

Ou encore, comme le souligne *The Economist* dans un éditorial de stratégie intitulé "Le partage du fardeau" (c'est l'euphémisme de rigueur) :

"En Grande-Bretagne, en particulier, où il n'y a pas de restrictions au nombre d'heures travaillées, le travail à temps partiel a vécu un boom pendant la dernière décennie. En partie parce que les entreprises peuvent faire des économies, puisque ceux qui travaillent à mi-temps en Grande-Bretagne bénéficient seulement de façon limitée du paiement des jours de maladie, des congés payés et des pensions et sont plus faciles à licencier. Mais la leçon pour le reste de l'Europe, c'est que la législation restrictive de l'embauche et des licenciements coûte des emplois" (The Economist, 13 novembre 1993).

Par contre, comme le souligne le rapport de la Commission européenne sur l'emploi précédemment cité :

"Dans les industries manufacturières en 1988 (dernière année pour laquelle nous disposons de chiffres), les différences (du coût de la main-d'œuvre) entre régions étaient les plus faibles en Allemagne, ce qui traduit peut-être l'importance relative des accords salariaux sectoriels sur le plan national (c'est-à-dire la puissance des grands syndicats nationaux intégrés)."

ENCORE L'UNION EUROPÉENNE

Le capital entend à la fois renforcer le démantèlement qu'il envisage à la faveur des restructurations et "délocalisations", et l'utiliser ensuite pour **unifier l'offre du marché sur le travail** à travers l'Europe :

« *Quand l'Est s'écroula*, (l'entrepreneur autrichien Maculan) a vu "des opportunités gigantesques qui s'ouvraient, comme en 1918 : on redistribue l'Europe" » (*Wochenpost*, 28 octobre 1993, p. 4).

Ainsi naît, selon la presse, à l'Est, le "Hong-Kong d'Europe" (*Op.cit* du 28 octobre 1993).

« *Et la marche vers l'Est ne fait, semble-t-il, que commencer.* "Chez nous, l'Europe du Centre-Est est devenue le tout grand sujet", rapporte Albrecht Buchwald, de l'administration de la chambre du commerce et de l'industrie de Nuremberg. Au début de l'année, on pouvait estimer le chiffre de projets germano-tchèques de 800 à 1 000.

On dispose d'un certain nombre de chiffres. Au niveau du Proche-Orient, on peut produire de 20 à 50 % moins cher. Peu important donc des coûts supplémentaires de 5 % pour les transports. Voilà qui fait l'affaire des grands acquéreurs : pendant les deux prochaines années, les groupes allemands de l'automobile veulent réduire leurs coûts de 20 à 30 %. Celui qui n'y parviendra pas ne survivra pas — pas plus que ses sous-traitants. En outre, la nouvelle pression concurrentielle arrange plutôt beaucoup d'entreprises en Allemagne, dans la mesure où elle

pousse à la rationalisation dans les usines d'Allemagne même. (...) Ceux qui ne seront pas de la partie, comme le montre le résumé de l'opinion de ses collègues managers fait par Hans-Peter Schmohl, de l'administration de Jungheinrich, une firme investissant en République tchèque, seront refoulés du marché" (ibidem).

En effet, la destruction forcenée de l'industrie à l'Est, forcée directement et indirectement par le FMI et le capital occidental, a produit une compression effrayante du niveau de vie des masses travailleuses :

"Si une entreprise allemande paie un salaire horaire de 22 marks, dans la République tchèque voisine il est de 2,20 marks et de 22 pfennigs en Ukraine."

C'est-à-dire que l'immense armée de réserve industrielle "libérée" par la politique des privatisations à l'Est doit être utilisée pour augmenter celle de l'Ouest, fusionnant avec elle — voilà l'union européenne sous la houlette du capital — et poussant par ce biais à la **suppression des garanties acquises et à la baisse massive à la fois du prix et de la valeur de la force de travail.**

"L'âge de la "désinflation" est en train de naître de deux forces globales reliées entre elles — un changement technologique à grande échelle et l'ouverture des marchés internationaux. Alors que la technologie pousse à la baisse des prix des puces des ordinateurs, qui sont aujourd'hui au cœur de toute production, la pénétration des marchés dans les économies précédemment communistes et étatistes pousse à la baisse du coût du travail, des biens et même des services" (éditorial de Business Week, 15 novembre 1993, p. 87).

Ou, dit autrement :

"Les ouvriers doivent donc contribuer eux aussi à ce que l'Allemagne redevienne compétitive : par des salaires durablement plus bas — ou bien par plus de travail" (éditorial de Wirtschaftswoche du 5 novembre 1993).

Le capital se prépare bien à mener un combat pour l'augmentation de la plus-value absolue, au moment où son accumu-

lation est brutalement stoppée par la pourriture économique et financière croissante et la débâcle des marchés.

La conséquence, s'il devait aboutir, serait inévitablement une accélération qualitative de la paupérisation des masses travailleuses qui a marqué les années 1980 et 1990, s'étendant à des couches toujours plus larges de la population travailleuse.

« Les entreprises devaient jusqu'à peu offrir 4 500 marks par mois pour embaucher des étudiants sortant des écoles d'ingénieurs, il suffit désormais de 3500, se réjouit Rüdiger von Voss, secrétaire général du conseil économique du parti démocrate-chrétien CDU et coauteur de ses bases programmatiques : "Le marché du travail fonctionne maintenant" » (Der Spiegel, n° 41, 1993, p. 20).

En Allemagne, où se joue pour une part considérable le sort de l'ère de "fin de la paix sociale" décrétée par la bourgeoisie, acculée par des taux de profit décroissants et par la pression qui s'intensifie du capital américain dominant, le parti démocrate-chrétien vient de présenter lesdites bases programmatiques pour l'année 1994.

"Les bases programmatiques de la CDU (...) ont un seul et unique message : l'Etat social doit être dégraissé (...).

(La CDU) recommande des mesures de création d'emplois au-dessous des barèmes tarifaires, des salaires bon marché pour le raccrochage des chômeurs de longue durée (...). La réalité, c'est que la réduction des prestations sociales est censée augmenter la marge de manœuvre à la baisse de la politique des salaires dans toute l'économie. L'évolution "différenciée" et "flexible" des salaires exigée avec véhémence par le programme de la CDU pourrait poursuivre le processus qu'a amorcé la récession : une redistribution des salaires vers les profits" (Der Spiegel, n° 41, 1993, p. 20, souligné par nous).

Le ministre du Travail de la CDU, Norbert Blüm, souvent présenté comme le visage humain de son parti, ne mâche pas cette fois ses mots :

"Blüm voit désormais les chances des chômeurs peu qualifiés dans les ménages des aisés. Aussi recommande-t-il la déductibilité fiscale des auxiliaires ménagers, qui devraient redevenir abordables" (*Der Spiegel*, n° 47, 1993, p. 21)

— Pourtant, l'unité des bourgeoisies autour des plans destructeurs de la Commission de Bruxelles a engendré immédiatement une formidable poussée d'unité des classes ouvrières de tous les pays européens, chacune alimentant l'autre, faute d'une vraie coordination politique, au moment où nos "cartésiens" se rangent avec un effrontement inégalé aux côtés des "briseurs de digue".

— La force du mouvement ouvrier dans les principaux pays européens est telle qu'aucun gouvernement ne peut encore véritablement la briser dans l'état actuel des rapports de force. Dans un commentaire construit en forme de parabole économique, où la situation de l'économie allemande est décrite comme s'il s'agissait d'une seule entreprise, dont les travailleurs seraient aussi les actionnaires, l'éditorialiste du magazine économique allemand *Wirtschaftswoche* (22 octobre 1993, p. 194) écrit :

« *Mais alors, qu'ils réduisent les salaires et augmentent les horaires de travail !* », dit *Tise* (le consultant économique chargé de l'audit de la "firme"). *Mais ça ne va pas, explique l'expert politique, sinon les actionnaires vont se fâcher et mettront la direction à la porte.* »

— La déliquescence du stalinisme et de l'influence des partis staliniens tend à placer la bourgeoisie directement devant la classe ouvrière défendant avec détermination ses acquis, de plus en plus incompatibles avec les besoins pressants de l'accumulation du capital. Au demeurant, le rôle fondamental joué par le stalinisme en première ligne de la contre-révolution pendant la période de "guerre froide" en devient d'autant plus net. La bourgeoisie en est déjà souvent nostalgique...

En effet, la grève générale en Belgique a montré combien du jour au lendemain une situation prérévolutionnaire peut se mettre en place dès que le capital ose pas-

ser à l'offensive générale. Ce qui se dégage avec force de la grève générale belge, c'est le rejet unanime par les travailleurs des plans d'austérité et de privatisation, sans lesquels, selon les dires mêmes des gouvernements, le capitalisme ne peut plus survivre.

La preuve qu'il ne le peut plus, c'est que tous les gouvernements, qu'ils soient de droite ou "socialistes", essaient avec acharnement d'imposer ces mêmes plans, tous identiques ; il n'y a plus le moindre espace pour des réformes. Il y eut certes un temps où le capital a pu composer avec les directions syndicales et celles des partis ouvriers bourgeois, dans le cadre de pactes sociaux. Il se livra pendant ce temps à un formidable pillage du "tiers monde", qui lui a permis de continuer l'accumulation. Ce temps est désormais révolu.

Il y va, à présent, des acquis les plus élémentaires et "consolidés" des travailleurs des puissances impérialistes. Même les syndicats réformistes sont remis en question, leur base étant la cible d'un processus de destruction précis.

Ce qui découle avec force de cet état de choses, c'est que les organisations ouvrières, les syndicats doivent assumer, eux-mêmes, tout le pouvoir et établir un programme général d'embauche de tous les chômeurs.

Certes, si un gouvernement des organisations ouvrières établissait un programme de défense de l'emploi et des salaires, les capitaux prendraient aussitôt la fuite.

Ce qui rejoint par un autre côté le problème fondamental : les travailleurs resteront handicapés et auront du mal à répondre coup par coup à l'offensive internationale concertée du capital tant qu'ils ne construiront leur propre "union européenne", leur union mondiale : leur Internationale.

Sans cela, leurs puissants combats défensifs auront du mal à déboucher. Il faut l'union européenne des travailleurs pour veiller à l'expropriation du grand capital partout en Europe, pour que la classe ouvrière puisse offrir à toute la

société, aux paysans qui risquent d'être violemment rayés de la carte, à la petite bourgeoisie urbaine de plus en plus affolée, la seule alternative qui puisse arrêter la folie destructrice du capitalisme : l'expropriation des grands moyens de production, l'organisation de la production sociale sur des bases ordonnées et répon-

dant aux besoins sociaux et non plus aux intérêts d'une poignée de ploutocrates. L'union européenne du grand capital met à l'ordre du jour, d'une façon qui ne peut plus brûlante, la nécessité absolue de l'Internationale ouvrière.

A. Manuel

Après avoir lu ce livre de Manuel, on se rend compte que l'union européenne n'est pas seulement un projet de grande entreprise, mais aussi un projet de grande utopie. C'est un projet de grande utopie parce qu'il vise à la réalisation d'une société nouvelle, d'une société qui ne sera pas seulement plus riche, plus puissante, mais aussi plus juste, plus humaine, plus libre. C'est un projet de grande utopie parce qu'il vise à la réalisation d'une société nouvelle, d'une société qui ne sera pas seulement plus riche, plus puissante, mais aussi plus juste, plus humaine, plus libre. C'est un projet de grande utopie parce qu'il vise à la réalisation d'une société nouvelle, d'une société qui ne sera pas seulement plus riche, plus puissante, mais aussi plus juste, plus humaine, plus libre.

Après avoir lu ce livre de Manuel, on se rend compte que l'union européenne n'est pas seulement un projet de grande entreprise, mais aussi un projet de grande utopie. C'est un projet de grande utopie parce qu'il vise à la réalisation d'une société nouvelle, d'une société qui ne sera pas seulement plus riche, plus puissante, mais aussi plus juste, plus humaine, plus libre. C'est un projet de grande utopie parce qu'il vise à la réalisation d'une société nouvelle, d'une société qui ne sera pas seulement plus riche, plus puissante, mais aussi plus juste, plus humaine, plus libre. C'est un projet de grande utopie parce qu'il vise à la réalisation d'une société nouvelle, d'une société qui ne sera pas seulement plus riche, plus puissante, mais aussi plus juste, plus humaine, plus libre.

Cuba devant les "réformes" de Castro

Par Julio Turra

Il y a trente-cinq ans, le 8 janvier 1959, le régime dictatorial de Fulgencio Batista s'écroulait sous les coups des masses conduites par le Mouvement du 26 juillet, dirigé par Fidel Castro. Cet événement politique majeur a rencontré un puissant écho chez les masses ouvrières et opprimées d'Amérique latine, qui ont vu dans la révolution cubaine la réalisation d'une première étape dans leur propre combat émancipateur.

La pression, d'une part, des mesures d'agression successives de l'impérialisme américain — dont le maintien du blocus économique jusqu'à ce jour n'est pas la moindre — et, de l'autre, de la mobilisation révolutionnaire des masses ouvrières et paysannes de Cuba, qui, pour voir satisfaites leurs revendications, ne pouvaient que s'en prendre à la propriété privée sur l'île (concentrée entre les mains d'entreprises nord-américaines et d'une bourgeoisie locale étroitement associée à l'impérialisme), a abouti à la constitution d'un gouvernement ouvrier et paysan à Cuba.

Un gouvernement ouvrier et paysan dans le sens que lui a donné Trotsky, dans le *Programme de transition*, c'est-à-dire un gouvernement de rupture avec la bourgeoisie et l'impérialisme. En effet, la révolution cubaine a procédé à l'expropriation des bases économiques de l'impérialisme à partir desquelles celui-ci assurait le pillage du pays. La révolution a également procédé à la destruction de l'armée modelée par les Etats-Unis, en affirmant la souveraineté nationale.

Sur le terrain concret de la lutte des classes se réalisait la possibilité formulée

par Trotsky dans le programme de fondation de la IV^e Internationale :

"Sous l'influence d'une combinaison tout à fait exceptionnelle de circonstances (guerres, défaite, krach financier, offensive révolutionnaire des masses, etc.), des partis petits-bourgeois, y compris les staliniens, peuvent aller plus loin qu'ils ne le veulent eux-mêmes dans la voie de la rupture avec la bourgeoisie."

Aujourd'hui, trente-cinq ans plus tard, Cuba connaît une situation désespérée du point de vue économique et social, situation résultant de la persistance du blocus américain, combiné avec la disparition virtuelle des relations économiques avec l'Europe de l'Est, depuis la dislocation du Comecon et de l'URSS. La chute du produit intérieur brut cubain est évaluée à plus de 50 % pour les trois dernières années, et la capacité d'importation est tombée à 1,7 milliard de dollars en 1993, alors que les importations avaient atteint 8,1 milliards en 1989.

Ainsi, la famine et la dénutrition sont devenues une réalité aujourd'hui à Cuba — 900 calories par jour, alors que le minimum nécessaire devrait être de 2 800 ; les transports sont paralysés à 80 %, les coupures de courant sont fréquentes dans toutes les villes —, ce qui a été à l'origine de la multiplication d'incidents, depuis le pillage de magasins jusqu'aux "bombages" de protestation sur les murs ; les usines cessent de produire faute d'énergie ou de pièces de rechange. Le sucre, qui demeure le principal produit d'exportation, a connu en 1993 l'une des plus mauvaises productions de toute l'histoire (4 millions de tonnes, au lieu de 9 dans le

passé), ce qui représente un immense déficit pour la balance commerciale cubaine.

Les conquêtes révolutionnaires du combat du peuple cubain, qui, durant des décennies, ont représenté une référence et un espoir pour les masses opprimées de tout un continent, sont aujourd'hui menacées de destruction complète !

A un moment où le gouvernement même de Castro et du Parti communiste cubain s'engage dans l'application de "réformes économiques", dans la voie de la "libéralisation" de l'économie cubaine en guise de réponse à la dramatique situation de l'île, il faut discuter des origines de la situation actuelle à Cuba et du sens dans lequel opèrent ces réformes.

LA PLACE DE LA RÉVOLUTION CUBAINE

Il ne s'agit pas, dans les limites de cet article, d'écrire une histoire ou de faire un bilan plus achevé du développement de la révolution cubaine — ce qui reste une nécessité politique pour le mouvement d'émancipation des masses exploitées et opprimées, et, par là même, pour la IV^e Internationale.

Cependant, pour situer la portée des principaux événements à Cuba, il faut revenir à une vision d'ensemble — même si l'évocation qui en est faite en quelques lignes a un caractère nécessairement sommaire — des processus de la lutte des classes qui ont régi la révolution dans ce pays.

D'un point de vue historique, toutes les vicissitudes qu'a connues Cuba au cours des trente-cinq dernières années, depuis les frictions et divergences apparues entre l'équipe castriste — originaire du mouvement nationaliste-démocratique radical que fut le Mouvement du 26 juillet — et l'appareil international du Kremlin dans les premières années de la révolution (frictions et divergences qui furent étouffées par la subordination du PC cubain aux besoins de cet appareil) jusqu'aux effets à Cuba même de l'effondrement des

bureaucraties de l'ex-URSS et de l'est de l'Europe, participaient de la contradiction entre les deux possibilités ouvertes par l'instauration d'un gouvernement ouvrier et paysan à Cuba.

Dans une situation mondiale marquée par les conséquences des accords passés entre l'impérialisme américain et la bureaucratie du Kremlin à la fin de la Deuxième Guerre mondiale pour bloquer la révolution par la conjugaison de leurs efforts pour maintenir le statu quo fixé à Yalta et Potsdam, la révolution cubaine — et ce fut le cas aussi pour les révolutions en Yougoslavie et en Chine — s'est faite en rupture avec le cadre contre-révolutionnaire de ces accords.

Comme nous l'avons expliqué, le résultat à Cuba a été la formation d'un gouvernement ouvrier et paysan, de rupture avec l'impérialisme et la bourgeoisie. Sa constitution ouvrait la voie, à partir de la mobilisation révolutionnaire des masses, du pouvoir démocratique de la classe ouvrière, c'est-à-dire à un pouvoir fondé sur les conseils d'ouvriers et de paysans.

Cela impliquait que les masses eussent les moyens de décider, c'est-à-dire que le pouvoir procède des organes élus des travailleurs et non de décisions incontrôlées de la direction du parti unique.

Sinon, un autre terme s'imposait : celui du pouvoir d'une bureaucratie enfermée dans les limites de Cuba et justifiant sa position dirigeante par le recours à l'idéologie du "*socialisme dans un seul pays*".

La pression politique et matérielle de la bureaucratie du Kremlin s'est exercée pour isoler la révolution dans le cadre "d'une île", pour confisquer le pouvoir et le concentrer entre les mains d'un "parti unique" qui devait finir par contrôler tous les mécanismes d'un Etat basé sur l'expropriation de la bourgeoisie. Cette pression s'est appuyée sur les limitations politiques du Mouvement du 26 juillet lui-même (sa nature "nationaliste-démocratique" et "non socialiste", comme se plaisaient à l'affirmer ses dirigeants, Castro notamment, peu après la prise du pouvoir) et sur les difficiles conditions matérielles

de survie du pays face au blocus économique décrété par l'impérialisme américain dès 1960.

C'est ainsi que la direction castriste de la révolution cubaine exprimait également la crise de direction du prolétariat international, tant par ses limitations politiques que par sa subordination ultérieure à l'appareil international du Kremlin. Crise de direction qui a, bien sûr, aussi une expression dans l'absence d'une Internationale révolutionnaire qui aurait pu aider au développement de la révolution cubaine. Rappelons la crise de dislocation de la IV^e Internationale en 1951-1953 et le fait que la "réunification" opérée en 1963 entre les liquidateurs de la IV^e Internationale et le SWP des Etats-Unis, constitutive du "Secrétariat unifié", avait précisément parmi ses bases politiques une adaptation totale aux limitations politiques de la direction castriste (caractérisée de "marxiste naturelle"), ce qui les amenait à considérer comme inutile l'existence même d'une section de la IV^e Internationale à Cuba.

C'est la contradiction entre, d'une part, les conquêtes de la révolution — qui s'expriment dans les formes de propriété antagoniques avec l'existence d'une bourgeoisie locale et les exigences de l'impérialisme — et, d'autre part, la politique de sa direction, qui la prive de la capacité de rompre son isolement en se subordonnant à l'appareil stalinien international. C'est cette contradiction qui donne un caractère partiel, non achevé, à la rupture opérée par la révolution cubaine. En même temps, c'est en relation avec les développements de la lutte des classes au niveau mondial, dont la révolution cubaine est une expression, que nous pouvons expliquer la permanence des conquêtes révolutionnaires à Cuba, en dépit de longues années de blocus, de provocations et de menaces militaires des gouvernements américains successifs.

"L'AIDE" SOVIÉTIQUE

Ainsi, ce n'est pas dans le prétendu "bouclier protecteur" dressé par l'URSS

que nous pouvons trouver l'explication du maintien de conquêtes révolutionnaires à Cuba — ce qui reviendrait à attribuer sous une forme ou sous une autre un caractère progressif à la façon dont la bureaucratie du Kremlin a toujours utilisé Cuba comme un élément de pression dans le cadre de sa collaboration contre-révolutionnaire avec l'impérialisme. Mais c'est dans les puissantes luttes menées par les masses, et pas seulement en Amérique latine (Vietnam, Iran, début de la révolution politique à l'Est, etc.), que réside la préservation de ces conquêtes pendant toutes ces années.

Ces luttes ont frappé profondément l'impérialisme, même s'il n'a pas été défait. Elles ont pesé sur sa propre crise économique et sociale, et, en combinaison avec l'attachement des masses cubaines aux conquêtes de leur révolution, ont mis un frein aux visées d'intervention militaire directe par crainte des conséquences politiques — même si les gouvernements américains successifs n'ont jamais écarté cette éventualité, y compris après l'échec de l'invasion de la baie de Cochons en 1961.

On a beaucoup discoursé et écrit sur "l'aide" à Cuba fournie par les gouvernements de l'URSS et des pays de l'Est.

La vérité historique est cependant bien différente, et cela dès les premiers moments de la révolution. Le Parti socialiste populaire (PSP), le parti stalinien à Cuba, s'était opposé ouvertement à la révolution qui a entraîné la chute de la dictature de Batista en 1959. C'est au dernier moment qu'il s'est rallié hâtivement aux "barbus", quand leur victoire était devenue déjà plus que prévisible.

Ce qu'on a appelé la "crise des missiles", en 1962, a constitué une véritable provocation contre la révolution, et aurait pu se terminer par la mise de Cuba "sous contrôle international". Ce fut une des possibilités envisagées, par-dessus la tête des dirigeants cubains, dans les négociations entre Khrouchtchev et Kennedy.

Comme le dit M. Cristobal dans un document de juin 1990 polémique avec une déclaration du Secrétariat unifié sur

Cuba, qui reprend la notion répandue par la propagande stalinienne de

“l'aide à la révolution cubaine” en affirmant que “la révolution fut protégée à sa naissance par la division du monde en deux camps (...) et a bénéficié d'une protection et d'une aide soviétiques”. “Le “prix” qu'a dû et que doit encore payer la révolution cubaine pour cette “aide” est immense. Elle l'a payé dans le rôle qu'a commencé à jouer la direction cubaine dans le soutien à toutes les “expériences” ayant été à la base des plus grandes défaites du prolétariat latino-américain dans les années 1970 (politique d'Allende au Chili, de Peron en Argentine). Elle paye cette aide sous la forme du cadre, figé bureaucratiquement, de défense du statu quo imposé par la direction cubaine aux relations entre Cuba et le continent latino-américain. Le peuple cubain paye cette aide par l'isolement auquel il est contraint dès lors que la direction cubaine s'est trouvée et s'est placée dans la situation de défendre sur le continent et dans les Caraïbes une politique en tous points conforme aux “accords au sommet” entre la bureaucratie et l'impérialisme (soutien au régime du PRI au Mexique, à Collor au Brésil, à Fujimori au Pérou), c'est-à-dire au maintien de la domination impérialiste en Amérique latine. Et aujourd'hui, le soutien apporté par Castro aux mesures de blocus contre l'Irak ouvre la voie à une future agression contre Cuba.”

En effet, une fois clos “l'épisode” de l'OLAS — soutien du régime castriste à des mouvements de guérilla en Amérique latine vers le milieu des années 1960 sur la base de ce qu'on a appelé la “*théorie du foco* (foyer) révolutionnaire”, qui fut à l'origine de tiraillements avec la politique officielle de la bureaucratie du Kremlin pour la région —, et avec la “normalisation”, à partir de 1968, des relations entre le Kremlin et la direction cubaine, celle-ci s'est solidarisée avec toute la répression bureaucratique contre le mouvement de la révolution politique — depuis l'invasion de Tchécoslovaquie en 1968 jusqu'au massacre de la place Tien An Men en 1989, en passant par le soutien ouvert à Jaruzelski en 1981 — en même temps qu'elle est apparue comme un instrument de la politique internationale du Kremlin (avec les interventions de troupes en

Angola et au Mozambique), s'orientant en Amérique latine et dans les Caraïbes vers un accord et un soutien direct à pratiquement tous les gouvernements en place.

Castro n'a pas hésité à donner ouvertement son appui à l'accession à la présidence de Salinas, élu par la fraude, contre laquelle se sont mobilisées les masses mexicaines en 1988. Il n'a pas plus marchandé son soutien à Carlos Andrés Perez quand celui-ci a noyé dans le sang la rébellion populaire contre le train de mesures économiques du FMI en 1989, ou à Collor au Brésil, quand des millions de Brésiliens sont descendus dans les rues pour réclamer sa tête, en 1992.

LA CHUTE DU MUR ET CUBA

A partir du tournant historique qu'a représenté la chute du Mur de Berlin en 1989, il y a eu bouleversement complet des conditions internationales qui avaient permis de longues années durant l'existence, à moins de cent kilomètres de Miami, d'un Etat basé sur l'expropriation de la bourgeoisie, et donc indépendant de l'impérialisme, en dépit de toutes les déformations existantes.

Avant même l'effondrement de l'URSS, la politique menée par Gorbatchev — répondant aux exigences de Bush — refusant de livrer le pétrole nécessaire au fonctionnement de l'économie cubaine était déjà un facteur de désorganisation des bases matérielles sur lesquelles reposait l'Etat cubain, et en même temps un formidable instrument de pression pour une “ouverture au marché”.

De nouveau, la direction castriste se trouvait face à un choix décisif — comme en 1966-1967, comme en 1985, quand elle en était venue à évoquer la perspective d'une mobilisation continentale contre le paiement de la dette extérieure pour ensuite reprendre la voie de la recherche d'accords avec les gouvernements proimpérialistes de la région — et, une fois de plus, elle refusait d'ouvrir une perspective de combat commun contre l'impérialisme qui permette aux travailleurs de

Cuba de recevoir le soutien sans restriction des travailleurs et des peuples d'Amérique latine et du monde entier. Au contraire, elle choisit l'ouverture au capital étranger, d'abord dans le secteur du tourisme, tout en continuant à dénier au peuple cubain les droits les plus élémentaires d'expression et d'organisation.

LES ACTEURS EN SCÈNE AUTOUR DE LA "RÉFORME"

Mais c'est au cours du deuxième semestre de l'année 1993 que commencent les "réformes économiques" de grande portée à Cuba. Après avoir perdu ses partenaires économiques traditionnels de l'est de l'Europe et de l'ex-URSS, la direction castriste cherche, à travers les réunions successives du "sommet ibéro-américain", à s'associer les différents gouvernements latino-américains, en les invitant — non seulement eux, mais aussi plus particulièrement le gouvernement espagnol de Felipe Gonzalez — à investir à Cuba.

Ainsi s'établiront les discussions avec le gouvernement du PSOE, en tant que légitime représentant de l'Internationale socialiste, qui prépareront le terrain à l'entrée en vigueur des réformes économiques à Cuba.

Parallèlement, Castro utilise ce qui lui reste du prestige conféré par la révolution cubaine parmi les secteurs de ce qui est appelé la "gauche" latino-américaine, pour chercher, en même temps, à apparaître comme un facteur "d'ordre" dans la région — par exemple, par le rôle actif que joue la direction cubaine pour une politique de "concertation" des mouvements de guérilla d'Amérique centrale avec les gouvernements pro-impérialistes (Salvador, Guatemala), entre les sandinistes et le gouvernement de Violeta Chamorro — et pour justifier son "inévitabile" politique d'ouverture au marché. Le cadre qui le permet est celui du Forum de São Paulo.

LE FORUM DE SÃO PAULO

Constitué en 1990 à l'initiative de la direction du PT brésilien regroupée autour de Lula, le Forum de São Paulo avait réuni près de trente partis latino-américains au Brésil, pour discuter des "défis" que devait relever la "gauche latino-américaine" après la chute du Mur de Berlin. La quatrième rencontre a eu lieu en 1993 à La Havane.

Par-delà le caractère "diplomatique" qui n'a débouché sur aucune initiative pratique d'action commune anti-impérialiste, pas même concernant le blocus des Etats-Unis contre Cuba, dont la condamnation s'est limitée aux déclarations, l'élément nouveau de cette réunion de 112 partis et organisations de la "gauche" latino-américaine et des Caraïbes (concept assez "large" qui permet de regrouper les PC et ex-PC reconvertis, des formations "nationalistes," comme le PRD mexicain de Cardenas, les anciens guérilleros du M-19, du FSLN et du FMLN, le PS chilien, dont des membres sont ministres du gouvernement de la Démocratie chrétienne, etc.) a été l'adoption d'une déclaration politique caractérisée par Castro dans son discours de clôture comme "*le programme aujourd'hui de la gauche d'Amérique latine et des Caraïbes*" ! Cette déclaration affirme :

"Le projet que nous voulons doit combiner l'existence du marché avec une fonction régulatrice de l'Etat — hormis dans les colonies — et une promotion énergique des changements structurels nécessaires à l'instauration d'un développement s'accompagnant de démocratie et de justice sociale, et, en particulier, pour garantir une politique sociale : éducation, santé, logement, transports, etc."

Ce "projet" s'inscrit totalement dans les positions avancées par l'"Internationale socialiste", comme nous pouvons le constater à la lecture des résolutions de son Congrès de Berlin (septembre 1992) :

"Il est vrai que les mécanismes des marchés et la compétition sont nécessaires à la croissance et au

développement économique, mais il est également vrai que les marchés libres n'assurent pas la justice. Le socialisme démocratique reconnaît donc l'Etat en tant que serviteur nécessaire du peuple pour garantir une société juste et équitable."

C'est ainsi que n'est pas remise en question l'existence du marché aujourd'hui "nécessaire", et partie prenante y compris du "projet que nous voulons" pour l'avenir. Reste à l'Etat, s'élevant au-dessus des classes comme "serviteur du peuple", à exercer une "fonction régulatrice".

Avec un tel type de stratégie, on comprend pourquoi la dénonciation virulente du "néolibéralisme" figurant dans la déclaration adoptée par le Forum de São Paulo ne s'accompagne d'aucune prise de position contre les privatisations en cours dans les divers pays de la région (le terme "privatisation" n'apparaît même pas dans cette longue déclaration).

D'autre part, il y a abondance de formulations du type "ouverture indiscriminée de l'économie", "confiance aveugle dans le marché" suggérant toujours qu'un contrôle social quelconque est nécessaire, mais non pas "l'ouverture de l'économie au marché" en soi. Ces arguments seront utilisés *a posteriori* par Castro pour justifier ses réformes. En proposant de lutter "pour l'implantation d'un nouvel ordre mondial", dans les "limites du marché contrôlé", on en vient au choix du "néolibéralisme" comme ennemi principal. Comme le dit Castro dans son discours :

"Ici, dans ce Forum, on ne défend pas le socialisme, et personne ne peut prétendre que ce Forum se donne le socialisme pour objectif, personne ne peut prétendre que les conditions aussi bien objectives que subjectives en ce moment soient propices à la construction du socialisme. Je crois qu'il y a en ce moment d'autres priorités (...), unir les forces, réaliser des alliances qui permettent de gagner la bataille contre cet ennemi de maintenant qu'est le néolibéralisme..."

C'est clair comme le jour. Il s'agit de toute une orientation qui cherche à subordonner les forces populaires et anti-impé-

rialistes d'Amérique latine à des alliances politiques dans le cadre de la préservation de la propriété privée des moyens de production, source première de tout le processus de recolonisation et de régression sociale que connaît le continent sur injonction du FMI.

Le combat contre l'épouvantail du "néolibéralisme", construction idéologique dont l'utilité est de faire croire à la possibilité d'existence d'un "autre type" de capitalisme, ou de n'importe quel "marché à visage humain", apparaît comme le substitut au combat unitaire contre les mesures et conséquences pratiques de l'application de la politique de privatisation et de pillage de l'impérialisme, inséparables du fonctionnement du marché en cette fin de siècle.

LES MESURES ADOPTÉES PAR CASTRO

Quelques jours après la réunion du Forum de São Paulo, à la date symbolique du 26 juillet, anniversaire de "l'attaque de la Moncada", le gouvernement cubain a annoncé l'adoption de la "dollarisation", premier pas vers la "libéralisation de l'économie" dans l'île. Le journal *El Pais* (22 août) décrit de la manière suivante la situation ouverte par cette mesure :

"Quelques heures seulement après que Castro a annoncé que ce ne serait plus un délit de posséder des dollars, des centaines de Cubains sont descendus dans la rue et se sont jetés sur les boutiques où on peut acheter en dollars. (...)"

"Dans la boutique pour étrangers du Club nautique, connue sous le nom "Le prince et le mendiant" parce que voisine d'un marché pour Cubains où règne une pénurie totale, le siège a duré plusieurs jours et les ventes ont augmenté de plus de 30 %. (...)"

"La fièvre de consommation a provoqué un chaos d'une ampleur telle que les autorités de l'île ont appelé la population au calme et ont augmenté de 50 % les prix de tous les produits, mesure qui a freiné l'élan initial (...)"

Mais qui peut bien avoir les moyens de dépenser des dollars à Cuba ? Dans ce même reportage de *El Pais*, le correspondant relate :

"Mais seule une minorité possède des dollars à Cuba, et c'est là un des grands problèmes de cette première réforme. On estime que 15 % de la population seulement va bénéficier de la mesure, et ce sont précisément les Cubains qui étaient en désaccord avec la révolution durant ces trente-trois années. Tous ceux qui ont un parent à Miami susceptible de leur envoyer quelque argent seront désormais les privilégiés (...)."

A cela, il faudrait ajouter ceux qui vivent du marché noir — lequel, dans la seule province de La Havane, absorbait 30 % de toutes les denrées produites pendant la période antérieure à la mesure de libéralisation de la possession de dollars —, les délinquants en tout genre qui vont chercher les dollars dans les poches des touristes ou des Cubains "riches", et aussi les dirigeants du PCC, de l'appareil syndical officiel et de l'Etat lui-même, dans un comportement qui s'apparente de plus en plus à celui de leurs pairs des "nomenklaturas" de l'est de l'Europe.

Il ne fait aucun doute que la dollarisation représente déjà par elle-même un puissant facteur de désagrégation et d'augmentation de l'inégalité sociale à Cuba, privilégiant les secteurs qui vivent du parasitisme et de la spéculation.

L'INTERNATIONALE SOCIALISTE EN ACTION : LE PLAN SOLCHAGA

C'est dans ce contexte, et peu après que s'est éteint l'écho des discours grandiloquents de la réunion du Forum de São Paulo contre le "néolibéralisme", qu'ont commencé à pleuvoir les mesures successives de "libéralisation" vers l'économie de marché, à la suite de la visite à Cuba, fin juillet, de la mission dirigée par Carlos Solchaga — ancien ministre de l'Economie du gouvernement espagnol de Felipe Gonzalez. Le voyage de Solchaga avait été décidé durant le sommet ibéro-américain à Salvador de Bahia (Brésil) en

juillet 1993, dans une rencontre entre Fidel Castro et Felipe Gonzalez. Puis, cela avait été au tour du ministre espagnol des Affaires étrangères, Javier Solana, de rencontrer Castro à La Paz, en Bolivie, au moment de l'entrée en fonction du nouveau président Sanchez de Lozada, le 6 août (celui-là même qui, durant les trois premiers mois de son mandat, a licencié 10 000 travailleurs du secteur public, provoquant une vague de grèves et de mobilisations du mouvement syndical bolivien). Une semaine plus tard, Solana se réunissait de nouveau avec Castro, cette fois en Colombie, conjointement avec le président Gaviria.

Toutes ces allées et venues des représentants du gouvernement espagnol traduisent une opération du PSOE, et par là même de l'Internationale socialiste, au service des intérêts de l'impérialisme. Dans ce sens, ce n'est pas une pure coïncidence si l'ancien ministre Solchaga est aujourd'hui membre du "staff" du directeur général du FMI, Michel Camdessus.

Quels sont les éléments centraux du plan présenté par Solchaga au gouvernement cubain le 31 juillet ?

Un ensemble de mesures de privatisation, à commencer par les entreprises d'Etat rentables, l'élimination des subventions qui vont jusqu'à la fermeture des entreprises considérées comme "non rentables" — ce qui entraînerait la fermeture de 30 à 40 % des entreprises de l'île aujourd'hui totalement ou partiellement non rentables d'après les économistes cubains du Centre d'études d'Amérique eux-mêmes.

Il est aussi proposé de procéder à une réforme de l'imposition, y compris des impôts à la consommation et sur les revenus, le premier retombant sur l'ensemble de la population et touchant en particulier les secteurs aux revenus les plus bas (comme dans le Pérou de Fujimori), le second, progressif, reposant sur l'idée qu'à partir de ces plans il y aura "des pauvres et des riches" à Cuba.

Considérée par le ministre des Affaires étrangères cubain, Robaina, comme une "excellente visite", la mission de

Solchaga n'a pas manqué d'évoquer les "conquêtes de la révolution" en matière de santé, d'éducation et de Sécurité sociale, qui devraient être "préservées" grâce à l'application des principes de l'économie de marché. Ce n'est certainement pas ce qu'on voit à l'est de l'Europe, en Chine, en Amérique latine, et dans la CEE même du gouvernement du PSOE, où cette politique a aussi entraîné la destruction accélérée de ces secteurs.

Ainsi, dès la fin de 1993, d'après le *San Francisco Chronicle* du 30 décembre, le ministre des Finances cubain José Luis Rodriguez

« a évoqué la possibilité que le gouvernement commence à faire payer l'uniforme scolaire et les livres, l'entrée dans les musées et les piscines, et la chirurgie de haut niveau. Il a dit qu'il faudrait opérer des ponctions dans les subventions aux agriculteurs. Le gouvernement a d'ores et déjà transformé des milliers de fermes d'Etat en coopératives étroitement contrôlées intéressant les travailleurs aux profits — une incitation au marché que Cuba a longtemps essayé d'éviter. Les députés au Parlement ont discuté l'augmentation des prix, la réduction des allocations chômage, la création d'impôts et d'une nouvelle monnaie pour remplacer le peso.

Les Cubains possèdent environ 10 milliards de pesos avec lesquels ils n'ont pas grand-chose à acheter. Cela représente quatorze mois de salaires pour toute la population, a dit Rodriguez : "Un salarié moyen pourrait arrêter de travailler pendant plus d'un an sans affecter ses revenus, a-t-il ajouté. Les excès de liquidités sont un facteur qui décourage le travail." »

Depuis le 10 septembre 1993, le gouvernement cubain a autorisé les entreprises à "vendre aux conditions du marché", c'est-à-dire en dollars, en même temps qu'il autorisait à "s'établir à leur propre compte" 117 professions liées à des prestations de services.

Il a ensuite lancé un processus de "parcellisation et de réorganisation en coopératives des grandes fermes d'Etat" avec la cession de terres à des particuliers. Le démembrement des fermes collectives,

bien que la propriété de la terre reste aux mains de l'Etat (les coopératives et les particuliers en ont l'usufruit), associe "rigoureusement les revenus des travailleurs à la production atteinte", pour le marché.

Pour garantir l'application de ces réformes dans les conditions déjà existantes d'effondrement total des conditions de vie du peuple cubain, le régime se lance dans le durcissement de la répression.

C'est ainsi qu'il est redonné vie aux Conseils de défense de la révolution (CDR) qui existent dans chaque quartier des grandes villes, et qu'ils sont étendus à tout le pays, avec désormais pour tâche centrale de "lutter contre le vandalisme, la délinquance, et éviter les protestations contre-révolutionnaires", c'est-à-dire toute attitude hostile à la politique menée par le gouvernement "révolutionnaire" de Castro.

Chaque CDR a sa brigade d'intervention rapide (BRR), destinée à faire face par la violence à toute manifestation de mécontentement. Comme l'explique le premier secrétaire du PCC, Jorge Lezcano (*El País* du 3 septembre), il s'agit d'un

"combat politique et idéologique" pour que "les gens comprennent, face aux mesures adoptées, que les autorités cubaines poursuivront le processus de réformes récemment engagé (et) ne permettront à personne de profiter du moment critique que traverse le pays".

La répression se combine à l'utilisation absolue de l'appareil syndical de la Centrale des travailleurs de Cuba, la CTC — totalement dépendante de l'Etat cubain —, pour "préparer" les travailleurs aux réformes. C'est ainsi qu'a été choisi l'hebdomadaire de la CTC, *Trabajadores*, pour ouvrir la discussion sur la façon de combattre le déficit budgétaire — estimé à 4,8 milliards de pesos — et "l'excédent" de pesos en circulation.

D'après *Informe Latinoamericano* du 11 novembre :

"C'est plus ou moins ainsi qu'on peut "traduire" l'article de Trabajadores : le gouvernement se prépare à : 1) éliminer

les subventions sur les denrées rationnées et sur les autres produits essentiels, qui représentent maintenant 40 % de la consommation ; 2) introduire progressivement un impôt sur les revenus et des "différenciations" salariales liées à la productivité ; 3) peut-être aussi dévaluer la monnaie, dont le cours officiel est la parité avec le dollar mais qui se négocie à 79 pesos au marché noir."

Le 18 novembre, de nouvelles mesures étaient annoncées : autonomie plus grande pour les entreprises qui devront se doter des techniques de gestion du secteur privé ; rôle accru à l'entreprise privée et exigence d'une discipline du travail renforcée (Castro a critiqué l'absentéisme, les journées de travail réduites, comme relevant d'un "paternalisme excessif", ce qui annonce une pression accentuée contre la classe ouvrière cubaine.

LE FMI DÉBARQUE DANS L'ÎLE !

Cuba, certes, n'est membre ni du FMI ni de la Banque mondiale. Cependant, on peut lire dans le journal *The Tampa Tribune* du 25 décembre 1993 que deux hauts fonctionnaires du FMI ont passé six jours à Cuba en novembre "pour mettre au courant les principaux dirigeants cubains des expériences de transition économique dans les anciens pays communistes d'Europe de l'Est".

D'après la même source, "les autorités cubaines ont déclaré à Grootte et Moss (les deux fonctionnaires du FMI) qu'elles sont très intéressées par l'élargissement et l'approfondissement de leurs contacts avec les représentants du FMI".

Le rapport des représentants du FMI annonce que "les délais se resserrent, et les autorités cubaines ont entre trois et six mois pour mettre en œuvre des changements de politique significatifs". Pour ajouter que, même remarquant que l'embargo américain continuera à grever le potentiel de croissance cubaine, les forces du marché mises en route

"deviendront irréversibles et bien plus fortes que ne semblent le penser les

autorités cubaines. Une fois que l'économie aura été exposée plus largement aux incitations du marché, et que les consommateurs et les producteurs répondront pleinement à ces incitations, l'économie cubaine, ses richesses naturelles et son capital humain décolleront inévitablement."

Le peuple cubain peut-il partager un tel "optimisme" à la lumière des résultats de cette politique du FMI dans le monde entier ?

DES CHOCS SOCIAUX S'ANNONCENT

Les réformes en cours à Cuba ne peuvent être menées que sous la conduite de l'impérialisme. La marche aux privatisations — justifiée *a priori* par Castro dans son diagnostic sur le "malheur" qu'a constitué "la destruction du socialisme" à l'est de l'Europe et en ex-URSS (Forum de São Paulo) —, dans le cadre de la crise mondiale du système de propriété privée, ne peut conduire qu'à la recolonisation des débris de l'économie cubaine : destruction physique des travailleurs, misère plus profonde encore pour les larges majorités.

Conséquences dont sont conscientes les autorités cubaines :

"Les réformes auront un prix élevé : Robaina, qui a rencontré récemment des exilés cubains à New York et à Mexico, a admis que certaines mesures "n'ont pas été bien accueillies par un secteur important de la population". Il a ajouté que "si la situation à laquelle nous sommes confrontés ne peut pas être solutionnée pour 10 millions de personnes, mais pour 5 millions seulement, alors nous devons opter pour ce sacrifice, et, sous une certaine forme, créer des différenciations sociales" (*Informe Latinoamericano*, 18 novembre 1993).

C'est pourquoi elles annoncent de grands chocs et des convulsions sociales dans l'île.

La CIA a prévenu le président Clinton de la perspective d'un "bain de sang" à court terme, qui exigerait des mesures

pour bloquer l'entrée de milliers de Cubains aux Etats-Unis (un "plan Cuba" serait déjà en route, qui prévoit une stricte surveillance militaire de tous les ports et aéroports de Floride, des patrouilles aériennes et maritimes, etc., d'après *Informe Latinoamericano*, 25 novembre 1993).

Face à l'annonce des réformes, Clinton, dans lequel la direction cubaine nourrissait de grands espoirs pour qu'il modifie l'attitude qui fut celle des administrations précédentes, constate pour sa part que "l'embargo a donné des résultats", et que maintenant "la balle est dans le camp cubain, si nous maintenons la pression". Il maintient donc la loi Torricelli, car la "ligne dure" oblige Castro à bouger.

D'autre part, et ce ne sont pas des politiques contradictoires mais bien plutôt complémentaires, l'Internationale socialiste, par le biais du gouvernement espagnol, tente de faire de Castro lui-même le conducteur de l'application graduelle des réformes "inéluçables" pour éviter un vide de pouvoir à Cuba et une explosion incontrôlée.

L'évêque cubain fait écho à cette position, quand Mgr Ortega, partisan du dialogue entre le gouvernement cubain et "l'exil de Miami", insinue

"qu'un processus de changement politique à Cuba serait souhaitable avec le maintien du dirigeant politique au pouvoir. Le contraire serait la porte ouverte à l'imprévisible, un saut dans le vide, et peut-être, le chaos" (*El País*, 11 octobre 1993).

Pour sa part, le gouvernement cubain se montre favorable à la reprise du dialogue avec les Etats-Unis, sans même mettre pour condition la levée du blocus :

"Berne, 9 janvier 1994. — Le chancelier cubain Roberto Robaina a réitéré ici que son pays n'a pas besoin de la médiation d'une nation tiers pour dialoguer avec les Etats-Unis car les relations avec les Etats-Unis doivent être directes. Le chef de la diplomatie cubaine a rencontré dans la nuit de samedi le secrétaire d'Etat suisse aux Affaires étrangères, Jacob Kellerberger, à qui il a dit que La Havane est

non seulement prête à dialoguer avec Washington, mais a aussi laissé entendre que des contacts directs avec la Maison-Blanche ont déjà commencé."

C'EST AUX MASSES D'AVOIR LE DERNIER MOT !

Pourtant, début 1994, l'approbation des réformes par le Parlement cubain a été soudainement ajournée. D'après *Informe Latinoamericano* du 13 janvier,

"il est évident que le gouvernement du président Fidel Castro est arrivé à la conclusion que la période prolongée de "préparation" de l'opinion publique cubaine à l'introduction de ses mesures de "réforme monétaire" a été insuffisante. (...) Cela pourrait ressembler à un de ces virages soudains dont Castro est friand, mais, en réalité, la réforme n'a pas été abandonnée : il s'agit d'un simple report, car le président a dit qu'il fallait que le public soit totalement informé de ce qui s'annonçait, "même si cela ne lui plaît pas"."

Cette décision révèle la peur des dirigeants cubains face à une résistance, encore en grande partie passive, qui se révèle dans des déclarations comme celles-ci :

"C'est comme si toutes ces années de sacrifices n'avaient servi à rien", dit, la voix entrecoupée, José, le père de Miladi. C'est un homme mûr, un "prieto" de 56 ans qui, avant 1959, vivait dans les terres à l'est de l'île. Il ne connaissait rien à la politique, mais grâce à la révolution il est monté à La Havane et il a pu étudier pour devenir ouvrier qualifié. José est resté dans la capitale. On lui a permis d'occuper une petite chambre et il s'est tout de suite marié et a eu plusieurs enfants, qui ont étudié à l'université. Il est entré au Parti communiste, et, depuis lors, il a fait tous les sacrifices demandés par la révolution.

"J'ai participé à la récolte des années soixante-dix et à toutes les grandes mobilisations, et si je n'ai pas rompu avec des parents à Miami, c'est parce que je n'en avais pas. Si j'en avais eus, j'aurais rompu avec eux", affirme José.

"La pauvreté, ça passe, le déshonneur jamais", assure-t-il, paraphrasant José Martí. José a soutenu la disparition du marché libre paysan quand il a été interdit aux paysans de produire et de vendre librement leurs produits en 1986. Il a ensuite accepté qu'on ferme les "marchés parallèles" et qu'on suspende la vente du jambon, du fromage, du lait, de la viande, du rhum, des cigares, et que cent autres produits soient rationnés. Il s'est résigné aux coupures d'électricité de 4, 10, voire 16 heures par jour, à pédaler 10 kilomètres pour aller travailler et à une pénurie "sans restaurant", "sans savon", et à "un pantalon tous les deux ans". "Restaient encore la médecine, l'éducation, la Sécurité sociale et, surtout, l'orgueil d'être révolutionnaire", assure José, qui déclare aujourd'hui se sentir déconcerté par la nouvelle réalité. "Il est dur d'admettre que ce sont mes voisins de Jesús Maria, qui, jusqu'à présent, étaient de simples délinquants et des combinards, qui vont bien vivre" (*El Pais*, 22 août 1993).

"Les mineurs de la ville de El Cobre, à l'ouest de Santiago de Cuba, dans la province orientale, là où est née la révolution, ont peur des rêveurs de La Havane. "Oh, bien sûr, Cuba a besoin de changements, dit un soudeur de 57 ans que nous appellerons Alberto. Mais nous en avons besoin pour tout le monde, pas pour quelques-uns." Il ne veut pas que son nom soit utilisé, et regarde nerveusement par-dessus son épaule. "S'ils me voient vous parler, j'aurai des ennuis avec la police demain", dit-il.

Mais la Clara, la bière mal brassée vendue par l'Etat le dimanche sur la place de la ville, lui a délié la langue. "Pendant 30 ans, il faisait bon vivre, dit-il, jusqu'à ce que les dollars soient autorisés. J'ai travaillé, j'ai épargné sur ma paye, ma famille devrait vivre exactement comme mes voisins." Mais il n'a pas de famille aux Etats-Unis pour lui envoyer de l'argent, pas de relations de travail dans le tourisme pour ramasser des pourboires. "Certains peuvent avoir des dollars, je n'économise que des pesos, dit Alberto. Les gens qui ont des dollars peuvent acheter une paire de chaussures. Moi, je ne peux pas. Pourquoi mes voisins devraient-ils avoir plus que moi ?"

Aujourd'hui comme hier, dans des conditions plus difficiles encore dans la

mesure où l'évolution de la direction castriste tend à faire d'elle de plus en plus un agent direct de l'application des plans inspirés par le FMI, le sort des conquêtes arrachées par l'héroïque lutte des masses exploitées de Cuba est directement lié à l'extension de la révolution, en particulier en Amérique latine.

Extension de la révolution qui n'est pas une abstraction, mais qui repose aujourd'hui concrètement sur le combat mené par les travailleurs et les peuples du continent contre les conséquences de l'application des plans du FMI par les gouvernements de la région.

Depuis la rébellion paysanne du 1^{er} janvier 1994 dans l'Etat de Chiapas, au Mexique, contre le gouvernement Salinas et le traité de libre commerce avec le Canada et les Etats-Unis, jusqu'à la grève générale du 3 février en Equateur contre les plans de privatisation du gouvernement Sixto Duran et ses attaques contre les droits des travailleurs, en passant par les mobilisations et grèves qui ont secoué la Bolivie fin 1993, nous voyons comment, sur le terrain de la lutte des classes, les masses cherchent la voie de leur unité contre l'impérialisme et les gouvernements qui se subordonnent à lui, ces mêmes gouvernements que Fidel Castro soutient comme des "amis". Et cela est contradictoire avec la défense du peuple cubain, inséparable du combat commun avec les travailleurs et les masses opprimées latino-américaines.

Pour sa part, la IV^e Internationale situe son activité dans le cadre de la défense inconditionnelle des conquêtes de la révolution cubaine. Cela signifie qu'en nous appuyant sur le critère fondamental de l'internationalisme qui est l'attitude face à la propriété privée des grands moyens de production, nous menons une politique indépendante des manœuvres de la bureaucratie castriste et de sa politique actuelle préparant le terrain à la destruction des bases mêmes de l'existence de Cuba comme pays indépendant.

C'est à partir de la lutte contre les privatisations et les plans du FMI de régression sociale en Amérique latine et dans le monde entier — combat mené à travers

notre soutien à la tenue des Rencontres latino-américaines des travailleurs pour la défense des services publics et des entreprises d'Etat (les trois ELASPE qui ont eu lieu depuis mai 1991) et leur association aux initiatives adoptées par l'Entente internationale des travailleurs — que nous

pouvons constituer un point d'appui pour aider le peuple cubain à se défendre contre la décomposition sociale et économique qui le menace aujourd'hui.

Julio Turra

La révolution cubaine a été un processus continu et complexe. Elle a commencé en 1953, avec le mouvement des jeunes officiers de l'Armée Révolutionnaire, dirigé par Fidel Castro. Ce mouvement a conduit à la prise de pouvoir en 1959, mettant fin à la dictature de Fulgencio Batista. Depuis 1959, le peuple cubain a connu une série de transformations sociales et économiques. La révolution a permis de mettre fin à l'exploitation des travailleurs et à la dégradation de l'éducation et de la santé. Elle a également permis de construire une société plus équitable et plus solidaire. Cependant, la révolution a également connu des difficultés et des défis. L'économie cubaine a subi une crise majeure à la fin des années 1980 et au début des années 1990. Cette crise a été causée par une série de facteurs, dont la chute des prix des produits de base, la dévaluation du dollar et la réduction des aides étrangères. Malgré ces difficultés, le peuple cubain a continué à défendre ses valeurs et ses principes. Il a réussi à maintenir une société stable et à préserver ses conquêtes sociales. Aujourd'hui, le peuple cubain se bat pour continuer à améliorer sa situation économique et sociale, tout en défendant ses valeurs et ses principes.

La révolution cubaine a été un processus continu et complexe. Elle a commencé en 1953, avec le mouvement des jeunes officiers de l'Armée Révolutionnaire, dirigé par Fidel Castro. Ce mouvement a conduit à la prise de pouvoir en 1959, mettant fin à la dictature de Fulgencio Batista. Depuis 1959, le peuple cubain a connu une série de transformations sociales et économiques. La révolution a permis de mettre fin à l'exploitation des travailleurs et à la dégradation de l'éducation et de la santé. Elle a également permis de construire une société plus équitable et plus solidaire. Cependant, la révolution a également connu des difficultés et des défis. L'économie cubaine a subi une crise majeure à la fin des années 1980 et au début des années 1990. Cette crise a été causée par une série de facteurs, dont la chute des prix des produits de base, la dévaluation du dollar et la réduction des aides étrangères. Malgré ces difficultés, le peuple cubain a continué à défendre ses valeurs et ses principes. Il a réussi à maintenir une société stable et à préserver ses conquêtes sociales. Aujourd'hui, le peuple cubain se bat pour continuer à améliorer sa situation économique et sociale, tout en défendant ses valeurs et ses principes.

La signification des accords de Gaza-Jéricho

Exposé fait à Los Angeles le 23 octobre 1993
par Ralph Schoenman
dans le cadre du Forum de Socialist Organizer
(Extraits)

Le thème abordé ce soir, à juste titre, est celui de la nature internationale de l'oppression. Il en découle que la lutte et la riposte contre l'oppression doivent également avoir un caractère international.

J'aborderai ce soir la question de la Palestine dans ce contexte. Nous devons analyser la question des accords de Gaza-Jéricho avec nos propres termes et, de cette façon, modifier les idées qui nous sont imposées par ceux qui voudraient nous obliger à lutter sur leur terrain.

Lorsque ceux-ci parlent de processus de paix, nous traduisons cela par processus de capitulation. Lorsqu'ils parlent de sécurité, ils veulent dire protection des oppresseurs. Lorsqu'ils bavardent sur le prétendu terrorisme de ceux qui s'opposent à l'oppression, ils veulent tout simplement désigner les victimes comme étant les coupables.

Lorsque nous rétablissons les faits que masquent certains termes, nous commençons à comprendre ce qui les motive — les idées, les théories, les objectifs et la puissance de ceux qui ont forgé ces termes. Nous devons examiner ces accords dans le contexte de l'histoire de la Palestine. Nous devons comprendre leur signification au travers de l'examen de l'héritage sioniste. Nous devons comprendre leur objectif en démontrant quels sont les rapports de force spécifiques au niveau international aujourd'hui. Nous devons réaliser leurs implications dans le cadre du capitalisme pourrissant et d'une dynamique fondamentalement impérialiste.

Ce n'est pas la crise qui est nouvelle ni le mal qui a changé. Bien plutôt, dans chaque situation où un peuple opprimé est

mis en demeure de plier l'échine, de mauvais dirigeants qui ne comprennent pas la nature internationale de l'oppression, et la nécessité d'une riposte internationale, jetteront l'éponge.

Virgil Jordan, président de la Chambre industrielle nationale sous Franklin D. Roosevelt, déclarait le 10 décembre 1940 :

"Quelle que soit l'issue de la guerre, l'Amérique s'est engagée sur la voie de l'impérialisme sur le plan économique comme sur tous les autres plans. Certains s'effraient de ce terme "impérialisme" bien connu et si plein de menace. La plupart des gens préfèrent masquer ce fait derrière une expression plus vague, comme la défense de l'Occident.

Mais l'Amérique, par son potentiel, par ses ressources, et bien sûr sa place dans les finances internationales, non seulement ces dernières années, mais depuis 1900, est destinée à ce rôle. Nous n'avons en fait pas le choix. Nous devons continuer sur la route que nous avons suivie pendant près d'un quart de siècle et qui a commencé avec l'annexion de Cuba et des Philippines."

Jordan revient ensuite sur les possibilités d'expansion, non seulement dans la partie sud de l'hémisphère occidental, mais vers le Pacifique et, en fait, sur tous les continents. *"Le sceptre, dit-il, revient aux États-Unis"* (cité dans *Contre le crime du silence : compte rendu du tribunal Russell contre les crimes de guerre*, page 640).

Ce factotum de Franklin Roosevelt se contentait de se faire l'écho des présidents précédents, qu'ils soient républicains ou démocrates, pendant un siècle. En 1912, à

la veille de la première grande boucherie impérialiste, la Première Guerre mondiale, Wilson Woodrow déclarait : *“Si l'Amérique n'avait pas la libre entreprise (c'est-à-dire le capitalisme), elle n'aurait pas de liberté du tout. Notre industrie s'est développée au point qu'elle va s'effondrer si elle n'a pas un libre accès au marché mondial. Notre marché intérieur est insuffisant. Nous devons avoir — il voulait dire dominer — le marché extérieur.”* (idem, page 639).

En 1924, Herbert Hoover déclarait :

“Les marchés extérieurs sont de plus en plus importants pour nous, pour assurer la stabilité et le fonctionnement normal de notre industrie (...). Leur importance est bien plus grande que le pourcentage des exportations par rapport à la consommation intérieure” (idem).

Ce thème de la nécessité inéluctable pour le capitalisme américain de contrôler les ressources du travail et des peuples du monde avait déjà été exprimé explicitement en 1898 par le sénateur Beveridge lorsqu'il avait dit :

“La production industrielle américaine dépasse les besoins de la population américaine. La production de produits alimentaires dépasse largement notre propre consommation. Le destin nous indique donc la politique que nous devons suivre dans le futur. Le commerce mondial doit être dominé par les USA et il le sera.

Nous devons apprendre à le faire auprès de notre mère patrie, l'Angleterre. Nous devons établir un système mondial de comptoirs commerciaux pour la distribution de nos produits. Notre marine marchande doit dominer les océans. Autour de ces comptoirs commerciaux se regrouperont des colonies se gouvernant elles-mêmes, sous notre bannière et commerçant avec nous. L'implantation de nos institutions suivra celle de notre commerce. La loi et l'ordre américains, la civilisation américaine s'installeront sur des rives qui, jusqu'ici, ployaient dans l'obscurité et les affrontements sanglants, et par leur

travail comme outils de Dieu, ces rives connaîtront un avenir radieux” (idem, page 640).

Tous les porte-parole du capital et de ses deux partis défenseurs de la propriété capitaliste, qui représentent l'appareil administratif de ce pouvoir concentré, ont défendu la nécessité pour le capital américain de s'imposer au monde entier.

C'est dans ce contexte que le sionisme apparaît sur la scène mondiale. Dès le départ, l'attitude du mouvement sioniste envers le peuple palestinien a eu un caractère particulier qui l'a distingué du colonialisme européen en Afrique et en Asie. Là où une entreprise coloniale classique cherchait à accaparer les ressources naturelles, à obtenir du travail à bas prix et à imposer une administration coloniale à la population, les sionistes avaient un objectif différent. Leur but était d'éliminer la population indigène et d'y substituer une population de colons.

Dès son origine, le sionisme a eu une dynamique génocidaire. Les sionistes ont prétendu qu'il n'y avait pas de Palestiniens, et que la Palestine était une *“terre sans peuple pour un peuple sans terre”*. Puis, pratiquement, ils ont entrepris l'élimination du peuple dont ils affirmaient qu'il n'existait pas.

Dans leurs débats internes, ils n'ont jamais dissimulé leurs objectifs. En 1940, Joseph Weitz, chef de l'agence de colonisation juive, responsable de la mise en place des colonies de peuplement en Palestine, écrivait :

“Entre nous soit dit, il faut être clair sur le fait qu'il n'y a pas place pour les deux peuples ensemble dans ce pays. Nous n'atteindrons pas nos buts si les Arabes restent dans ce petit pays. Il n'est pas d'autre moyen que de transférer les Arabes d'ici vers les pays avoisinants — tous les Arabes. Il ne doit rester aucun village, aucune tribu” (“La solution au problème des réfugiés”, *Davar*, 29 septembre 1967).

Lorsque, le 9 juillet 1947, les sionistes se sont présentés devant la commission spéciale d'enquête sur la partition de la

Palestine des Nations unies, parrainée conjointement par les Etats-Unis et Staline, ils ont présenté au compte du mouvement sioniste une carte de ce qu'ils entendaient par "Eretz Israël". Cela incluait : toute la Palestine, tout le Liban, toute la Jordanie, un tiers de l'Arabie, l'Égypte jusqu'au Nil, y compris Le Caire, les trois quarts de la Syrie, la moitié de l'Irak et le tiers sud de la Turquie.

Cette proposition a été présentée officiellement par Rabbi Fischmann comme exprimant les visées coloniales du mouvement sioniste, s'appuyant sur la carte incluse dans les œuvres de Theodor Herzl. Pour y parvenir, il leur fallait convaincre les Nations unies, c'est-à-dire en fait les Etats-Unis et Staline pour l'Union soviétique, de leur donner le cœur de la Palestine.

A l'époque, ils prétendaient avoir acquis 6 % du territoire les armes à la main au cours des années précédentes. Nous venons d'apprendre d'ailleurs récemment, dans le contexte des accords Gaza-Jéricho, qu'il ne s'agissait en fait que de 3 %.

Les Nations unies ont accordé 55 % des terres au mouvement sioniste et, dans les six mois qui ont suivi, avant que l'Etat d'Israël ne soit formellement déclaré, 800 000 des 930 000 habitants de la Palestine en étaient chassés par une série de massacres, village après village.

Moshe Dayan, commandant sioniste entraîné par lord Wingate, chef militaire du colonialisme britannique en Palestine occupée, et entraîné de ce fait à l'assassinat et au terrorisme, n'hésitait pas à donner le but et la nature réelle de la colonisation sioniste, et déclarait dans un discours devant les étudiants de l'institut technologique d'Israël, le Techniyon (16 mars 1969) :

"Nous sommes venus ici dans un pays peuplé d'Arabes, et nous construisons un Etat hébreu, juif. A la place des villages arabes, de villages juifs ont été établis. Vous ne connaissez pas le nom de ces villages et je ne vous en blâme pas, car ces livres de géographie n'existent plus. Les livres n'existent plus, mais les villages et les villes n'existent plus non plus.

Nahalal a remplacé Mahalul, Geyat a remplacé Jitba, Sarid a remplacé Hanifas et Kafr Yehoushu a remplacé Tel Shamam. Toutes les colonies de peuplement ont été établies à l'emplacement d'un ancien village arabe" (Haaretz, 4 avril 1969).

Ils s'emparèrent de 385 villes et villages en six mois et les rasèrent, les rayèrent de la carte, les démolirent pierre après pierre. Ils confisquèrent sans indemnisation les terres des 90 villages restants. Dès lors, l'Etat d'Israël contrôlait environ 96 % de la terre, et non plus seulement les 3 % conquis par les armes avant la partition, et il mit en place les lois et décrets sur la possession de la terre de l'Etat sioniste, qui disent explicitement que pour vivre d'une terre, la louer à quelqu'un, en être fermier, y faire des récoltes, il faut faire la preuve de sa descendance juive par les femmes sur quatre générations.

L'entreprise sioniste visait à éliminer les Palestiniens de la face de la terre, à "arméniser" le peuple palestinien, à détruire les Palestiniens comme nation, à effacer leurs structures sociales, leur histoire, leur existence même.

Tels sont les objectifs et la nature de cet Etat. Nous touchons au cœur d'une question fondamentale qui relève de la démocratie. Existe-t-il un autre cas de justification aussi ouverte d'une entreprise coloniale sans fard qui s'assigne comme objectif l'élimination d'un peuple, d'un peuple indigène, et proclame ensuite le droit de se voir reconnues ses conquêtes et, qui plus est, justifie au nom de sa sécurité l'oppression de ses victimes ?

Que dit-on de la conquête afrikaner similaire en Afrique du Sud ? Demande-t-on que les masses d'Azanie acceptent l'établissement d'un Etat exclusivement européen sur le sol d'Afrique du Sud, qu'ils assurent sa sécurité et son maintien et s'y soumettent comme condition à leur droit à vivre sur leur propre terre ?

A-t-on demandé au peuple algérien après cent trente ans d'occupation coloniale qu'il accepte d'abord un Etat exclusivement franco-européen à Oran, garantisse son existence, le préserve, le protège et fasse allégeance, avant d'avoir le droit

de vivre ou de travailler, d'exister sous le contrôle précisément de cet Etat oppresseur.

Fallait-il que les peuples de Zambie ou du Zimbabwe légitimement pour commencer l'entreprise rhodésienne pour être autorisés à affirmer leur droit à exister comme peuple ?

Pourquoi cette exception dans le cas de l'Etat colonial raciste sioniste d'Israël ?

Qu'est-ce que l'Etat d'Israël ? En quoi consiste-t-il ? Seulement 67 000 acres appartiennent légalement à l'Etat mis en place par le mandat britannique et repris par le gouvernement israélien. Tout le reste, 4,5 millions d'acres, appartenait aux Palestiniens qui ont été chassés du pays par des massacres.

La valeur de cette propriété volée représentait plus de 3 milliards de dollars il y a trente ans. Aujourd'hui, il faudrait quadrupler ce chiffre. L'office des réfugiés de l'ONU estimait que la valeur des vergers, arbres, propriété mobilière et immobilières volée dans les territoires sous juridiction israélienne, se montait à 120 milliards de livres. Ce vol manifeste de la terre palestinienne était indispensable pour faire de l'Etat israélien un Etat viable.

Entre 1948 et 1953, 370 villes et colonies juives ont été établies, dont 350 sur les terres palestiniennes. En 1954, 45, % des colons israéliens vivaient sur des propriétés directement confisquées aux absents. Des villes entières ont été vidées de Palestiniens : Jaffa, Acre, Lydda, Ramle, Bisan, Majdal. Le pillage n'a pas simplement totalement détruit 385 villes et villages, mais de larges parts des 94 villes restantes, représentant 25 % des constructions en Israël. 10 000 entreprises et boutiques ont été purement et simplement confisquées et données à des colons.

L'importance économique de la propriété palestinienne confisquée était décisive pour l'Etat colonial israélien, la quantité de terre cultivable arrachée aux Palestiniens représentant deux fois et demie le total des terres accordées aux sionistes à la fin du mandat britannique.

Tous les vergers d'agrumes des Palestiniens ont été confisqués. 95 % des

oliveraies israéliennes sont des vergers enlevés aux Palestiniens. Les olives produites par ces vergers volés représentent par ailleurs le troisième produit d'exportation, après les agrumes et les diamants. Un tiers de la production de pierres provient des 52 carrières confisquées aux Palestiniens.

Vous connaissez ce mythe, le caractère industriel des sionistes, leur amour du travail et leur adresse ont transformé une terre autrefois déserte et négligée par ses anciens occupants nomades et primitifs qui ne se sont différenciés du singe que tout récemment. *"Ils ont fait fleurir le désert."* Il s'agit des vergers palestiniens, de l'industrie palestinienne, des stocks et des usines, des maisons et des possessions palestiniennes qui ont été pillées après une conquête meurtrière. Car cet Etat a été dès l'origine un vaisseau pirate et son véritable drapeau est le drapeau noir frappé d'un crâne et des os croisés. C'est la même dynamique qui conduit à la conquête des territoires occupés après 1967.

Quelle existence mène un Palestinien aujourd'hui et depuis un quart de siècle dans les territoires occupés après 1967 ? Il n'a pas le droit de planter un plan de tomate ou un arbre fruitier sans un permis de l'armée. Il n'a pas le droit de creuser de puits. Il n'a pas le droit de réparer ses fenêtres. Il n'a pas le droit d'avoir une cassette de chansons palestiniennes chez lui. Il n'a pas le droit d'avoir des vêtements de la même couleur que son drapeau.

La réponse du mouvement palestinien à cette conquête ouvertement raciste et génocidaire repose sur une analyse, sur une charte qui dit : nous cherchons à

"développer la mobilisation de tous les efforts pour organiser et éduquer la population palestinienne et les faire participer à la révolution palestinienne." Nous *"avons besoin"* de la réalisation *"de l'unité pour le combat national de tous les groupes du peuple palestinien, et entre le peuple palestinien et les masses arabes pour garantir la continuité de la révolution, son développement et sa victoire."*

La libération de la Palestine fournira le cadre de la sécurité et de la paix pour tous, sans discrimination de race, de couleur, de langue, de religion. En conséquence, le peuple de Palestine attend le soutien de tous dans le monde entier."

Le "sionisme", explique la Charte nationale palestinienne,

"est un mouvement politique organiquement lié à l'impérialisme international et opposé à toute action pour la libération et aux mouvements progressistes dans le monde. Il est raciste et fanatique par nature, agressif, expansionniste et colonial dans ses buts, et fasciste par ses méthodes.

Israël est l'instrument du mouvement sioniste, et constitue une base géographique de l'impérialisme mondial installé de façon stratégique au cœur de la nation arabe pour combattre les espoirs de libération d'unité et de progrès de la nation arabe. Israël représente une menace constante contre la paix au Moyen-Orient et dans le monde entier. Comme la libération de la Palestine détruira le sionisme et la présence impérialiste et contribuera à l'établissement de la paix au Moyen-Orient, le peuple de Palestine espère le soutien de toutes les forces de paix et de progrès et les appelle toutes, quelles que soient leurs affiliations et leurs croyances, à soutenir sans conditions le peuple palestinien dans sa juste lutte pour la libération de son pays (...)."

Tels sont les termes que l'on a demandé à l'OLP de renier, de répudier, de condamner. C'est cette analyse, cette compréhension historique que l'accord vise à éliminer.

Comment ? D'abord, nous apprenons dans le *New York Times* qu'il y a 162 colonies de peuplement sur la rive ouest — des colonies armées et militarisées — reliées entre elles par des routes militaires encerclant les lieux d'habitation palestiniens. Ces colonies doivent rester, 11 d'entre elles encerclant le seul petit village de Jéricho.

Qui va jouer le rôle de police à l'égard du peuple palestinien, étant donné que

l'une des exigences de l'accord c'est l'élimination des mouvements de protestation et la fin de l'Intifada ?

Newsweek, du 13 septembre 1993, cite Joseph Alpher, un représentant du Mossad : "Je crains que les choses ne se passent mal. La nouvelle police est entraînée pour réprimer les Palestiniens et c'est là la question clé." Ceux qui sont recrutés à cette fin doivent soit avoir l'aval de la police de sécurité égyptienne, soit avoir un passeport jordanien. "Il leur faudra réprimer les partis populaires." Mettre fin à la révolte, mettre fin aux grèves, mettre fin aux boycottages — telle sera leur tâche.

Le *Jerusalem Post* nous informe, le 18 octobre, que l'inspecteur général de police Rafi Peled a déclaré que

"les membres palestiniens de la police israélienne feront partie de la nouvelle force de police palestinienne". "La police israélienne, continue le Jerusalem Post, s'assurera que les membres de l'actuelle police palestinienne des territoires occupés soit réemployés lorsque leurs postes de police auront été fermés et leur nom (souligné par nous) aura été changé en celui de force de police palestinienne. Ils ont une grande expérience et un grand savoir-faire à nous apporter", explique Peled.

"Des centaines de Palestiniens habitant les territoires et qui ont quitté la police au début de l'Intifada sous la pression des dirigeants de l'Intifada vont maintenant redevenir policiers."

Peled a révélé, lors d'une conférence de presse, que

"toutes les installations et les équipements de la police israélienne dans les villes et villages arabes seront transférés à la nouvelle force de police palestinienne".

Peled explique :

"Certains aspects des responsabilités de la police palestinienne doivent encore être précisés. Cela se fera sous notre direction. Israël exigera une coopération maximum. S'ils veulent réussir il faudra

qu'ils coopèrent avec nous", ajoute Peled.

Le *Jerusalem Post* nous informe également que, le 14 octobre, lors d'un dîner donné par le Premier ministre égyptien, Amer Moussa, le bras droit d'Arafat, Yasser Ab'd Rabbo, a discuté avec le général en chef Uri Saguy, chef des renseignements de l'armée, et le général en chef Danny Rotschild, responsable des forces de défense israéliennes dans les territoires, de leurs efforts communs "pour maintenir l'ordre et réprimer l'opposition".

Cela a été confirmé par Steve Rodon, dans son rapport de Taba publié dans le *Jerusalem Post* (14 octobre).

"Les commandants des forces israéliennes et les représentants de l'OLP ont commencé la nuit dernière leur discussions sur la façon de mettre en œuvre les aspects de police de l'accord Gaza-Jéricho. Ils se sont mis d'accord pour établir deux comités de coordination pour contrôler la sécurité et la façon d'effectuer le transfert entre police israélienne et palestinienne."

Jon Immanuel rapporte dans le *Jerusalem Post* du 15 octobre :

"La force de police palestinienne va recruter 7 000 hommes sur les plus de 30 000 qui se sont présentés."

Selon Hassan Abou Libdeh, vice-président du comité technique de la force de police israélienne,

"la force de police dans la bande de Gaza sera dirigée par un officier supérieur de la police israélienne, Ibrahim Mouhanna. Mouhanna a également été officier de la police secrète égyptienne et a servi dans les forces de police israéliennes pendant 30 ans."

Abu Libdeh explique :

"4 000 des 7 000 hommes choisis se trouveront en Cisjordanie. Certains membres du comité d'orientation

politique ont été engagés en Égypte où le passé de tous les candidats est connu."

Le journal en arabe de Jérusalem, *El Qods*, rapporte : "40 policiers spécialement entraînés ont été envoyés en Jordanie pour servir de gardes du corps à la délégation palestinienne." Un groupe de 28 anciens membres de la police israélienne sélectionnés ont été envoyés pour suivre un entraînement spécial, il y a plusieurs mois. "Il y a deux semaines, enchaîne le *Jerusalem Post*, un groupe de 44 juristes, docteurs et ingénieurs sélectionnés de la même façon ont été envoyés en Égypte pour recevoir une formation spéciale comme procureurs, experts médico-légistes et planificateurs."

Bill Hutman rapporte dans le *Jerusalem Post* (16 octobre) :

"Les troubles reliés à l'Intifada ont notablement diminué depuis la signature de la paix, d'après les chiffres publiés par la police israélienne. Yasser Arafat a promis de stopper les mouvements de protestation dans le cadre de l'accord de paix. Les dirigeants israéliens considèrent qu'il a tenu parole. La présence policière a été renforcée depuis le mois dernier au cas où les opposants palestiniens tenteraient de torpiller le processus de paix."

L'éditorialiste du *Jerusalem Post*, Jon Immanuel, faisait preuve d'un enthousiasme non dissimulé dans son éditorial du 14 octobre.

"Peu de gens, écrit-il, ont eu l'occasion de participer à la création d'une nation. Mais les Juifs de la génération postérieure à l'Holocauste en Israël ont eu l'occasion d'y participer deux fois. A Taba et au Caire, écrit-il, Israël a pris l'initiative et dirige un processus à l'égard des Palestiniens dont le succès se mesurera dans leur capacité à créer des institutions efficaces."

"Aujourd'hui, ajoute-t-il, le Premier ministre, Yitzhak Rabin, et le ministre des Affaires étrangères, Simon Pérès, se disent opposés à l'existence d'un Etat palestinien. Mais en projetant son regard plusieurs années en avant, l'issue est claire. Un tel "Etat" aura des relations

étroites avec Israël et n'aura par définition pas l'autorisation d'être une menace. Il participera de la culture politique israélienne et sera dominé par elle. Il n'aura pas d'armée digne de ce nom. S'il avait la moindre prétention de simplement l'envisager, cela lui interdirait tout droit à se considérer comme un Etat.

Les colons resteront installés dans l'Etat palestinien comme Israéliens. Mais si l'Etat palestinien se laissait influencer par des considérations ethniques (sic), Israël annexera ces terres. Israël en quelque sorte loue cette terre pour une période déterminée jusqu'à ce que la société palestinienne fasse définitivement preuve de raison."

"Oui, dit-il, l'accord Israël-OLP est l'équivalent de l'accord de Camp David. Il exige la présence d'une importance force de police, de préférence constituée de citoyens jordaniens d'une rive ou de l'autre du Jourdain."

L'agence Reuter rapporte le 14 octobre de Tunis, ce qui est intéressant, les termes dans lesquels va se faire le financement de toute l'opération et qui va diriger l'économie, sous le titre : *"La Banque mondiale et l'OLP discute de développement."*

« Tandis que l'accord entre Israël et les Palestiniens entrainé en vigueur hier, un haut responsable de la Banque mondiale, Keil Koch-Weser, appelait l'OLP à accélérer la création de la structure de financement internationale prévue. "Notre message aux Palestiniens c'est qu'ils doivent agir maintenant dans les semaines qui viennent. Le programme a assez de fonds pour fonctionner à court terme. Je suis convaincu que pour les prochains douze à vingt-quatre mois, le soutien des mécènes sera là." »

Koch-Weser avertit : *"Il est important que ces fonds soient utilisés selon la volonté du mécène, comme les soumissions internationales". "Tout les fonds vont directement à nos projets", explique Koch-Weser. La conférence des donateurs de Washington, regroupant des représentants de l'Arabie Saoudite, des puissances européennes, s'est engagée à verser 2 milliards de dollars pour aider*

l'embryon d'appareil palestinien qui sera créé dans la bande de Gaza et à Jéricho.

Koch-Weser avertit : *"Les Palestiniens n'ont pas encore désigné quelqu'un pour participer à la direction de la reconstruction et du développement palestinien d'urgence de Cisjordanie."* La Banque mondiale a mis en place cette structure à laquelle l'OLP a le droit d'envoyer un délégué. *"Je leur ai instamment demandé, dit-il, de le faire d'ici à la fin du mois, pour que, lorsque les donateurs se réuniront en Europe le mois prochain, nous puissions leur dire qu'il y a eu un progrès."*

Koch-Weser affirme que *"la filiale de la Banque mondiale chargée des prêts préférentiels, l'Association internationale pour le développement, est prête à verser 50 millions de dollars pour les projets immédiats à Gaza."* C'est-à-dire qu'ils formeraient les travailleurs palestiniens pour les industries israéliennes dans lesquelles ils seraient les plus *"utiles"*. Trente millions de dollars ont été versés à un compte bloqué pour des études de préinvestissement dans ce sens.

"Nous travaillons sur nos programmes et projets immédiats pour pouvoir déterminer le futur avec les ressources et sous la direction de la Banque mondiale."

Il ne suffit pas que les accords décident ce que les Palestiniens doivent faire. L'OLP doit réaffirmer à la Banque mondiale qu'Israël a le droit d'exister, que l'Intifada doit s'arrêter et que les résolutions du Conseil de Sécurité 242 et 338 (qui considèrent les Palestiniens comme des réfugiés) doivent être acceptées, que le droit au retour des réfugiés chassés en 1948 et en 1967 et toutes les résolutions condamnant Israël pour des actions comme l'annexion de Jérusalem seront abrogées.

L'analyste israélienne Tikva Honig Parness décrit la situation comme suit : *"Cette reconnaissance de l'OLP ne représente pas une reconnaissance de l'organisme qui jusqu'à présent prétendait représenter l'ensemble du peuple palestinien. L'acceptation du plan d'autonomie par l'OLP et son accord pour installer son appareil administratif à Jéricho pour diriger quelque chose*

qu'on appelle l'autonomie, cependant que les principaux aspects de l'occupation israélienne restent inchangés, représente une rupture radicale avec l'essence de cette organisation. C'est-à-dire que ceux qui représentent une façon de résoudre les problèmes palestiniens ont abandonné le droit à l'autodétermination ou même à l'établissement d'un Etat indépendant."

Elle résume sans phrases ce que cela signifie pour la lutte des Palestiniens : *"En acceptant le plan d'autonomie, l'OLP a retiré la question palestinienne de l'ordre du jour et ainsi planté le dernier clou du cercueil du mouvement de libération nationale, fragmentant la question nationale palestinienne pour en faire une série de problèmes locaux au Liban, en Syrie et en Jordanie, de façon très similaire au problème kurde, traité comme une question locale en Irak, en Iran et en Turquie. Ainsi, écrit-elle, Israël a finalement réussi à casser et écraser l'esprit même de l'OLP"* (Nouvelles de l'intérieur, 5 septembre).

Les dirigeants israéliens expriment la même opinion. Le ministre des Affaires étrangères, Shimon Pérès, répondant à la question de savoir pourquoi le gouvernement avait changé d'avis et réalisé les négociations avec l'OLP, a déclaré dans une émission télévisée, "Moked" (1^{er} septembre) : *"Ce sont eux qui ont changé, pas nous. Nous ne négocions pas avec l'OLP. L'OLP n'est même plus l'ombre d'elle-même."*

Ce processus a converti la question du droit au retour en un terme de référence non plus aux droits des exilés de 1948 au retour chez eux, mais au droit de visite précédemment refusé. Les porte-parole du gouvernement israélien ont précisé que ce droit de visite ne concernerait que 5 000 personnes.

Dany Rubinstein écrit dans *Haaretz* (30 août) : *"Même si l'accord se met en place sans heurt à Gaza et Jéricho, cela aboutira à quoi ? Les Palestiniens (...) ont raison de dire que le début de Gaza et Jéricho sera aussi leur fin."*

Nous avons ici la "tchangâichékisation" du mouvement palestinien. Premièrement, la direction nationale bourgeoise du peuple palestinien s'incline devant le droit

de l'Etat sioniste à exister sur son territoire. Deuxièmement, elle accepte de défendre la sécurité de cet Etat. Troisièmement, elle abandonne toute revendication de libération de son peuple, répudie sa propre charte et sa raison d'être et, pour finir, prend la responsabilité de réprimer le combat des Palestiniens sous le contrôle de collaborateurs, d'agents de la police secrète et de tortionnaires qui ont agi avec l'armée israélienne depuis 1948. Tel sont les moyens d'application des accords et pour les imposer aux masses palestiniennes.

Comme le dit Yitzhak Rabin, qui, comme ministre de la Défense et Premier ministre, a organisé les escadrons de la mort dans toute la Palestine (*Yediot Aharanot* du 9 mars) : *"Notre tâche était de trouver un partenaire qui prendrait la responsabilité de régler les problèmes internes et de s'occuper des Palestiniens sans que cela entraîne des appels à la Haute Cour de justice (...) et sans tous les problèmes soulevés par les cœurs sensibles, les pères et les mères."*

Le général de réserve Uri Orr, président du comité des affaires étrangères et du conseil de sécurité de la Knesset, déclarait dans un interview à la radio de l'armée, le 1^{er} septembre : *"Pour la première fois, nous avons créé une situation où quelqu'un d'autre partage les intérêts d'Israël en matière de sécurité et de tranquillité et qui peut par conséquent appliquer sa loi."*

Le principal conseiller d'Arafat, Bassam Abou Charif, a déclaré dans son interview à la télévision israélienne le 3 septembre : *"Oui, nous allons coopérer dans la lutte contre le terrorisme."*

Les médias israéliens ont fourni une multitude de détails sur cette collaboration. Les gros titres de *Yediot Aharanot* du 2 septembre présentaient un article du journaliste Shimon Schiffer de Washington : *"Le Shabak, c'est-à-dire les forces de sécurité israéliennes, et l'OLP vont travailler ensemble pour assurer la sécurité à Gaza. Il y aura un comité commun du Shabak et des représentants de l'OLP qui sera responsable de la sécurité intérieure"*, car l'on prévoit que les Palestiniens *"s'opposent au processus de paix"*.

Le Dr Riad Malki a fait la déclaration suivante : *"Israël accorde des quantités de permis à de jeunes gens qui ont été choisis pour servir dans la police mais ils doivent aller en Jordanie pour pouvoir s'entraîner à l'utilisation des armes israéliennes"* sous la direction des forces spéciales israéliennes.

Malki reconnaît que *"le jour où les droits de l'homme en Palestine seront violés par les Palestiniens eux-mêmes se rapproche à grande vitesse"* (Nouvelles de l'intérieur, 5 septembre).

L'analyste israélien Haïm Bar'am formule les choses de la façon suivante dans le périodique israélien *Koal Hair* (9 mars) : *"Arafat peut-il entraîner son peuple dans la danse de la paix dans des conditions humiliantes qui sont le résultat du diktat de l'Arabie Saoudite et des Américains et de la banqueroute financière ? Si Arafat décide qu'il n'a d'autre choix que de singer Moustafa Dudin (le fondateur des "ligues de village" que les forces de sécurité israéliennes tentèrent de mettre sur pied en 1982 pour faire concurrence à la direction nationale du mouvement palestinien), alors le peuple palestinien fondera une nouvelle OLP et (...) tout recommencera"*.

Cette réalité a été assez bien décrite par le sociologue israélien Meron Benvenisti dans le numéro du 9 septembre de *Haaretz* : *"Le conflit entre leur Majdal et notre Ashkelon n'est pas résolu."* Majdal est la ville palestinienne rasée par Moshe Dayan et dont les habitants furent expulsés vers Gaza où ils furent ensuite exterminés par Ariel Sharon. C'est sur ce site que la ville juive d'Ashkelon a été établie.

Benvenisti reconnaît : *"Le conflit entre leur Majdal et mon Ashkelon n'est pas résolu, parce qu'il y a un conflit fondamental entre une société de colons qui a pris racine (sic) et les autochtones du pays qui n'ont jamais cessé de revivre le traumatisme de leur dépossession. L'accord signé par ces Palestiniens est un pas courageux et brillant, mais sa signification symbolique va encore plus loin pour nous parce qu'il a légitimé le projet sioniste et le désastre qu'il a fait subir aux Palestiniens."* Uri Savir, directeur général du ministère des Affaires étran-

gères, a également parlé de ces accords dans le numéro du 12 septembre de *Haaretz* : *"Nous pouvons traiter avec l'OLP parce que cette organisation a changé de nature. Elle n'a plus aucune relation avec le mouvement palestinien qu'elle prétendait autrefois représenter."*

Il n'y a pas d'ambiguïté dans l'esprit de l'appareil d'Etat sioniste quant à ce que représentent ces accords. Il n'y pas de discordances sur le fait qu'il a été fait au compte de l'impérialisme américain, que les dirigeants américains sont ses architectes, que l'Etat sioniste a pour objectif permanent la liquidation du mouvement palestinien, la sujétion de ce peuple et sa dégradation.

Cela a toujours été inhérent à l'entreprise sioniste dès sa conception, comme la charte palestinienne l'a si éloquemment montré, c'est pourquoi, d'ailleurs, il est si essentiel pour le sionisme et l'impérialisme que le peuple palestinien répudie la charte nationale palestinienne, renie son analyse, trahisse sa propre expérience, appelle le monde entier à accepter la définition sioniste de la réalité historique.

Pour ma part, je ne crois pas que ces machinations puissent être efficaces très longtemps. Certes, le peuple palestinien n'est qu'une composante du combat international des travailleurs contre l'exploitation, l'injustice et l'usurpation du contrôle sur notre propre vie. Mais dans leur action est concentrée l'essence même de ce combat incarnant la volonté de vaincre, en dépit de la conspiration et des pressions de toutes les organisations politiques, et en particulier de ceux qui se réclament de la Palestine tout en la trahissant.

Je crois que aussi longue et aussi dure que soit la route, aussi isolées que les masses palestiniennes puissent paraître, aussi assourdissants soient les tambours qui réclament qu'elles abandonnent leur vie et leur honneur, ce peuple ne succombera jamais. Ils exprimeront leur volonté dans tous les coins et recoins de Jabaliah, de Camp Beach, de DeHeische et Balta, d'Ain el-Helwe et Rashidaya, d'el-Bas et Bourj al-Burajneh, de Sabra et Chatila et d'al-Qauds même. Leur cri de ralliement ne peut s'éteindre. Je reste convaincu que les enfants lanceurs de pierre des camps,

villes et villages palestiniens ont rendez-vous avec la victoire et qu'il existera une Palestine libérée de toute présence sioniste, lorsque cet Etat colonial, même ancré sur un navire au large Haïfa, coulera sous les vagues de la libération qui entraînera les masses laborieuses bien au-dessus des détritiques et du naufrage des camps de torture sionistes, dans lesquels d'innombrables militants ont péri et où restent encore enfermés les meilleurs d'entre eux.

Ceux qui se sont retournés contre le peuple palestinien, ceux qui ont trahi leurs camarades, devraient bien réfléchir, car ce sont eux qui sont dans une situation tragique, parce que ce sont eux qui se sont séparés du mouvement international des opprimés. C'est là le chemin vers la décomposition. Ils se sont fait les émules des oppresseurs et seront forcés — et je suis convaincu qu'ils le seront — de crier à leur peuple victime : *"Pardonne-moi, ô terre qui saigne, d'être doux et gentil avec ces bouchers."*

Car de quoi dépend toute cette misérable trahison : de la stabilité du régime de Moubarak, un pays où la pauvreté est aujourd'hui plus grande qu'à l'époque du roi Farouk, où les paysans et les tra-

vailleurs égyptiens doivent vendre leurs bras pour quelques sous pour nourrir leurs familles ; sur la stabilité de ce groupe de misérables satrapes du Koweït, qui possède 2,8 billions de dollars dans les banques européennes et américaines ; de cette poignée de princes saoudiens dégénérés ?

Pensez-vous que les travailleurs et les paysans de la nation arabe toléreront pour toujours ces régimes qui vendent leurs pays, que les plans de la Banque mondiale et du FMI pour jeter dans une misère permanente des millions d'hommes sur la base de ce type de répression rencontreront l'acceptation au fond du cœur et de l'esprit de ce peuple palestinien qui combat depuis cent ans pour sa survie et son émancipation ?

C'est là ce que C. Wright Mills appelle le *"réalisme des fous"*. C'est le réalisme et l'arrogance de la minorité au pouvoir qui pense pouvoir perpétuer ses méfaits et rester impunie. Ils se trompent. Il y a un mouvement international des travailleurs qui combat dans chaque pays. Cette riposte inclura la libération de la Palestine du sionisme et des bourgeois traîtres de la nation palestinienne qui ont fait cause commune avec lui. Honte à eux.

Discussion

• **Sur quoi fondez-vous la note optimiste de votre conclusion, étant donné l'expérience du peuple palestinien depuis 1948 ?**

• La révolution palestinienne est une composante intégrale et essentielle du mouvement anticolonial qui n'a jamais totalement abouti. Ce qui, je crois, est parfaitement clair pour tous, c'est la totale faillite de la direction nationaliste bourgeoise des mouvements nationalistes qui, en dernière analyse, comme nous l'avons vu maintes fois, Tchang Kaï-chek en étant le symbole, craignent plus leur propre peuple et dépendent bien plutôt de l'impérialisme qu'ils ne sont capables de réaliser les aspirations d'une classe capitaliste nationale.

Cette banqueroute de la prétendue direction du peuple palestinien va à mon avis rendre très clair pour une fraction croissante des masses palestiniennes et du Moyen-Orient que la voie de la libération passe par la lutte des classes, la lutte contre l'impérialisme et le capitalisme.

Ce n'est pas simplement une question abstraite. Socialist Organizer, notre organisation, est membre de l'Entente internationale pour une Internationale ouvrière. Soixante-dix pays étaient représentés lors de réunions internationales regroupant des organisations de masse, la Fédération des syndicats du Bangladesh, le Parti des travailleurs du Brésil, les mineurs, les dockers, les ouvriers de l'ex-Union soviétique, les sidérurgistes de Pologne, les

travailleurs de l'automobile du Brésil, du Mexique et des Etats-Unis.

Nous sommes tous conscients que le capitalisme repose sur l'appauvrissement du plus grand nombre : privatisations, austérité, fermetures d'usines, désindustrialisation des Etats-Unis. La poignée de privilégiés de la classe dominante est poussée par la baisse du taux de profit à aggraver les conditions de vie de la majorité.

La Grande Dépression aux Etats-Unis, qui a tellement affecté la conscience populaire dans notre société, a entraîné le chômage de 22 à 23 % de la population. Il y a aujourd'hui 81 % de chômage dans le centre de Los Angeles parmi les jeunes Noirs, 77 % à Chicago, 71 % à New York.

Le capitalisme mondial ne peut répondre aux besoins les plus élémentaires du peuple et, de fait, est engagé dans une course à l'abîme, appauvrissant et réduisant au dénuement des secteurs chaque plus grands des masses laborieuses.

La lutte des Palestiniens est une composante essentielle de ce processus.

Dans ma conclusion, je n'ai pas simplement parlé de la libération de la Palestine, mais relié cette lutte à celle des travailleurs et paysans en Égypte et dans le Golfe. Je crois, comme l'a dit un jour Ghassan Kanafani, que la voie vers la libération de la Palestine est toujours passée par Le Caire et Bagdad, Damas, Amman et Riad. Cet accord de trahison est une apothéose pour la bourgeoisie nationaliste. La lutte se poursuivra au niveau international sur des bases de classe.

• Quel rôle ont joué Hamas et le mouvement fondamentaliste islamique dans le processus de l'accord Gaza-Jéricho et considérez-vous que les mouvements islamistes jouent un rôle important pour la libération du peuple palestinien ?

• Hamas est un reflet de cette situation. L'instrument créé par les Israéliens et l'Arabie Saoudite pour faire dérailler le mouvement national a pris un caractère de masse et reflète les aspirations populaires. Cette direction religieuse ne conduira pas

le peuple palestinien à sa libération ni à mon avis au triomphe du mouvement national arabe.

Ce n'est pas Hamas par lui-même qui effraie le sionisme ou la direction nationale bourgeoise de l'OLP. C'est la volonté indomptable des masses palestiniennes de se libérer de la domination sioniste et de l'exploitation impérialiste qui pousse les dirigeants sionistes et ceux bourgeois nationalistes de l'OLP à se rejoindre. Le peuple palestinien veut mettre un terme à sa misère, à sa soumission, à son humiliation quotidienne.

• Quel est le rôle de la Jordanie aujourd'hui et historiquement ?

• Concernant la Jordanie, même les historiens bourgeois reconnaissent que le royaume de Jordanie représentait un cadeau de Winston Churchill à son ami le roi Abdallah. C'est une enclave de l'impérialisme britannique en Arabie. Le roi Abdallah, descendant du prophète, était une transplantation monarchique artificielle, au moment où les colonialismes français et britannique trahissaient les aspirations arabes, à l'époque de la lutte contre la domination ottomane.

La Jordanie a de tout temps été une construction artificielle de l'impérialisme. Le roi Hussein de Jordanie a toujours été l'un des principaux artisans de la répression contre les masses palestiniennes. Septembre noir est un symbole tragique, mais éloquent de cette répression. Le problème de ce roi, c'est qu'il n'a aucun soutien. Il ne survit que par l'emploi de la force brute. Il a toujours été soutenu par les Israéliens et il est aujourd'hui rejoint par Arafat.

Le dilemme pour Hussein n'est guère différent de celui auxquels sont confrontés l'émir du Koweït ou les policiers qui seront les nouveaux fonctionnaires chargés de la répression à Gaza et à Jéricho.

• Quel est le rôle de l'ONU dans la tentative d'instaurer la paix et de défendre les droits palestiniens ?

• Les Nations unies, que ce soit en 1947 ou 1993, sont composées d'Etats dont la structure de classe n'est pas différente de celle que nous voyons dans notre propre société, où 2 % de la population possèdent

88 % de la richesse nationale et ont une moyenne de 14 directions d'entreprise par personne.

Nous n'identifions pas, à Haïti par exemple, les aspirations des masses haïtiennes et celles du *zenglendo* — les escadrons de la mort — de Cédras (le général Raoul Cédras) et de l'ancien ambassadeur américain, Alvin Adams. Nous n'acceptons pas que les masses afro-américaines soient identifiées à Wall Street où à la Commission trilatérale ou au Conseil des affaires étrangères. Nous comprenons la différence entre les opprimés et les oppresseurs.

Aux Nations unies, vous avez un regroupement d'opresseurs. Leur caractère de classe est clair et ils justifient l'oppression qu'ils organisent. Ils dépècent le monde selon les vœux de l'impérialisme et se mettent au service du FMI et de la Banque mondiale qui imposent l'austérité à tous les Etats membres et exigent qu'ils éliminent les systèmes de protection sociale existants, qu'ils baissent les salaires, qu'ils jettent les gens au chômage, qu'ils démantèlent les services publics existants — tout cela au service du capital et du profit.

Boutros Boutros-Ghali a mis en route le plan qui a conduit à imposer la dictature de Siad Barre, financé et armé par les Etats-Unis, en Somalie. Il est secrétaire général des Nations unies.

Les Nations unies ont présidé à l'exécution de Patrice Lumumba, au dépeçage de la Palestine, au massacre de deux millions de Coréens. C'est un instrument de l'impérialisme. C'est le moyen par lequel les collaborateurs de classe qui appuient la puissance américaine ratifient leurs perfidies à l'échelle du globe.

• Quelle est la position de la Syrie et de la Libye dans le combat contre l'impérialisme ?

• Regardons de plus près le régime de Hafez el-Assad. Le président de la Syrie à l'époque de Septembre noir était Atassi et à cette époque les masses palestiniennes dans les camps jordaniens étaient menacées par le roi Hussein ; ses escadrons de la mort organisaient avec l'armée une répression brutale contre la population

palestinienne réfugiée, désarmée, chassée de Palestine par les massacres sionistes.

A cette époque, Atassi avait mobilisé l'armée syrienne sur les frontières de la Jordanie et avait dit qu'il ne pouvait permettre que la population palestinienne soit massacrée par Hussein.

Disons nettement qu'Atassi n'était pas un révolutionnaire. Il craignait surtout que les Palestiniens victimes de la répression de Hussein ne fuient vers Damas pour y trouver refuge et faire cause commune avec les pauvres de Syrie. Voilà ce qui a motivé sa mobilisation et non sa sollicitude à l'égard des masses palestiniennes.

Bien sûr, les masses syriennes, elles, se sont identifiées avec les réfugiés palestiniens en Jordanie sur le point d'être massacrés par la marionnette arabe du sionisme. Ce sentiment des masses a obligé Atassi à aller plus loin qu'il ne le voulait, à prendre cette position dans l'espoir que Hussein comprendrait qu'il fallait reculer pour l'instant.

Ce qui s'est passé, c'est que les services secrets américains et britanniques ont organisé un coup d'Etat en Syrie qui a permis au ministre de la Défense Hafez el-Assad d'arriver au pouvoir. Il a retiré l'armée syrienne. Cela a donné le feu vert pour le massacre en Jordanie, qui est resté connu sous le nom de Septembre noir.

La guerre civile au Liban (1976) a été lancée lorsque le Mossad israélien a assassiné Marouf Saad, le dirigeant des pêcheurs de Sidon. Elle a également été déclenchée par le fait que l'une des milices de Haddadi (milice propulsée par Israël) a mitraillé un bus transportant des enfants palestiniens et musulmans libanais. Cela a été le début de la guerre civile au Liban — une guerre au cours de laquelle les dirigeants sunnites, les Druzes et les Palestiniens réfugiés au Liban ont organisé une lutte populaire contre la Kataeb — la phalange —, parti ouvertement fasciste fondé par Israël.

Lorsque la Kataeb n'eut plus que vingt-quatre heures de munitions devant elle, l'armée d'Hafez el-Hassad est entrée au Liban par la Syrie au compte de la Kataeb. L'armée syrienne a encerclé le camp palestinien de Tall el-Zaatar.

Elle avait avec elle des officiers israéliens. Cela a été reconnu au Parlement israélien (la Knesset), lorsqu'Ariel Sharon s'est opposé à Shimon Pérès et l'a traité d'hypocrite au sujet des critiques de ce dernier contre Sharon concernant le massacre de Sabra et de Chatila. Sharon a montré Shimon Pérès du doigt et dit : *"Hypocrite, c'est toi l'organisateur du massacre de Tall el-Zaatar. De quoi te mêles-tu ?"*

Les forces israéliennes et syriennes ont encerclé ensemble Tall el-Zaatar, permettant à la phalange de Béchir Gémayel et à ses escadrons de la mort de massacrer les Palestiniens. Tout cela, ajouté à la boucherie contre 40 000 Syriens à Hama, est l'œuvre de la direction nationaliste bourgeoise d'Afez el-Hassad en Syrie.

C'est là un exemple classique de "bonaparte" nationaliste bourgeois qui parle de libération nationale, tout en s'inclinant devant l'impérialisme et accomplissant sa sale besogne.

Khadafi est également un bonaparte. L'impérialisme ne lui a pas pardonné d'avoir renversé le roi Idriss et d'avoir nationalisé le pétrole libyen sous la pression de travailleurs libyens. Mais Khadafi impose un gouvernement autocratique et bureaucratique de privilégiés. Il n'y a aucun contrôle des travailleurs. Il n'y a pas de syndicats indépendants. Son anti-impérialisme est rhétorique, aventurier, élitiste, sens dessus-dessous et pour finir futile. Pour soutenir les mobilisations populaires dans les autres Etats arabes, Khadafi s'est associé avec des régimes féodaux compradores, tout comme le fait Abou Amar (Yasser Arafat).

Les dirigeants nationalistes bourgeois traîtres sont un moyen du maintien de l'oppression. Ils peuvent utiliser la rhétorique du combat national partout. Mais pour prendre l'exemple de l'Afrique du Sud, la bourgeoisie nationale, blanche ou noire, peut intégrer les plages de Durban, mais si les mines appartiennent à Harry Oppenheimer les masses laborieuses africaines continueront à vivre dans des bidonvilles avec des salaires de famine. Aussi longtemps que les diamants et l'or resteront entre les mains de Harry Oppenheimer et de la classe capitaliste

mondiale, on peut toujours faire passer des lois autorisant les travailleurs noirs à vivre dans des manoirs et à nager dans les piscines aux côtés de l'élite. Cela restera aussi formel que le droit des jeunes des ghettos d'aller au Bohemian Groves ou dans les clubs de Bush et de Clinton.

Seule ses victimes, les masses laborieuses dans le monde, peuvent remettre en cause le caractère de classe de l'ordre capitaliste mondial. Nous avons besoin d'instruments politiques appuyés sur elles, reflétant leurs besoins et qui forgeront un défi global à la domination du capital.

• Les médias ont lancé une offensive majeure pour essayer de convaincre tout le monde que les accords de Gaza-Jéricho sont un premier pas vers la paix, qu'ils sont une première reconnaissance des droits des Palestiniens. Ralph (Schoenman) a de fait démonté cette opération ce soir. L'acceptation des accords est de toute évidence une trahison à l'égard de toute possibilité de souveraineté nationale pour les Palestiniens.

Beaucoup de gens dans le mouvement palestinien, en dehors de Hamas, caractérisent les accords comme une trahison. Notre tâche est de leur offrir un cadre de discussion leur permettant de dire : nous ne sommes pas d'accord avec Hamas, même si nous soutenons Hamas contre la répression. Il y a une autre solution. Le mot d'ordre de "Palestine démocratique et laïque" est essentiel.

Il y a aussi des gens qui pensent que la seule solution pour les travailleurs juifs vivant en Palestine, c'est de défendre l'Etat sioniste. C'est là un piège mortel pour les travailleurs juifs. La seule solution pour eux, c'est de se lier à la lutte des travailleurs palestiniens qui luttent pour la libération de toute la Palestine.

• Je pense que c'est là une remarque cruciale. Il faut que j'attire votre attention sur l'étude remarquable préparée par Mohammed Chadid et publiée au départ dans *Middle East Journal*. Elle a été reprise par un chercheur palestinien, Hissant Ahmed, dans *Arab American Affairs*, à l'été 1990.

Cette étude de Chadid montre que, en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, 77,9 % des Palestiniens sont favorables à la mise en place d'un Etat démocratique laïque sur l'ensemble du territoire historique de la Palestine ; 16 % sont favorables à l'établissement d'un Etat palestinien indépendant en Cisjordanie et sur la bande de Gaza.

La moitié des Palestiniens des territoires occupés disent qu'ils sont prêts à accepter un Etat palestinien indépendant, mais seulement comme solution à court terme, intérimaire dans la lutte pour une Palestine démocratique et laïque. La possibilité réelle d'une telle solution intérimaire les laisse très sceptiques.

Cette solution intérimaire est totalement rejetée par 43,6 % des Palestiniens, qui déclarent que la seule lutte viable, c'est celle pour un Etat palestinien indépendant sur tout le territoire historique de la Palestine.

51,4 % des moins de 30 ans sont très favorables à la poursuite de la lutte par tous les moyens pour la mise en place d'un Etat démocratique laïque sur tout le territoire de la Palestine.

La majorité des intellectuels palestiniens rejettent toute solution intérimaire, toute concession à Israël et au mouvement sioniste.

80,6 % (4/5^e) des Palestiniens des territoires occupés, que ce soit dans les territoires occupés avant ou après 1967, rejettent totalement l'application de la résolution 242 de l'ONU.

91,1 % de ceux qui sont contre la résolution 242 — qui considère les Palestiniens comme des réfugiés et propose une autonomie limitée en Cisjordanie et à Gaza — ont été emprisonnés eux-mêmes ou ont un membre de leur famille qui a été emprisonné et torturé dans une prison israélienne.

Une majorité significative des Palestiniens, soit 68,8 %, considèrent que le

moyen de résistance le plus efficace est la lutte armée.

Sur cette majorité, 81% ont suivi l'école secondaire et 74,3% ont moins de 30 ans.

79,9 % de ces jeunes militants (4/5^e) ont fait de la prison ou ont un membre de leur famille proche qui a été emprisonné ou torturé.

74,4 % se sont vu confisquer leur terre.

84,2 % de ces jeunes considèrent l'utilisation de la force contre l'occupation comme justifiée.

92,9 % ont été à l'école secondaire.

94 % ont été directement victimes de l'occupation — battus, blessés, emprisonnés, ou ont perdu un membre de leur famille.

22 % seulement souhaitent que la résistance soit restreinte au terrain politique et économique et cette minorité elle-même n'exclut pas l'utilisation de la force contre l'occupation.

Moins d'un dixième de la population palestinienne, soit 8,3 %, pense que la lutte des Palestiniens sera résolue par des moyens diplomatiques.

La fraction jeune et instruite du peuple palestinien, sa grande majorité, rejette à une écrasante majorité l'approche tactique, stratégique et théorique de la direction du Fatah et de l'OLP.

Hissant Ahmed conclut :

“Pour les Palestiniens dans les territoires occupés, le désenchantement à l'égard de ces propositions a augmenté avec les années. L'idée d'une société laïque et démocratique en Palestine est profondément ancrée et ce sont ceux qui sont en première ligne qui en sont les partisans les plus convaincus.”

Voilà la réalité sur le terrain. Voilà pourquoi ces accords ne briseront pas la volonté du peuple palestinien.

Activité internationale

Procès-verbal de la Conférence balkanique tenue à Athènes les 8 et 9 janvier 1994

Ce procès-verbal rend compte de la discussion. Néanmoins, il est écrit sous la responsabilité du comité de rédaction, car il n'a pas été relu par les intervenants.

• Hélène Asteriou :

Cette conférence est le produit de tous les développements et des pas concrets que nous avons faits pour en arriver là. La solidarité entre les ouvriers n'est pas quelque chose d'abstrait : nous avons envoyé une délégation à la Conférence ouvrière européenne à Komlo et, pour la première fois, nous avons eu l'occasion de rencontrer des camarades des Balkans et de discuter de la perspective d'une conférence. La matérialisation de cette initiative ne pouvait être réalisée en dehors d'un cadre international, c'est pour cela que nous avons participé à la Conférence mondiale ouverte au mois de juin, qui a rassemblé des militants d'origines politiques diverses sur la base du combat contre le FMI. Pendant la Conférence mondiale ouverte, une commission balkanique a été constituée et a adopté la décision d'avancer vers une conférence balkanique. C'est pour cela que, le 6 novembre, journée internationale contre la guerre, les privatisations et l'exploitation, et lors d'une réunion de militants syndicalistes grecs à Athènes, nous avons lancé un appel pour la tenue d'une conférence balkanique.

Nous sommes ici des militants et travailleurs de pays balkaniques, de tendances différentes, de sensibilités différentes, afin de pouvoir échanger nos

expériences, nos opinions politiques dans un cadre de discussion démocratique, sur les problèmes de la paix, contre la guerre et l'exploitation.

Nous croyons que les problèmes de l'émancipation des travailleurs ne peuvent être traités en dehors de ce cadre de discussion démocratique, c'est pour cela que nous cherchons tous ensemble ici les perspectives pour la paix, la solidarité, la collaboration de toutes les forces balkaniques. Sont réunies aujourd'hui toutes les conditions dramatiques d'une guerre qui menace de s'étendre à tous les pays balkaniques. On nous dit et on nous répète : la cause de cette guerre, c'est la haine ancestrale entre les pays yougoslaves et entre les peuples de l'ex-Yougoslavie. Qu'en est-il ?

Nous devons constater que, dans le cadre de la situation internationale, il y a une attaque généralisée contre toutes les conquêtes ouvrières, assurances, santé, sécurité sociale... La Banque mondiale, le Fonds monétaire international, l'Union européenne tentent de dicter une politique d'attaque contre les ouvriers dans tous les pays du monde. C'est le rapport du FMI qu'on écoute tous les jours sur la Grèce : réduction des dépenses non productives, des dépenses sociales et publiques ; le pouvoir d'achat a diminué de 40 %, le

chômage a atteint officiellement 10 %, la désindustrialisation est avancée et il y a des régions du pays qui sont réellement désertifiées. Ils nous disent qu'il faut subir ces sacrifices pour avoir un développement économique, mais ce qu'on voit ces dernières années c'est un développement du capital et une fuite de capitaux dans les banques étrangères. Il y a en ce moment 17 milliards de dollars grecs dans les banques étrangères pour la spéculation.

La même politique est suivie dans les pays balkaniques ; ainsi, dans leur contribution au bulletin balkanique, les Roumains expliquent les conséquences catastrophiques de cette politique sur l'économie roumaine, au nom de l'économie de marché, dont le résultat est un million de chômeurs roumains, dont moins de 500 000 seulement touchent des allocations.

Et en Yougoslavie ? La Yougoslavie était présentée naguère comme le bon élève du FMI ; le gouvernement bureaucratique a appliqué aveuglément la politique d'austérité, de restructuration, qui a conduit à une attaque contre la propriété sociale et les conquêtes des ouvriers, mais aussi à des vagues de mobilisation, grèves, manifestations. Les maffias nomenklaturistes ont provoqué la guerre parce qu'il y avait ce mouvement vers la grève générale. Pour casser ce mouvement, pour appliquer les plans du FMI, les nomenklaturas, véritables mercenaires du FMI, ont cherché à dresser les peuples les uns contre les autres en déclenchant une guerre contre tous les peuples.

Comme le souligne un "expert américain" :

« Quand la thérapie de choc a été appliquée en Yougoslavie, la première forme revêtue par la résistance ne fut pas celle de tensions ethniques, mais celle de grèves massives et répétées, de manifestations ouvrières. Jusqu'en 1988, il était impossible pour les journalistes en poste à Belgrade de trouver la moindre manifestation de passions ethniques (...). En général, les gens se tournent vers des solutions ethniques seulement lorsque toute possibilité pour eux d'une vie économique normale a été détruite. Le nettoyage ethnique n'est intervenu qu'après que la thérapie de

choc du FMI eut fait son travail » (Criton Zoakoas, économiste à Polynomies, société de conseil de Morristown, New Jersey, Etats-Unis).

Et ce n'est pas seulement un problème balkanique.

Voici ce qu'un chercheur du département politique de la Brookings Institution de Washington déclare à propos des conséquences en Afrique des plans du Fonds monétaire international :

« Certaines (régions) resteront prostrées dans une situation "d'assistance prolongée" qui permet à peine la survie de leur population, certaines autres connaîtront des dislocations majeures, une intensification des mouvements de population, une aggravation des conflits armés internes et de recomposition pouvant aller jusqu'à l'évanouissement d'un certain nombre d'entités étatiques, du moins sous leur forme actuelle. D'autres régions du continent, potentiellement mieux dotées de capital humain et matériel, constitueront ce que l'on peut appeler une "Afrique utile". Il s'agira à la vérité d'une série "d'enclaves" (pétrolières, agricoles ou minières), de portions de territoires, pour la plupart côtières, susceptibles de continuer d'attirer quelques puissants intérêts étrangers. Ces "enclaves" et "comptoirs" pourront maintenir un simulacre de souveraineté juridique, dans le sens où ils disposeront de drapeaux et de sièges à l'ONU. »

Ainsi la Somalie, qui était un pays exportant des produits agricoles, s'est retrouvée, sous l'effet des plans d'ajustement structurel, dans une situation de famine qui a servi à justifier l'intervention "humanitaire" de l'ONU.

Actuellement, on compte plus de 80 conflits militaires dans le monde. Dans les pays de l'ex-URSS, on va bientôt avoir la même situation tragique. C'est la conséquence de la soumission au FMI.

La nouvelle Yougoslavie, chassée de tous les organismes internationaux, reste membre du FMI. C'est là un aveu du FMI lui-même. Ils engagent en ce moment même des "négociations" pour un nouveau plan de "stabilisation" en Serbie !

Cette politique du FMI ne concerne pas seulement les "pays en voie de développement", mais aussi les pays développés ; la politique de l'Union européenne amène à la désindustrialisation et au chômage. Le cas de l'Italie est significatif, il démontre que ne sont pas seulement concernés les pays balkaniques où il y aurait une prétendue haine traditionnelle, mais aussi un pays qui fait partie du groupe des sept, où l'on voit la tendance à la dislocation et où l'on parle même aujourd'hui de coexistence de trois "républiques" sous une forme assez lâche. Les conflits balkaniques ne sont pas un défaut balkanique ou une caractéristique typique des Balkans. Quand on voit l'Italie, on comprend qu'il ne s'agit pas de cela.

Le cas de la Grèce est significatif aussi, comme je l'ai dit auparavant : il y a fuite des capitaux, le chômage augmente, et la fameuse expansion du capital grec dans les pays balkaniques, c'est surtout pour aider à la destruction des bases économiques de ces pays, comme par exemple l'achat par des capitaux grecs de la compagnie Petromine de la flotte commerciale de la Roumanie.

Un article écrit dans un journal grec donne des renseignements sur la formation des entreprises financières mixtes grecques soutenues par l'Etat, qui va participer au capital, et qui ont comme objectif d'infiltrer les pays balkaniques et de soutenir la pénétration des organisations internationales de pays en dehors de la Communauté européenne, comme les Etats-Unis et le Japon.

Les ouvriers des Balkans disent non à cette politique. Des grèves ont eu lieu en Grèce — grève générale surtout pour la protection sociale et contre les privatisations — et en Roumanie : il y a eu des manifestations récemment contre la politique économique du gouvernement. 50 000 mineurs bulgares ont manifesté contre la politique de fermeture des mines, des milliers d'ouvriers turcs aussi ont manifesté et fait grève contre la privatisation des mines ; et en Serbie, les mouvements se multiplient actuellement pour la protection des droits élémentaires des travailleurs, chez les mineurs, les cheminsots.

Ils essaient de nous diviser en nous disant qu'on est menacé par les haines traditionnelles de la Péninsule, mais c'est en fait leur politique qui essaie de diviser les peuples pour pouvoir faciliter l'application de leurs plans. Nous sommes des combattants, des travailleurs, des syndicalistes de différentes tendances, de différentes nationalités, présents ici, car nous sommes unis par la même volonté d'avancer vers un avenir de paix, de sécurité pour nous et nos enfants.

Quelle est la voie vers la paix ? Est-ce l'ONU ? On a vu le rôle de l'ONU en Irak, en Yougoslavie, en Somalie, où sa présence est toujours liée à la guerre ou à la continuation de la guerre. La politique dite de la paix, comme par exemple le plan de cantonisation de la Bosnie, provoque plus de guerre. Cette politique d'impossible division des peuples est en fait une politique de nettoyage ethnique.

C'est d'ailleurs ce qu'écrit le journal français *Le Monde*, pourtant partisan du plan de paix de Genève :

« Il s'agit d'un plan divisant la Bosnie en trois républiques, 52 % pour les Serbes, 30 % pour les Musulmans, 17 % pour les Croates, avec deux villes autonomes : Mostar, sous administration de la CEE pendant deux ans, et Sarajevo, sous administration de l'ONU pour deux ans (...). L'accord précise qu'une fois les différends territoriaux réglés d'un commun accord entre Serbes, Croates et Musulmans, chaque république pourra échanger des régions, voire des populations (...). Les conflits sur les délimitations territoriales ne sont pas tous réglés. Le projet d'accord laisse délibérément en suspens le sort de Sarajevo et de Mostar. La viabilité des petites enclaves musulmanes de Bosnie orientale, bourgs privés de tout arrière-pays au bout d'un corridor surveillé international, est illusoire. Celle de la future minirépublique musulmane est plus qu'aléatoire. »

Nous sommes réunis ici pour trouver une issue, une voie vers la paix, contre une politique qui vise à nous diviser, à dresser les Grecs contre les Turcs, les Croates contre les Serbes, les Roumains contre les Hongrois. Qui peut unir les peuples des Balkans ?

Les gouvernements soumis aux plans du FMI et de toutes les organisations internationales qui mènent une politique contre toutes les conquêtes des travailleurs ? Les bureaucraties maffieuses des pays balkaniques qui ont mis en place une politique de destruction, de chômage et de guerre ? Non.

Ce qui peut unir les peuples balkaniques, ce sont seulement les ouvriers et les paysans des Balkans qui, sur la base de leurs intérêts communs, de leur lutte contre cette politique qui prend différentes formes, peuvent unir les peuples.

On nous demande toujours des sacrifices au nom du "développement", mais finalement cela aboutit à la catastrophe, au chaos, à la spéculation.

La solution à cette situation, c'est l'unité des ouvriers qui va aider à la réalisation de l'unité des peuples, l'unité des ouvriers, base de l'unité des peuples. Comment faire des pas concrets dans cette direction ? Au nom de la présidence de cette conférence, je propose la formation d'une Union des travailleurs des Balkans qui sera le premier pas vers l'unité de la classe ouvrière balkanique. J'ouvre la discussion sur cette question.

• Simon Somicu (Roumanie) :

Leur méthode, c'est d'isoler les pays, les peuples et les travailleurs. Nous avons déjà remarqué les méthodes utilisées qui sont communes : blocus économique, refus de visas pour nous rencontrer, isolement et non-communication, et je peux dire aussi que c'est une désinformation ; mais la deuxième catégorie de méthodes, ce sont les diktats et l'intervention. Quelles sont les formes concrètes de cette politique ? Les bases militaires, les troupes dites de pacification. Mais est-ce qu'elles ont fait de bonnes choses les forces impérialistes ? Elles préparent notre unité parce que, imposant les mêmes conditions, elles produisent les mêmes conséquences ; ce n'est pas une chose délibérée, c'est la loi de l'impérialisme, c'est la manifestation du caractère mondial du capitalisme. Quelles sont nos

méthodes pour lutter contre cette situation ? La première chose que j'ai remarquée aussi à Paris lors de la Conférence mondiale, c'est une bonne information : les informations en commençant par la base, indépendantes des gouvernements, des forces impérialistes et des médias qui sont contrôlés.

Il faut donc, d'une part, une bonne information, parce que les peuples, l'opinion publique et les travailleurs ne sont pas informés par les médias et, d'autre part, faire connaître la véritable attitude des travailleurs et des peuples, agir unis en même temps et avec les mêmes revendications pour démontrer que c'est une action unie des travailleurs pour les mêmes objectifs et contre le même ennemi. Voilà ce que sont les devoirs que je considère être les miens après cette rencontre, ainsi que le devoir de faire connaître dans tous les médias que je rencontre les vrais motifs de la situation dans les Balkans.

L'autre question, c'est d'avoir un appel signé par la base, par les travailleurs, par des simples gens, adressé en même temps à toutes les institutions tant internationales que nationales, c'est-à-dire l'ONU, les ambassades et la CEE, des appels contre l'intervention militaire et contre le blocus qui, je veux le signaler, est aussi un blocus contre la Roumanie. Parce que, un blocus contre l'Irak, qui a des relations économiques, commerciales et culturelles avec la Roumanie, c'est aussi un blocus contre la Roumanie qui n'a plus le droit d'avoir des relations avec l'Irak. Contre le blocus envers la Serbie, parce que le blocus contre la Serbie, c'est un blocus contre les entreprises roumaines qui ont été obligées de licencier. Ce blocus est contre les peuples non pas pour les libérer, nous le savons, et nous devons lutter contre le blocus de la Serbie, contre le blocus de la Croatie que les forces internationales préparent en ce moment. Voilà quels sont nos devoirs.

Une bonne information avec les vraies idées et une lutte forte pour briser cet isolement, et aussi peut-être pourrez-vous nous donner d'autres idées pour atteindre notre objectif. Merci, camarades.

• Un délégué de Serbie :

Je suis de Belgrade, il y a déjà longtemps que nous menons le même combat.

Il faut souligner que le régime des visas est un instrument de division des peuples dans les Balkans. J'apporte avec moi un message de la Ligue social-démocrate de Serbie. Avant la fin de la conférence, nous donnerons une traduction de ce message.

Il y a deux jours, vous avez pu voir à la télévision les batailles désespérées de personnes autour de la question du pain à Belgrade. J'ai été témoin de ces scènes au centre de Belgrade et je peux vous dire ce qui s'est réellement passé. La plupart des personnes, notamment les retraités, vivent une véritable angoisse de la situation au jour le jour et ils n'ont aucune possibilité de défendre leurs intérêts par eux-mêmes. Il y avait plus d'un millier de ces personnes désespérées, pour la plupart des retraités ; le fait est que plus de 80 % de la population de Serbie vivent en dessous du seuil de pauvreté, mais en réalité cette masse de gens ne sont pas seulement des gens démoralisés. La télévision a montré ces gens qui s'arrachent le pain, mais n'a pas montré les 30 000 mineurs en grève au même moment.

De même, il y a eu le 1^{er} décembre une grève des chemins de fer. Là non plus, nous ne l'avons pas vue, car le seul but de l'information c'est de montrer les masses désespérées, démobilisées. Cela n'est pas propre à la télévision grecque, c'est la politique des médias à l'échelle internationale, c'est ce qui se passe en Serbie et dans tous les pays d'Europe. Les informations sur les luttes de la classe ouvrière en Serbie, dans les Balkans, en Europe n'apparaissent pas sur les écrans de télé.

Et cela suffit à montrer à quel point l'impérialisme s'attache à centraliser ses intérêts et la défense de ses intérêts. On cherche à nous faire croire que la misère des peuples est le produit de la malchance ou de la destinée, ou toute autre chose de ce genre. On nous présente les guerres comme une espèce de catastrophe naturelle, une fatalité. Et on nous montre les guerres dans l'ex-Yougoslavie comme une espèce d'inondation qui pourrait arri-

ver dans n'importe quel autre point des Balkans. Mais nous savons que les guerres ne sont rien d'autre qu'un élément des politiques anti-ouvrières dans le monde.

Dans une situation de grande tension entre la classe ouvrière et la classe capitaliste, les guerres sont apparues à ce moment-là comme le seul moyen restant pour bloquer les mobilisations populaires, car une mobilisation se développait concernant l'ensemble des travailleurs de toutes les républiques de l'ancienne Yougoslavie.

Pour préserver leur pouvoir et pour stopper les mobilisations ouvrières, les nomenklaturistes bureaucratiques ont organisé les guerres contre tous les peuples des Balkans. Non pas pour les intérêts nationaux de leur propre peuple, mais au contraire pour restabiliser les forces anciennes au service de l'impérialisme, de sa politique mondiale et de la recolonisation.

En juin 1991, c'est James Baker, le secrétaire d'Etat américain, qui a littéralement poussé le gouvernement fédéral à intervenir militairement en Slovénie. A la même époque, le Parlement fédéral de Belgrade a été l'objet de manifestations de masse de Serbes, de Croates, de Bosniaques. Toutes les nations de l'ex-Yougoslavie ont exprimé leur résistance à participer à cette guerre. La région d'où viennent certains des camarades croates présents ici est une région où Croates et Serbes sont particulièrement mêlés. Le 6 juillet 1988, les travailleurs de cette région ont occupé le Parlement fédéral. Ce sont les travailleurs d'une grande entreprise, dont 60 % sont Croates et 40 % Serbes, qui ont engagé une action unie contre le Parlement et n'ont accepté à aucun moment la moindre division entre nations. Vukovar est une ville de vieille tradition de la classe ouvrière, une ville de 50 000 habitants. C'est pourquoi elle ne pouvait pas être divisée pour les raisons que j'ai indiquées, et c'est pourquoi cette ville n'existe plus. Durant plus de cent jours, elle a été soumise à une œuvre de destruction : bombardement de roquettes, d'obus, etc.

Les travailleurs serbes et croates ont défendu ensemble cette cité de leurs propres mains. Le gouvernement croate de Tudjman n'a fait aucun effort pour aider à la défense de la ville de Vukovar. En Serbie, on estime à 86 % des forces armées ceux qui ont déserté à ce moment-là, car ils refusaient de participer à cette guerre. Des équipements extrêmement modernes de l'armée, en particulier aviation et artillerie, incluant 5 000 hommes de troupes, auraient pu détruire Vukovar et ses défenseurs en quelques heures. Cette armée de Milosevic, pourtant, n'a pas été capable de réunir les 5 000 hommes nécessaires à la destruction de la ville. Les médias du monde entier ont pleuré sur le sort de Vukovar, mais personne n'a rien fait pour sauver cette cité. Au même moment, les mêmes médias n'ont jamais montré cette résistance à la guerre ; de la même manière, aujourd'hui, les médias font mine de pleurer sur le sort de Mostar, de Sarajevo et de toute la Bosnie-Herzégovine, et ils font de la propagande pour l'intervention militaire et la division ethnique dans la région. Les massacres en Bosnie, les guerres en ex-Yougoslavie sont destinés à montrer au monde entier que les peuples de ce pays ne sont pas capables de vivre librement les uns à côté des autres.

Il s'agit de montrer que les peuples de l'ex-Yougoslavie ne peuvent vivre que sous la tutelle de l'impérialisme. Le rôle principal des troupes de l'ONU en Bosnie, en Croatie, n'est pas de stopper la guerre, mais de stopper la résistance des peuples de ces régions contre leur propre nomenklatura et contre la guerre. Le rôle de ces troupes est de protéger les différentes mafias et les groupes terroristes de la nomenklatura de la colère de leur propre peuple.

Ils versent des larmes de crocodile au sujet des camps de concentration où sont enfermés les Yougoslaves des différentes nationalités ; ces camps de concentration sont un des éléments de la politique de purification ethnique et de terreur des gouvernements contre les peuples. Les gens qu'on met dans les camps de concentration sont d'abord emprisonnés, puis soumis à la terreur et expulsés. On parle beaucoup de ces camps mais personne ne

parle des personnes qui y sont enfermées par leur propre gouvernement nomenklaturiste de leur propre "nationalité".

Ainsi, par exemple, dans les camps de concentration serbes, il n'y a pas seulement des Croates et des Musulmans, mais il y a des Serbes également ; de même, dans les camps de concentration croates, il n'y a pas seulement des Serbes et des Musulmans, mais aussi des Croates qui résistent à la politique de leur gouvernement. Et la situation de ces gens est infiniment plus grave, car on n'a pas vu un seul cas de Serbe ou de Croate quittant vivant un de ces camps de concentration. Officiellement, du point de vue officiel des "droits de l'homme", ces gens-là n'existent pas, car ils sont l'expression vivante de la résistance des peuples à la guerre et à la volonté de les diviser.

Telles sont les conséquences d'une politique de soumission au FMI. Les plans du FMI ont prévu une désindustrialisation massive et la mise au chômage de 4 millions de personnes dans l'ex-Yougoslavie. Ces objectifs ont été globalement atteints grâce à la guerre et à l'embargo. Le blocus et la guerre ont été les principaux instruments de l'action de l'impérialisme, de même qu'ils sont utilisés dans les autres pays des Balkans contre la classe ouvrière. Milosevic et sa camarilla ont organisé un lock-out massif des travailleurs en Serbie en prenant prétexte de l'embargo. Des milliards de dollars ont été accumulés sur le terrain spéculatif par la mafia autour de Milosevic. Ce sont en fait des troupes de l'ONU en accord avec la camarilla de Milosevic qui ont réalisé cette spéculation.

Les embargos et les guerres sont les instruments principaux du FMI et des capitalistes. Tous les gouvernements des Balkans se préparent à recourir aux mêmes méthodes pour faire face à la résistance de la classe ouvrière qui cherche à défendre ses conquêtes sociales. C'est la raison pour laquelle ils renforcent les campagnes chauvines et nationalistes dans tous les Balkans. Tous les gouvernements des Balkans maltraitent leurs minorités nationales dans leur propre pays de manière à attiser cette tension nationale. Ils justifient cette politique d'oppression

des minorités nationales par l'argument de réciprocité, c'est-à-dire que les minorités d'autres pays sont elles aussi opprimées. Et c'est la voie par laquelle chaque gouvernement soutient le gouvernement d'à côté. C'est pourquoi nous devons nous opposer ensemble à cette politique de prétendue réciprocité. C'est la raison pour laquelle nous devons nous prononcer pour la reconnaissance inconditionnelle des droits des minorités nationales dans chaque pays. La reconnaissance inconditionnelle des droits des minorités nationales dans leur propre pays est le meilleur moyen de préserver les droits des minorités nationales dans les pays d'à côté. Cela, c'est une politique conforme aux intérêts de la classe ouvrière qui est la seule à même d'ouvrir la voie à une Union libre des peuples des Balkans. Cette politique ne peut être réalisée que par la classe ouvrière des Balkans unie et par ses organisations indépendantes. Cela dans le combat commun des travailleurs d'Europe et du monde entier. C'est pourquoi nous mettons à l'ordre du jour la construction d'une Union des travailleurs des Balkans dans le cadre de l'Alliance européenne des travailleurs et de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples.

Après plus d'un demi-siècle, c'est la première tentative d'impulser un mouvement ouvrier indépendant à l'échelle de tous les Balkans. L'ordre mondial imposé par le stalinisme et l'impérialisme après la Deuxième Guerre mondiale a interrompu et coupé une longue tradition commune des travailleurs des Balkans. Nous sommes maintenant en situation de reprendre le combat pour les mêmes objectifs que ceux du mouvement ouvrier des Balkans avant la Première Guerre mondiale.

Un long chemin, des ennemis puissants et de grandes difficultés sont devant nous, mais avec la force que peut nous conférer un vaste mouvement ouvrier, il est possible d'avancer. D'ores et déjà, on peut dire que la prochaine conférence balkanique pourra se tenir à un niveau plus élevé et avec plus de participants. Vive l'Union des travailleurs des Balkans et vive le mouvement ouvrier international !

• Un délégué de Croatie :

La Croatie, à l'heure actuelle, est dans une situation de "cessez-le-feu", 30 % du territoire sont occupés et ces conquêtes territoriales sont protégées par l'ONU. Les Nations unies permettent à Milosevic de faire de grandes économies budgétaires, car ainsi il n'a pas à défendre lui-même les territoires qu'il a conquis sur la Croatie. Il y a 300 000 réfugiés venus de ces territoires occupés de Croatie ; ces populations exigent de pouvoir rentrer chez elles et, ce qui n'est pas clair, c'est de savoir si cela va se réaliser un jour et quand. Peut-être ne le savez-vous pas, mais depuis plusieurs mois, il y a des négociations secrètes qui se tiennent dans des villas à proximité de Belgrade. J'ai été extrêmement surpris de voir le visage de l'ancien Premier ministre croate en train de s'engueuler avec Milosevic ; c'était à proximité de Belgrade et c'est passé à la télévision serbe. Au même moment, en Croatie, le gouvernement et les médias essaient d'endoctriner la population et de lui faire croire que ses seuls ennemis sont les Serbes. Les citoyens serbes ne sont pas autorisés à entrer en Croatie et la plupart des citoyens croates ne sont pas autorisés à entrer en Serbie. Les discussions ne sont autorisées que pour les gouvernements. Ces discussions ont été impulsées et encouragées par l'impérialisme. Tadjman et Milosevic sont les seules personnes autorisées à discuter et à négocier.

Quel est le contenu de ces discussions secrètes ? Ils veulent maintenant passer sur le terrain des négociations commerciales et ouvrir la voie au développement des affaires dans leur propre pays. Au minimum, les gouvernements de Belgrade et de Zagreb se rendent compte que toute prolongation de la guerre risque de leur coûter le pouvoir, c'est pourquoi ils ont besoin d'aller vers la paix. Fort heureusement, il y a une tierce partie qui est susceptible de payer pour eux. Cette tierce partie, c'est la Bosnie, dans laquelle la Croatie et la Serbie mènent une politique qui est de type impérialiste. On peut dire que le peuple de Croatie est opposé à la politique de Tadjman dans son pays. Il est difficile pour les gens de comprendre comment ceux qui occupent

leur pays peuvent devenir leurs alliés. Personne ne peut comprendre la logique de la politique et les positions du gouvernement de Zagreb.

Il doit être dit clairement que ces négociations sont impulsées et approuvées à l'échelle internationale et à Bruxelles. On assiste en fait à une démobilisation du sentiment nationaliste. Les prochains mois vont montrer des changements dans l'opinion publique, cela s'est vu pour commencer en Serbie avec la vague de grèves, et est appelé à se poursuivre en Croatie avec les mêmes grèves. La production industrielle en Croatie a été réduite de moitié et le taux de chômage est l'un des plus élevés en Europe. Ce sont là les résultats de la guerre, mais plus encore des privatisations. Cent personnes en Croatie, parmi lesquelles 80 viennent de la nomenklatura, tiennent entre leurs mains la majeure partie des moyens de production.

Le processus de privatisation touche aujourd'hui à son terme, par conséquent la guerre est appelée aussi à toucher à son terme. Les secteurs les plus bellicistes et les plus chauvinistes en appellent aujourd'hui à la tenue de négociations de paix et à déboucher sur une situation de coexistence pacifique, mais ils espèrent maintenant la paix comme des riches qu'ils sont devenus.

Du fait que les raisons de la crise ne sont pas en Croatie et en ex-Yougoslavie, nous avons besoin d'action commune et d'information commune avec les travailleurs des Balkans et de toute l'Europe. Je vois cette conférence comme un instrument pour avancer vers une coopération plus étroite. Nous sommes volontaires pour participer au processus de constitution de l'Union des travailleurs des Balkans. Pour nous, la solidarité ouvrière n'est pas seulement un moyen de défendre nos revendications immédiates, mais de permettre une vie meilleure. Nous espérons vous revoir tous dans une prochaine conférence.

• Joseph (Hongrie) :

Chers amis, je vous salue et je suis content de pouvoir intervenir.

Permettez-moi d'exposer très brièvement un des points de vue de la délégation hongroise. Permettez-moi d'exprimer mon contentement d'être membre de l'AET et d'être présent et partie prenante de cette première conférence balkanique.

Un des buts de ma présence ici, c'est d'accéder à des informations que je puisse transmettre ensuite autour de moi et que je ne peux pas avoir ailleurs.

Notre combat est conjugué avec le vôtre, c'est-à-dire combattre pour l'unité des travailleurs contre les privatisations, contre le capitalisme qui se développe actuellement dans nos pays, qui peut être qualifié de capitalisme sans aucune contrainte.

Hélas, notre gouvernement fait tout ce qui est en son pouvoir pour empêcher notre peuple de s'unir à votre combat contre les plans du Fonds monétaire international.

Pour moi, la politique de mon gouvernement est inacceptable, je n'accepte pas que les informations nous parviennent uniquement à travers ses moyens d'information et je m'engage à transmettre toutes les informations que j'ai reçues ici pour pouvoir mieux conjuguer nos forces.

Après le changement de régime — mais qui n'était qu'un changement de gouvernement en 1991 — la dette de la Hongrie, qui était il y a trois ans de 20 milliards, a augmenté de 30 %.

Selon moi, notre situation est absolument sans issue si nous restons isolés. Pour cette raison, il est indispensable que nous puissions conjuguer nos efforts pour développer une plate-forme sur laquelle nous puissions travailler ensemble pour tous les travailleurs du monde entier, pour que, au lieu de la guerre, ce soit la raison des hommes, des travailleurs qui gagne. Voilà pourquoi je m'engage à combattre avec vous.

• Condescu (Roumanie) :

En parlant de ce qui se passe dans les Balkans et en référence à la guerre de Bosnie-Herzégovine, je voudrais donner une image de comment cela est perçu en

Roumanie. Premièrement, l'embargo contre la Yougoslavie : nous vous informons qu'aucun Roumain n'est d'accord avec cet embargo, mais l'information qui nous parvient est que si le FMI est mêlé à ces histoires, c'est pour des motifs religieux. Le nationalisme dans cette partie de l'Europe apparaît comme une lutte entre catholiques, musulmans et orthodoxes.

L'impérialisme, comme on l'appelle internationalement, utilise ces méthodes en sachant la répulsion des Européens tant catholiques qu'orthodoxes face à l'éventuelle apparition en Europe d'un Etat musulman. A notre avis, le syndicat peut avoir un rôle très important. Le syndicat ne doit pas réaliser une unité horizontale, c'est-à-dire qu'il y a des syndicats ouvriers unis et des syndicats intellectuels unis à un niveau horizontal. A cela, nous opposons une unité syndicale verticale et complète de la base au sommet.

Ceux qui sont dans la salle le savent, la Roumanie passe aussi par une période de transition dans laquelle les syndicats voudront construire une sorte d'économie sociale de marché. Les partis politiques de Roumanie utilisent la stratégie de privatisation, de collaboration du FMI pour arriver au pouvoir et imposer leur point de vue.

C'est pour cela que nous pensons que les seules institutions qui peuvent défendre le point de vue des salariés sont les syndicats, parce que les partis politiques, quand ils arrivent au gouvernement, oublient ce qu'ils ont promis pendant la campagne électorale. Je veux dire que les syndicats de Roumanie ont bloqué pendant deux ans toute collaboration avec le FMI et n'ont accepté ses programmes qu'après être devenus partie prenante dans ces négociations. Il y a eu des meetings des trois centrales syndicales les plus importantes (FRATIA, ALPHA, SNCLR), et à notre avis la réussite de ces mobilisations, c'est qu'on a fait participer l'ensemble de toute la société. La solidarité des syndicats permet de surmonter le nationalisme ; par exemple, dans la fédération dont nous faisons partie (mineurs), il y a des leaders syndicalistes hongrois, serbes, et de toutes ethnies, et nous

gagnons pour tout le monde les mêmes droits. Suite à la contribution présentée par le camarade grec, on s'est demandé comment agir pratiquement à partir de la situation des Balkans, on a déjà inventé un nouveau mot : "balkaniser" une situation. Dieu nous a mis dans un point stratégique du monde, aucun pouvoir n'a intérêt à ce qu'on s'entende entre nous, mais nous avons senti ici qu'il y a une entente entre les gens. Ce sont les politiques des gouvernement qui nous divisent. Je suis pour la première fois en Grèce, mais je ne sens aucune différence : les hommes sont pareils, avec les mêmes problèmes. Je voudrais préciser que pour participer à cette conférence, le gouvernement roumain ne nous a fait aucun problème en nous laissant libres d'y participer. Dans la situation des Balkans et des autres pays est-européens, je crois que les syndicats ont un rôle primordial parce qu'ils représentent la masse des salariés, ils peuvent imposer au gouvernement au moins une politique de solidarité. Si, par exemple, l'ONU vient faire un sondage auprès des Roumains sur le blocus de la Serbie, 99,99 % seraient contre ce blocus.

Nous croyons que cette solidarité dans les Balkans, ce ne sont pas les ouvriers seuls qui peuvent la réaliser, mais qu'il faut la participation de tous les syndicats des Balkans, qui, chacun dans leur pays, ont organisé la solidarité.

En appelant au nationalisme, on ne peut pas réaliser cette solidarité. A notre avis, la seule possibilité de la réaliser c'est d'organiser une conférence ou un congrès européen des syndicats, de tous les syndicats sans discrimination. Nous sommes prêts à l'organiser.

• Horvath (Komlo, Hongrie) :

Je salue toutes les personnes présentes à cette conférence et les remercie de pouvoir y participer.

Pour moi, la situation actuelle est représentée par la Banque mondiale et le FMI. Ce n'est pas la masse n'importe comment qui amène la paix, mais la volonté organisée des peuples libres. C'est pour cette

raison que nous sommes ici représentés pour organiser les peuples libres.

La Banque mondiale et le FMI, ce n'est pas seulement en ex-Yougoslavie qu'ils veulent constituer une situation de guerre, mais par des provocations ils ont essayé aussi d'inclure la Hongrie dans cette guerre. Et dans ces provocations, je pense surtout aux obus qui sont tombés sur une ville frontalière (Borch), aux hélicoptères qui sont arrivés jusqu'à Komlo ; dans cette provocation sont intervenus aussi les avions fournis par les Russes, des MIG 29.

Le peuple hongrois ne s'est jamais préparé et ne se préparera jamais pour une guerre contre ses voisins, le peuple se trouve en difficulté pour sa survie du fait des problèmes économiques provoqués par la politique du FMI.

Dans une telle situation, il y a des mères qui vendent leur enfants ; nous ne sommes pas d'accord, mais comment pouvons-nous faire, comment être assez fort pour lutter contre ces forces qui créent une situation où des femmes sont obligées de vendre leurs enfants ?

Je considère comme importante l'intervention d'un délégué roumain. Nous, membres de l'AET, devons transmettre toutes les informations aux peuples. Les gouvernements des pays balkaniques, comme ceux du reste de l'Europe, ne sont pas intéressés à donner les informations. Cela nous oblige à nous organiser pour faire circuler les informations.

En décembre 1992, par exemple, il y a eu une grève des chemins de fer en Hongrie ; au même moment se produisaient des mouvements et des grèves en France, en Allemagne, en Espagne. Mais les médias n'ont pas donné l'information, car ils veulent empêcher une union des grèves en Europe.

Il n'y a pas longtemps que nous travaillons ensemble ; nous souhaitons rencontrer les Roumains et organiser la discussion, et par là même nous allons aider à faire baisser la tension qui est artificiellement entretenue.

• **Miltos (Grèce) :**

Nous avons entendu des choses qu'on ne savait pas. Par exemple, que des ouvriers serbes et croates auraient occupé ensemble des usines, que les habitants de Vukovar ont jusqu'à la fin protégé la ville et que c'était la raison pour laquelle celle-ci avait été complètement démolie.

On avait dit que la manifestation à Sarajevo pour la paix était bombardée par des avions militaires. Là où l'impérialisme et la bureaucratie n'ont pas pu diviser les peuples, ils ont semé la mort ou la destruction totale. C'est une image tout à fait différente de ce qu'on voit à la télévision grecque. Toutes les télévisions d'Europe présentent exactement les mêmes images ; par exemple, on apprend ici l'existence de grèves et de manifestations ouvrières qu'on ignorait complètement avant. Ils pratiquent de la même façon en Hongrie, par exemple avec la grève des cheminots. Le blocus d'informations par le gouvernement veut empêcher les grèves et manifestations d'être victorieuses et interdire la formation de l'unité des travailleurs. En apprenant que le blocus existe un peu partout, on réalise la signification de celui existant dans notre pays. En Grèce, pendant trois ans, le gouvernement qui avait mené une attaque contre les ouvriers, qui a diminué le salaire des ouvriers, qui a liquidé les entreprises publiques, les droits démocratiques, a aussi essayé de liquider le système de santé publique et d'enseignement public.

Le peuple a voté contre le gouvernement qui a appliqué cette politique et pour un autre gouvernement qui avait promis un changement. Les promesses du gouvernement n'étaient pas secrètes, le peuple attendait des améliorations à tous les niveaux. La majorité du peuple est déçue. Il ne faut pas de déception, il ne faut pas croire qu'une conquête peut être réalisée sans que les ouvriers prennent les choses en main avec leur unité et leurs revendications. Ce qu'on connaît, c'est toujours la réponse du gouvernement contre les ouvriers, c'est la violence, c'est le nationalisme. Les conséquences extrêmes de cette politique nationaliste, on les vues en Yougoslavie, un peuple contre l'autre et des milliers de victimes. L'aboutissement

de tout nationalisme, c'est la guerre. Les ouvriers grecs et des Balkans doivent s'unir pour arrêter la guerre qui existe déjà et en stopper toute possible extension. Pour arriver à cet objectif, contre la politique de tous les gouvernements qui appliquent la politique du FMI, de la Banque mondiale, de l'Union européenne, il faut unir tous les ouvriers des Balkans, car l'attaque contre les ouvriers ne connaît pas de frontières nationales.

Par le comité d'organisation, on a eu la proposition de discuter de la perspective d'une Union des travailleurs des Balkans. C'est un pas vers une amélioration du niveau d'informations. Avoir un bulletin dans toutes les langues des Balkans qui va couvrir notre besoin d'informations. A travers ce bulletin, on va trouver ensemble les moyens du combat contre la guerre.

• Roubani (syndicaliste grec) :

Les chiffres dans la CEE : aujourd'hui, on est arrivé à 19 millions de chômeurs, 5 millions de sans-abri.

Les médias font de la publicité pour le Livre blanc comme un instrument, un moyen de bataille contre le chômage et pour la solidarité sociale.

Voici les trois axes principaux du Livre blanc qui a été adopté à l'unanimité par le conseil des ministres européen : une baisse des taux d'intérêt de trois unités pour le capital que les banques donnent aux capitalistes, la réduction du déficit budgétaire par la diminution des dépenses sociales, moins de santé, d'enseignement. Le troisième axe, le plus important, c'est la diminution du coût du travail. Le processus de diminution du salaire, parallèle au processus de diminution du temps de travail, a déjà commencé chez Volkswagen. Avec ces méthodes, ils prétendent créer, d'ici l'an 2 000, 15 millions de postes de travail. Ils ont comme objectif de ne pas avoir plus de 10 millions de chômeurs en l'an 2000, c'est-à-dire qu'avec les 15 millions de postes de travail, les travailleurs vont partager le coût du chômage.

Tous les moyens sont bons, comme il est dit dans le Livre blanc : l'un des objec-

tifs, c'est l'augmentation de la possibilité de concurrence du capital pour pouvoir investir, cela signifie que le standard de vie doit baisser dramatiquement.

Les travailleurs, sous le poids de la crise, consomment moins, et cette consommation chute sans arrêt également parce qu'il y a intervention impérialiste dans le monde, surtout le tiers monde. Le capital refuse de payer sa part.

Une des estimations les plus importantes de la commission, celle qui est déjà faite dans le cadre du Livre blanc, c'est qu'il faut diminuer les salaires des travailleurs pour pouvoir élargir le profit. Tous les gouvernements, dans le cadre du Livre blanc, doivent appliquer une politique qui essaie de créer plus de postes de travail en diminuant les salaires, et quand la production augmentera il y aura des augmentations de salaires, mais au-dessous de la productivité acquise. La part de salaire dans le PNB doit diminuer, l'augmentation probable prochaine va rester en dessous du taux d'augmentation de la productivité.

Un journal grec, du 1^{er} janvier 1994, indique qu'il existe aujourd'hui un marché du travail souple et bon marché, 50 % de travail précaire, et cela augmente d'un jour à l'autre, toutes les mesures du gouvernement grec facilitent l'exploitation de ces travailleurs.

Ils disent que le nombre de chômeurs est beaucoup plus grand : 10 %, alors qu'en 1980 le taux de chômage en Grèce était de 2 %. Malgré la baisse du pouvoir d'achat du salaire des travailleurs, malgré l'augmentation du profit du capital, le capital n'investit pas dans la production. Au contraire, dans toute une série de secteurs de l'activité productive en Grèce, qui occupaient une place importante dans le marché mondial, textile, etc., il y a des milliers et des milliers de travailleurs licenciés. On assiste à la désertification de toute une série de régions et de villes, la destruction de la protection sociale progresse.

Il y a 17 milliards de dollars de capitaux grecs dans des banques étrangères. Ce n'est pas seulement une réalité grecque ou

européenne parce que la crise est mondiale, c'est typiquement la base du nationalisme, du racisme et des guerres. Il s'agit de la nouvelle idéologie de l'impérialisme pour diviser les travailleurs et les peuples et imposer sa politique, comme par exemple le traité de Maastricht. C'est vrai que nos camarades dans les autres pays balkaniques subissent des conditions pires que nous ici. Les racines de ces problèmes sont les mêmes pour tous. Problème de nationalisme, de guerre, de racisme, de chômage, des coups contre le pouvoir d'achat, contre les travailleurs, qui sont les mêmes pour tous.

Nous croyons que, comme travailleurs grecs, nous pouvons mener ce combat contre le Livre blanc, contre le traité de Maastricht, contre les plans impérialistes de guerre dans les Balkans de façon plus efficace si nous nous unissons avec les travailleurs et les autres peuples des Balkans.

• Daniel Gluckstein (France) :

Camarades, je suis mandaté par le Parti des travailleurs et l'Entente internationale des travailleurs pour saluer les travaux de la conférence, et je voudrais faire un certain nombre d'observations sur la situation mondiale et la discussion en cours, et également quelques observations sur les documents soumis.

D'abord, sur le cadre de la guerre, je crois qu'il faut être attentif au fait que nous sommes à un tournant de la situation. Nous avons ce matin modifié le projet d'appel pour le retrait des troupes de l'ONU pour tenir compte des développements les plus récents, c'est-à-dire, en particulier, la pression exercée notamment par le gouvernement français pour obtenir une intervention militaire plus directe de l'OTAN et de l'ONU en Yougoslavie. La presse américaine déclare qu'il pourrait y avoir un retrait partiel des troupes de l'ONU pour permettre ce qu'ils appellent un "tapis" de bombes sur les positions serbes en ex-Yougoslavie. Tout le monde comprend qu'une telle agression militaire

dans l'ex-Yougoslavie, si elle avait lieu, n'aurait pas pour objet de défendre les peuples de la région. Ce serait en réalité une agression militaire contre les peuples de la région. C'est pourquoi le projet d'appel élaboré avec les camarades serbes et croates propose d'engager une campagne internationale à la fois pour le retrait des troupes et contre toute agression militaire dans l'ex-Yougoslavie. Il a été dit hier dans cette discussion (et je suis d'accord avec cela) qu'à la base de ces guerres et de ces conflits, il y a les plans du Fonds monétaire international et la décomposition de la situation économique et politique mondiale. Il faut préciser qu'il y a un lien direct entre la guerre et la décomposition du système de la propriété privée des grands moyens de production.

Au siècle dernier, le développement du capitalisme a sous-tendu — au moins en partie — le développement et la constitution d'Etats nationaux et la réalisation des aspirations nationales. Aujourd'hui, la décomposition du capitalisme se traduit, comme l'a expliqué la camarade Hélène hier, par une tendance à la dislocation et au morcellement de tous les Etats, visant à l'atomisation de la classe ouvrière dans tous les pays. Et c'est pourquoi il est indispensable, dans les propositions qui sont faites, de relier la défense des conquêtes ouvrières avec la lutte pour la paix, la défense des organisations indépendantes avec la lutte pour la démocratie. Dans un pays comme l'Italie, il y a eu pendant vingt-cinq ans des pactes sociaux entre les gouvernements, le Parti communiste italien et le PSI, les directions des syndicats ouvriers. Ces pactes sociaux ont abouti à casser tout le cadre national des conquêtes ouvrières, c'est-à-dire qu'on a régionalisé les régimes de sécurité sociale, régionalisé la législation du travail. Au bout du compte, cet éclatement du cadre national des conquêtes ouvrières ouvre la voie à l'éclatement du pays lui-même, c'est-à-dire à un processus à la yougoslave en Italie. Et cette menace pèse sur tous les peuples du monde comme produit de la politique du Fonds monétaire international.

C'est pourquoi le premier problème posé au mouvement ouvrier, c'est qu'à l'intérieur du mouvement ouvrier nous

sommes confrontés à des partis, des courants, des organisations qui agissent comme des relais des plans de guerre et de misère du Fonds monétaire international. Il ne faut pas se cacher que pour la classe ouvrière, c'est là le principal problème. Prenons le cas de la France dont le gouvernement aujourd'hui est le plus actif pour obtenir le déchaînement des bombardements sur la Yougoslavie. Bien sûr, le gouvernement de droite est pour, mais d'une certaine manière c'est normal. Mais plus encore, il y a le rôle joué par le président François Mitterrand. La presse américaine de ce matin explique par exemple que Mitterrand a décidé de plaider personnellement auprès de Clinton pour obtenir les bombardements sur l'ex-Yougoslavie. C'est-à-dire que c'est François Mitterrand et derrière lui le PS qui sont les plus actifs pour l'engagement de cette guerre meurtrière contre les peuples de Yougoslavie.

Et, dans le même temps, le Parti communiste français vient de publier une déclaration sur l'ex-Yougoslavie qui dit ceci : il ne faut pas que les troupes de l'ONU quittent l'ex-Yougoslavie, car cela "aboutirait à un carnage". "Les troupes de l'ONU ont accompli un courageux travail durant ces derniers mois", et ils appellent à une "conférence internationale pour assurer le respect effectif de l'embargo", pour le maintien des casques bleus sur le terrain et, je cite, "pour la défense des populations musulmanes".

Camarades, il n'y a pas de "population musulmane" en Yougoslavie, il y a des travailleurs, des paysans, des ouvriers, des peuples. Il y en a sans doute qui sont de confession musulmane, d'autres orthodoxes, d'autres catholiques, d'autres sans religion, il y a des ouvriers, des paysans de langue serbe, croate, slovène et beaucoup d'autres, mais comment peut-on se réclamer des intérêts ouvriers et diviser le peuple entre des musulmans qu'il faudrait défendre et d'autres qu'il ne faudrait pas défendre ? Cela, c'est rentrer dans le jeu de la division des rangs ouvriers, des plans de l'impérialisme. Lorsque nous, en France, nous entendons les dirigeants dire qu'il faut aider les peuples de l'ex-Yougoslavie, nous sommes obligés de nous poser des questions. Le gouvernement français qui opprime les peuples en

Nouvelle-Calédonie et dans d'autres colonies françaises serait-il le défenseur du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes dans l'ex-Yougoslavie ?

Chaque année, en France, du fait des plans du gouvernement, 30 000 paysans sont obligés d'abandonner leur terre. Comment ceux qui poussent les paysans français à la misère pourraient-ils être les défenseurs des paysans bosniaques, croates ou serbes ? Chaque année, des centaines de milliers d'ouvriers perdent leur emploi en France. Comment le gouvernement qui organise ces plans de licenciement pourrait-il être le défenseur des ouvriers bosniaques, serbes ou croates ?

Il n'y a pas deux politiques, une intérieure, une extérieure. Le gouvernement Mitterrand-Balladur est un gouvernement qui, en France, sacrifie les intérêts du peuple travailleur au profit des spéculateurs et des exploités. Les mêmes intérêts le guident dans sa politique intérieure en France et dans sa politique internationale, par exemple dans l'ex-Yougoslavie et dans les Balkans. C'est pourquoi le mouvement ouvrier a une grande responsabilité qui consiste à dévoiler la véritable signification de la guerre en cours dans l'ex-Yougoslavie, à dénoncer implacablement le mensonge, la propagande, et à montrer qu'en réalité les responsables de cette guerre, ce sont les grandes institutions internationales et l'ensemble des gouvernements liés au FMI, à la Banque mondiale et à la Communauté économique européenne. Il se trouve que la Grèce a la "chance" depuis quelques jours de présider l'Union européenne, laquelle Union européenne est appelée de plus en plus à jouer un rôle politique très important. Le centre des plans de l'Union européenne, c'est la tentative d'intégrer les organisations ouvrières à l'Etat et au gouvernement. Jacques Delors a dit très clairement que sous la présidence grecque, il faut avancer dans l'association des syndicats à la politique gouvernementale.

Camarades, l'indépendance des syndicats est un des piliers de la démocratie dans le monde entier. Quand les syndicats sont intégrés à l'Etat et au gouvernement, c'est le totalitarisme ; cela peut être le totalitarisme fasciste ou corporatiste,

comme en France sous Pétain, cela peut être le totalitarisme stalinien, comme dans l'ex-URSS et les pays est-européens, cela peut être encore d'autres formes. Mais la démocratie, c'est l'indépendance des syndicats. La démocratie, c'est que les syndicats revendiquent et négocient, mais cela n'est pas qu'ils participent à l'élaboration de la loi, de la politique gouvernementale. Or, en France, en Espagne, en Grèce, dans tous les pays, on cherche à imposer aux syndicats de devenir des instruments de la politique gouvernementale. Et c'est pourquoi l'Entente internationale des travailleurs a proposé de préparer une conférence sur la défense de l'indépendance des organisations syndicales et des régimes de protection sociale, en particulier à l'occasion de la conférence annuelle de l'OIT au mois de juin prochain.

Peut-être avez-vous lu la lettre à Michel Camdessus, directeur général du FMI, qui a été adoptée par le bureau de l'Entente. Elle n'existe pas encore en grec, mais elle va être traduite. J'attire votre attention sur le fait que l'Organisation internationale du travail, dans laquelle il y a les représentants pour chaque pays des gouvernements, du patronat et des syndicats, a reçu l'ordre du FMI de se transformer en agent d'exécution des plans d'ajustement structurel du Fonds monétaire international. Alors, nous avons un rôle déterminant à jouer. Dans chaque pays, sous des formes différentes, il y a des groupes, des organisations, parfois des syndicats, parfois des partis politiques, des militants qui cherchent à résister à cette politique d'intégration. J'entendais hier les camarades roumains qui disaient : depuis deux ans, l'activité des syndicats en Roumanie a fait obstacle aux plans du FMI. Ces éléments de résistance existent sous une forme ou sous une autre dans tous les pays, et ils existent de la part de courants qui ont des origines différentes dans le mouvement ouvrier. Nous devons aider ce mouvement de résistance à se rassembler, dans chaque pays comme à l'échelle internationale. Nous devons l'aider à se rassembler à l'échelle européenne.

Je crois qu'il faut préciser que nous ne reconnaissons pas le cadre de l'Europe des Douze. L'Europe des Douze, c'est la division de l'Europe. On le voit bien ici,

quand on est à Athènes. On voudrait nous faire croire, par exemple, que l'Europe, ce serait la Grèce et pas la Roumanie, et pas la Hongrie. C'est pourquoi nous avons proposé qu'il y ait une campagne commune autour d'une même plate-forme de défense des intérêts ouvriers qui est la plate-forme proposée par nos amis allemands à Leipzig, et que, sur cette plate-forme, se rassemblent des camarades, des groupes, des organisations de pays qui sont dans l'Europe des Douze et de pays qui n'y sont pas.

Sur la base de cette plate-forme, nous cherchons à présenter des listes communes aux élections européennes dans les pays où cela est possible. Je sais que d'ores et déjà des listes sont en train de se constituer en Allemagne, en France, en Belgique, en Espagne, au Portugal, en Grande-Bretagne, au Danemark (je ne sais pas exactement ce qu'il en est en Grèce).

Nous voulons manifester que nous voulons construire une même Europe. Pour prendre un exemple concret : en France, pour préparer les élections, nous devons envoyer 45 millions de professions de foi aux électeurs. Eh bien, ce document que nous allons envoyer aux électeurs français, ce sera d'un côté le document de Leipzig avec les signatures de tous les pays d'Europe, et de l'autre côté un complément plus particulier à la France ; et ainsi, nous allons montrer que la seule Europe possible, c'est l'Europe des travailleurs unis de toute l'Europe, d'est en ouest, du nord au sud, sans division du "marché commun". Nous allons montrer que cette Europe-là, pour la construire, il est nécessaire de réaliser l'unité des travailleurs et de leurs organisations de toute l'Europe pour se libérer des plans du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale.

Pour finir, une remarque : j'ai lu le projet de manifeste en français, je suis d'accord avec son orientation générale. J'ai trois propositions de modifications :

- D'abord, je proposerai qu'on cite plus tôt les délégués de Grèce, plus au début du texte, parce que la citation éclaire ce qui se passe dans tous les pays. Donc, comme cela a une portée générale, je crois

que cela serait mieux de le mettre plus au début.

• Deuxièmement, dans la citation qui est faite du camarade serbe, je propose qu'on ajoute une phrase rappelant ce qu'il a dit, parce que cela a frappé tout le monde : à savoir que, sur toutes les télévisions du monde, on nous montre la population désespérée qui cherche à manger, mais on ne nous montre pas les grèves ouvrières qui ont eu lieu. Pour nous, en France, c'est très important, la télévision montre de larges émissions sur la Yougoslavie qui ne sont que des appels au désespoir et à la désolation.

• A la fin du texte, remettre les mots d'ordre des documents préparatoires sur ce qui est un peu la plate-forme de Union des travailleurs des Balkans. Il faudrait en particulier une formule qui dise que nous sommes pour l'union libre des peuples libres d'Europe et que nous sommes pour des Etats-unis ouvriers et paysans de toute l'Europe. Au morcellement généralisé, nous opposons le fait que la reconnaissance du droit de tous les peuples à disposer d'eux-mêmes ne doit pas déboucher sur l'éclatement et la guerre, mais au contraire cela peut et doit être relié à de véritables Etats-unis d'Europe, des Etats-unis ouvriers et paysans de toute l'Europe.

• Le président du syndicat des retraités des PTT (Grèce) :

Je suis ici pour montrer qu'on est solidaire de la lutte commune que nous menons tous. Les retraités ne sont pas retirés de la vie active et peuvent jouer un rôle important dans l'activité. Nous considérons que l'expérience des retraités peut aider les travailleurs à la lutte commune contre l'offensive barbare contre les droits et les conquêtes des travailleurs. J'ai entendu ce que le camarade français, Daniel, a dit : des choses qui étaient mes croyances quand j'étais jeune, quand j'ai commencé la lutte syndicale, des choses qui étaient la base même du combat des travailleurs contre l'autre classe, la classe des capitalistes. Nous sommes témoins de

l'offensive généralisée contre tous les pays de l'Europe, surtout contre la Grèce.

Le mouvement syndical prisonnier de la conception du "dialogue social" accepte que les travailleurs soient aussi responsables de la crise qui existe. Le mouvement syndical devient un appendice du gouvernement, il accepte la barbarie du Livre blanc. Le mouvement ouvrier est obligé de chercher des moyens nécessaires à son émancipation politique et organisationnelle. Définir les problèmes sur la base des besoins et des intérêts de la classe ouvrière et passer à la riposte contre l'offensive du patronat en refusant la division des travailleurs. Il faut que le mouvement ouvrier refuse que l'Europe des Douze soit la seule voie pour les travailleurs, en refusant que le capitalisme soit la seule issue.

De cette capacité du mouvement ouvrier à définir ses revendications, ses objectifs, contre les plans du capital en Grèce et dans le monde, et de cette capacité de la classe ouvrière à mener le combat pour ses revendications dépend que le retour au Moyen Age qui est proposé dans le Livre blanc devienne une réalité ou pas. Il faut avoir une conscience profonde que la classe ouvrière et d'autres couches travailleuses de la population sont les seules qui produisent toutes les richesses sociales, qui payent des impôts. C'est pourquoi, comme retraités, nous demandons la protection sociale, la sécurité sociale totale, et que la sécurité sociale soit payée seulement sur la base des cotisations du patronat et sous la protection de l'Etat.

Je crois que cette revendication doit être incluse dans la plate-forme commune. Interdiction par la loi de toute assurance privée dans le secteur de la santé, des accidents du travail. Couverture de protection sociale pour tous les chômeurs. Que les augmentations des retraites suivent les augmentations des salaires. Je ne connais pas le système de retraite dans les autres pays. Si je pose cette revendication de lier les retraites et les salaires, c'est pour faire obstacle à la division entre les travailleurs et les retraités, et ainsi nous pouvons agir tous ensemble contre le principe du capital.

A la proposition du Livre blanc de la CEE de réduire le temps de travail et le salaire, nous opposons 35 heures de travail sans aucune réduction de salaire. Il est temps et il est responsable que tout le monde ait du travail, de garantir la protection sociale pour tous. Une revendication centrale, égalité entre les travailleurs d'un pays et les travailleurs immigrés.

Nous luttons contre les plans que l'impérialisme veut nous imposer, c'est-à-dire la guerre, le nationalisme et le racisme. A mon avis, la direction du mouvement syndical est passée au service du capital, c'est pourquoi je considère que notre devoir est de clarifier auprès des travailleurs quelle est la situation réelle, et que les travailleurs se rassemblent sur la base de leurs intérêts et pas sur la base des intérêts du capital.

L'heure est à la rupture avec cette politique menée par les directions syndicales en Grèce et dans toute l'Europe. Je vous souhaite bonne campagne.

• Le président de la Fédération des syndicats industriels (Grèce) :

Je veux vous adresser un message de bienvenue de la part de la Fédération des syndicats industriels.

Nous sommes très contents parce que nous avons lutté comme fédération pour que vous veniez ici, et nous avons entendu vos expériences à l'occasion de cette conférence. Nous savons que toute une série de délégués, en raison des problèmes de visas, n'ont pas pu venir ici, et j'espère que, dans une prochaine réunion, dans une prochaine conférence, nous serons beaucoup plus nombreux pour être plus efficaces avec les résolutions que l'on prend à l'occasion de cette conférence.

A Paris, lors de la Conférence mondiale ouverte, nous avons décidé de cette conférence balkanique, et c'est vrai que nous vivons dans une région où tous les problèmes sont vraiment très aigus et le dan-

ger d'expansion de la guerre est vraiment visible.

Hélène a traité dans son rapport du chômage, de la désindustrialisation et de la misère, et la situation continue à être la même concernant le cadre institutionnel pour les travailleurs.

Pour que le mouvement ouvrier trouve son orientation, il n'est pas possible de le faire dans le climat conservateur qui a été créé, et nous croyons qu'on ne peut pas avancer dans cette voie si on est isolé, travailleurs d'une fédération ou d'un pays. Nous pouvons réussir si nous luttons tous ensemble en opposant au capital international la collaboration internationale des travailleurs.

• Le vice-président de la Fédération des PTT (Grèce) :

Je suis très content de pouvoir m'adresser à vous tous. Le problème pour nous tous, les travailleurs, c'est quoi faire pour la paix ? Nous voulons tous la paix, mais est-ce que les actions de chacun servent à la paix ? Les classes sociales ennemies essaient de présenter la lutte de classe des travailleurs comme un prologue à la guerre. Tous les peuples subissent les conséquences de la guerre en Yougoslavie, surtout les peuples des Balkans : l'augmentation du chômage, le phénomène de désorganisation des entreprises qui se développe rapidement. Cela sert pour la surexploitation. Il y a quinze jours, 1 830 petites ou moyennes entreprises du textile ont été fermées ou délocalisées. On délocalise pour trouver de la main-d'œuvre meilleur marché.

Il faut l'unité internationale des travailleurs pour s'opposer à cette exploitation à travers divers moyens. Cela peut se baser sur la solidarité internationale des travailleurs, pas seulement dans les phrases, mais dans la pratique.

Tout ce que nous subissons est la conséquence de l'exploitation imposée par les puissants du monde. Je pose une question,

à vous et à moi-même : quelle nouvelle forme de production peut créer la classe ouvrière qui ne contienne pas l'exploitation ? Parler comme Marx de l'union libre des producteurs où personne n'exploite quelqu'un d'autre, il faut voir cela dans le cadre de l'antagonisme qui existe aujourd'hui, et examiner tous les moyens que la classe ouvrière a utilisés dans le passé pour arracher, défendre ses conquêtes. C'est la lutte d'aujourd'hui.

Parce qu'il y a un "ordre établi" dans le mouvement ouvrier, organisé à l'intérieur de la classe ouvrière, nous devons nous organiser. En prenant en compte tout cela.

• Le secrétaire général de l'Union des ingénieurs agronomes fonctionnaires de Grèce :

Le projet de manifeste ne traite pas un problème que je crois crucial concernant les Balkans. Il y a la réforme de la politique agricole commune de la CEE. Nous luttons contre la guerre, contre les plans du FMI, contre la destruction des bases productives des pays. L'agriculture, pour les pays balkaniques, est un secteur très important. 18 % de la population hongroise

se s'occupent de l'agriculture, 30 % en Roumanie, 21 % en Grèce. Dans le bulletin que nous voulons sortir, il faut traiter de ce problème : quel impact ont les accords du GATT dans les pays balkaniques. Je crois que la conséquence des accords signifie la désertification des campagnes, la dislocation de la population paysanne.

Seulement un exemple, concernant la Grèce : souvent, on nous accuse de parler de catastrophe, de destruction. La densité de la population au kilomètre carré est de 70 dans les régions montagneuses et de 17 seulement dans les 12 000 communes agricoles qui existent ; 3 500 communes agricoles ont une population de 1 à 50 habitants, le reste, 4 500 communes agricoles, ont une population de 100 à 150. 70 % à 75 % des paysans dans ces communes ont plus de 45 ans. Comme conséquence de la politique des accords du GATT et de la politique agricole de la CEE, la réduction des prix et de la production agricole, le gel obligatoire des terres, la préretraite des paysans, tout cela signifie dans la pratique la destruction et la désertification de la campagne. C'est une situation similaire dans les autres pays balkaniques.

On doit inclure dans le projet de manifeste une référence claire à notre lutte contre les accords du GATT, contre la politique agricole commune de la CEE.

de l'occupation de l'agriculture, 30 à 40 % de la population de la Grèce. Dans les autres pays de la région, les statistiques sont limitées. Les données disponibles indiquent que l'agriculture est le secteur principal de l'économie de ces pays. Les statistiques de la production agricole sont généralement faibles et les statistiques de la consommation des produits agricoles sont encore plus faibles.

En ce qui concerne les statistiques de la production agricole, les données sont généralement faibles et les statistiques de la consommation des produits agricoles sont encore plus faibles. Les données disponibles indiquent que l'agriculture est le secteur principal de l'économie de ces pays. Les statistiques de la production agricole sont généralement faibles et les statistiques de la consommation des produits agricoles sont encore plus faibles.

On doit noter que le projet de manuel de statistiques agricoles de la CEE, qui est en cours de préparation, sera un outil précieux pour les pays de la région.

Il est également important de noter que les données de la production agricole sont généralement faibles et les statistiques de la consommation des produits agricoles sont encore plus faibles.

Il est également important de noter que les données de la production agricole sont généralement faibles et les statistiques de la consommation des produits agricoles sont encore plus faibles. Les données disponibles indiquent que l'agriculture est le secteur principal de l'économie de ces pays. Les statistiques de la production agricole sont généralement faibles et les statistiques de la consommation des produits agricoles sont encore plus faibles.

Il est également important de noter que les données de la production agricole sont généralement faibles et les statistiques de la consommation des produits agricoles sont encore plus faibles. Les données disponibles indiquent que l'agriculture est le secteur principal de l'économie de ces pays. Les statistiques de la production agricole sont généralement faibles et les statistiques de la consommation des produits agricoles sont encore plus faibles.

Il est également important de noter que les données de la production agricole sont généralement faibles et les statistiques de la consommation des produits agricoles sont encore plus faibles. Les données disponibles indiquent que l'agriculture est le secteur principal de l'économie de ces pays. Les statistiques de la production agricole sont généralement faibles et les statistiques de la consommation des produits agricoles sont encore plus faibles.

• Le secrétaire général de l'Union des ingénieurs agronomes européens et de la Fédération nationale de la Grèce

Le projet de manuel de statistiques agricoles de la CEE, qui est en cours de préparation, sera un outil précieux pour les pays de la région. Il est également important de noter que les données de la production agricole sont généralement faibles et les statistiques de la consommation des produits agricoles sont encore plus faibles.

Il est également important de noter que les données de la production agricole sont généralement faibles et les statistiques de la consommation des produits agricoles sont encore plus faibles. Les données disponibles indiquent que l'agriculture est le secteur principal de l'économie de ces pays. Les statistiques de la production agricole sont généralement faibles et les statistiques de la consommation des produits agricoles sont encore plus faibles.

Il est également important de noter que les données de la production agricole sont généralement faibles et les statistiques de la consommation des produits agricoles sont encore plus faibles. Les données disponibles indiquent que l'agriculture est le secteur principal de l'économie de ces pays. Les statistiques de la production agricole sont généralement faibles et les statistiques de la consommation des produits agricoles sont encore plus faibles.

La dévaluation du franc CFA : une nouvelle phase dans l'offensive meurtrière contre les peuples d'Afrique

(Déclaration de la IV^e Internationale, 24 janvier 1994)

Convoqués par le ministre français de la Coopération, les chefs d'Etat des 14 pays africains constituant le pré carré de la France en Afrique sont arrivés, lundi 10 janvier, à Dakar. L'ordre du jour était imprécis, et pour cause : il n'a été fixé qu'avec l'arrivée inopinée du directeur général du FMI (Fonds monétaire international), qui a déclaré, au nom de son institution et du gouvernement des Etats-Unis qui le contrôle : nous exigeons la dévaluation de 50 % du franc CFA (franc de la Communauté financière de l'Afrique, monnaie commune aux 14 pays convoqués). Les chefs d'Etat africains, surpris pour la plupart d'entre eux par ce diktat et par le fait qu'il soit formulé par une institution financière contrôlée par les Etats-Unis, alors que le franc CFA relevait de la "souveraineté" française en Afrique, se sont tournés vers Paris. Pour s'entendre dire : c'est du FMI que vous êtes tributaires maintenant, c'est à ses consignes qu'il faut répondre.

C'est ainsi que se sont déroulés les événements qui ont abouti à ce que, le mercredi 12 janvier, les populations de 14 pays africains considérés dans l'ensemble comme les plus pauvres de la planète se sont réveillées avec une monnaie ayant perdu presque la moitié de son pouvoir d'achat. Cette monnaie émise en réalité par la France s'était échangée pendant quarante-cinq ans au taux fixe de 50 francs CFA pour un franc français.

C'était, par FMI interposé, le diktat des Etats-Unis. Les Etats-Unis qui avaient indiqué, en envahissant la Somalie au cours de l'année 1992, après la guerre contre le peuple irakien, qu'il n'était plus question de respecter le cadre établi entre

les différentes puissances impérialistes au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale qui maintenait les vieilles puissances coloniales de l'Europe (France et Grande-Bretagne essentiellement) dans le rôle de puissances tutélaires de l'Afrique.

Il s'agit de la politique par laquelle le gouvernement Bush d'abord, l'administration Clinton ensuite s'instituaient en futurs gendarmes de l'Afrique, pour écarter du marché africain les anciennes puissances tutélaires (France et Grande-Bretagne essentiellement). Déjà, avant la Somalie, par "négociations" interposées, les Etats-Unis avaient directement pris en main le contrôle des développements politiques en Afrique du Sud. Et au nord de l'Afrique, en Algérie en particulier, les Etats-Unis commençaient à participer directement à la formation d'une situation d'impasse dont l'enjeu final demeure en particulier le contrôle des ressources pétrolières de ce pays.

Une politique de dislocation, celle qui amène d'ores et déjà aux guerres meurtrières en Angola, en Zambie, en Sierra Leone, au Burundi, au Rwanda et dans plus de 25 pays. Cette politique consiste à décréter qu'il y a une Afrique "utile", concentrée autour de quelques enclaves minières et pétrolières, et une Afrique "inutile", à laquelle appartiendraient 90 % du continent.

Cette politique a conduit par exemple, en Afrique du Sud, à un développement suscité de la violence conduisant à l'assassinat au cours des trois dernières années de dizaines de milliers de Noirs, avec la volonté évidente de mettre en cause l'unité du peuple noir.

**LA DÉVALUATION DU FRANC CFA :
UN TOURNANT DANS L'OFFENSIVE
DESTRUCTRICE
CONTRE LE DROIT À LA VIE
DES PEUPLES AFRICAINS**

Les peuples immédiatement affectés ne s'y sont pas trompés : le FMI, qui a imposé cette mesure de dévaluation du franc CFA, vient de franchir un pas dans l'offensive meurtrière qui l'oppose à eux. Il s'agit d'une mesure qui conteste ouvertement le droit à la survie de dizaines de millions d'hommes, de femmes et d'enfants, qui met en cause ouvertement les attributs de l'indépendance, même les plus élémentaires, et qui tend à ramener le continent africain à une situation encore pire que celle de l'époque déjà terrible de l'occupation coloniale. En effet, dans les heures qui ont suivi la dévaluation, les prix ont flambé jusqu'à 100 %. Le spectre d'une famine généralisée est devenu une perspective concrète au cœur même des villes de ces pays.

D'autant plus que cette mesure avait été précédée d'une baisse des salaires allant de 15 à 50 %, selon les pays de cette zone monétaire, toujours comme résultat des exigences du FMI. Au profit de qui ? Au profit de quoi ? se demandent les peuples africains, qui ont du mal à comprendre les raisons qui poussent les institutions internationales du grand capital à prendre de telles mesures.

Des raisons "techniques", "économiques", sont avancées par des "experts" et par des gouvernements dont pas un seul n'a résisté au diktat, alors qu'ils connaissaient les conséquences terribles d'une telle mesure. L'un d'entre eux n'a-t-il pas déclaré : "*Les comptes sont faciles à faire, les dégâts, on les connaît à l'avance.*"

La réponse est toute simple : au profit d'une escalade dans le pillage des ressources essentielles des populations. Au profit des profits spéculatifs des grands groupes financiers internationaux auxquels les pays africains sont liés par une "dette" qui n'est pas la leur.

En effet, on a un résumé des raisons qui ont amené les Etats-Unis, au travers du FMI, à imposer cette mesure brutale de dévaluation, quand on sait qu'elle implique :

— un doublement automatique du fardeau de la dette payable en devises ;

— une dévaluation de moitié de la "dette intérieure" des Etats, composée essentiellement d'arriérés de salaires, les sommes ainsi dégagées allant au paiement de la "dette" extérieure dont le FMI est le "garant" ;

— la voie ouverte à une accélération du pillage, surtout de celui effectué sous la forme des privatisations, les biens nationaux ayant été dépréciés de 100 % de leur valeur en devises ;

— un pillage accru des matières premières, dont les producteurs recevront en contrepartie des sommes dévaluées. A tel point que des études démontrent qu'ils arriveront difficilement à acheter les matières premières nécessaires au renouvellement du cycle de production.

**UNE TENTATIVE DE REMETTRE
EN CAUSE L'EXISTENCE MÊME
DES ORGANISATIONS OUVRIÈRES**

Les experts du FMI ne s'en sont pas cachés. Ils ont manifesté leur volonté, en dévaluant le franc CFA, de s'y prendre "autrement" dans leur offensive meurtrière, face à la résistance opposée par les organisations de la classe ouvrière aux formes plus "classiques" de l'ajustement structurel.

Cela faisait en effet cinq ans que le FMI et la Banque mondiale avaient inscrit, comme un élément central du "cahier de charges" confié à chaque gouvernement, la remise en cause des codes du travail, qui en règle générale étaient l'expression positive du rapport de force imposé par les travailleurs et les peuples lors de la lutte pour l'indépendance. Ces gouvernements se sont heurtés à la résistance de la classe ouvrière (cela fait deux

ans, par exemple, que le gouvernement sénégalais a déposé sur le bureau de l'Assemblée de ce pays un projet de "réforme" liquidant le Code du travail sans oser le soumettre au vote, du fait de la résistance des organisations ouvrières).

Plus généralement, le FMI n'a pas réussi à intégrer les organisations de la classe ouvrière à une participation active dans la mise en place des "ajustements structurels", sous la forme de structures tripartites censées étudier la "dimension sociale" de l'ajustement. Au contraire, les dernières années ont été marquées sur tout le continent par une vague croissante de mouvements de fond contre les plans du FMI.

Du Sénégal au Cameroun, du Tchad au Nigeria, pas une région du continent n'est restée à l'écart du mouvement par lequel les organisations ouvrières et les peuples ont manifesté leur refus des plans meurtriers du FMI.

UNE NOUVELLE ÉTAPE

C'est dans ces conditions nouvelles que les problèmes les plus fondamentaux sont posés aux peuples, dans leur lutte pour leur survie, et aux organisations ouvrières. Des conditions difficiles, mais auxquelles les organisations, en particulier celles de la classe ouvrière, avaient commencé à répondre en refusant dans leur majorité de devenir des rouages du FMI.

- La lutte pour la rupture avec les plans du FMI devient une question de survie. Et, avec elle, la lutte pour imposer la souveraineté des peuples face au FMI et ses diktats, face à des gouvernements qui, dans leur ensemble, ont démontré que rien ne les lie à la volonté souveraine des peuples et qui abandonnent tous les attributs de la souveraineté nationale, déjà et avant tout par leur acceptation et leur participation à la mise en œuvre de mesures dont ils sont bien placés pour connaître les conséquences néfastes.

- La lutte des peuples et des organisations de la classe ouvrière pour réaliser

leur unité continentale et régionale : en effet, dans un continent marqué par la dislocation imposée par le FMI, où les anciens sommets des Etats tendent à se décomposer en une multitude de "seigneurs" de la guerre, où les Etats sont menacés d'effondrement, la lutte des travailleurs et des peuples africains pour réaliser leur unité au-delà des frontières héritées du colonialisme devient un objectif prioritaire.

C'est le sens de l'appel à une conférence africaine d'unité pour la défense des organisations ouvrières adopté par les délégués africains lors de la dernière réunion du bureau de l'Entente internationale des travailleurs, conférence au cours de laquelle l'AZAPO d'Afrique du Sud et des responsables ouvriers de différentes tendances de ce pays ont exprimé leur soutien en proposant qu'elle ait lieu à Johannesburg au mois d'avril de cette année.

- Intensifier les efforts d'unité internationale contre les plans destructeurs du FMI : les peuples et les travailleurs d'Afrique refusent de considérer que les derniers développements en Afrique autour de la dévaluation du franc CFA sont l'expression d'une "dérive particulière" du continent africain.

Nous refusons pour les mêmes raisons la propagande du capital qui veut réduire l'Afrique à un champ d'action pour les œuvres de charité et faire obstacle à l'action des organisations ouvrières combattant les plans meurtriers qui sont programmés à l'échelle internationale.

L'Afrique est l'expression, certes la plus avancée, mais l'expression seulement, de cette offensive plus générale par laquelle le capital "délocalise" dans les régions du Sud-Est asiatique en s'appuyant sur l'obligation faite à des enfants de 8 ans de travailler. C'est cette offensive plus générale qui a amené le président Clinton à proposer la tenue pour 1995 d'un "sommet social mondial", au cours duquel il sera question d'imposer de façon généralisée aux organisations syndicales le rôle de simples auxiliaires des ajustement structurels. C'est la volonté de résistance à ces plans qui s'est exprimée

avec la délégation composée de responsables ouvriers de tous les continents au siège du FMI à Washington, le 7 février,

pour protester contre la dérive meurtrière que cette institution impose aux peuples.

Le FMI est une organisation internationale créée en 1944 pour surveiller la stabilité financière internationale et pour promouvoir le développement économique et social dans les pays en développement. Elle est dirigée par un directeur général et est composée de 189 pays membres. Le FMI a été créé en 1944 à la suite de la conférence de Bretton Woods et est devenu l'organe central de coopération financière internationale. Elle est financée par des contributions de ses membres et par des emprunts sur les marchés financiers internationaux. Le FMI a pour mission de surveiller la stabilité financière internationale et de promouvoir le développement économique et social dans les pays en développement. Elle est dirigée par un directeur général et est composée de 189 pays membres. Le FMI a été créé en 1944 à la suite de la conférence de Bretton Woods et est devenu l'organe central de coopération financière internationale. Elle est financée par des contributions de ses membres et par des emprunts sur les marchés financiers internationaux.

Le FMI a été créé en 1944 à la suite de la conférence de Bretton Woods et est devenu l'organe central de coopération financière internationale. Elle est financée par des contributions de ses membres et par des emprunts sur les marchés financiers internationaux. Le FMI a pour mission de surveiller la stabilité financière internationale et de promouvoir le développement économique et social dans les pays en développement. Elle est dirigée par un directeur général et est composée de 189 pays membres. Le FMI a été créé en 1944 à la suite de la conférence de Bretton Woods et est devenu l'organe central de coopération financière internationale. Elle est financée par des contributions de ses membres et par des emprunts sur les marchés financiers internationaux.

Le FMI a été créé en 1944 à la suite de la conférence de Bretton Woods et est devenu l'organe central de coopération financière internationale. Elle est financée par des contributions de ses membres et par des emprunts sur les marchés financiers internationaux. Le FMI a pour mission de surveiller la stabilité financière internationale et de promouvoir le développement économique et social dans les pays en développement. Elle est dirigée par un directeur général et est composée de 189 pays membres. Le FMI a été créé en 1944 à la suite de la conférence de Bretton Woods et est devenu l'organe central de coopération financière internationale. Elle est financée par des contributions de ses membres et par des emprunts sur les marchés financiers internationaux.

Le FMI a été créé en 1944 à la suite de la conférence de Bretton Woods et est devenu l'organe central de coopération financière internationale. Elle est financée par des contributions de ses membres et par des emprunts sur les marchés financiers internationaux. Le FMI a pour mission de surveiller la stabilité financière internationale et de promouvoir le développement économique et social dans les pays en développement. Elle est dirigée par un directeur général et est composée de 189 pays membres. Le FMI a été créé en 1944 à la suite de la conférence de Bretton Woods et est devenu l'organe central de coopération financière internationale. Elle est financée par des contributions de ses membres et par des emprunts sur les marchés financiers internationaux.

Notes préparatoires au XXXVIII^e Congrès de la section française de la IV^e Internationale

(extraits)

L'ACTUALITÉ DU BOLCHEVISME

(...) Appliqué à l'époque du capitalisme, surtout du capitalisme décadent, la lutte de classe comme moteur de l'histoire suppose le mouvement conscient de la classe des opprimés et des exploités : la classe ouvrière. Avec la destruction des forces productives (dont fait partie la force de travail qui met en œuvre les forces productives), la classe ouvrière qui ne croît plus en nombre se trouve placée dans une situation de paupérisation (exclusion). Cette situation objective qui frappe la classe ouvrière rend plus difficile son mouvement conscient : classe qui n'est classe que par et dans l'organisation de classe indépendante, arrachant ses conquêtes sociales.

Ainsi, les conditions dans lesquelles la classe ouvrière est amenée à conduire sa lutte de classe sont entravées par les conditions de pourrissement du capitalisme. Mais, malgré les conditions objectives plus difficiles, la lutte des classes reste toujours le moteur de l'histoire.

C'est cette analyse marxiste des rapports sociaux de production qui est à la base des initiatives prises par la II^e Conférence mondiale pour l'Internationale ouvrière convoquée par l'Entente internationale des travailleurs (Conférence ouvrière balkanique, délégation au FMI, conférences continentales, memorandum déposé à l'assemblée générale de l'OIT...) ; initiatives dans lesquelles s'inscrit la construction de nos interventions politiques en France (conférence de délégués pour l'alliance ouvrière et paysanne, dans les élections européennes...).

Le bolchevisme procède du marxisme, c'est-à-dire de l'étude globale et universelle du processus de la naissance, du développement et du déclin des formations économiques et sociales, intégrant l'examen de l'ensemble des tendances contradictoires, les ramenant chacune et toutes aux conditions d'existence et de production des diverses classes de la société.

Le marxisme écarte tout subjectivisme pour qui l'activité humaine, et, partant, l'activité politique, se déroule en dehors et indépendamment des relations sociales de production. Subjectivisme pour qui le contenu des "actes sociaux" serait réduit aux personnes, aux idées de "l'individu" transformé en "surhomme". Subjectivisme auquel s'oppose le marxisme, qui démontre comment l'activité subjective des hommes, leurs jugements et leurs idées sont subordonnés à des relations sociales de production (matérielles).

Le bolchevisme procède du marxisme en cela qu'il unit la théorie et la pratique dans l'organisation. Le bolchevisme se doit, dans la définition de ses objectifs d'ensemble, dans la délimitation des moyens qu'il sélectionne pour y parvenir, d'intégrer à chaque instant l'étude globale de tous les processus d'un moment déterminé de la situation mondiale, nationale et de la lutte de classe, en partant toujours de l'intérêt des masses. Dans une situation historique où le destin de l'humanité s'exprime dans l'alternative pratique socialisme ou barbarie, l'issue repose sur la capacité du prolétariat à accomplir sa mission, formulée en conclusion du *Manifeste du Parti communiste* : "Prolétaires de tous les pays, unissez-vous", comme par la conclusion de

l'Adresse de la I^{re} Internationale :
*"L'émancipation des travailleurs sera
 l'œuvre des travailleurs eux-mêmes."*

SUR L'OBJECTIVISME

Le bolchevisme suppose une rupture radicale avec toute forme d'objectivisme consistant à raisonner d'une manière abstraite sur les processus réels de la lutte : raisonnement abstrait qui morcelle la lutte de classe, isolant l'une de ses tendances et l'opposant à toutes les tendances contradictoires qui la constituent. L'objectiviste condamne les conséquences de la situation des exploités. Pour le marxisme, il ne suffit pas de condamner, il faut expressément et concrètement expliquer que ces conséquences sont liées au système de la propriété privée des moyens de production dans la période du capitalisme décadent.

L'objectivisme constate que les organisations sont nécessaires pour fonder la classe comme classe constituée, mais il en déduit deux séries de conclusions contradictoires et erronées. Les uns estiment, puisque les appareils sont les agents de la bourgeoisie, qu'il faut rechercher d'autres voies (coordinations) ; les autres estiment, puisque les organisations sont nécessaires, qu'il faut faire pression sur les appareils (adaptation). Entre ces deux pôles existent bien des nuances, qui néanmoins s'ordonnent autour de ces deux axes.

La méthode du bolchevisme est étrangère à l'objectivisme, qui consiste à se faire l'observateur passif et extérieur des processus de la lutte de classe. Le bolchevisme suppose que le point de départ de la réflexion et de la discussion est la volonté subjective d'inscrire l'organisation politique d'avant-garde du prolétariat dans le processus objectif de la lutte de classe. Volonté subjective du militant, étrangère au subjectivisme pour qui "*sa propre personnalité*" refuse d'assimiler que l'activité de chaque militant est fondée sur la réalité matérielle des organisations, de l'organisation combattant sur le programme de la IV^e Internationale.

Le point de départ du bolchevisme, c'est la compréhension de ce que les intérêts historiques de la classe ouvrière ne peuvent être réalisés autrement que par sa mobilisation consciente, ce qui implique de comprendre que la mobilisation consciente de la classe ouvrière s'opère à la jonction entre, d'une part, le mouvement spontané de la masse de la classe ouvrière pour ses revendications et ses aspirations et, d'autre part, la capacité de l'avant-garde marxiste intervenant sur la base du programme, c'est-à-dire des acquis théoriques cristallisés du mouvement ouvrier depuis deux cents ans, à inscrire dans les processus de la lutte de classe les réponses politiques d'ensemble et particulières qui permettent à la classe ouvrière d'accomplir jusqu'au bout son mouvement social d'émancipation.

De ce point de vue, la volonté subjective de la IV^e Internationale de se constituer comme un facteur indépendant s'inscrivant activement dans les processus de la lutte des classes et de la situation trouve à s'exprimer dans les initiatives prises par la Conférence de Caracas, le Tribunal de Lima ou encore la I^{re} Conférence mondiale ouverte pour l'Internationale ouvrière, la II^e Conférence mondiale ouverte, la campagne du 6 novembre et les initiatives qui suivent.

GUERRES ET PLANS DU FMI

(...) Dans le labyrinthe de la situation mondiale et nationale complexe, dans le chaos apparent du jeu de toutes les forces politiques et sociales, la lutte de classe est pour nous le fil conducteur qui permet de découvrir les lois qui régissent tous les processus réels de la société. La lutte de classe est, pour nous, à la fois le fil conducteur qui permet de comprendre et le levier qui permet d'agir.

De cette façon, nous avons établi la filiation entre les plans du FMI et la guerre dans l'ex-Yougoslavie, les plans du FMI et la guerre en Somalie. De cette façon, nous sommes arrivés à la conclusion suivante : le véritable contenu de cette guerre, c'est la lutte pour les mar-

chés et le pillage des autres Etats, la volonté d'enrayer le mouvement de résistance et d'émancipation de la classe ouvrière et de la démocratie à l'intérieur des pays belligérants, la tentative de duper, de diviser, de décimer les prolétaires et les masses opprimées de tous les pays en jetant les ouvriers d'un pays victime des plans de misère du FMI contre les ouvriers d'un autre pays, et cela au profit de la bourgeoisie, des grands trusts, tous liés par les plans et directives du FMI. Cela est vrai dans l'ex-Yougoslavie, en Afrique et dans le monde entier.

D'où il a découlé la décision de constituer l'Union des travailleurs balkaniques, de combattre pour l'union libre des peuples libres des Balkans intégrée au combat pour les Etats unis ouvriers et paysans de toute l'Europe, reliant le combat pour la défense de la propriété sociale et pour la paix au combat contre les plans du FMI, pour l'indépendance des organisations ouvrières dans chacun des pays participant à la conférence.

De la même manière, chacun mesure que la décision qui vient d'être prise de dévaluer le franc CFA signifie non seulement que l'impérialisme français vient de perdre une de ses positions dominantes au profit de l'impérialisme américain, mais aussi et surtout, elle a comme contenu pratique de condamner de larges couches des populations africaines à une dégradation brutale de leurs conditions d'existence et de survie, déjà bien au-delà de l'épouvantable. Sont liés à cette décision de dévaluation du franc CFA non seulement les gouvernements français et américain et tous les gouvernements impérialistes, mais aussi tous ceux qui inscrivent leur politique dans le cadre des plans du FMI. Et cela inclut les directions officielles des partis ex-staliniens et de la II^e Internationale.

Là encore, notre décision de reproclamer la IV^e Internationale se traduit dans le fait que nous ne nous contentons pas de dénoncer cette situation en observateurs extérieurs. Nous sommes directement engagés dans l'aide apportée au mouvement ouvrier qui cherche à se reconstruire sur la base de l'indépendance de classe dans toute l'Afrique. Nous sommes direc-

tement engagés dans l'aide à la constitution de syndicats indépendants, de partis ouvriers indépendants, liant la question nationale à la question sociale. Face aux conséquences terribles de l'atomisation de l'Afrique telle que la décrit la Brookings Institution citée dans la lettre à M. Camdessus, face à la volonté de distinguer ce qu'ils osent appeler "l'Afrique utile" de l'Afrique inutile et condamnée, nous avons une responsabilité majeure : aider à préparer la conférence continentale de toute l'Afrique comme un point d'appui pour la résistance des peuples et des travailleurs de ce continent dont l'impérialisme voudrait faire "l'avenir du monde", c'est-à-dire un avenir de décomposition et de chaos. Nous ne sommes pas "spectateurs passifs". En décidant la conférence continentale, en décidant d'aider à la construction d'organisations ouvrières indépendantes dans toute l'Afrique, nous accomplissons le mandat que s'est assigné la IV^e Internationale lors de sa constitution. Nous sommes, à ce titre, les continuateurs de Lénine et de Trotsky (...).

LE BOLCHEVISME, C'EST LA DÉMOCRATIE OUVRIÈRE

(...) Revenons un instant sur le rapport entre démocratie ouvrière et démocratie. La démocratie ouvrière est une forme supérieure de la démocratie. La démocratie ouvrière suppose le contrôle des producteurs associés dans tous les domaines : social, économique, politique, partant des forces concrètes et pratiques de l'éligibilité et de la révocabilité des mandataires. C'est ainsi que par l'abolition de la propriété privée des moyens de production, la démocratie ouvrière, se constitue un dépassement de la démocratie bourgeoise en en réalisant pleinement les éléments en les reliant au contenu social. La démocratie ouvrière pousse tous les éléments de la démocratie bourgeoise plus loin qu'ils n'ont jamais été portés. C'est ainsi, par exemple, que, reprenant les moments les plus élevés du processus de la Révolution française, Lénine proposait que l'Assemblée constituante en Russie intègre le droit de rappel. Dans le projet

de décret qu'il avait préparé, il indiquait ceci :

« Tout organe électif ne peut être considéré comme réellement démocratique que s'il reconnaît et applique le droit pour les électeurs de rappeler leurs députés. »

Etant donné que le système de la représentation proportionnelle fait dépendre le résultat des élections de la composition des partis, toute modification du rapport de force en leur intérieur exige nécessairement une réélection dans des secteurs où le désaccord entre la volonté des classes et leur force d'un côté, et le résultat de l'autre, se manifestent avec évidence. C'est pourquoi le comité exécutif des soviets décrète : les soviets ont le droit de procéder à des réélections dans toutes les institutions électives, y compris l'Assemblée constituante. »

Et Lénine de préciser :

« Le droit de rappel est le droit de contrôle effectif. »

Parce que telle est notre perspective, cela rejaillit sur les tâches politiques qui sont les nôtres dans l'intervention politique, en particulier dans la lutte des classes. Le combat pour la démocratie ouvrière induit des tâches pratiques : l'organisation de la démocratie ouvrière dans le cadre des assemblées générales souveraines, de la lutte de classe, de la démocratie de délégation des délégués élus, mandatés et révocables.

L'organisation de la démocratie ouvrière dans le cadre des organisations de la classe ouvrière est inséparable de son contenu social. Auront nécessairement recours aux méthodes bureaucratiques visant à museler la classe ouvrière et à la cadenciser ceux qui ont lié leur sort à la préservation de l'ordre social existant, ceux qui, à la tête des organisations ouvrières traditionnelles, sont des lieutenants de la classe bourgeoise.

A l'inverse, ceux qui se fixent pour tâche d'aider la classe ouvrière à s'émanciper par son propre mouvement ne peuvent contourner la question centrale des moyens d'exercice de la démocratie ouvrière. Comme courant, la IV^e

Internationale ne cherche pas à imposer ses positions. Par l'organisation, elle conquiert la légitimité de les faire connaître, de les mettre en avant et de faire ses propositions au mouvement de la classe ouvrière.

L'exigence de la démocratie ouvrière se traduit et s'inscrit dans l'activité pratique de la section française de la IV^e Internationale.

L'exigence de la démocratie ouvrière, c'est bien évidemment la capacité à s'associer à d'autres courants politiques issus de la crise du mouvement ouvrier dans le cadre de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples, de l'Alliance européenne des travailleurs ou encore du Parti des travailleurs en France. Mais c'est aussi la capacité au sein de la section française d'organiser en permanence la discussion démocratique, de savoir confronter les points de vue, de ne redouter en rien la libre expression des positions en présence, mais à condition d'orienter en permanence la discussion sur la réponse à la question : que faire, comment faire ?

(...) L'assimilation jusqu'au bout de la méthode objectif-résultat voit se dresser devant elle comme obstacle tous les phénomènes de décomposition de l'impérialisme sur le déclin.

Toutes les forces qui agissent dans le sens de la désorganisation sociale et économique de la société pèsent dans le sens de la désorganisation sociale et politique du prolétariat (déréglementation, destruction). Bien évidemment, du point de vue de l'organisation de l'avant-garde regroupée sur le programme du marxisme, la fermeté sur le programme d'indépendance de classe du prolétariat n'a de sens que si elle se traduit dans la fermeté des méthodes d'organisation qui, partant de la libre discussion, débouchent sur la définition des objectifs ; qui, partant des objectifs, débouchent sur les résultats ; et qui, partant de la discussion sur les résultats, rétablissent le cadre de la libre discussion débouchant sur de nouveaux objectifs. Et ainsi de suite.

LA MÉTHODE OBJECTIF-RÉSULTAT ET SON CONTENU SOCIAL

Ce n'est pas un hasard si tous ceux qui ont rompu avec la IV^e Internationale ont d'abord et avant tout rompu sur la méthode objectif-résultat. Dire cela n'est pas raviver de vieilles querelles, ni même régler des comptes avec des gens qui nous ont abandonnés, mais c'est comprendre la nature sociale, politique, des coups qu'ils ont voulu porter à la IV^e Internationale.

(...) Pour les révolutionnaires prolétaires, la lutte pour en finir avec l'exploitation capitaliste passe nécessairement, encore et toujours, et peut-être même davantage qu'auparavant, par l'intégration du combat ouvrier pour la défense de la propriété sociale et des conquêtes sociales dans l'ex-URSS et dans l'est de l'Europe aux processus de la classe ouvrière à l'échelle mondiale.

(...) L'unité mondiale de la lutte de classe intègre comme une nécessité absolue la défense de la propriété sociale. Le renoncement par Broué, dès cette époque, au mot d'ordre central de défense de la propriété sociale avait nécessairement une portée plus générale. On connaît l'aphorisme de Trotsky : *"Celui qui ne sait pas défendre de vieilles conquêtes n'en fera jamais de nouvelles."* On pourrait inverser cette formule et dire que celui qui renonce à défendre les vieilles conquêtes renonce par là même à en faire de nouvelles et annonce son ralliement aux forces sociales préservant l'ordre social ancien en perdition. Cela se relie directement à la méthode objectif-résultat.

Par l'organisation, nous revendiquons la légitimité de notre capacité à promouvoir nos propres initiatives dans la situation politique et dans la lutte de classe. Par notre activité subjective, nous revendiquons la légitimité de la construction d'un parti ouvrier indépendant, de la construction d'une Entente internationale, de l'organisation de campagnes internationales telles que nous les menons en rapport avec la délégation à Washington et ailleurs. Par l'organisation, nous revendiquons la légitimité du combat politique

pour les assemblées générales souveraines, pour les comités intersyndicaux de défense dans la lutte de classe, c'est-à-dire pour aider les masses à construire directement les organes de la démocratie ouvrière. Par l'organisation, nous revendiquons la légitimité politique de la conférence pour l'alliance ouvrière et paysanne, c'est-à-dire des 25 000 que nous voulons organiser comme une force politique indépendante intégrant les processus de recomposition dans le mouvement ouvrier, mais les ordonnant sur un axe conséquent d'indépendance de classe. C'est ainsi que nous, IV^e Internationale, nous traduisons le programme qui est le nôtre et les raisons de la reproclamation.

Objectif-résultat : chercher à traduire toute analyse du moment présent de la situation en termes d'objectifs politiques mesurés à chaque étape, et lucidement, sans craindre d'intégrer les éléments qui peuvent sembler contrarier notre analyse, intégrer les résultats, ne contourner en aucune circonstance la discussion nécessaire sur l'appréciation des résultats. Toujours définir les objectifs avec le maximum de lucidité, toujours apprécier les résultats avec le maximum de lucidité et en dégager les leçons pour définir de nouveaux objectifs qui deviendront de nouveaux résultats. *"Un élément comptable"*, disait feu Broué ? On admettra alors qu'il s'agit, pour le moins, d'une "comptabilité sociale". Un élément social, le seul moyen par lequel le prolétariat qui ne dispose d'autre arme que celle de l'organisation peut se fixer de briser les chaînes qui l'enserrent. Mais dès lors qu'on renonce à défendre de vieilles conquêtes, dès lors qu'on renonce à en faire de nouvelles, on est tenu de considérer la méthode objectif-résultat et tout ce qui est concentré dans le bolchevisme comme un vieux fatras à reléguer au musée des objets inutiles (...).

LA IV^e INTERNATIONALE N'A PLACE DANS AUCUN FRONT POPULAIRE

La manifestation du 16 janvier aura fait couler beaucoup d'encre et provoqué de grandes agitations dans les cercles divers

de la "gauche" et de "l'extrême gauche". La question méritait d'être sérieusement débattue, et nous nous en sommes expliqués à la fois dans les colonnes d'*Informations ouvrières* et dans plusieurs lettres du courant (que nous reproduirons dans le prochain bulletin intérieur). La discussion devra se poursuivre, et nous aurons l'occasion d'y revenir. Dans ces notes introductives à la discussion, il s'agit d'abord et avant tout, et au-delà des péripéties événementielles, de définir un cadre de méthode. On connaît la phrase de Marx :

« Dans les grands développements historiques, vingt années ne sont pas plus qu'un jour, bien que par la suite puissent venir des journées qui concentrent en elles vingt années. »

Sans doute, à l'échelle de l'histoire, l'union de la gauche au pouvoir ne comptera pas plus qu'un jour. Certes, les protagonistes falots de l'union de la gauche — de gauche et de ladite "extrême gauche" — ne méritent que le mépris dû à tous ceux qui, dans l'histoire du mouvement ouvrier, ont abandonné le terrain de la lutte de classe, de la préservation de l'indépendance de classe des organisations ; mais il n'en reste pas moins que l'union de la gauche au pouvoir a porté les coups les plus durs aux travailleurs, ouvriers, paysans, jeunes, femmes travailleuses... C'est pourquoi, aujourd'hui, il convient d'accorder une attention particulière aux tentatives de diverses et multiples inspirations visant à reconstituer des dispositifs de front populaire comme barrage à l'aspiration des masses populaires et ouvrières à s'unir.

La reproclamation de la IV^e Internationale implique pratiquement de rester ferme sur le terrain de l'indépendance de classe, de refuser sous quelque forme que ce soit de prendre place au sein d'un front populaire ou d'une quelconque coalition de collaboration de classe. Elle implique de définir à chaque étape une orientation stratégique de front unique ouvrier et d'en déduire les formes adaptées à chaque situation nationale et à chaque moment de la situation politique.

Indépendance de classe, refus de s'intégrer au front populaire : on se rappelle

Lénine en 1914 rompant avec la II^e Internationale, mettant à l'ordre du jour d'emblée le combat pour la III^e Internationale et le reliant à une position intransigeante contre les partisans de l'Union sacrée, qui dévoyaient les aspirations des masses et ont conduit à la première boucherie impérialiste pour des intérêts qui n'étaient pas les leurs. Position intransigeante, mais pratiquement formulée de façon à aider les masses à surmonter leurs illusions. Quand Lénine arrive à la gare de Finlande en avril 1917, il est accueilli par les dirigeants socialistes-révolutionnaires et mencheviks du soviétique, les deux partis de gauche dirigés par les collaborateurs de classe. Ceux-ci le pressent d'entrer au gouvernement provisoire (un front populaire avant la lettre). Lénine ne dit rien, n'adresse pas un mot aux officiels présents, mais, par-dessus leur tête, s'adresse aux travailleurs rassemblés et déclare :

« Chers camarades, soldats, matelots et ouvriers, je suis heureux de saluer en vous la révolution russe victorieuse, l'avant-garde de l'armée prolétarienne mondiale. La guerre de rapine impérialiste et le commencement de la guerre civile dans l'Europe entière, l'aube de la révolution socialiste mondiale se lève, en Allemagne tout bouillonne, l'impérialisme européen peut s'effondrer du jour au lendemain. La révolution russe accomplie par vous a ouvert une ère nouvelle : vive la révolution socialiste mondiale ! »

Lénine ne condamne pas les masses, dont les illusions donnent l'écrasante majorité aux dirigeants de l'union de la gauche avant la lutte, mais il refuse de s'y adapter. Immédiatement, se déverse un torrent de haine et de calomnies contre Lénine. Les journaux de droite le dénoncent comme un criminel, le journal des socialistes-révolutionnaires affirme : "*De tels hommes sont un véritable danger pour la révolution.*" Plékhanov, dont le nom et l'activité se sont confondus durant des dizaines d'années avec le marxisme, construisant le parti ouvrier indépendant, Plékhanov, qui, dans sa vieillesse, s'est rangé dans les rangs de l'Union sacrée, dit dans son journal à propos du discours d'arrivée de Lénine : "*C'est du délire*", et l'accuse de vouloir rétablir la monarchie. Dans les rues, des rassemblements ont

lieu, des manifestations aux cris de "Lénine en prison", "A mort les bolcheviks". Devant les locaux de la *Pravda*, on jette des pierres, on brandit des revolvers et, le 17 avril, sur la perspective Nevski, une manifestation monstre se déroule avec comme mot d'ordre principal "A bas Lénine" (...).

PARTIR DES INTÉRÊTS HISTORIQUES DES MASSES, PAS DES ILLUSIONS

(...) Indépendance de classe, refus d'entrer dans les fronts populaires ou dans l'Union sacrée sous quelque forme que ce soit, à commencer par ce qui prend aujourd'hui la forme de l'union de la gauche "consensuelle", axe de l'union nationale.

C'est là le fond du problème : définir une position qui corresponde aux intérêts historiques et constamment particularisés des masses, et non pas à leurs illusions. Donner à la position politique que l'on adopte une forme qui permette de combattre les illusions sur le terrain des illusions, et non pas de les prendre de front. Mais combattre les illusions sur le terrain

des illusions ne signifie pas, sous prétexte "pédagogique", s'adapter aux illusions, pas plus que cela ne suppose de s'opposer aux illusions frontalement. Confiance dans l'orientation qui consiste, pour sauver la civilisation, à s'appuyer sur les intérêts historiques et particuliers des masses, lesquelles sont seules susceptibles de tirer l'humanité de l'ornière de la barbarie dans laquelle l'entraîne le système de la propriété privée des moyens de production. Dégager et intervenir sur les mots d'ordre et revendications qui correspondent à leurs intérêts historiques et particuliers trouvent d'ores et déjà une profonde résonance dans les masses, et savoir qu'à l'étape suivante, ou à celle d'après, les masses se saisiront des mots d'ordre et leur donneront une réalité matérielle dans leur propre mobilisation, à la condition que l'avant-garde révolutionnaire ne s'intègre pas dans le front populaire ou l'union nationale. Cela, c'est toute l'expérience de la I^{re}, de la II^e, de la III^e et de la IV^e Internationales, c'est toute l'expérience du combat prolétarien, c'est toute la signification de la reproclamation de la IV^e Internationale.

Le 25 janvier 1994

des illusions ne signifie pas, sous prétexte de "l'échec", à adapter aux illusions, mais, dans une certaine mesure, à opposer aux illusions. L'illusion n'est pas, par elle-même, l'ennemi de la réalité. Elle est, au contraire, le moyen de la réaliser. Elle est, dans le domaine de l'art, le moyen de la rendre, dans le domaine de la science, le moyen de la comprendre, dans le domaine de la philosophie, le moyen de la dépasser. Elle est, dans le domaine de la politique, le moyen de la transformer. Elle est, dans le domaine de la vie, le moyen de la vivre.

La déception est une illusion qui se brise. Elle est, dans le domaine de la politique, le moyen de la transformer. Elle est, dans le domaine de la vie, le moyen de la vivre.

La déception est une illusion qui se brise. Elle est, dans le domaine de la politique, le moyen de la transformer. Elle est, dans le domaine de la vie, le moyen de la vivre.

La déception est une illusion qui se brise. Elle est, dans le domaine de la politique, le moyen de la transformer. Elle est, dans le domaine de la vie, le moyen de la vivre.

En fait, l'illusion n'est pas, sous prétexte de "l'échec", à adapter aux illusions, mais, dans une certaine mesure, à opposer aux illusions. L'illusion n'est pas, par elle-même, l'ennemi de la réalité. Elle est, au contraire, le moyen de la réaliser. Elle est, dans le domaine de l'art, le moyen de la rendre, dans le domaine de la science, le moyen de la comprendre, dans le domaine de la philosophie, le moyen de la dépasser. Elle est, dans le domaine de la politique, le moyen de la transformer. Elle est, dans le domaine de la vie, le moyen de la vivre.

PARTI DES INTÉRÊTS HISTORIQUES

DES MASSES

DES MASSES

DES MASSES

DES MASSES

DES MASSES

C'est la seule force de production ; définir une méthode qui corresponde aux intérêts économiques et politiques particuliers des masses, et non pas à leurs illusions. Donner à la politique politique que l'on dirige une forme qui permette de combiner les illusions des masses et la réalité de la vie. C'est la seule force de production ; définir une méthode qui corresponde aux intérêts économiques et politiques particuliers des masses, et non pas à leurs illusions. Donner à la politique politique que l'on dirige une forme qui permette de combiner les illusions des masses et la réalité de la vie.

La proclamation de la IV^e Internationale implique pratiquement de rester fidèle sur le terrain de l'indépendance de classe, de refuser sous quelque forme que ce soit de se laisser entraîner au sein de la déception à un projet de coopération quelconque avec des forces qui se proposent de constituer un obstacle à l'unité des masses populaires et ouvrières.

La proclamation de la IV^e Internationale implique pratiquement de rester fidèle sur le terrain de l'indépendance de classe, de refuser sous quelque forme que ce soit de se laisser entraîner au sein de la déception à un projet de coopération quelconque avec des forces qui se proposent de constituer un obstacle à l'unité des masses populaires et ouvrières.

Les masses ne condamnent pas les masses dont les illusions donnent l'échec à leur révolution. Elles refusent de se laisser entraîner au sein de la déception à un projet de coopération quelconque avec des forces qui se proposent de constituer un obstacle à l'unité des masses populaires et ouvrières.

Les masses ne condamnent pas les masses dont les illusions donnent l'échec à leur révolution. Elles refusent de se laisser entraîner au sein de la déception à un projet de coopération quelconque avec des forces qui se proposent de constituer un obstacle à l'unité des masses populaires et ouvrières.

Est-ce bien une révolution prolétarienne qui a commencé le 25 avril 1974 au Portugal ?

Par Pierre Roy

Les lecteurs de *La Vérité* connaissent la méthode de cette revue qui est celle des matérialistes qui l'animent : confronter les faits avec les analyses et dire ce qui est.

Sur cette base, s'il s'avère que la caractérisation politique formulée à l'époque sur la nature de la révolution qui a éclaté il y a vingt ans au Portugal est erronée, il faudra le reconnaître et en tirer les conclusions politiques.

S'il s'avère au contraire que cette caractérisation n'est pas à remettre en cause sur le fond, eh bien, il faudra, dans ce cas-là aussi, en tirer les conséquences pour la marche en avant de la IV^e Internationale reproclamée en juin 1993.

Bien entendu, l'impressionnisme d'un certain journalisme superficiel n'hésitera pas un instant : selon toute apparence, la bourgeoisie portugaise, par la force conjuguée de la social-démocratie portugaise et internationale et du stalinisme, sans compter l'aide directe fournie par les impérialismes américain ou européen, semble avoir restabilisé un Etat bourgeois qui n'aurait été que déstabilisé, sans être démantelé, au moment de la révolution du 25 avril.

Que ces gens-là nous excusent, mais il nous semble que le jugement sur ce point capital ne peut pas se fonder sur des impressions, aussi fortes soient-elles, mais qu'il exige une analyse politique qui ne se contente pas d'une sorte de comptabilité en partie double des avancées et des reculs de la révolution (encore qu'il faille intégrer cet aspect), mais qui établisse un diagnostic scientifique à partir des pro-

blèmes du pouvoir et de ce qui l'incarne : l'Etat.

LE 25 AVRIL : RÉVOLUTION BOURGEOISE (DÉMOCRATIQUE) OU RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE ?

Poser cette question, ce n'est pas poser une question d'école. Car si la bourgeoisie portugaise s'est révélée capable de conduire (directement ou indirectement, mais ce n'est pas le problème, car historiquement elle a toujours agi ainsi, en mettant en mouvement d'autres classes, tant que ce mouvement lui servait à élargir le mode de production qui la fonde) une révolution démocratique, cela a beaucoup d'implications. Cela signifie en particulier que la bourgeoisie, au moins dans certains de ses secteurs, reste une classe historiquement progressive, ce qui veut dire qu'elle est capable encore de développer les forces productives et qu'elle est porteuse d'une issue historique à la crise de l'humanité.

La bourgeoisie portugaise a-t-elle donc été aux commandes du processus révolutionnaire déclenché le 24 avril ? Certains l'ont dit, écrit et répété. Ils ont agi d'ailleurs en fonction de cette appréciation qui les a entraînés fort loin, puisque la section du Secrétariat unifié s'est trouvée dans une situation de déchirure ouverte quand le stalinisme combattait ouvertement contre les élections à l'Assemblée constituante, pour la dictature du MFA et qu'il dressait des barricades contre les

masses qui voulaient, elles, faire avancer leur révolution. A cette époque, on s'en souvient, la section du Secrétariat unifié s'était trouvée coupée entre les deux côtés de la barricade.

N'y aurait-il pas eu un lien entre cet aboutissement — inconfortable, on en conviendra, pour une organisation — et l'analyse qui fut, d'entrée de jeu, celle de Mandel ? En effet, pour ce dernier, le coup d'Etat a été motivé, entre autres, par *"la crise au sein de la bourgeoisie avec le développement du capital financier favorable à une modernisation des structures économique et sociales — secteur représenté par exemple par le trust CUF et le banquier Antonio Champalimaud"*.

L'Organisation communiste internationaliste avait, à la même époque, dans une brochure intitulée : *25 avril : la dictature fasciste s'effondre à Lisbonne. Problèmes de la révolution portugaise* (SELIO), répondu en ces termes à cette appréciation que Mandel partageait avec beaucoup d'autres, et le journaliste du *Monde* Marcel Niedergang (1) en particulier :

"Qu'il y ait des contradictions au sein de la bourgeoisie portugaise, il ne faut pas être grand clerc pour le découvrir. Qu'une sévère crise politique secoue depuis de longues années les classes dominantes portugaises, nul n'en peut douter. Que la bourgeoisie portugaise ait été à la recherche d'une solution politique de rechange à la dictature salazariste, dont elle s'était parfaitement accommodée jusqu'alors, cela ne fait pas de doute.

De là à en déduire que le trust CUF a fomenté le coup d'Etat pour "moderniser les structures économique et sociales", seul peut le prétendre un fieffé petit-bourgeois cherchant à camoufler aux yeux des masses et des militants la réalité du processus révolutionnaire en cours au Portugal.

Les faits sont là : pour toutes les classes dominantes portugaises, pour les capitalistes et les propriétaires fonciers, l'Etat capitaliste de Salazar-Caetano représentait LEUR Etat.

Ils l'ont imposé, soutenu ; ils se sont identifiés à la dictature fasciste tant que celle-ci leur a permis, en bâillonnant les

travailleurs au Portugal et dans les colonies, de tirer de monstrueux profits de l'exploitation."

La logique politique est implacable. Si l'on estime que le 25 avril et ce qui s'en est suivi n'ont été qu'une **refonte** de l'Etat bourgeois, sans plus, alors la question pouvait se poser d'appuyer telle ou telle procédure concrète pour y parvenir. Les stalinien craignaient que la démocratie, y compris parlementaire, ne rende plus difficile le contrôle de la lutte des classes, et ils ont donc jusqu'au dernier moment où leur appareil menaçait d'exploser défendu la suprématie du MFA. Cette attitude, on nous l'accordera, ne découlait pas d'une quelconque naïveté de la part de l'appareil stalinien. La bureaucratie restaurationniste du Kremlin, aux avant-postes de la contre-révolution dans le monde, avait parfaitement mesuré la signification révolutionnaire du 25 avril et de ses développements. Son agence portugaise, du même coup, l'avait aussi parfaitement mesurée et son acharnement à s'arc-bouter contre la volonté des masses à l'époque de la Constituante et de l'affaire du journal socialiste *Republica* témoigne du fait que la direction du PCP avait parfaitement assimilé la situation. L'appareil ne serait pas allé aussi loin qu'il est allé dans la défense de ce pilier de l'Etat bourgeois qu'est la hiérarchie militaire, la caste de ses officiers, etc., s'il n'avait pas compris qu'un processus de démantèlement de ce même Etat bourgeois s'était accompli et qu'il lui fallait donc peser de tout son poids, mettre en jeu tout son prestige accumulé sous la dictature salazaro-caetaniste pour sauver le maximum des débris de cet Etat bourgeois en perdition.

Du 25 avril 1974 à l'été 1976, s'étendent deux années au cours desquelles les développements de la révolution rencontrèrent comme obstacle principal la politique de l'appareil stalinien, qui a véritablement mis tout en œuvre pour diviser la classe ouvrière, pour la couper de ses alliés naturels que sont la paysannerie pauvre et les autres couches salariées.

Nous avons pris le problème en quelque sorte en creux en le centrant sur la politique de l'appareil stalinien parce

qu'il donne la mesure des bouleversements révolutionnaires auxquels le 25 avril a procédé. Mais il faut maintenant prendre le problème durant cette même période en partant de l'activité révolutionnaire des masses elles-mêmes.

Bien entendu, nous y rencontrerons à chaque étape les obstacles internes au mouvement que représentent les appareils, mais c'est le prolétariat entraînant à sa suite les couches opprimées de la société que nous allons voir à l'œuvre.

LE PROLÉTARIAT PORTUGAIS COMME DIRECTION SOCIALE DE LA RÉVOLUTION COMMENCÉE LE 25 AVRIL 1974

Nous reposons la question : la révolution du 25 avril telle qu'elle s'est concrètement développée fut-elle voulue et commandée par une fraction de la bourgeoisie agissant au nom des intérêts généraux de cette classe, ou a-t-elle été et reste-t-elle le début d'une authentique révolution prolétarienne ? Il faut rappeler que pour les marxistes (et très certainement pour d'autres courants ouvriers indépendants de la social-démocratie et du stalinisme), le début de la révolution prolétarienne ne signifie pas son triomphe. C'est élémentaire, mais il n'est peut-être pas inutile de le préciser. Cela permet d'écarter un faux débat sur le fait que la démocratie parlementaire qui semble aujourd'hui le régime politique du Portugal serait d'une quelconque façon un choix opéré dès le début par la bourgeoisie portugaise, qui aurait donc, à travers de nombreuses vicissitudes, conservé en dernière analyse la maîtrise des événements.

Outre le fait qu'il y aurait beaucoup à dire sur la nature exacte du régime parlementaire actuellement en vigueur au Portugal, nous soutenons le point de vue que ce régime n'est qu'une réponse fragile et instable, en dépit des apparences, à un processus de révolution prolétarienne qui, en dépit des coups qui lui ont été portés (et qu'il ne s'agit pas évidemment de nier), demeure le facteur principal dans le développement de toute la situation.

Nous partons de ce constat : la forme de domination de classe dont s'était doté le capitalisme portugais n'a pas pu être modifiée sans que, par la brèche ouverte, les masses se soient engouffrées et aient commencé à démanteler tout l'appareil d'Etat. Nous pouvons reprendre intégralement ce que nous écrivions dans la brochure citée précédemment (25 avril : la dictature fasciste s'effondre à Lisbonne) :

“Salazar a littéralement investi de haut en bas l'Etat bourgeois. Toutes les structures, de bas en haut, de l'Etat salazariste étaient celles de l'Etat bourgeois, dominé par la PIDE (police politique du régime, véritable détentrice du pouvoir dictatorial) devenue une force démesurément importante d'officiers et d'informateurs. La PIDE contrôlait, gérait tous les organes de l'appareil d'Etat. C'est ainsi que le coup d'Etat décidé pour prévenir les conséquences révolutionnaires de la crise de l'Etat salazariste, dont Caetano maintenait, selon ses propres paroles, “la structure politique”, a ouvert une situation révolutionnaire où, sur la base des contradictions multiples, sociales, politiques, intellectuelles, économiques, morales, qui ont mûri dans toutes les classes de la société au cours de la période antérieure, les masses laborieuses, concentrant leur haine contre les institutions corporatistes, ont démantelé l'appareil d'Etat de la bourgeoisie. L'Etat bourgeois que Salazar a investi durant un demi-siècle s'identifiant à l'Etat salazariste, la destruction des structures corporatistes par l'activité des masses laborieuses fraternisant avec les soldats a conduit au démantèlement de tous les organes de l'Etat bourgeois portugais. Toute l'histoire des révolutions est là pour l'attester : toute véritable révolution commence toujours ainsi” (p. 14).

Dès le début, il y a donc eu intervention active des masses. Cela a commencé par la fraternisation avec les soldats dans une situation où le commandement militaire avait demandé à la population de rester à l'écart, de ne pas bouger des domiciles. On a lu depuis des centaines de témoignages qui montrent comment ces plans de l'état-major ont volé en éclats, se sont littéralement volatilisés sous le souffle brûlant de la révolution prolétarienne à ses débuts. Puis les processus se

sont développés : une vague de grèves a déferlé dans tout le pays.

“Le mouvement qui s’était dessiné depuis le 25 avril n’a fait que s’étendre et s’élargir. Partout, aussi bien dans les villes que dans les campagnes, les travailleurs, même dans leurs fractions les plus arriérées et “retardées”, se réunissent, expulsent les directions haïes, élaborent leurs revendications (6 000 escudos minimum, 40 heures, treizième mois, un mois de vacances payé avec une prime de vacances supplémentaire, expulsion et souvent exigence du châtimement des directeurs et chefs fascistes, bien souvent aussi l’exigence de la fin immédiate de la guerre, du retour du contingent et de “pas un soldat, pas un sou de plus pour la guerre”, etc.). Il faut noter, d’une part, que ces exigences correspondent, par exemple par rapport aux salaires, à une augmentation qui atteint toujours, et dans la plupart des cas dépasse 50 %, ce qui donne aussi bien l’indice de la misère antérieure que la volonté des travailleurs d’en finir avec l’exploitation ; d’autre part, que ce mouvement (qui dans certains secteurs va beaucoup plus loin, commençant à s’attaquer au saint des saints, la propriété privée des moyens de production) débouche immédiatement et très spontanément dans une situation de grève généralisée. Dès que leurs revendications sont élaborées, les travailleurs élisent leurs représentants syndicaux, directement dans leurs assemblées, et se mettent en grève pour les faire aboutir.”

Dès ce moment, les structures mises en place par les travailleurs jouent un double rôle : à la fois structures syndicales indépendantes et organes autonomes jetant les bases d’un début de pouvoir ouvrier, organisant l’occupation des usines, ouvrant les livres de comptes des patrons qui protestent de leur incapacité financière à satisfaire les revendications.

Il va de soi que les appareils traîtres ne restent pas inactifs. Déjà, le PCP freine des quatre fers et sa direction commence à expliquer que les revendications ouvrières sont “maximalistes”, inspirées par le patronat et les agents de l’ancien régime infiltrés dans le mouvement ouvrier, bref toute la panoplie bien connue des calomnies dont les Baziles staliniens connaissent sur le bout des doigts la répugnante

partition. C’est toujours la même, celle qui, dans le processus révolutionnaire qui se développait en France à la fin de la Deuxième Guerre mondiale, amenait les Duclos, Thorez, Tillon à dénoncer la grève comme “l’arme des trusts”.

Mais, à ce stade de la révolution portugaise, les travailleurs s’efforcent de contourner les obstacles érigés par l’appareil, sans d’ailleurs pouvoir en comprendre tous les tenants et aboutissants car leur confiance dans les organisations traditionnelles du mouvement ouvrier est alors quasi totale. Et c’est ainsi, comme le signale la brochure de l’OCI, que

“la combinaison du barrage que dressent contre le mouvement de grève pour les revendications les dirigeants des partis ouvriers, en liaison avec le patronat et la junte, va amener les masses à construire, en contournant l’obstacle, une véritable situation de dualité de pouvoir, principalement dans les entreprises”.

LA DUALITÉ DE POUVOIR COMBINÉE AU DÉMANTÈLEMENT DE L’ÉTAT BOURGEOIS, MARQUES INDISCUTABLES DE LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE COMMENÇANTE

Encore une fois, on ne saurait s’y tromper. Certes, il est arrivé plusieurs fois dans la lutte de classe contre le capitalisme que les travailleurs se dotent d’organes propres entrant directement en contradiction avec le pouvoir de la classe dominante, sans que, pour autant, les institutions étatiques soient démantelées.

Pour ne prendre que cet exemple, nous savons que la grève générale d’août 1953 a donné naissance à Nantes à un comité central de grève sur la région nantaise qui assumait des fonctions d’un deuxième pouvoir face au pouvoir du préfet, représentant de l’Etat. Mais force est de constater, ce qui n’ôte rien à la leçon précise de l’histoire dans les conditions concrètes où cela s’est produit, que le pouvoir central de l’Etat bourgeois français disposait d’un appareil de pouvoir, ébranlé certes, mais tenant malgré tout debout, alors qu’il n’en

a pas été du tout de même au Portugal quand les événements que nous évoquons se sont produits.

L'appareil de l'Etat bourgeois portugais proprement dit se réduisait — la PIDE ayant été détruite par les masses, qui procédaient partout à ce qu'elles appelaient l'"assainissement" des fascistes — à la GNR, force de répression héritée du régime précédent, mais dont la marge de manœuvre était devenue relativement étroite (ce qui ne veut pas dire qu'elle n'était pas capable de porter des coups aux masses), et surtout au corps des officiers, le MFA. Il faut y ajouter la hiérarchie catholique, cela va de soi.

Mais le MFA, au fur et à mesure que la révolution s'est approfondie et en dépit des efforts désespérés de l'appareil stalinien pour le maintenir en place et lui subordonner tous les processus politiques fondamentaux, s'est dissocié en différents clans qui se sont plus ou moins ouvertement opposés les uns aux autres. C'est le général Eanes, appuyé sur Soares et le PCP, qui mettra le corps des officiers "hors jeu" pour essayer de reconstituer son unité perdue.

Comme on le voit, ce sont tous les ingrédients d'une révolution sociale qui se sont rassemblés, mettant en cause le système de la propriété privée des moyens de production et se dirigeant vers l'instauration d'éléments de propriété sociale.

Nous évoquerons quelques-uns des principaux faits qui confirment par leur matérialité même le point de vue que nous nous sommes efforcés d'argumenter depuis le début de cet article.

Les travailleurs ont imposé la nationalisation de près de 75 % de l'appareil productif et financier portugais. Certes, les employés de banque n'ont pas pu maintenir pendant vingt ans le remarquable dispositif qu'ils avaient mis en place pour s'opposer aux transferts de capitaux par-dessus les frontières. Mais il n'empêche que les banques portugaises ont été nationalisées et que les contre-réformes introduites par la suite n'ont pu effacer les traces toutes fraîches du grand mouvement d'"expropriation des expropriateurs" dont parle Marx, et que les masses avaient contraint les autorités d'entériner

partiellement. De même pour l'industrie. Quels qu'aient été depuis 1974-1976 les aléas de la révolution portugaise, les avancées expropriatrices du capitalisme que, par exemple, les travailleurs des chantiers navals de Lisnave, fer de lance du mouvement vers les comités d'usine (lire dans la brochure de l'OCI les chapitres « *Le mouvement vers les comités d'usine : Lisnave* » et « *Projet de règlement de la commission élue des travailleurs de Lisnave* »).

Il faut être politiquement aveugle ou de mauvaise foi pour ne pas voir dans les processus vivants qui ont été à l'œuvre dans ce haut lieu de la révolution portugaise que furent les chantiers navals de Lisnave la marque indiscutable d'une révolution prolétarienne en train de s'accomplir.

Faut-il considérer comme sans signification qu'en 1982 encore, alors que le balancier de l'histoire oscillant en faveur de certaines mesures réactionnaires autorisait une première révision de la Constitution adoptée en 1976, les autorités n'osèrent pas modifier l'article qui précisait que les nationalisations étaient irréversibles dans la perspective de la construction d'une société socialiste ?

Faut-il considérer comme sans signification que cette même révision fut obligée de procéder à la dissolution du Conseil de la révolution, institution réactionnaire par laquelle le MFA prétendait tenir en tutelle la société civile ?

Faut-il considérer comme sans signification que des dispositions constitutionnelles restreignent encore le droit des patrons aux licenciements, même si l'autorisation du lock-out que la Constitution dans son texte de 1976 leur interdisait a été rétablie ?

Faut-il considérer comme sans signification que la Constitution portugaise porte des traces profondes d'une situation où les masses ont imposé des conquêtes malgré les barrages successifs dressés par les appareils du stalinisme et de la social-démocratie, sans compter leurs produits dérivés que sont — et surtout qu'ont été (car leur heure de gloire semble désormais loin derrière elles) — les différentes variétés de gauchisme ?

Faut-il considérer comme sans signification l'extraordinaire mouvement d'occupation des terres par les paysans pauvres et les travailleurs agricoles qui a déferlé sur toute la partie du Portugal située au sud de Lisbonne (un million d'hectares de terres occupées) et qui a donné naissance aux coopératives et aux nouvelles unités de production, lesquelles amorçaient dans ce domaine de la terre l'instauration de nouveaux rapports de production non capitalistes ?

Certes, et nous le savons bien, une fois conquis par les masses, tout acquis est menacé par la classe dominante dans le pays même et hors de ses frontières. Certes, les masses paysannes sans terre se sont vu rogner leurs conquêtes. Le processus de reprivatisation a été très largement engagé, et les injonctions du FMI, prenant en charge quasiment directement la politique économique du Portugal, n'ont pas été sans effet, et de très sensibles reculs ont été infligés aux masses.

Mais que constatons-nous ? En dépit des coups subis, la force politique de la classe ouvrière et de la paysannerie pauvre au Portugal, avec toutes les couches laborieuses qui sont à leurs côtés, n'a pas été défaits par les offensives répétées de la réaction portugaise et mondiale. C'est même quelque chose d'assez extraordinaire de voir que ces classes sociales numériquement si réduites à l'échelle de l'Europe aient pu aller aussi loin par leur mouvement propre en réussissant à bousculer des dispositifs contre-révolutionnaires dressés d'abord, sur le plan chronologique, essentiellement par le PCP et, par la suite, par le PSP, qui, une fois atteints les buts parlementaires qu'il s'était fixés pour vivre en tant que parti ouvrier-bourgeois parlementaire, s'est mis, avec un acharnement digne de son rival complice, à se dresser contre la volonté des masses. Il y a là quelque chose de remarquable qui permet de mesurer les profondeurs du dévouement des masses et leur volonté de vaincre.

Dans ces processus dont l'enjeu dépasse bien évidemment le cadre du seul Portugal, où la question est celle de la classe qui doit l'emporter et sceller ainsi le sort de l'humanité, vers la barbarie généralisée avec le capitalisme pourissant

ou vers le socialisme avec la classe ouvrière à la tête des autres couches exploitées, nous pouvons citer sereinement la conclusion de la brochure de l'OCI écrite alors même que le processus révolutionnaire était à son niveau le plus élevé :

"En tout état de cause, le programme de collaboration de classes est gros de nouvelles attaques que la bourgeoisie lancera, et contre lesquelles la classe ouvrière et les militants s'efforceront de riposter. La question : "Où va le Portugal ?" se résume à la question des chances de la révolution portugaise. Nous répondons : la révolution a commencé au Portugal. Nous assistons au début du processus de la révolution où les chances de la révolution seront, jusqu'à un certain point, directement proportionnelles à la résistance, entravée par les dirigeants, des masses laborieuses et de la jeunesse contre les tentatives de limiter les libertés et les positions arrachées : droit de grève et de réunion, liberté de la presse, commissions de délégués élus des travailleurs. Jusqu'à un certain point néanmoins, car, même si le prolétariat doit reculer, il faudrait, pour rétablir les anciennes conditions d'exploitation, que le capital reconstruise son appareil d'Etat démantelé. Nous avons établi au cours de ce travail combien cela ne sera pas facile."

Un dernier mot, pour conclure : le sort de la révolution prolétarienne au Portugal n'est pas tranché. Il est hautement probable que les processus en cours à l'échelle de l'Europe seront déterminants pour en décider dans un sens ou dans l'autre. Il est tout à fait certain que la reproclamation de la IV^e Internationale, par l'aide qu'elle peut apporter à l'affirmation, à la consolidation et à l'élargissement d'un pôle ouvrier indépendant au Portugal même, constitue un facteur de première importance dans ce devenir. La suite est du domaine de l'histoire qui se fait.

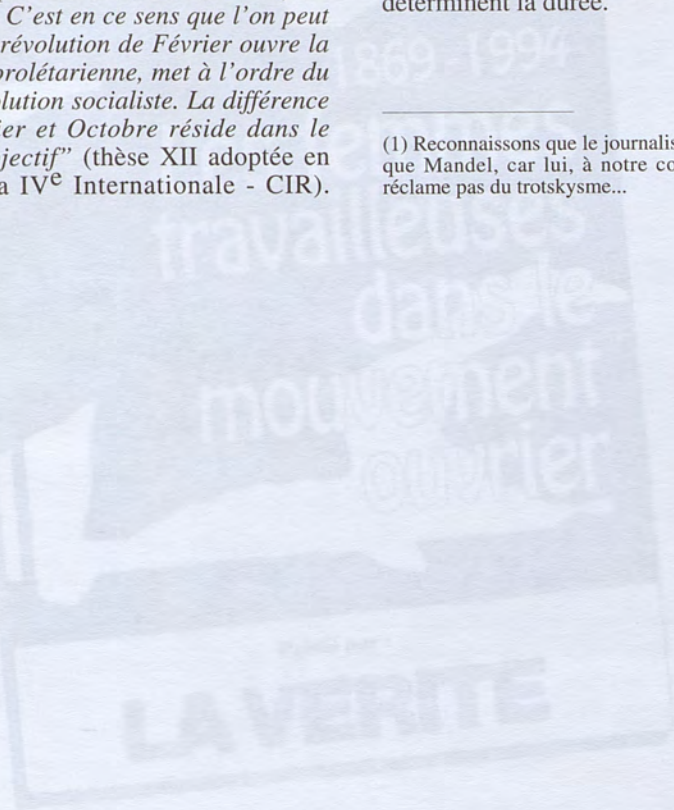
P. S. : Rappelons la position de la IV^e Internationale sur la différence entre révolution prolétarienne commençante (l'histoire nous a donné un exemple "classique" de cette situation avec février 1917) et révolution prolétarienne victorieuse

(octobre 1917) : *“Février est une révolution ouvrière qui s’affronte aux exploités, impérialistes, bourgeois et propriétaires fonciers liés à la bourgeoisie. Elle démantèle l’Etat bourgeois sans encore ni le détruire ni le remplacer. Mais par sa dynamique de classe et par l’ennemi qu’elle affronte, la révolution de Février doit aboutir à la dictature du prolétariat (= république des conseils ouvriers) ou disparaître. C’est en ce sens que l’on peut dire que la révolution de Février ouvre la révolution prolétarienne, met à l’ordre du jour la révolution socialiste. La différence entre Février et Octobre réside dans le facteur subjectif”* (thèse XII adoptée en 1980 par la IV^e Internationale - CIR).

Quant à la question des délais entre Février et Octobre, ce sont précisément les rythmes de construction du “facteur subjectif” (un parti ouvrier indépendant qui ait la confiance des masses de façon suffisante pour les aider à vaincre) qui, en combinaison et en relation avec tous les développements objectifs dans le pays même, dans les pays qui lui sont historiquement liés et dans le monde entier, en déterminent la durée.

Pierre Roy

(1) Reconnaissons que le journaliste a plus d’excuses que Mandel, car lui, à notre connaissance, ne se réclame pas du trotskysme...



La Vérité a décidé de publier un livre de Catherine Lanéris : *1869-1994, les femmes travailleuses dans le mouvement ouvrier.*

Cette contribution apporte de nombreux éléments sur la question du combat pour l’émancipation totale des femmes, inséparable de la lutte du mouvement ouvrier. Ce livre est disponible au prix de 30 F.



**La Vérité a décidé de publier un livre de Catherine Lanérés :
1869-1994, les femmes travailleuses
dans le mouvement ouvrier.**

**Cette contribution apporte de nombreux éléments
sur la question du combat pour l'émancipation totale
des femmes, inséparable de la lutte du mouvement ouvrier.
Ce livre est disponible au prix de 50 F.**

Chèques à l'ordre d'APIO à verser à
La Vérité (administration, services administratifs)
87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris.

Rédaction, administration et correspondance

(pour tous les pays et pour les versions anglaise, espagnole et française)

87, rue du Faubourg-Saint-Denis 75010 Paris-France

Directeur : Pierre Lambert

Comité de rédaction : Malcolm Bagayako, Alan Benjamin, Andreu Camps, Robert Clément, Miguel Cristobal, Olivier Doriane, François Forgue, Marc Gauquelin, Lucien Gauthier, Daniel Gluckstein, Raul Gomez, Philippe Larsimont, Joao Alfredo Luna, Jean-Jacques Marie, Jean-Marc Schiappa, Werner Uhde, Jorge Villaran.

Imprimerie INFOTEC 2000 Paris



Commission paritaire : n° 66926 - ISSN 0294-359X